

Ayuntamiento de Madrid

R  
704









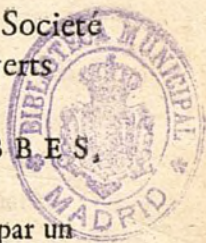
E L E M E N S  
P H I L O S O P H I Q U E S  
D U C I T O Y E N .

T R A I C T É P O L I T I Q U E ,  
ou

Les Fondemens de la Société  
civile sont decouverts

P A R  
T H O M A S H O B B E S ,

E T  
Traduits en François par un  
de ses amis.



*R. n.º 5226*



A A M S T E R D A M ,  
De l'Imprimerie de I E A N B L A E V .  
M D C X L I X .





A SON EXCELLENCE,

Monseigneur

CORNIFIDZ  
WILLEFELDT,

SEIGNEUR

d'Urop & de Saltoë, &c.

GRAND MAISTRE

&

CONSEILLER

du Royaume de Danemarck,

CHEVALIER

de l'Ordre de sa Majesté,

&

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE

vers Messieurs les Estats des Provinces

Vnies du Pays-bas,



ONSEIGNEUR,

J'ay si peu d'occasions de  
tesmoigner à VOSTRE EXCELLENCE le

\* 3

zele

## E P I S T R E

zele que j'ay à son service , & le culte interieur que je rends à son incomparable vertu , que je suis digne d'excuse , si je me fers de la publication de l'ouvrage d'un autre pour satisfaire à mon propre desir. Je ne veux pas dire qu'un si grand nom que celui de *Vostre Excellence* ne debvroit paroistre qu'au frontispice de quelque grande production; car je ferois tort à celle-cy, qui passe en l'estime de quantité de personnes pour l'une des plus achevées de ce siecle. Mais il semble, à la verité , que je me fusse acquitté de mon debvoir plus particulièrement & de meilleure grace, en vous donnant un travail auquel j'eusse contribué quelque chose de mon chef, & où mes paroles eussent esté les interpretes de mes pensées. Si je me fusse veu assez d'industrie & quelques talens considerables , avec lesquels je peusse raisonnablement pretendre de tenir un jour quelque rang parmi ceux qui s'erigent en auteurs, je me fusse laissé aller à ceste persuasion , & j'eusse differé tres

volon-



# DEDICATOIRE.

volontiers à une autre saison l'hommage que je rends à *Vostre Excellence*, en luy presentant une chose dont il n'y a que l'escorce & le langage qui m'appartiennent. Je ne sçay pourtant si je n'ay pas mieux fait de me servir du labeur d'autrui, que si je me fusse meslé de multiplier le nombre des mauvais livres. Il y en a tant de bons, anciens, & modernes, que c'est aujourd'hui une temerité condamnée de toutes les personnes judicieuses, que d'en oser produire de nouveaux, s'ils ne sont excellents. De sorte que ceux qui ont assez d'esprit & d'ingenuité pour recognoistre & pour advoüer la mediocrité de leur suffisance, font assez de se pouvoir abstenir d'importuner le public; Et peut estre que ceux qui adjoustent à ceste retenue quelque jugement dans le choix des livres qu'ils traduisent en diverses langues, meritent quelque loüange des honnestes gens qui ne sçavent que celle de leur patrie. De ce costé là je n'ay point à esperer que *Vostre*

*Excel-*

*Excellence* me sçache aucun gré de la peine que j'ay prise. Il luy importe fort peu quelque langue, morte, ou vivante, que l'on employe. Toutes celles de nostre Europe luy sont esgalement aisées, & il n'est pas mesme jusqu'aux Dialectes des Provinces que son merveilleux genie ne puisse discerner en ceux qui l'abondent, & qui voudroient luy cacher leur origine. Mais je veux croire que toute nostre Noblesse, qui s'est plus étudiée à la politesse de sa langue qu'à bien apprendre la Latine, me seroit en quelque façon obligée, si j'estois assez heureux que de luy avoir donné mon auteur avecque toute sa force, & sans avoir fait perdre à ses expressions leur poids & leur eloquence. C'est une chose plus difficile qu'elle ne paroist, que de bien traduire; aussi de tant de plumes qui s'en meslent en France, à peine s'en trouve t'il cinq ou six de bien taillées, & qui puissent entrer en comparaison avec celles des Malherbes, des Du-Riers, & des Ablancourts.



## D E D I C A T O I R E.

courts. Il n'appartient guere qu'à eux de ne rien oster de ses ornemens à la belle Antiquité ; d'adoucir ce qu'il y a de rude, & d'esclaircir ce qu'il y a d'obscur en quelques uns des Anciens , qui se sont plus estudiés aux bonnes pensées & aux bons raisonnemens , qu'aux fleurs de la Rhetorique ; de conserver par tout leur diction correcte, claire , & ornée ; & de faire parler en François Tacite , Ciceron, & Seneque, de telle sorte, que leurs excellentes copies paroissent des originaux. Ceux qui travaillent avec ceste adresse n'employent pas mal leur temps, mais plustot ils contribuent beaucoup à l'utilité publique : car leurs versions servent quelquesfois de Commentaire, & l'un des plus subtils esprits, qui tâche aujourd'huy de nous descouvrir les secrets de la Nature, est contraint d'avouër que les Principes de sa Philosophie sont plus intelligibles en la version Françoisse qui en a esté faite par un de ses amis , qu'en la langue Latine en laquelle il les a luy mesme composés. Le

ne suis pas si presomptueux que de m'imaginer que le semblable puisse arriver au subject de ceste Politique. Bien loin d'esperer ce bon-heur, je dois craindre que je n'aye gasté en plusieurs endroits ce qu'elle avoit de plus recommandable du costé de la conception, du bon sens, & de la netteté des expressions. Je n'ay peu eviter l'usage de certains termes qui ont de la grace en Latin, & qu'il faut employer à cause de leur energie dans un ouvrage de pur raisonnement; mais qui ne se rencontrent gueres dans ces pieces où l'on ne recherche que les belles paroles. C'est à elles qu'il m'a fallu regarder le moins, & je me suis mis principalement en peine de penetrer dans la pensée de mon auteur. En quoy je me suis proposé son exemple. Car il ne s'est pas amusé à cribler de la terre avec un grand soin pour n'y mettre en suite que des Tulipes & des Anemones; il a désiré que son discours eust plus d'effect que ces coups de canon sans boulet, qui font quelque bruiet & ne touchent



## D E D I C A T O I R E.

chent personne. Il a eu pour but la solidité ; & ce n'est qu'après trente ans de réflexions sur les affaires du monde qu'il a fait cest ingenieux tissu de ses remarques. Je ne suis pas garant de toutes les propositions qu'il y avance, sur tout en la troisieme partie: mais je sçay bien qu'elles seront tousjours plus au gré de la Cour que de l'Eschole , & qu'elles trouveront l'approbation des Politiques plustot que celle des Pedans. Il n'est pas mal-aisé de transcrire , & de mettre sur le papier des choses qui auront esté cent fois redites . Mais de produire quelques nouvelles raisons & de donner un nouvel ordre à des matieres si communes & si souvent traitées , c'est une entreprise qui demande du courage , & en l'exécution de laquelle je dirois volontiers quand quelcun vient à faillir ce que le Poëte Martial dit à l'avantage de Mucius Scævola,

*Si non errasset, fecerat ille minus.*

En effect les petits genies , & qui vont terre à terre sont bien moins subjects  
à s'esga-

## E P I S T R E

à s'esgarer , que ceux qui veulent prendre l'effor,& qui s'enfoncent plus avant dans un pays incogneu pour nous en rapporter quelque descouverte. La particuliere cognoissance que j'ay de la bonne intention de Monsieur *Hobbes*, & de ce qu'un si rare homme peut contribuer à l'avancement des sciences me feroit parler de la sorte, si je croiois que quelques uns de ses sentimens eussent besoin de mon Apologie. Il est certain que nous avons à esperer beaucoup de ses laborieuses veilles,& qu'il est l'un de ces trois qui composent dans l'estime que j'en fais le Triumvirat des Philosophes de ce siecle. Ouy, MONSEIGNEUR, *Hobbes*, *Gassendi*, & *Descartes* sont trois personnes que nous pouvons opposer à tous ceux dont l'Italie & la Grece se glorifient, & leurs resveries ( si tant est qu'il leur en arrive par quelque trait de l'infirmité humaine ) me plaisent davantage, que les plus serieuses pensées de quelques autres Philosophes. La passion que j'ay pour eux, & la particuliere  
amitié



## D E D I C A T O I R E.

amitié dont Monsieur *Hobbes* m'honore, m'ont porté à prendre ceste espece de divertissement qu'il y a en l'occupation de traduire, en un temps auquel je me voyois plein de loisir, & d'ailleurs environné de fascheuses pensées. J'ay tasché de les divertir par l'assiduité & l'attention qu'il ma fallu donner à des raisons si delicatement enchainées. Et certes la peine que j'ay prise m'a fait couler avec plaisir par dessus quelques tristes momens: car outre qu'ayant l'esprit tendu à autre chose j'en perdois souvent la memoire des indignités que je souffre de la mauvaise fortune, je rencontrois quelquesfois les veritables causes de son caprice à me persecuter, & à m'envier si obstinement un peu de repos, qu'elle accorde à tant de personnes qui ne savent à quoy l'employer. J'y ay veu quel estoit le naturel des hommes en l'estat de liberté, comment ils s'entre-deschirent par une guerre immortelle, & traissent une vie plus malheureuse que celle des bestes farouches. J'y ay  
ap-

## E P I S T R E

appris qu'encore que l'establissement de  
 la société civile en l'estat de l'Empire  
 les deut avoir defrichés, il y en a pour-  
 tant quantité qui ne se despouillent ja-  
 mais entierement de leur ferocité natu-  
 relle, & qui vivent dans le cœur des Re-  
 publiques de mesme qu'ils eussent ves-  
 cu au milieu des bois, avec aussi peu de  
 sentimens de douceur & d'humanité. Je  
 me fusse contenté de ce fruiet que je ti-  
 rois alors de mon travail, & n'eusse peur  
 estre pas maintenant permis sa publica-  
 tion, si quelques personnes curieuses ne  
 l'eussent désirée. Mais je ne me fusse  
 point du tout advisé d'y joindre une de-  
 dicace de ma façon, si le bon accueil  
 qu'il pleut à *Vostre Excellence* de me fai-  
 re il y a quelques jours ne m'en eut don-  
 né beaucoup de subject. Il faut que je  
 rompe là dessus le veu que j'avois fait de  
 n'attaquer jamais les Grands dont je re-  
 chercherois la bienvueillance par ceste  
 sorte de presens, qui les importunent  
 plus souvent qu'ils ne les obligent, & qui  
 servent dans le mauvais usage du vul-  
 gaire



# DEDICATOIRE.

gaire à demander une faveur plustot qu'à la recognoistre. Je ne sçauois me moderer en ceste rencontre, & je ne puis m'empescher de tesmoigner publiquement l'honneur & la satisfaction que je reçois en faisant la reverence à *Vostre Excellence*. J'ay encore l'ame toute remplie de ceste grande Idée que je remportay de la veüe & de l'entretien qu'il pleut à Monsieur le Resident *Roch* de me procurer, & peu s'en faut que ce que j'ay veu & ce que j'ay ouy ne passe chez moy pour un songe. De vray, MONSEIGNEUR, nous ne sommes pas accoustumés de voir les premiers Ministres des Royaumes se servir d'une si charmante methode pour gaigner le cœur de ceux qui les abordent. Mais il y en a peu sans doute qui osassent agir de même que *Vostre Excellence* hors de toute affectation d'orgueil & de vanité. Ce qui leur vient, à mon advis, du peu de confiance qu'ils ont en leur propre merite. Ceste majestueuse prestance dont la Nature a advantagé vostre corps

en

## E P I S T R E

en vous destinant au maniment des grandes affaires, la clarté d'un jugement exquis que Dieu a mis en vostre ame, & les profondes habitudes d'une haute vertu que vous vous estes acquises, rendent vostre Illustre personne cent fois plus aimable & plus digne de respect en sa modeste affabilité, que ceux qui faute de ceste grandeur essentielle & veritable ont recours à je ne sçay quelle enflure, qui certes fait que nous les craignons, ( aussi bien que les Spectres & les Fantômes ) mais que nous jugeons dans nous mesmes plus digne de risée que de veneration. Il y a toutes les apparences du monde que des Heros de ceste bonne trempe ont esté les premiers qui ont tiré les hommes hors des forests pour les renfermer dans des villes, qui ont chassé la barbarie & introduit la civilité dans leurs conversations, qui ont donné des loix aux Republiques, qui ont fait observer la justice dans leurs Estats, & à qui nous sommes redevables de l'invention de tous les arts



# DEDICATOIRE.

arts & de toutes les disciplines. Mais comme la race de ces Demi-Dieux est presque faillie , & que pour en trouver un seul il faut courir plusieurs Royaumes , ce n'est pas de merveille si je me suis veu surpris à la rencontre de *Vostre Excellence* . La renommée m'en avoit bien fait des récits capables de me faire concevoir des choses plus grandes qu'à l'ordinaire, & j'estois confirmé de toutes parts en l'attente de quelque miracle : mais elle n'avoit pas reslevé le plus ce qui est davantage de ma portée, & que les gens de ma sorte considerent particulièrement. Aussi je luy laisse le soin de publier ceste vaste capacité, & ceste profonde sagesse que vous apportés en la fonction de vostre Ministère, & je ne regarde icy qu'à la bonté dont il pleust à *Vostre Excellence* de me donner diverses tesmoignages. Elle me parust toute divine, & je la preferay à l'esclat de vostre condition & au concours de toutes vos autres qualités. Vne puissance & une subtilité malfaisantes n'ont rien qui rehausse

\* \*

# EPISTRE DEDIC.

hausse les hommes par dessus les Demons, ny mesme qui les esgale à ces malheureuses creatures ? Mais il n'y a rien qui les approche davantage de la divinité, que le bon usage d'un grand pouvoir & d'une grande intelligence. En effect, le tiltre de *tres-bon* est l'un de ceux dont Dieu veut qu'on l'honore, & sans lequel ceux de *tres-grand* & de *tout-puissant* ne meriteroient pas nostre adoration, ou ne luy donneroient pas dans nos cœurs l'empire qu'il y exerce. Permettés donc, MONSEIGNEUR, que je m'arreste en cest endroit sur la rare bonté que vous me fistes paroistre, & en consideration de laquelle, autant que par toute autre sorte de debvoirs qui m'y obligent, je seray tousjours, & avec une passion extraordinaire,

MONSEIGNEUR,

*De Vostre Excellence*

*De la Haye, le 20  
de Juillet, 1649.*

Le tres-humble, & tres-affectionné,  
& tres-obeissant serviteur,

SORBIERE.



# P R E F A C E.

**E** vous promets, Lecteur, quatre choses capables de vous obliger à quelque attention, & desquelles je vous mettray quelques traicts devant les yeux en ceste Preface. Je tascheray donc de vous y faire remarquer la Dignité & l'Vtilité de la matiere que je veux traicter, la droicte & courte Methode dont je me serviray, la juste cause & la bonne Intention qui m'ont fait prendre la plume, & enfin la Moderation avec laquelle je coucheray par escrit mes pensées. J'expliqueray en ce Traicté quels sont les devoirs des hommes, premierement en tant qu'hommes, puis en tant que citoyens, & finalement entant que Chrestiens. Dans lesquelles trois sortes de devoirs sont contenus les Elements du Droict de Nature & du Droict des Gens, l'origine & la force de la Iustice, & mesmes aussi l'essence de la Religion Chrestienne, autant que le per-

# P R E F A C E.

mettent les bornes que je me suis données.

*Les 5  
1000  
pages*

Les sages de la plus esloignée antiquité affirmerent qu'il ne falloit pas transmettre à la posterité ceste sorte de doctrine (hors-mis celle qui regarde la Religion Chrestienne) si ce n'est parée des ornemens de la Poësie, ou revestue d'Allegories; comme s'ils eussent apprehendé, que les Disputes des personnes privées ne salissent une si belle matiere, & que les contestations des particuliers ne profanassent ce saint & sacré mystere de l'Empire. Cependant les Philosophes s'addonnoient en toute liberté à leurs Speculations. Les uns consideroient les figures & les mouvemens, au grand avantages des commodités de la vie, qui estoit avancées par l'utilité de leurs inventions. Les autres recherchoient les causes & la nature des choses; & le genre humain ne recevoit aucun dommage de leurs innocentes contemplations, ny de leur plus abstraicte Theorie. On dit que Socrate fust le premier des siecles suivans qui aima la science Politique, bien qu'elle ne fust pas encore parfaictement cogneüe, & qu'il n'en apper-



# P R E F A C E.

apperceut que quelques rayons , comme à travers des nuages, dans le gouvernement de la Republique. Mais ce peu de lumiere ne laissa pas d'esclairer son ame , & de luy faire cherir si passionnement la doctrine civile , qu'il en mesprisa & en abandonna toutes les autres parties de la Philosophie, jugeant celle cy seule digne de l'occupation de son bel esprit. A son exemple Platon, Aristote, Ciceron , & les autres Philosophes Grecs & Latins, & en suite non seulement tous les Philosophes des autres Nations , mais toutes les personnes de grand loisir s'y sont occupées, comme à une étude aisée, à laquelle il ne falloit pas apporter aucune preparation, ny donner aucun travail, & qui estoit exposée , & par maniere de dire prostituée au sens commun du premier qui la vouloit entreprendre. C'est un puissant argument de la dignité de ceste science, que ceux qui croient de la posséder, ou qui tiennent un rang dans lequel on suppose qu'ils n'en sont pas despourvus, prennent une telle satisfaction à sa beauté, & ont pour eux mesmes une telle complaisance, qu'ils

# P R E F A C E.

ce, qu'ils veulent bien qu'on estime & qu'on nomme doctes, subtils, & sçavans ceux qui sont versés dans les autres facultés ; mais pour le tiltre de sages & de prudents ils ne peuvent souffrir qu'on le leur donne. Car ils pensent que ceste prerogative n'est deuë qu'à eux seuls, à cause de l'excellence de la Politique. De sorte que s'il faut juger de la dignité des sciences par celle de ceux à qui elles appartiennent , ou par le nombre des autheurs qui en ont escrit , ou par l'avis des Sages , certes celle cy l'emportera par dessus toutes les autres ; puis qu'elle est le partage des Princes, & de ceux qui ont la conduite des affaires humaines; que presque tout le monde se plaist à en voir une fausse image, & se laisse charmer à une mauvaise représentation ; & qu'elle a esté cultivée par des excellents esprits plus que toutes les autres parties de la Philosophie. Quant à son utilité , lors qu'elle est bien enseignée, c'est à dire , establie sur de vrais principes par des conséquences d'une connexion evidente , il nous sera plus aisé de la remarquer, si nous prenons gardes aux inconveniens



P R E F A C E.

niens & aux dommages qu'une espece de Politique trompeuse & babillarde apporte dans le monde, où ses malheureuses maximes sont en usage. Si nous nous abusons aux choses dont la speculation ne tend qu'à l'exercice de l'esprit, nostre erreur est innocente, & il n'y a que la seule perte du temps à regretter. Mais si nous nous mesprenons en celles que chacun doit soigneusement considerer pour la commodité de la vie, ce ne seront pas les fautes seulement que nous commettrons qui nous seront nuisibles, l'ignorance mesme nous sera de grand prejudice, & il faudra necessairement qu'il en naisse des injures, des querelles, & des meurtres. Comme donc ces inconveniens sont fort considerables, les avantages qui nous reviennent d'une meilleure information de ceste science sont d'une tresgrande importance, & son utilité en est toute manifeste. En effect, combien de Rois y-a-t'il eu, & des plus gens de bien de leur Royaume, à qui ceste funeste erreur, qu'un subject à droict de tuer son Roy Tyran, a couste malheureusement la vie? combien de mil-

# P R E F A C E.

liers d'hommes a fait perir ceste pernicieuse maxime, qu'un Prince souverain peut estre depouillé de ses Estats en certaines occasions & par certaines personnes? A combien d'autres a coupé la gorge ceste doctrine erronée, que les Rois estoient Ministres, & non pas au dessus de la Multitude? En un mot, de combien de Rebellions & d'estranges felonniees a esté cause, l'erreur de ceux qui ont enseigné, qu'il appartenoit à des personnes privées, de juger de la justice ou de l'injustice des Edicts d'un Monarque, & que non seulement on pouvoit avec raison, mais qu'on devoit disputer de la qualité de ses commandemens avant que de luy obeir? Il y a d'ailleurs en la Philosophie Morale communement reçue quantité d'autres propositions qui ne sont pas moins dangereuses que celles cy, & desquelles ce n'est pas icy le lieu de faire une longue liste. Je pense que ces Anciens les avoient bien prevenüs, lors qu'ils aimèrent mieux couvrir de fables la science du Droit, que de l'exposer à l'agitation des disputes. Car avant que ces questions seditieuses

Il y a  
de la  
diffé-  
rence  
entre  
la  
Mul-  
titude  
& le  
Peu-  
ple.  
Voyez  
au  
chap.  
6.



# P R E F A C E.

tieuses commenceassent à estre agitées , les Princes exercoient leur souveraine puissance sans estre obligés à la demander. Leur Empire n'estoit pas appuyé sur la poincte des arguments, mais soustenu par la defence des gens de bien & par la punition des meschans , comme sur deux pivots inefbranlables. D'autre part les subjects ne mesuroient pas la Justice aux discours des particuliers, mais aux loix de leur Republique ; & ils ne vivoient pas en paix par le moyen des controverses , mais par la force de l'Empire. Voire mesme ils reveroient la puissance souveraine comme une divinité visible, soit qu'elle fust renfermée en un seul homme, ou qu'elle fust recueillie en une Assemblée. Et ils n'avoient garde de se joindre , comme ils font aujourd'huy , aux ambitieux , ou à ces desesperés auxquels ils prestent la main pour renverser d'un commun effort l'estat de leur patrie. Aussi ils n'eussent peu se resoudre à vouloir perdre une chose de laquelle ils jugeoient bien que dependoit leur conservation particuliere. La simplicité de ces bien-heureux temps

# P R E F A C E.

ne comprenoit pas la docte folie de ceux dont la subtilité & les distinctions nous ont gasté la Politique. Si bien que la Paix florist dans les États, & le siecle d'or regna dans le monde, jusqu'à ce que Saturne estant chassé on commença de publier, qu'il estoit permis de prendre les armes contre les Souverains. Certes les Anciens ont bien cogné ce que je viens de dire, & je pense qu'ils le nous ont voulu adroictement représenter en l'une de leurs fictions. Car ils ont dit, qu'Ixion ayant esté admis à la table de Jupiter, il devint amoureux, & tascha de corrompre Junon; mais qu'au lieu de ceste Deesse il embrassa une nuée qui avoit sa ressemblance; que de là furent engendrés les Centaures, monstres moitié homme & moitié cheval, dont l'ame estoit turbulente & qui ne se plaisoient qu'à combattre. C'est le mesme que s'ils eussent dit en autres termes & sans figure, que des personnes privées ayants esté appelées au Conseil pour des affaires importantes de la Republique, ils ont désiré de prendre cognoissance & de



# P R E F A C E.

de soumettre à leur jugement particulier la Justice, sœur & femme du Souverain Empire. Mais qu'au reste n'embrassants en sa place qu'une fausse & vaine image, comme une nuée pleine de vent, il n'en est sorti que ces dogmes des Philosophes moraux qui sont d'une monstrueuse figure; car d'un costé ils ont belle apparence, & de l'autre il n'y a rien de si sauvage ny de si farouche, puis qu'ils sont la cause de toutes les querelles & de tous les massacres dont les hommes se deschirent & se destruisent eux mesmes. Veu donc qu'il naît tous les jours de telles opinions, qui sont de pernicieuses semences de dissension dans la société civile; si quelqu'un escarte ces nuages, & montre par de tres fortes raisons, qu'il n'y a aucunes doctrines recevables & authentiques touchant le juste, & l'injuste, le bien, & le mal, outre les loix qui sont establies en chasque Republique: qu'il n'appartient à personne de s'enquerir si une action sera bonne ou mauvaise, horsmis à ceux auxquels l'Estat a commis l'interpretation de ses ordonnances; certainement ce-  
luy

# P R E F A C E.

*luy qui prendra ceste peine non seulement il monstlera le grand chemin de la paix, mais il fera voir aussi les destours & les routes obscures de la sedition; Ce qui est un des plus utiles travaux auquel un homme desireux du bien public puisse occuper sa pensée.*

*Quant à ce qui regarde la Methode, j'ay creu qu'il ne me suffisoit pas de bien ranger mes paroles, & de rendre mon discours le plus clair qu'il me seroit possible; mais qu'il me falloit commencer par la matiere des societés civiles, puis traicter de leur forme & de la façon qu'elles se sont engendrées, & venir en suite à la premiere origine de la Iustice. Il me semble en effect qu'on ne scauroit mieux cognoistre une chose, qu'en bien considerant celles qui la composent. Car de mesme qu'en un horologe, ou en quelque autre machine automate dont les ressorts sont un peu difficiles à discerner, on ne peut pas scavoir quelle est la fonction de chasque partie, ny quel est l'office de chasque rouë, si on ne la demonte & si l'on ne considere à part la matiere,*



# P R E F A C E.

tiere, la figure, & le mouvement de chaque piece. Ainsi en la recherche du droit de l'État, & du devoir des subjects, bien qu'il ne faille pas rompre la société civile, il la faut pourtant considerer comme si elle estoit dissoute, c'est à dire, il faut bien entendre quel est le naturel des hommes, qu'est ce qui les rend propres ou incapables de former des Cités, & comment c'est que doivent estre disposés ceux qui veulent s'assembler en un corps de Republique. Suivant donc ceste methode, Je mets d'abord pour un premier principe que l'experience fait cognoistre à chacun, & que personne ne nie, que les esprits des hommes sont de ceste nature, que s'ils ne sont retenus par la crainte de quelque commune puissance, ils se craindront les uns les autres, ils vivront entr'eux en une continuelle defiance, & comme chacun aura le droit d'employer ses propres forces en la poursuite de ses interests, il en aura aussi necessairement la volonté. Vous m'objecterés peut estre qu'il y en a quelques uns qui nieront cela. Il est vray, il y en a plusieurs qui le nient. Ne  
tom-

# P R E F A C E.

tombe-je donc point en quelque espece de contradiction, lors que je dis que ces mesmes personnes le nient & qu'elles l'advoient? Nullement: mais c'est eux memes qui se contredisent, quand ils desadvoient en leurs discours ce qu'ils confessent par leurs actions. Nous voyons que tous les Estats, encore qu'ils ayent la Paix avecque leurs voisins, ne laissent pas de tenir des garnisons sur les frontieres, de fermer leurs villes de murailles, d'en garder les portes, de faire le guet, & de poser des sentinelles. A quoy bon tout cela, s'ils n'avoient point d'apprehension de leurs voisins? Nous voyons aussi que mesme dans les villes, où il y a des loix & des peines establies contre les malfaiteurs, les bourgeois ne se mettent point en chemin sans espee ou sans quelque arme pour se defendre, qu'ils ne se vont point coucher qu'ils n'ayent soigneusement fermé, non seulement les verroux de leurs portes de peur de leurs concitoyens, mais leurs coffres & leurs cabinets de peur de leurs domestiques. Peut on tesmoigner plus ouvertement



# P R E F A C E.

ment qu'on se defie les uns des autres ? En cela donc le public & les particuliers font paroître leur crainte & leur defiance mutuelle. Mais en disputant ils le desavouient, c'est à dire, en desirant de contredire aux autres, ils se contredisent à eux mesmes. Au reste, quelques uns m'ont fait ceste objection, que supposant ce principe, il s'ensuivra dès là, que non seulement tous les hommes sont meschans, (ce que peut estre il faut avouer, bien qu'il soit un peu rude, puis que l'Ecriture sainte le dit expressement) mais que leur meschanceté vient d'une imperfection naturelle (ce qu'on ne peut pas accorder sans blaspheme.) Mais ceste consequence est mal tirée ce me semble. Car encore que les meschans fussent en plus petit nombre que les gens de bien, toutesfois à cause que nous ne pouvons pas discerner les uns d'avecque les autres, les personnes les plus moderées seroient necessairement obligées de se tenir toujours sur leur garde, de se defier, de prevenir, de prendre leurs avantages, & d'user de toute sorte de defence. Et la consequence

# P R E F A C E.

sequence est encore moins legitime, que ceux qui sont meschans le soient par un defect de la nature. Certes bien que les hommes ayent cecy naturellement, c'est à dire, dès leur naissance, & de ce qu'ils naissent animaux, qu'ils desirent & taschent de faire tout ce qu'il leur plaist, & qu'ils fuyent avec crainte, ou qu'ils repoussent avec colere les maux qui les menacent, toutesfois ils ne doibvent pas estre pour cela estimés meschans: parce que les affections de l'ame qui viennent de la nature animale ne sont point mauvaises en elles mesmes, mais bien quelquesfois les actions qui en procedent; c'est à sçavoir, lors qu'elles sont nuisibles & contre le devoir. Si vous ne donnés aux enfans tout ce qu'ils desirent, ils pleurent, ils se faschent, ils frappent leurs nourrices, & la nature les porte à en user de la sorte. Cependant ils ne sont pas à blasmer, & on ne dit pas qu'ils soient mauvais, premierement parce qu'ils ne peuvent point faire de dommage, en apres à cause qu'estant privés de l'usage de la raison ils sont exempts de tous les devoirs



# P R E F A C E.

voirs des autres hommes. Mais s'ils continuent de faire la mesme chose lors qu'ils sont plus avancés en aage & lors que les forces leurs sont venues avec lesquelles ils peuvent nuire, c'est alors que l'on commence de les nommer, & qu'ils sont meschans en effect. De sorte que je dirois volontiers, qu'un meschant homme est le mesme qu'un enfant robuste, ou qu'un homme qui a l'ame d'un enfant; & que la meschanceté n'est autre chose, que le defaut de raison en un aage auquel elle a accoustumé de venir aux hommes, par un instinct de la Nature, qui doit estre alors cultivée par la discipline, & qui se trouve desja assez instruite par l'experience des dangers & des infortunes passées. Si ce n'est donc que l'on veuille dire, que la Nature a produit les hommes meschans, parce qu'elle ne leur a pas donné en les mettant au monde les disciplines ny l'usage de la raison, il faut avouer qu'ils peuvent avoir reçu d'elle le desir, la crainte, la colere, & les autres passions de l'ame sensitive, sans qu'il faille l'accuser d'estre cause

\*\*\*

de

# P R E F A C E.

de leur meschanteté. Ainsi le fondement que j'ay jetté demeurant ferme, je fais voir premierement que la condition des hommes hors de la société civile ( laquelle condition permettes moy de nommer l'estat de nature ) n'est autre que celle d'une guerre de tous contre tous; & que durant ceste guerre il y a un droit general de tous sur toutes choses . En suite, que tous les hommes desirent par une necessité naturelle de se tirer de cest odieux & miserable estat dès qu'ils en recognoissent la misere. Ce qu'ils ne peuvent point faire, s'ils ne conviennent entr'eux de ceder de leurs pretentions & de leur Droit sur toutes choses. Au reste j'explique & je confirme ce que c'est que la nature des Pactes ; comment c'est qu'on se faiet les uns aux autres transaction de droits , afin de rendre les contractes valides ; quels droits , & à qui c'est qu'il les faut accorder necessairement pour l'establissement de la paix; c'est à dire, quelles sont les maximes que la droite raison nous diete, & qui peuvent estre nommées proprement les loix de Nature. Et  
c'est



## P R E F A C E.

*c'est dequoy je traicte en ceste partie de mon ouvrage que j'intitule la Liberté.*

*Après cela je monstre ce que c'est qu'une Cité; de combien de sortes il y en a ; comment elles se sont formées; d'où vient la souveraine puissance de l'Estat; & quels droits il faut que chasque particulier qui entre dans la société civile cede necessairement au souverain, ( soit que toute l'authorité soit donnée à un seul homme, ou à une assemblée ) de sorte que s'il n'en estoit fait transaction il n'y auroit aucune Société établie, & le droit de tous sur toutes choses, c'est à dire , le droit de la guerre demeureroit encore. En suite je distingue les diverses especes de gouvernement, la Monarchie, l'Aristocratie, la Democratie , la Domination paternelle , & la Despotique, j'enseigne comment c'est qu'elles sont établies , & je fais comparaison entr'elles des avantages & des incommodités qui se rencontrent en chacune. Passant plus outre je traicte des choses qui tendent à la destruction de la Republique , & je declare quels sont les devoirs des Souverains.*

\* \* \* 2.

l'ex-

## P R E F A C E.

*J'explique en dernier lieu la nature de la loy & de l'offence qui se commet à l'encontre, & je mets de la difference entre la loy & le conseil, comme aussi je la distingue du droict & de la convention. Toutes lesquelles choses sont contenues sous le til-tre de l'Empire.*

*En la derniere partie que je nomme la Religion, craignant qu'il ne peut sembler à quelques uns, que le Droict, que j'avois donné par mes raisonnemens aux souverains sur leurs subjects, ne repugne aux saintes escritures, je fais voir en premier lieu qu'il n'est point contraire au Droict divin, en tant que Dieu est le Roy des Rois par la Nature, c'est à dire, en tant qu'il leur commande par les maximes de la raison naturelle. En deuxiesme lieu, qu'il n'a aucune repugnance avec le droict divin; en tant que Dieu exercea un particulier empire sur le peuple Iuif par l'ancienne Alliance de la Circoncision. En troisieme lieu, que ce mesme droict ne choque point le divin, en tant que Dieu regne sur les Chrestiens par la nouvelle Alliance du Baptesme;*



# P R E F A C E.

ptesme ; & qu'ainsi ce Droit que je laisse aux souverains , qui est proprement celui de l'Estat , ne repugne en aucune maniere à la Religion. Enfin , je declare quels sont les devoirs necessaires pour entrer au Royaume des cieux ; & je demonstre evidemment que l'un des principaux, que j'establis en l'obeissance laquelle j'ordonne aux subjects Chrestiens de rendre à leurs Princes fidelles, ne peut point avoir de repugnance avec la Religion Chrestienne : ce que je conclus sur le tesmoignage de la sainte Escriture , dont j'allegue divers passages en un sens que personne ne conteste & selon les interpretations communement receuës.

Je vous ay dit qu'elle est ma methode ; voyez maintenant pour quelle cause , & à quel dessein je me suis occupé à ce travail. Je me divertissois à l'estude de la Philosophie , & prenois plaisir d'en recueillir les premiers Elemens , donnant carriere à mon esprit , & le promenant par toutes les choses du monde qui me venoient en la pensée. J'avois desja avancé

# P R E F A C E.

peu à peu mon ouvrage jusques à le diviser en trois sections ; en la premiere desquelles je traitois du corps & de ses propriétés en general ; en la deuxiesme je m'arrestois à une particuliere consideration de l'homme, de ses facultés , & de ses affections ; & en la derniere, la société civile & les debvoirs de ceux qui la composent servoient de matiere à mes raisonnemens. De sorte que la premiere partie comprenoit ce qu'on nomme la premiere Philosophie, & quelques Elemens de la Physique. Je taschois d'y descouvrir les raisons du Temps, du Lieu, des Causes, des Puissances, des Relations, des Proportions, de la Quantité, de la Figure, & du Mouvement. En la seconde je m'occupois à considerer l'Imagination, la Memoire, l'Entendement, la Ratiocination, l'Appetit, la Volonté, le Bien, le Mal, l'Honneste, le Deshonneste, & les autres choses de ceste sorte. Et quant à la troisieme, je viens de vous dire ce qu'elle contient. Mais pendant que j'achevois ce dessein, que je rangeois par ordre mes pensées, & qu'ayant bien de  
la



P R E F A C E.

la peine à me satisfaire ( car je voudrois ne pas discourir inutilement, & ne rien mettre sur le papier que de fort solide, comme certes je ne me soucie pas tant d'escire en beau termes, que de bien supputer, par maniere de dire, & de bien deduire tous mes raisonnemens ) mon ouvrage ne s'advanceoit que fort lentement, on s'en mit à disputer en Angleterre avec beaucoup de chaleur, du Droit de l'Empire, & du debvoir des subjects. Ce qui arrivant quelques années auparavant que les Guerres civiles s'y allumassent, fust un presage des malheurs qui menaçoient & qui ont accueilly ma patrie. Aussi comme je previs cest embrasement, je me hastay d'achever ceste derniere partie, & de la faire preceder les deux autres, quoy que je ne la communiquasse il y a neuf ans qu'à un petit nombre de personnes judicieuses. Ainsi celle qui devoit sortir au jour la derniere, est celle qui a paru la premiere, & on l'a publiée trois fois en trois impressions qu'on en a faites. Mais il n'y a point eü de danger en ce renversement de l'ordre, parce

# P R E F A C E.

que j'ay bien veu que ceste partie, s'appuyant sur ses propres principes assez cogneus par l'experience, n'avoit pas besoin des deux precedentes.

En quoy je ne me suis point proposé d'acquiescer quelque louange, ( bien que si je l'eusse fait, j'eusse peu me servir de ceste excuse, qu'il n'y a guere que les personnes desirieuses de louange qui se picquent de faire des actions louables ) Mais j'ay regardé, Lecteur, à vostre particulier interest; car j'ay esperé, que si vous cognoissiez & si vous goustiez la doctrine que je mets en avant, vous aymeriez mieux supporter patiemment quelque incommodité en vos affaires propres & en vos familles, ( puis que les choses humaines ne peuvent pas en estre tout à fait exemptes, ) que de troubler l'Estat & d'esbranler les fondemens de la Republique; Que ne mesurant pas la Justice de ce que vous entreprenés aux discours & aux conseils des personnes privées, mais aux loix du Royaume, vous ne permettriez plus que certains ambitieux prodigassent vostre sang pour en esta-



# P R E F A C E.

establiſſir leur puiſſance: Que vous vous reſoudriés pluſtot à jouir paiſiblement de voſtre condition preſente, quoy qu'elle ne fuſt pas des meilleures, que d'eſmouvoir une guerre, en laquelle ſi vous ne periffiés bien toſt, vous traifneriés une vie miſerable, & où vous n'auriés parmi les malheurs d'une triſte vieillesſe que ceſte foible conſolation de penſer qu'en un autre ſiecle il y aura d'autres hommes qui verront la reformation de l'Eſtat, & qui ſe prevaudront de vos miſeres: Que vous apprendriés à ne pas recognoiſtre pour vos conciſoyens, mais à tenir pour ennemis, ceux qui ne ſe veulent pas ſouſmettre au Magiſtrat, & qui reſuſent de porter les charges publiques, quoy qu'ils vueillent que le public les protege & qu'ils demeurent dans la ſociété civile; & à ne pas recevoir legere-ment tout ce qu'ils pretendent vous faire paſſer adroictement ou à deſcouvert comme texte de la ſaincte Eſcriture. Je m'expliqueray plus ouvertement. Si quelque predicateur, ſi quelque Confeſſeur, ou quelque Caſuiſte vous dit que ceſte doctrine eſt

# P R E F A C E.

*conforme à la parole de Dieu, à sçavoir, qu'un subject peut tuer legitiment son Prince, ou quelque sien concitoyen sans l'ordre du Souverain, où qu'il est permis de se rebeller, de conjurer, & de se liguier contre l'Estat, vous apprendrés, dis-je, dans mon livre à ne le pas croire, & à le deferer comme un traistre, digne d'un rigoureux supplice. Et si vous estes de ce sentiment, Lecteur, il ne se peut que vous n'estimiez bonne l'intention qui m'a fait prendre la plume.*

*Au reste, je me suis proposé de garder une telle moderation en tout le cours de mon ouvrage, premierement que je ne terminasse rien touchant la justice des actions particuliers, mais que j'en laissasse faire la decision aux loix. Apres, que je ne discourusse point en particulier des loix d'aucun estat du monde, & que je ne m'amusasse point à rapporter celles qui y sont desja establies, mais que je parlasse en general de leur nature. En troisieme lieu, qu'il ne semblât point que je pretendisse que les subjects deussent rendre moins d'obeissance*



# P R E F A C E.

beissance au gouvernement Aristocratique ou Populaire, qu'à l'Estat Monarchique; car encore que j'aye tasché de persuader par quelques raisons, que j'ay mises dans le dixiesme chapitre, que la Monarchie est plus commode que les autres formes de Gouvernement, (laquelle seule chose j'advoue que je n'ay pas démontrée en ce livre, mais soutenue avec probabilité & avancée comme problematique) toutesfois je dis assez expressement en divers endroiçts, qu'il faut donner à toute sorte d'Estat une esgale & souveraine puissance. En quatriesme lieu, que je m'abstinssse de disputer pour aucune secte, & de toucher à aucunes matieres Theologiques, si ce n'est à celles qui ostent l'obeissance des subjects & qui nuisent à l'estat de la Republique. Enfin, de peur qu'il ne m'eschappat de proferer quelque chose imprudemment dont il eust mieux valu me taire, je ne voulus pas publier tout incontinent ce que j'avois mis sur le papier. Mais j'en fis tirer en particulier quelques exemplaires que je distribuai à mes amis, afin que

# P R E F A C E.

que ſcachant leurs advis , & les ſenti-  
mens de quelques autres je corrigeaſſe les  
fautes qu'ils me feroient remarquer , j'ex-  
plicaſſe qui leur paroïſtroit obſcur , & j'a-  
douiſſe ce qui leur ſembleroit rude.

Or j'ay trouvé de rigoureux Cenſeurs  
de mon ouvrage. Car les uns ont dit que je  
donnois une demeſurée puiſſance au Ma-  
giſtrat ; mais ce ſont des gens d'Egliſe qui  
ont fait ceſte plainte. Les autres ont pris  
en mauvaiſe part , que j'oſtois la liberté de  
conſcience ; mais ce ſont des Sectaires qui  
s'en ſont ſcandalifés . Et quelques uns ont  
trouvé à redire ce que j'exemptois les Sou-  
verains de loix civiles ; mais ce ſont des le-  
giſtes & des hommes de robbe longue à  
qui cela a ſemblé de dure digeſtion. De  
ſorte que je ne me ſuis pas beaucoup eſmē  
de la censure de ces critiques qui n'ont re-  
gardé qu'à leur particulier intereſt , &  
pour toutes leurs plaintes je n'ay pas laiſſé  
de ſerrer davantage le neud & de me  
confirmer d'autant plus fort en la verité  
de mes demonſtrations. Mais pour l'a-  
mour de ceux qui ont eü des difficultés  
ſur



# P R E F A C E.

sur mes principes , comme sur ce qui touche le naturel des hommes, le droit de nature , la nature des contractz, & la maniere en laquelle la société s'est formée, j'ay adjousté en quelques endroits des Annotations , par lesquelles j'ay creu de leur pouvoir satisfaire ; & je me suis mis en ce devoir , parce qu'en me reprenant ils ont agi sans passion , & qu'ils n'ont fait que m'ouvrir leurs pensées & me dire leurs sentiments avec franchise. En un mot , j'ay par tout tasché soigneusement de n'offencer personne , si ce n'est peut estre ceux aux desseins desquels mon livre s'oppose , & ceux dont l'esprit est si tendre qu'ils s'offencent du moindre dissentiment. C'est pourquoy , Lecteur , si vous rencontrés quelque chose moins certaine , ou dite avecque plus d'aigreur & d'affirmation qu'il n'estoit necessaire d'en apporter, je vous prie, & je vous demande instamment ceste grace, de ne vous en point fascher . Je n'ay rien avancé à dessein de favoriser aucun parti, mais avec un ardent desir de revoir la

paix ;

## P R E F A C E.

*paix ; & il est raisonnable que vous pardonniés à la juste douleur dont j'ay le cœur saisi , quand je jette les yeux sur ma patrie , & quand je me represente le pitoyable estat auquel elle est reduite.*



Bien



Bien que ceste belle Preface de l'auteur vous  
monstre assez ce que vous avés à attendre  
de son livre, je ne laisseray pas de vous don-  
ner les fragmens de deux lettres qui sont en  
la dernière edition Latine, & dans lesquel-  
les vous verrés les sentimens de deux hom-  
mes tres capables de juger des bonnes  
choses.

L E T T R E

de

MONSIEVR GASSENDI

à

MONSIEVR SORBIERE.

MONSIEVR,

**M** I'ay reçu vostre lettre datée  
de Calais sur le point de vostre  
embarquement. Il n'estoit pas necessaire  
que vous me fissiés des excuses de ce que  
vous estiés parti sans me dire adieu ; car  
Monsieur de Martel nostre vertueux ami  
m'avoit dit la precipitation de vostre de-  
part, & la peine que vous aviés prise de  
venir chez moy, où je suis marri que vous  
ne m'ayiés pas trouvé. Quant à ce que  
vous

vous adjoustés, que vous avés enfin obtenu  
avant vostre depart de l'excellent Mon-  
sieur Hobbes cest exemplaire de son livre  
du Citoyen, auquel il a mis de sa propre  
main des Notes marginales; afin que lors  
que vous serés arrivé en Hollande, où je  
vous souhaite un heureux retour, vous  
en procuriés une seconde impression, cela  
certes m'a grandement resjoui. En effect,  
on tira si peu de copies de ce livre, qu'elles  
ne firent qu'augmenter, plustot qu'estein-  
dre la soif des curieux; & j'en vois une  
infinité qui en recherchent de tous costés  
sans en pouvoir recouvrer. Aussi, c'est  
un ouvrage hors du commun, & digne  
d'estre leu de tous ceux qui ont le goust  
relevé au dessus du vulgaire. Je vous ad-  
vouë que je ne cognois personne qui pene-  
tre plus profondement que ce rare authœur  
dans les matieres qu'il traicte, (permettés  
moy d'en excepter celles qui regardent la  
Religion, en laquelle nous ne sommes pas de  
mesme sentiment) ny qui manie plus a-  
droictement des questions espineuses. Pleut  
à Dieu que vous eussiés arraché aussi les  
autres



autres parties de sa Philosophie ; car vous  
obligeriés beaucoup en les publiant tous  
ceux qui se plaisent à un raisonnement so-  
lide. Je ne sçache aucun de ceux qui se  
meslent de Philosopher librement, qui soit  
plus depouillé que luy de tous prejugsés, ny  
qui ait considere tout ce qu'il escrit avec  
une plus profonde recherche & avec une  
plus judicieuse meditation. Mais vous co-  
gnoissés assez quel homme c'est \*\*\*. De  
Paris le XXV I I I d'Auril, 1646.



\*\*\*

LET.

# L E T T R E

du feu

R. P. M E R S E N N E

à

MONSIEVR SORBIERE.

**M** O N S I E V R ,

J'apprens que vous emportés avecque vous à la Haye ce rare ouvrage du Citoyen de l'incomparable Monsieur Hobbes , enrichi de quelques Annotations, qui sont comme autant de pierreries enchassées, & qui satisfont à toutes les difficultés. Ce livre vaut un thresor, & il seroit à desirer que les caractères dont on l'imprimera fussent d'argent. Voyés donc que quel bon Imprimeur le nous donne bien tost. Mais sur tout pressés l'autheur , à ce qu'il ne nous cache plus son corps entier de Philosophie, & que nous profitons de toutes ses belles pensées. Je sçay qu'il les a desja mises par escrit, & que rien n'empesche qu'il ne les publie.

S'il



S'il le differe davantage , certainement  
il faudra enfoncer son cabinet , ou luy  
faire commandement de par le Roy,  
de permettre ceste publication. Vous  
y avés grand interest , vous qui vous  
plaïsés aux belles choses ; & je m'as-  
seure que vous aurés bien du plaisir, lors  
que vous y verrés ceste noble Philoso-  
phie demonstree aussi evidemment que  
les Elemens d'Euclide : ce sera alors  
que vous renoncerez de bon courage à  
l'Epoque , & à toutes ces bagatelles de  
la Sceptique ; & que vous embrasserez  
volontiers le parti des Dogmatiques,  
dont vous ferés contraint d'advouër  
que les fondemens sont inesbranlables.

\*\*\* d'Orleans le xxv d'Auril, 1646.

\*\*\*\*\* 2

T A.

# T A B L E

## D E S C H A P I T R E S

Sous le tiltre de

### L A L I B E R T É.

- CHAP. I. **D** *E l'estat des hommes hors  
de la société civile. pag. 1*
- II. *De la loy de Nature en ce qui  
regarde les Contrac̃ts. 18*
- III. *Des autres loix de Nature. 35*
- IV. *Que la loy de Nature est une loy  
divine. 60*

Sous le tiltre de

### L' E M P I R E.

- CHAP. V. **D** *Es causes, & comment se  
sont formées les sociétés ci-  
viles. 74*
- VI. *Du droit de ceste Assemblée, ou  
de cest Homme seul qui exerce  
une puissance souveraine dans  
la société civile. 84*
- VII. *Des trois sortes de gouvernement,  
Democratique, Aristocratique,  
&*



# T A B L E.

<i>&amp; Monarchique.</i>	III
VIII. Du Droit des Maîtres sur leurs esclaves.	130
IX. Du Droit des Peres & des Meres sur leurs enfans ; Et du Royaume Patrimonial.	137
X. Comparaison des trois sortes de gouvernement , & des incommodités qui se rencontrent en chasque espece.	151
XI. Passages & exemples de la sainte Ecriture qui semblent favoriser ce que nous venons de dire.	173
XII. Des causes internes d'où peut venir la desunion de la société civile.	180
XIII. Des devoirs de ceux qui exercent une puissance souveraine.	199
XIV. Des loix & des offences.	219

\*\*\* 3

Sous

Sous le tiltre de  
LA RELIGION.

CHAP. XV. **D**<sup>V</sup> *Regne de Dieu par la  
Nature.* I

XVI. *Du Regne de Dieu par l'Ancienne  
Alliance.* 31

XVII. *Du Regne de Dieu par la Nouvel-  
le Alliance.* 60

XVIII. *Des choses qui sont necessaires  
pour entrer au Royaume des  
Cieux.* 118

*Adver-*



## Advertissement.

**L**E Lecteur judicieux pourra assez corriger de soy mesme, & excusera, s'il luy plaist, en prenant la peine de lire cest escrit, quelques fautes qui s'y sont glissées en mon absence, & dont il y en a qui peuvent alterer le sens & la pureté de la langue, aussi bien que l'ortographe. En y jettant les yeux j'ay d'abord remarqué pag. 7. *assembles*, pour *assemblées*. 8. *pas*, pour *par*. Ibid. *suite*, pour *suite*. 12. apres *s'agist*, adjoustés &. 19. *fors*, pour *fort*. 22. *l'un*, pour *l'une*. 25. *se transigent*, effacés se. 41. ou la *Iustice*, lisés là où la *Iustice*. 47. ou *une*, lisés ou par *une*. 48. *privileges*, l. *les privileges*. 53. & qu'il ne, l. & qui ne. 79. *plus grande*. l. *grande*. 80. *particulieres*. l. *particuliers*. 82. *mais se* l. *ce*. 85. *que ces subjets*. l. *ses*. Ibid. *done* *chacune*. l. *dont*. 88. *un hydre*. l. *une*. 98. *ces semblables*. l. *cas*. 113. *leur donne*. l. *donnent*. Ibid. & ostant l. *qui*. 130. *lesquels on les laisse*, l. *on laisse*. 141. *Matieres*. l. *manieres*. 179. *descrit*. l. *descrete*. En la derniere partie pag. 22. *precedens*. l. *precedent*. 23. *au sans*. l. *sens*. 36. *de foy* l. *de la*. 41. *Pentateuche*. l. *Pentateuque*. Si vostre curiosité, Lecteur, oblige le Libraire à une seconde impression de ce livre, il taschera de la vous donner plus correcte. Agrées cependant le soin qu'il a pris en celle cy, qui nonobstant ses defauts ne laisse pas d'estre plus fidelle & beaucoup meilleure que quantité d'autres editions que l'on fait en ce pays assez negligemment & à la haste.



THOMAS HOBBS, Nobilis Anglus.

Δ' τεραυ φρονιδες πρῶτερα.



A MONSEIGNEVR  
LE C O N T E  
D E  
DEVON-SHIRE.



ONSEIGNEVR,

*Le peuple Romain peu favorable envers les Roys, & à cause de la memoire du nom des Tarquins, & par les loix de la Republique, disoit autrefois par la bouche de Caton le Censeur, que tous les Monarques estoient de la nature de ces animaux qui ne vivent que de rapine. Comme si ce même peuple qui a pillé presque tout le monde par ses Africains, ses Asiatiques, ses Macedoniques, ses Achaïques; & par ses autres citoyens renommez à cause des despoüilles qu'ils ont emportées de différentes nations, n'estoient pas une beste plus formidable? De sorte que Pontius Telesinus n'avoit pas moins de raison, lors que dans le combat qui se fit à la porte Colline contre Sylla, il s'ecria passant au travers des rangs de ses soldats, qu'il falloit desmolir la ville de Rome, parce qu'on trouveroit toujours des loups ravissans qui envahiroient la liberté de l'Italie, si l'on n'abattoit la forest où ils avoyent coutume de se reti-*

\*\*\*\*\*

767.

## E P I S T R E

rer. Et certainement il est esgallement vray, & qu'un homme est un Dieu à un autre homme, & qu'un homme est aussi un loup à un autre homme. L'un dans la comparaison des Citoyens les uns avec les autres; & l'autre dans la consideration des Republiques; là par le moyen de la Justice & de la Charité, qui sont les vertus de la paix, on s'approche de la ressemblance de Dieu, & icy les desordres des meschans contraignent ceux mesme qui sont les meilleurs de recourir, par le droit d'une legitime defence, à la force & à la tromperie, qui sont les vertus de la guerre, c'est à dire à la rapacité des bestes farouches; laquelle quoy que les hommes, par une custume qui est née avec eux, se l'imputent mutuellement à outrage, se representans leurs actions dans la personne des autres ainsi que dans un miroir; où les choses qui sont à la main gauche paroissent à la droite, & celles qui sont à la droite, à la gauche, n'est pas toutefois condamnée comme un vice par ce droit naturel qui derive de la necessité de sa propre conservation. Que si quelques uns trouvent estrange que Caton, cet homme d'une sagesse si renommée, se soit laissé de sorte prevenir à la hayne, & que la passion ayt si fort imposé à sa raison, qu'il ait jugé equitable dans ses citoyens ce qu'il a estimé inique dans la personne des Roys; pour moy il y a long temps que je suis dans cette opinion, que les plus belles veritez n'ont jamais agree au peuple, & qu'il ne scauroit connoître une plus grande sagesse que la sienne; car où il ne peut



# DEDICATOIRE.

ne peut la comprendre, ou s'il en est capable, il la mesure & l'esgale à son intelligence. Et ce n'est pas la raison, mais la grandeur des actions & des parolles celebres des Grecs & des Romains, & mesme de ces rapines qu'on se reproche, qui les a rendu recommandables à l'histoire, qui a fait rouler confusement dans la suite des siecles toute sorte d'acteurs, de quelle condition qu'ils ayent esté, avec les actions publiques. La vraye sagesse consiste dans la science de la verité de toutes les matieres, laquelle venant de la memoire qui est excitée par des parolles d'une signification constante & definie, ne scauroit estre le mouvement precipité d'un esprit vif & impetueux, mais bien l'ouvrage de la droite raison, c'est à dire de la Philosophie. Car c'est par elle que de la contemplation des objets particuliers on s'ouvre le chemin aux preceptes generaux. Et elle s'estend en autant de rameaux qu'il y a de genres de choses dont la raison humaine peut estre capable. Ainsi la Geometrie qui traite des figures, la Physique du mouvement, & la Morale du droit naturel, ne sont que la Philosophie. Comme la mer que nous appellons Britannique, & qui est nommé ailleurs ou Atlantique, ou Indique, ou d'un autre nom, suivant les differentes plages, n'est toutefois que tout l'Ocean. Pour ce qui regarde les Geometres, ils se sont dignement acquittez de ce qu'ils ont entrepris. car tout le secours que la vie de l'homme reçoit de l'observation des astres, de la description de la terre, de la remarque des temps

\*\*\*\*\* 2

83

## E P I S T R E

Et des voyages esloignés : toute la beauté des bastiments, la force des Citadelles, la merveille des machines, Et generalement tout ce qui distingue nostre siecle d'avec la rudesse Et la barbarie des precedents; est presque un seul bien fait de la Geometrie : Et ce que nous devons à la Physique, la Physique luy en est redevable. Que si les Philosophes moraux eussent satisfait aussi heureusement à leur devoir, je ne vois pas ce que nostre adresse eut peu contribuer d'avantage pour la felicité de cette vie: parce que si nous connoissons avec une mesme certitude la raison des actions humaines que nous sçavons la raison des grandeurs dans les figures; l'ambition Et l'avarice qui ont estably leur puissance sur les fausses opinions du vulgaire touchant le droit Et le tort, seroyent desarmées, Et les hommes jouyroient d'une paix si constante, qu'il ne semble pas qu'ils deussent jamais se quereller, si ce n'est pour un peu de place à cause de leur trop grande multiplication. Et si nous voyons maintenant quel'on se fait une guerre continuelle avec les espées ou avec les plumes; que l'on n'a pas d'avantage de connoissance du droit Et des loix naturelles qu'au temps passé; que chaque partie deffend son droit par les advis des Philosophes; que les uns loient Et les autres blasment une mesme chose; que ce-luy là approuve en un tems ce qu'il condamne en un autre, Et qu'il considere differemment ses actions en la personne d'autrui, de ce qu'il les estime en la sienne: Ce sont des tesmoignages manifestes que tout ce que
 les



# DEDICATOIRE.

les Philosophes moraux ont escrit jusques à present de la science de la verité, n'a servi de rien ; & que s'ils ont trouvé de l'agreement, ce n'a pas esté par des nouvelles lumieres qui ayent esclairé les esprits ; mais par des discours eloquents, pleins de mouvements pathetiques, avec lesquels ils ont confirmé des opinions qui avoient esté desja receües sans estre bien examinées. Tellement qu'il est arrivé à cette partie de la Philosophie le mesme qu'aux grands chemins, qui sont battus d'une foule de monde ; on les uns avancent, les autres reculent, quelques uns se promènent, & quelques autres se battent, mais personne ny sème. Dequoy je pense que l'on peut donner une seule raison, qui est que pas un de ceux qui ont traité cette matiere, ne s'est servi d'un principe qui soit propre pour l'enseigner : car on ne peut pas dans une science, ainsi que dans un cercle, prendre le commencement à sa fantasia : il se trouve dās l'obscurité des doutes un certain commencement d'un filet de la raison, avec l'aide duquel on parvient dans une lumiere tres eclatante : & c'est là où est le principe de la doctrine. Apres quoy pour resoudre ces doutes, il ne faut que retourner sur ses pas avec cette mesme lumiere. Or toutes les fois que l'ignorance d'un Escrivain luy fait perdre ce filet, ou qu'il le coupe avec ses convoitises, il ne marque pas par ses lettres les vestiges d'une science, mais seulement ceux de ses erreurs. C'est pourquoy comme je m'appliquay à la recherche de la justice naturelle, le nom de cette vertu, qui signifie une volonté con-

## E P I S T R E

stante de rendre à un chacun ce qui luy appartient de droit, m'apprit qu'il falloit sçavoir auparavant pourquoy nous disions qu'une chose estoit plüstost à nous qu'à un autre, & apres m'estre asseuré que ce n'estoit pas la nature, mais les hommes, qui l'avoient déterminé de la sorte ( car ils se sont distribuez ce qu'elle leur a donné) je tombay dans cette autre question, pourquoy & quelle necessité les avoit contrainsts, puis que toutes choses estoient à un chacun, de s'en approprier quelques unes en particulier. Et je reconnus que la guerre naissoit de cette communauté, & que necessairement ceste contestation, pour en obtenir l'usage avec la force, devoit estre suivie de plusieurs calamitez, à quoy tout le monde a naturellement de l'aversion. Et de là je tiray deux principes pour ce qui regarde la nature des hommes, qui ne sçavroyent estre contredits. L'un de leur convoitise naturelle, qui porte un chacun d'eux à desirer d'avoir en propre l'usage de toutes les choses que la nature leur a données en commun. Et l'autre de leur raison aussi naturelle, qui fait qu'ils s'efforcent autant qu'il leur est possible d'éviter la mort violente, comme le plus grand de tous les maux de la nature. C'est de ces principes que je pense avoir démontré dans ce petit ouvrage, par une connexion evidente, la necessité de garder les paëtes & de ne point violer la foy que l'on a promise. Et en suite les Elements de la vertu morale, & les Offices de la vie civile. Ce que j'y ay adjousté du Royaume de Dieu, n'est à un autre dessein que pour faire voir,



## DEDICATOIRE

voir, que les choses qu'il nous a dictées par la nature ne repugnēt point à celles qu'il nous a ordonnées dans les saintes Escritures. J'ay aussi pris soing de ne rien mesler dans la suite de ce discours, des loix civiles d'aucune nation, c'est à dire de ne point approcher des bords qui sont dangereux, & par les escueils, & par les tempestes qui sont esmeuës presentement. Je sçay bien la diligence & le travail que j'ay employé pour la recherche de la verité: mais je n'en sçay pas l'evenement. car l'amour que nous avons pour les choses que nous avons inventées, empesche que nous en jugions tousjours equitablement. Et c'est par cette raison que j'offr: ce traitté à vostre censure, auparavant qu'à vostre faveur, comme ayant une experience tres-certaine, que vous ne considerez les opinions, ny par leur nouveauté, ny par le nom de leurs Autheurs, ny aussi par la maniere dont ils s'expliquent, mais seulement par la solidité de leurs raisonnements. De sorte que s'il vous plaist, c'est à dire, s'il est nerveux, si l'on en pent recevoir quelque utilité, & s'il ny a rien de vulgaire, je le dedie avec toute sorte de respect à V.E. à vous dis-je, Monseigneur, en qui je considere toute ma gloire, & de qui j'attends toute ma protection. que si je me suis mespris, vous me permettrez du moins de vous supplier d'aggreer ce tesmoignage de ma gratitude, & que je me sois servi de cette oysiveté dont je jouys par vostre bonté, pour tascher de meriter quelque chose aupres de vous, pour qui je demande à Dieu tout bon & tout puissant, une benediction

# EPISTRE DEDIC.

*Etion tres-particuliere , & qu'il luy plaise de protéger en vostre personne , pendant cette vie mortelle, un tres-bon Citoyen , & étant finie , mais apres une longue suite d'années , le mettre au nombre de ceux qu'il couronnera de sa gloire dans son saint Royaume.*



LES



LES FONDEMENTS  
DE LA  
POLITIQUE.


Section premiere,  
LA LIBERTÉ.

CHAP. I.

*De l'estat des hommes hors de la société civile.*

SOMMAIRE.

- I. Introduction à ce Discours. II. *Que la crainte reciproque a esté le commencement de la société civile.* III. *Que les hommes sont naturellement esgaux entr'eux.* IV. *D'où leur naist ceste mutuelle volonté de se nuire les uns aux autres.* V. *La discordie vient de la comparaison des esprits.* VI. *Du desir que plusieurs ont d'une mesme chose.* VII. *Définition du Droit.* VIII. *Que le droit à la fin donne le droit aux moyens necessaires.* IX. *Que par le droit de Nature chacun est juge des moyens de sa conservation.* X. *Que par le droit de Nature toutes choses appartiennent à tous.* XI. *Que ce droit commun demeure inutile.* XII. *Que l'estat des hommes hors de la société est une guerre perpetuelle.* XIII. *Définitions de la Guerre & de la Paix.* XIV. *Que la guerre est contraire à la conservation des hommes.* XV. *Que par le droit de Nature il est permis à chacun de contraindre un autre qui sera en sa puissance, afin de s'asseurer de son obeissance pour l'advenir.* XVI. *Que la Nature enseigne, qu'il faut chercher la paix.*

I.  Es facultés de la Nature humaine peuvent estre reduites sous quatre genres, la Force du Corps, l'Experience, la Raison & les Affections. Je commenceray par elles la Doctrine que j'ay envie de traicter en ce livre; & tout premierement je

A diray

*Introduction  
à ce dis-  
cours.*

diray de quel esprit les hommes qui sont doués de ces puissances là sont portés les uns envers les autres. Je rechercheray en suite, s'il est vray que les hommes soyent nés propres à la société, & à se conserver contre des outrages & des violences reciproques. S'ils le sont, je tascheray de descouvrir quelle faculté les en rend capables. Enfin passant plus outre, aussi loin que mon raisonnement pourra aller, je monstrey, quel conseil il a fallu nécessairement prendre là dessus, quelles sont les conditions de la société, ou de la Paix humaine, c'est à dire, en changeant de Nom, quelles sont les loix fondamentales de la Nature.

*Que la  
 crainte re-  
 ciproque a  
 esté le com-  
 mencement  
 de la société  
 civile.*

II. La plupart de ceux qui ont escrit touchant les Republiques supposent ou demandent, comme une chose qui ne leur doit pas estre refusée, que l'Homme est un animal Politique, *ζῷον πολιτικόν* selon le langage des Grecs, [\*] né avec une certaine disposition naturelle à la société. Sur ce fondement là ils bastissent la doctrine civile; de sorte que pour la conservation de la Paix, & pour la conduite de tout le genre humain il ne faut plus rien sinon que les hommes s'accordent & conviennent de l'observation de certains pactes & conditions, auxquelles alors ils donnent le tiltre de loix. Cest Axiome, quoy que reçu si communement, ne laisse pas d'estre faux, & l'erreur vient d'une trop legere contemplation de la Nature humaine. Car si l'on considere de plus pres les causes pour lesquelles les hommes s'assemblent, & se plaisent à une mutuelle société, il apparoiſtra bien tost que cela n'arrive que par accident, & non pas par une disposition nécessaire



faire de la Nature. En effect, si les hommes s'entraimoient naturellement, cest à dire, en tant qu'hommes; il ny a aucune raison pourquoy chacun n'aimeroit pas le premier venu, comme estant autant homme qu'un autre; de ce costé là il ny auroit aucune occasion d'user de choix & de preference. Je ne sçay aussi pourquoy on converseroit plus volontiers avec ceux en la societé desquels on reçoit de l'honneur ou de l'utilité, qu'avec ceux qui la rendent à quelque autre. Il en faut donc venir là, que nous ne cherchons pas des compagnons par quelque instinct de la Nature, mais bien l'honneur & l'utilité qu'ils nous apportent; nous ne desirons des personnes avec qui nous conversions, qu'à cause de ces deux avantages qui nous en reviennent. On peut remarquer à quel dessein les hommes s'assemblent en ce qu'ils font estans assemblés. Si c'est pour le Commerce, l'interest propre est le fondement de ceste societé; & ce n'est pas pour le plaisir de la Compagnie, qu'on s'assemble, mais pour l'avancement de ses affaires particulieres. S'il y a du debvoir ou de la civilité en cest assemblage, il ny a pourtant pas de solide amitié, comme vous voyés dans le Palais, où diverses personnes concourent, & qui s'entrecraignent plus qu'elles ne s'entraiment; d'où naissent bien quelques fois des factions, mais d'où il ne se tire jamais de la bien vueillance. Si les assemblées se forment à cause du divertissement qu'on y reçoit, remarqués y, je vous prie, comme chacun se plaist sur tout aux choses qui font rire: Et cela sans doute afin qu'il puisse (telle estant à mon advis la Nature du Ridi-

cule) avoir davantage de complaisance pour ses belles qualités, par la comparaison qu'il en fait avec les défauts & les infirmités de quelque autre de la troupe. Mais bien que ceste petite satisfaction soit assez souvent fort innocente; il en est pourtant manifeste, que ceux qui la goustent se plaisent à la gloire plustot qu'à la société en laquelle ils la trouvent. Au reste en ces assemblées là on picqu shore les absents, on examine toute leur vie, routes leurs actions sont mises sur le tapis, on en fait de subjects de raillerie; on espluche leurs paroles, on en juge, & on les condamne avec beaucoup de liberté. Ceux qui sont de ce concert ne sont pas espargnés, & dès qu'ils ont tourné le dos on les traite de la mesme sorte dont ils ont traité les autres: Ce qui me fait grandement approuver le conseil de celuy qui se retiroit tousjours le dernier d'une compagnie. Ce sont là les veritables delices de la société. Nous nous y portons naturellement, cest à dire, par les affections qui nous sont communes avec le reste des Animaux, & n'en sommes destournés que par quelque dommage qui nous en arrive, ou par les preceptes de la sagesse (dont plusieurs ne sont jamais capables) qui refrene l'appetit du present par la memoire du passé. Hors de ces entretiens là le discours de diverses personnes, qui y sont fort eloquentes, devient froid & sterile. S'il arrive à quelqu'un des assistans de raconter quelque petite histoire, & que l'un d'entr'eux parle de soy mesme, chacun voudra faire le semblable. Si quelqu'un recite quelque estrange advanture, vous n'attendrés de tous les autres que des miracles,

&amp;



& on en forgera plustot que d'en manquer. Et pour ne pas oublier en ceste endroit ceux qui font profession d'estre plus sages que les autres, si c'est pour philosopher qu'on s'assemble; autant d'hommes qu'il y aura dans un auditorioire, ce seront autant de Docteurs. Il n'y en aura pas un qui ne se sente capable, & qui ne se vueille mesler d'enseigner les autres; & de ceste concurrence naistra une haine mutuelle, au lieu d'une amitié reciproque. Il est donc evident par ces experiences, à ceux qui considerent attentivement les affaires humaines, que toutes nos assemblées, pour si libres qu'elles soient, ne se forment qu'à cause de la necessité que nous avons les uns des autres, ou du desir d'en tirer de la gloire; Si nous ne nous proposons de retirer quelque utilité, quelque estime, ou quelque honneur de nos compagnons en leur société, nous vivrions peut estre aussi sauvages que les autres animaux les plus farouches. La mesme conclusion se peut recueillir par un raisonnement, sur les definitions de la Volonté, du Bien, de l'Honneur, & de l'Vtile. Car puis que c'est volontairement que la société est contractée, on y recherche l'object de la volonté, c'est à dire, ce qui semble bon à chacun de ceux qui y entrent. Or ce qui paroist bon est agreable, & appartient à l'esprit ou à ses organes. Tout le plaisir de l'ame consiste en la gloire (qui est une certaine bonne opinion qu'on a de soy mesme) ou se rapporte à la gloire. Les autres plaisirs touchent les sens, ou ce qui y aboutit; & je les embrasse tous sous le nom de l'Vtile. Je conclus donc derechef, que toutes les sociétés sont basties sur le fon-

dement de la gloire & des commodités de la vie; & qu'ainfi elles font contractées par l'amour propre, plustot que par une forte inclination que nous ayons pour nos semblables. Cependant il y a ceste remarque à faire, qu'une societé fondée sur la Gloire ne peut estre ny de beaucoup de personnes, ny de longue durée: par ce que la gloire, de mesme que l'honneur, si elle se communique à tous sans exception, elle ne se communique à personne. La raison en est, que la gloire depend de la comparaison avec quelque autre & de la preeminence qu'on a sur luy; & comme la communauté de l'honneur ne donne à personne occasion de se glorifier, le secours d'autrui qu'on a reçu pour monter à la gloire en diminue le prix. Car on est d'autant plus grand & à estimer qu'on a eü de propre puissance, & moins d'assistance estrangere. Mais bien que les commodités de ceste vie puissent recevoir d'augmentation par l'assistance mutuelle que nous nous prestons; il est pourtant certain qu'elles s'avancent d'avantage par une domination absoluë, que par la societé; d'où il s'ensuit, que si la crainte estoit ostée de parmi les hommes, ils se porteroient de leur nature plus avidement à la domination, qu'à la societé. C'est donc une chose toute averée, que l'origine des plus grandes & des plus durables societés, ne vient point d'une reciproque bienvueillance que les hommes se portent, [\*] mais d'une crainte mutuelle qu'ils ont les uns des autres.

Remarque.

[\*] Né avec une certaine disposition naturelle] Trouvants, comme nous faisons, la societé humaine desja actuellement établie; ne voyants personne qui



qui vive hors d'elle; mais bien que tous les hommes sont desirieux de compagnie & d'entretien; il peut sembler que je fais une lourde faute, & que je pose une pierre d'achoppement dès l'entrée de ceste doctrine civile à ceux qui prendront la peine de la lire, quand je dis, que l'homme n'est pas né avec une disposition Naturelle à la société. Il faut donc que je m'explique plus nettement. Il est vray que selon la Nature ce seroit une chose fâcheuse à l'homme, entant qu'homme, c'est à dire, dès qu'il est né, de vivre dans une perpétuelle solitude. Car & les enfans pour vivre, & les plus avancés en aage pour mieux vivre ont besoin de l'assistance des autres hommes. De sorte que je ne nie pas, que la Nature ne nous contraigne à desirer la compagnie de nos semblables. Mais les sociétés civiles ne sont pas de simples assemblés, où il n'y ait qu'un concours de plusieurs animaux de mesme espece. Elles sont outre cela des Alliances & des Lignes soutenues par des articles qu'on a dressés, & cimentées par une fidelité qu'on s'est promise. La force de ces pactes est ignorée des enfans & des idiots; & leur utilité n'est pas connue à ceux qui n'ont point éprouvé les incommodités que le défaut de société entraîne. D'où vient que ny ceux là ne peuvent point contracter de société, parce qu'ils ne savent ce que c'est; ny ceux cy ne se soucient point de la contracter, parce qu'ils en ignorent les avantages. Et de là il appert, que puis que les hommes sont enfans lors qu'ils naissent, ils ne peuvent pas estre nés capables de société civile; & que plusieurs, (ou peut estre la plupart) par maladie d'esprit ou par faute de discipline en demeurent incapables toute leur vie. Cependant les uns & les autres, les enfans, & les adultes ne laissent pas de participer à la Nature humaine. Ce n'est donc pas la Nature, mais la Discipline qui rend l'homme propre à la société. D'ailleurs encore que l'homme de-

A 4.

sirat

sirait naturellement la société, il ne s'ensuivroit pas qu'il fust né sociable, je veux dire avecque toutes les conditions requises pour la contracter. Il y a bien à dire d'un mouvement de desir, à une solide capacité de quelque chose. Ceux là mesme dont l'orgueil ne daigne pas de recevoir les justes conditions sans lesquelles la société ne sçauroit estre établie, ne laissent pas de la desirer, & de porter quelques unes de leurs pensées à ce d'où le dereglement de leur passion les estoigne.

Remarque.

[\*] Mais d'une crainte mutuelle] On m'a fait ceste objection, Que tant s'en faut que les hommes pussent contracter par la crainte mutuelle une société civile, qu'au contraire s'ils s'entre craignoient ainsi, ils n'eussent peu supporter la veüe les uns des autres. Ils me semble que ces Messieurs confondent la crainte avecque la terreur & l'aversion. De moy je n'entends pas ce premier terme qu'une nuë apprehension ou prevoyance d'un mal à venir. Et je n'estime pas que la suite seule soit un effet de la crainte, mais aussi le soupçon, la desiance, la precaution, & mesme je trouve qu'il y a de la peur en tout ce dont on se premunit & se fortifie contre la crainte. Quand on va se coucher on ferme les portes; quand on voyage on prend une espée, à cause qu'on craint les voleurs. Les Republiques mettent des garnisons sur leurs frontieres, les villes ont accoustumé de se fermer de fortes murailles contre leurs voisins. Les plus puissantes armées, & prestes à combattre, traitent quelquesfois de la paix par une crainte reciproque qui arreste leur furie. Les hommes se cachent dans les tenebres ou s'enfuient de crainte, quand ils n'ont point d'autre moyen de pourvoir à leur seureté; le plus souvent ils prennent des armes defensives: De sorte que selon l'equipage auquel on les rencontre on peut juger de l'estat de leur ame, & quelle place y occupe ceste lasche passion. En un mot, soit qu'on en vienne

aux



aux mains , ou que d'un commun accord on quitte les armes, la victoire ou le consentement des parties forme la société civile, & je trouve en l'un & en l'autre qu'il y a quelque mélange de ceste crainte reciproque.

III. La cause de la crainte mutuelle depend en partie de l'égalité naturelle de tous les hommes , en partie de la reciproque volonté qu'ils ont de nuire. Ce qui fait, que ny nous ne pouvons attendre des autres , ny nous procurer à nous mesme quelque seureté. Car si nous considerons les hommes faicts & prenons garde à la fragilité de la structure du corps humain ( sous les ruines duquel tous les facultés, la force & la sagesse qui nous accompagnent demeurent accablées ) & combien aisé il est au plus foible de tuer l'homme du monde le plus robuste , il ne nous restera point de subject de nous fier à nos forces, comme si la nature nous avoit donné par là quelque superiorité sur les autres. Ceux là sont esgaux , qui peuvent choses esgalles. Or ceux qui peuvent ce qu'il y a de plus grand & de pire, à sçavoir oster la vie, peuvent choses esgalles. Tous les hommes donc sont naturellement esgaux, L'inegalité qui regne maintenant a esté introduite par la loy civile.

*Que les hommes sont naturellement esgaux entr'eux.*

IV. La volonté de Nuire en l'estat de nature est aussi en tous les hommes, mais elle ne procede pas tousjours d'une mesme cause, & n'est pas tousjours esgalement blasmable. Il y en a, qui recognoissans nostre esgalité naturelle, permettent aux autres tout ce qu'ils se permettent à eux mesmes ; & c'est là vraiment un effect de modestie & de juste estimation de

*D'où leur naist ceste mutuelle volonté de se nuire les uns aux autres.*

ses forces. Il y en a d'autres, qui s'attribuants une certaine superiorité veulent que tout leur soit permis, & que tout l'honneur leur appartienne : en quoy il font paroistre leur arrogance. En ceux cy donc la volonté de nuire naist d'une vaine gloire, & d'une fausse estimation de ses forces. En ceux là elle procede d'une nécessité inevitable de deffendre son bien & sa liberté contre l'insolance de ces derniers.

*La discordance  
vient de la  
comparai-  
son des es-  
prits.*

V. D'ailleurs comme de tout temps les hommes ont disputé avec beaucoup de chaleur de la gloire de l'esprit, il faut nécessairement que de ceste contention naissent de tres grandes discordes. En effect c'est une chose fort déplaisante de souffrir de la contradiction, & c'est fascher quelcun que de ne prester pas son consentement à ce qu'il dit. Car en n'estant pas de son advis on l'accuse tacitement d'erreur, & en le choquant à tout propos, cela vaut autant que si on l'accusoit tout haut d'estre un impertinent. Cela est manifeste dans les guerres de diverses sectes d'une Religion, & dans les diverses factions d'une mesme Republique, qui sont les plus cruelles de toutes celles qui se font, & où il ne s'agist que de la verité des doctrines, & de la prudence politique. Le plus grand plaisir, & la plus parfaicte allegresse qui arrive à l'esprit, luy vient de ce qu'il en voit d'autres au dessous de soy avec lesquels se comparant il a occasion d'entrer en une bonne estime de soy mesme ; or dans ceste complaisance il est presque impossible, qu'il ne s'engendre de la haine, ou que le mespris n'esclate par quelque risée, quelque parole, quelque geste, ou quelque autre signe ; ce qui cause le plus



insensible de tous les desplaisirs, & l'ame ne reçoit point de blessure, qui luy excite une plus forte passion de vangeance.

V I. Mais la plus ordinaire cause qui invite les hommes au desir de s'offencer, & de se nuire les uns aux autres est que plusieurs recherchant en mesme temps une mesme chose, il arrive fort souvent qu'ils ne peuvent pas la posseder en commun. & qu'elle ne peut pas estre divisée ; Alors il faut que le plus fort l'emporte ; & c'est au fort du combat à decider la question de la vaillance.

*Du desir  
que plu-  
sieurs ont  
d'une mes-  
me chose.*

*Définition  
du droit.*

V II. Doncques parmi tant de dangers auxquels les desirs naturels des hommes nous exposent tous les jours, il ne faut pas trouver estrange que nous nous tenions sur nos gardes, & nous avons malgré nous à en user de la sorte. Il n'y a aucun de nous qui ne se porte à desirer ce qui luy semble bon, & à eviter ce qui luy semble mauvais, sur tout à fuir le pire de tous les maux de la Nature, qui sans doute est la Mort. Ceste inclination ne nous est pas moins naturelle qu'à une pierre celle d'aller au centre lors qu'elle n'est point retenuë. Il n'y a donc rien à blasmer ny a reprendre, il ne se fait rien contre l'usage de la droicte raison, lors que par toutes sortes de moyens on travaille à sa conservation propre, on defend son corps & ses membres de la mort ou des douleurs qui la precedent. Or tous avouënt, que ce qui n'est pas contre la droicte raison est juste, & fait à tres bon droit. Car par le mot de Juste & de *Droit* on ne signifie autre chose que la liberté, que chacun a d'user de ses facultés naturelles, conformément à la droicte raison.

D'où

D'où je tire ceste consequence, que le premier fondement du *Droict* de Nature est, *que chacun conserve autant qu'il peut ses membres & sa vie.*

*Que le droit à la fin donne le droit aux moyens nécessaires.*

VIII. Or parce que ce seroit en vain qu'on auroit *Droict* de tendre à une fin, si on n'avoit aussi le droit d'employer tous les moyens nécessaires pour y parvenir, il s'ensuit que puis que chacun a *Droict* de travailler à sa conservation, il a pareillement droit d'*user de tous les moyens, & de faire toutes les choses sans lesquels il ne se pourroit point conserver.*

*Que par le droit de Nature chacun est juge des moyens de sa conservation.*

IX. Mais de juger si les moyens desquels quelcun se servira, & si les actions qu'il fera pour la conservation de sa vie ou de ses membres, sont absolument nécessaires, ou non, c'est à celui du salut duquel il s'agit, il en est le plus competant juge selon le droit de Nature. Et pour vous le monstrier. Si c'est une chose qui choque la droicte raison que je juge du danger qui me menace, établissés en donc juge quelcun autre. Cela estant, puis qu'un autre entreprend de juger de ce qui me regarde, pourquoy, par la mesme raison & selon l'égalité naturelle qui est entre nous, ne jugeray-je point reciproquement de ce qui le touche. Il me trouve donc fondé en la droicte raison, c'est à dire dans le droit de Nature, si j'entreprends de juger de son opinion, d'examiner combien il importe que je la suive à ma conservation.

*Que par le droit de Nature toutes choses appartiennent à tous.*

X. D'ailleurs la Nature a donné à chacun de nous esgal droit sur toutes choses. Je veux dire que dans un estat purement naturel, & avant que les hommes se fussent mutuellement attachés les uns aux autres par certaines conventions,



ventions, il estoit permis à chacun de faire tout ce que bon luy sembloit contre qui que ce fust, & chacun pouvoit posséder, se servir, & jouir de tout ce qu'il luy plaisoit. Or par ce que lors qu'on veut quelque chose, dès là elle semble bonne, & que ce qu'on la desire est une marque de sa véritable nécessité, ou une preuve vraysemblable de son utilité à la conservation de celui qui la souhaite (au précédent article j'ay montré que chacun est juge compétant de ce qui luy est vraiment utile, de sorte qu'il faut tenir pour nécessaire tout ce qu'il juge tel) & que par l'article 7. on a, & on fait par droit de Nature tout ce qui contribue à sa propre défense, & à la conservation de ses membres, il s'ensuit, dis-je, qu'en l'estat de Nature chacun a droit de faire & de posséder tout ce qu'il luy plaist. D'où vient ce commun dire, que la Nature a donné toutes choses à tous : & d'où il se recueille, qu'en l'estat de Nature, l'Utilité est la règle du Droit.

\* Dans un estat purement Naturel ] Il faut entendre cecy de ceste sorte, qu'en l'estat de Nature il n'y a point d'injure en quoy qu'un homme face contre quelque autre. Non qu'en cest estat là il soit impossible de pecher contre la Majesté divine, & de violer les loix naturelles. Mais de commettre quelque injustice envers les hommes, cela suppose qu'il y ait des loix humaines, qui ne sont pourtant pas encore establies en l'estat de Nature dont nous parlons. La vérité de ma proposition en ce sens là est assez évidemment démontrée aux articles immédiatement précédens, si le lecteur veut s'en souvenir. Mais par ce qu'en certain cas, ceste conclusion a quelque chose de dur, qui peut faire oublier les premisses, je veux reserver mon raisonnement.

Remarque

afin que d'un seul coup d'œil on le puisse voir tout entier. Par l'article 7. chacun a droit de se conserver. Il a doncques droit d'user de tous les moyens nécessaires pour ceste fin, par l'article 8. Or les moyens nécessaires sont ceux que chacun estime tels en ce qui le touche, par l'art. 9. Doncques chacun a droit de faire, & de posséder tout ce qu'il jugera nécessaire à sa conservation. Et par conséquent la justice, ou l'injustice d'une action dependent du jugement de celuy qui la fait, ce qui le tirera tousjours hors de blâme, & justifiera son procedé. D'où il s'ensuit que dans un estat purement Naturel &c. Mais si quelcun pretend qu'une chose, à laquelle il scait bien en sa conscience qu'il n'a aucun interest, regarde sa conservation, en cela il peche contre les loix Naturelles; comme je le monstreray bien au long au troisieme chapitre. On m'a fait ceste objection: Si quelcun commet un parricide, ne fait il point de tort à son pere? à quoy j'ay respondu; Qu'on ne peut pas concevoir qu'un enfant soit dans un estat purement naturel, à cause que dès qu'il est né il est sous la puissance & sous le commandement de celuy à qui il doit sa conservation, comme de son pere & de sa mere, ou de celuy qui luy donne les aliments & les choses nécessaires à sa subsistance. Ce que je demonstreray au neufviesme chapitre.

*Que ce  
droit com-  
mun de-  
meure inu-  
tile.*

XI. Mais il n'a pas esté expedient pour le bien des hommes, qu'ils eussent en commun ce droit sur toutes choses. Car il leur fust demeuré inutile, tel estant l'effect de ceste puissance, que c'eust esté presque de mesme que s'ils n'en eussent eü aucune communication, puis qu'en l'usage ils n'en eussent peu tirer aucune prerogative. A la verité chacun eut bien peu dire de toutes choses, cela m'appartient; mais la possession n'en eust pas esté si aisée, à cause que le



premier venu, jouissant du mesme droit, & avec une force esgale, y eust eü de pareilles pretentions, & se la fust appropriée avec une autorité semblable.

XII. Si vous adjoustés à ceste inclination naturelle que les hommes ont de se nuire les uns aux autres, & qui derive peut estre de ceste vaine opinion qu'ils ont d'eux mesmes, ce droit de chacun sur toutes choses, suivant lequel comme il est permis d'envahir, on peut aussi legitiment se deffendre, & d'où naissent des soupçons & des desiances continuelles, qui ne laisseront jamais l'esprit en repos, estant tres difficile, pour si bien qu'on se tienne sur ses gardes, qu'en fin on ne soit opprimé par la ruse ou par la violence d'un ennemi qui tache sans cesse de nous surprendre. Si vous considérés, dis-je, attentivement ces deux choses, vous m'advouerez sans doute que l'estat naturel des Hommes avant qu'ils eussent formé des societés, estoit une guerre perpetuelle, & non seulement cela, mais une guerre de tous contre tous. Car qu'est autre chose la GUERRE que ceste saison pendant laquelle on declare de parolles & d'effect la volonté qu'on a de combattre ? le reste du temps est ce qu'on nomme la PAIX.

XIII. Or il est aisé de juger combien la guerre est mal propre à la conservation du genre humain, ou mesme de quelque homme que ce soit en particulier. Mais ceste guerre doit estre naturellement d'une eternelle durée, en laquelle il n'y a pas à esperer, à cause de l'egalité des combattans, qu'aucune victoire la finisse; car les vainqueurs se trouvent tousjours enve-

*Que l'estat  
des hommes  
hors de la  
société est  
une guerre  
perpetuelle.*

*Définition  
de la guerre  
& de la  
Paix.*

*Que la  
guerre est  
contraire  
à la conser-  
vation des  
hommes.*

enveloppés dans de nouveaux dangers, & c'est une merveille de voir mourir un vaillant homme chargé d'années & accablé de vieillesse. Nous avons en ce siècle un exemple de ce que je dischez les Américains; & dans les âges passés nous en avons eu chez les autres Nations, qui maintenant sont civilisées & florissantes, mais qui alors estoient en petit nombre sauvages, pauvres, hideuses, & privées de ces ornemens & de ces avantages que la Paix & la société apportent à ceux qui les cultivent. Celui qui estimeroit qu'il faut demeurer en cest estat auquel toutes choses sont permises à tous, se contrediroit soy mesme: car chacun desire par une nécessité naturelle ce qui luy est bon, & il n'y a personne qui puisse estimer que cette guerre de tous contre tous, attachée nécessairement à l'estat naturel, soit une bonne chose. Ce qui fait que par une crainte mutuelle nous desirons de sortir d'un estat si incommode, & recherchons la société; en laquelle s'il faut avoir de guerre, du moins elle n'est pas sans secours, ny de tous contre tous.

*Que par le droit de Nature il est permis à chacun de contraindre un autre qui sera en sa puissance, afin de s'assurer de son obéissance pour l'advenir.*

§ XIX. On cherche des compagnons qu'on s'associe, de vive force, ou par leur consentement. La première façon s'exerce quand le vainqueur contraint le vaincu à le servir par la crainte de la mort, ou par les chaînes dont il le lie. La dernière se pratique, lors qu'il se fait une alliance pour le mutuel besoin que les parties ont l'un de l'autre, d'une volonté franche & sans souffrir de contrainte. Le vainqueur a droit de contraindre le vaincu, & le plus fort d'obliger le plus foible (comme celui qui se porte bien d'obliger le malade, & l'homme fait de



de contraindre un jeune garçon ) s'il n'aime mieux perdre la vie , à luy donner des assurances pour l'avenir qu'il se tiendra dans l'obéissance. Car puis que le *droict* de nous protéger nous mesmes selon nostre fantaisie vient des dangers auxquels nous sommes exposés, & que ces dangers naissent de l'égalité qui est entre nous, il semble plus conforme à la raison, & un expedient bien plus court pour nostre conservation, en nous servant de l'occasion presente, de pourvoir à nostre seurreté par une judicieuse precaution ; que d'attendre que ces personnes là mal intentionnées soient remises en santé, ou venues en aage de se soustraire à nostre puissance , ce qui nous obligeroit de tenter par l'incertitude du combat une nouvelle victoire. Certainement il ne se peut rien imaginer de plus absurde , que de laisser prendre de nouvelles forces à celuy qu'on tient tout foible sous sa puissance, & qui les ayant recouvrées s'en serviroit infailliblement à nostre ruine. D'où ceste conclusion est manifeste que je tire en forme de Corollaire des demonstrations precedentes, *Qu'en l'estat naturel des hommes une puissance assurée, & qui ne souffre point de resistance, confere le droict de regner & de commander à ceux qui ne peuvent pas resister*: de sorte que la route puissance possède essentiellement & immediatement le droict de faire tout ce que bon luy semble.

XV. Toutesfois à cause de ceste esgalité de forces, & d'autres facultés, qui se trouve parmi les hommes en l'estat de Nature , c'est à dire, en l'Estat de guerre , personne ne peut estre assuré de sa conservation, ny esperer d'attein-

*Qu'à la Nature on s'en-  
seigne qu'il faut cher-  
cher la  
paix.*

B

dro

dre à une bien longue mesure de vie. C'est pourquoy je mets au rang des *Loix Naturelles* ce que je m'en vay monstrier au chapitre suivant, *Que la droicte raison nous enseigne de chercher la paix, dès qu'il y a quelque esperance de la rencontrer, ou de nous preparer à la guerre, lors qu'il nous est impossible de l'obtenir.*

## C H A P. II.

*De la Loy de Nature en ce qui regarde les Contrac̃ts.*

## S O M M A I R E.

- I. Que la Loy de Nature n'est pas le consentement des hommes, mais ce que la raison nous dicte. II. Que c'est une loy fondamentale de la Nature, qu'il faut chercher la Paix, si on peut l'obtenir, & se preparer à la deffence, si cela n'est possible. III. Que c'est une des premieres loix particulieres de la Nature, qu'il ne faut pas retenir le droit qu'on a sur toutes choses. IV. Ce que c'est que retenir, & que transferer son droit. V. Que pour la transaction du droit la volonté de l'acceptant est nécessaire. VI. Que le droit n'est point transferé qu'en termes du present. VII. Que les termes du futur, s'ils sont accompagnés des autres signes de la volonté, ont assez de force pour transferer le droit. VIII. Qu'en une donation libre les termes du futur ne sont point transaction du droit. IX. Definition du Contract, & du Pacte. X. Que dans les pactes les paroles du futur transferent le droit. XI. Que les pactes d'une confiance mutuelle, sont invalides en l'estat de nature, mais non pas en celuy de la société civile. XII. Qu'on ne peut point contracter avec les bestes; ny avec Dieu, sans la revelation. XIII. Ny faire de vœu à Dieu. XIV. Que les pactes n'obligent qu'à un effort extreme. XV. Par quelles manieres nous sommes quittes de nos promesses. XVI. Que les promesses qu'on a extorquées de nous crainte de la mort doivent avoir leur vigueur en l'estat de nature. XVII. Qu'un pacte postérieur contradictoire au precedent demeure invalide. XVIII. Que le pacte de ne pas resister à celuy qui nous fait quelque outrage en nostre corps est invalide. XIX. Que le pacte de s'accuser soy mesme est de nulle force. XX. Definition du serment. XXI. Que le ser-



le serment doit estre conçu en la forme de laquelle se sert celuy qui le preste. XXII. Que le serment n'adjouste rien a l'obligation qui naist du pacte. XXXII. Qu'il ne faut point exiger de serment, si ce n'est lors que le violement des promesses peut demeurer caché, ou ne peut estre puni que de Dieu seulement.

I. **L**Es auteurs ne sont pas bien d'accord de la definition de la *Loy Naturelle*, quoy qu'ils usent fors souvent de ce terme en leurs escrits. C'est que la methode qui commence par la definition des choses, & qui en oste les Equivoques, n'est propre qu'à ceux qui ont envie de ne pas laisser de lieu à la dispute. Si quelcun veut prouver qu'une certaine action a esté faite contre la loy de Nature, il alleguera qu'elle heurte le consentement des peuples les plus sages & mieux disciplinés; mais il ne m'enseignera pas à qui il appartiendra de juger des meurs, de l'erudition, & de la sagesse de toutes les nations de la terre. Quelque autre dira en sa preuve, que c'est qu'une telle action a esté faite contre le consentement de tout le genre humain. Mais ceste definition n'est pas recevable; car il s'ensuivroit, que personne ne pourroit pecher contre ceste loy, hormis les fols & les enfans; d'autant que par ce mot de genre humain on doit entendre tous ceux qui se servent de leur raison. Or ces derniers, où ils suivent les lumieres de leur raison, ou s'ils s'en escartent ce n'est pas volontairement qu'ils faillent, & par ainsi ils sont à excuser: mais ce seroit une injuste maniere de proceder, que d'apprendre les loix de Nature du consentement de ceux qui les enfreignent plus souvent

*Que la loy de Nature n'est pas le consentement des hommes, mais ce que la raison nous dicte.*

B. 2. qu'ils

qu'ils ne les observent. D'ailleurs les hommes condamnent bien souvent en autrui, ce qu'ils approuvent en eux mêmes; au contraire ils louent en public, ce qu'ils méprisent en leur particulier, & donnent leur avis selon la coutume qu'ils ont prise, plustot que selon les raisonnemens qu'ils ont formé sur quelque matiere; enfin le consentement qu'ils prestent à une chose procede de haine, de crainte, d'esperance, d'amour, ou de quelque autre perturbation de l'ame, plustot que d'un raisonnement ferme & éclairé. Voila pourquoy il arrive assez souvent que des peuples entiers d'un consentement unanime, & avec une persévérance inébranlable s'opiniaient en des résolutions, qui choquent, au dire des auteurs, la loy de la Nature. Mais puis que tous accordent que ce qui n'est point fait contre la droite raison est fait justement, nous devons estimer injuste tout ce qui repugne à ceste même droite raison (c'est à dire, tout ce qui contredit quelque vérité que nous avons découverte par une bonne & forte ratiocination sur des principes véritables,) Or nous disons que ce qui est fait contre le droit, est fait contre quelque loy. Doncques la *droite raison* est nostre règle, & ce que nous nommons la *loy naturelle*; car elle n'est pas moins une partie de la nature humaine, que les autres facultés & puissances de l'ame. Afin donc que je recueille en une définition ce que j'ay voulu rechercher en cest article, je dis que la *Loy de Nature* est ce que nous dicte \* la droite raison touchant les choses que nous avons à faire, ou à obmettre pour la conservation de nostre vie, & des parties de nostre corps.

\* La



\* La droicte Raison ] Par la droicte raison en Remarque.  
 l'estat naturel des hommes, je n'entends pas, comme  
 font plusieurs autres, une faculté infailable, mais l'a-  
 cté propre & veritable de la ratiocination, que chacun  
 exerce sur ses actions, d'où il peut rejaillir quelque  
 dommage, ou quelque utilité aux autres hommes. Je  
 dis la Ratiocination propre, parce qu'encore bien que  
 dans une cité la raison de la Ville, (c'est à dire, la loy  
 civile, & l'intérêt public) doive estre tenue pour juste  
 par chasque citoyen; neantmoins hors de là, où person-  
 ne ne peut cognoistre la droicte raison d'avec la fausse  
 que par la comparaison qu'il en fait avec la sienne  
 propre, il faut que celle cy serve de reigle, non seule-  
 ment à ses actions propres, dont il est responsable à soy  
 mesme, mais aussi qu'en ses affaires particulieres il es-  
 tablisse juge pour ses interets de la droicte raison des  
 autres. Je nomme le Raisonnement veritable, qui est  
 fondé sur de vrais principes, & eslevé en bon ordre.  
 Parce que toute l'infraction des loix naturelles vient  
 du faux raisonnement, ou de la sottise des hommes, qui  
 ne prennent pas garde que les devoirs & les services  
 qu'ils rendent aux autres retournent sur eux mesmes,  
 & sont necessaires à leur propre conservation. J'ay tou-  
 ché ce me semble, & expliqué aux articles 2, 3, 4, 5,  
 6, & 7. du premier chap. les Principes de la droicte  
 Raison qui regardent ceste sorte de devoirs.

II. Or la premiere & la fondamentale Loy  
 de Nature est, qu'il faut chercher la paix, si on peut  
 l'obtenir, & rechercher le secours de la guerre, si la  
 paix est impossible à acquerir. Car nous avons  
 montré au dernier article du chapitre prece-  
 dent, que ceste maxime nous estoit dictée  
 par la droicte raison. Et je viens de definir les  
 loix naturelles, par les Notions que la droicte  
 raison nous dicte. Je mets ceste cy la premiere,  
 B 3 re, d'au-

Que c'est  
 une loy fon-  
 damentale  
 de la Natu-  
 re, qu'il  
 faut cher-  
 cher la  
 Paix, si on  
 peut l'obte-  
 nir, & se  
 preparer à  
 la defense, si

*est la n'est possible.*

*Que c'est une des premieres loix particulieres de la Nature, qu'il ne faut pas retenir le droit qu'on a sur toutes choses.*

*Ce que c'est que retenir, & que transferer son droit.*

re, d'autant que toutes les autres en derivent, & nous enseignent les moyens d'acquérir la paix, ou de nous préparer à la deffence.

III. C'est une des loix Naturelles qui derivent de ceste fondamentale, *qu'il ne faut pas retenir le droit qu'on a sur toutes choses, mais qu'il en faut quitter une partie, & la transporter à autrui.* Car si chacun retenoit le droit qu'il a sur toutes choses, il s'ensuivroit necessairement que les invasions & les deffences seroient esgalemment legitimes (estant une necessité naturelle que chacun rache de deffendre son corps, & ce qui fait à sa conservation) & par ainsi on retomberoit dans une guerre continuelle. Il est donc contraire au bien de la Paix, c'est à dire, à la *loy de Nature*, que quelcun ne vueille pas ceder de son droit sur toutes choses.

IV. Mais celui là quitte son droit qui simplement y renonce, ou qui le transporte à autrui. La simple renonciation se fait lors que quelqu'un declare suffisamment, qu'il ne veut plus se reserver la permission de faire une chose qui luy estoit licite auparavant. Le transport du droit se fait lors que par des signes valables on donne à cognoistre à autrui qu'on luy cede ce qu'il est content de recevoir, & qu'on se depouille en sa faveur du droit qu'on avoit de luy resister en certaines occasions. Or que la transaction du droit consiste en la seule privation de la resistance, on le peut assez comprendre, de ce qu'avant le transport, celui à qui elle est faite avoit desja le droit sur toutes choses; de sorte qu'il n'acquiert rien de nouveau, aussi n'est il pas en la puissance du transacteur de luy donner aucun tiltre, & il ne fait que  
laisser



laisser à celui auquel il transfere, la possession de son ancien droit libre & non contestée. Cela étant, en l'État naturel des hommes ceux qui acquièrent quelque droit, ne le font qu'à celle fin de pouvoir jouir de l'ancien & originaire sans aucun trouble & à couvert de toute vexation legitime. Par exemple, si quelcun vend ou donne sa terre à un autre, il en quitte le droit, mais il n'y fait pas renoncer tous ceux qui y auroient des pretentions.

V. En une *transaction* il faut que la volonté de l'acceptant concoure avec celle du transfacteur. Si l'un ou l'autre manque, la transaction est nulle, & le droit demeure comme auparavant. Car si j'ay voulu donner mon bien à une personne qui l'a refusé, je n'ay pourtant pas renoncé simplement à mon droit, ny n'en ay pas fait transport au premier venu. La raison pour laquelle je le voulois donner à celui cy, ne se rencontre pas en tous les autres.

*Que pour la transaction du droit la volonté de l'acceptant est nécessaire.*

VI. En quittant, ou en transférant son droit il faut que les signes par lesquels on declare ceste volonté, si ce ne sont que des paroles, soient conceüs en termes *du present* ou *du passé*; car elles ne transfèrent rien en termes *du futur*. Par exemple, celui qui dit, *Je donneray demain*, declare ouvertement qu'il n'a pas encore donné. Il conservera donc son droit tout aujourd'hui, & demain aussi, en cas que sa donation ne sorte pas à effect; car ce qui luy appartient demeure sien jusques à ce qu'il s'en soit dessaisi. Mais si l'on parle au *present*, ou au *passé*, de ceste façon, *Je donne*, ou *J'ay donné* une chose de laquelle je veux qu'on entre demain en possession, la donation est actuelle, & ces

*Que le droit n'est point transféré qu'en termes du present.*

termes signifient, qu'on s'est despouillé dès aujourd'hui du droit de posséder le lendemain la chose qu'on a donnée.

*Que les termes du futur, s'ils sont accompagnés des autres signes de la volonté, ont assez de force pour transférer de droit.*

VII. Mais à cause que les paroles seules ne sont pas des signes suffisants pour déclarer la volonté, les termes du futur sont valables, s'ils sont accompagnés des autres signes, & servent alors de même que ceux du présent. Car ces autres signes donnent à cognoître, que celui qui parle au futur veut que ses paroles soient assez efficaces pour une parfaite transaction de son droit. En effet, elle ne dépend pas des paroles, comme nous l'avons dit en l'article 4. de ce chapitre, mais de la déclaration de la volonté.

*Qu'en une donation libre les termes du futur ne font point transférer de droit.*

VIII. Si quelqu'un transfère quelque bien droit à autrui, sans aucune considération de quelque office qu'il en a reçu, ou de quelque condition dont il s'acquitte; ce transport est un DON, & se doit nommer une *donation libre*. Or en cette cy il n'y a que les paroles du présent, ou du passé qui obligent: Car celles du futur n'obligent pas en tant que simples paroles, pour les raisons que j'ay alleguées en l'article précédent. Il faut donc que l'obligation naisse de quelques autres signes de la volonté. Mais par ce que tout ce qui se fait volontairement est fait pour quelque bien de celui qui veut, on ne peut assigner aucune marque de la volonté de celui qui donne, si ce n'est quelque avantage qui lui revient ou qu'il espere de sa donation. Et on suppose qu'il n'en a recueilli aucun, & qu'il n'y a aucun pacte précédent qui oblige sa volonté, car autrement ce ne seroit pas une *donation libre*. Il reste donc qu'elle soit



fondée sur l'esperance du bien *reciproque*, sans aucune condition exprimée. Or je ne scache aucune preuve par laquelle il conste, que celuy qui s'est servi des paroles du futur envers celuy qui ne luy auroit aucune obligation *reciproque* de son bienfait ; vueille qu'elles le lient particulièrement. Et il n'y a aucune raison qui doive obliger ceux qui veulent du bien à un autre, en vertu de quelques paroles affectueuses, dont ils luy ont tesmoigné leur bien-vueillance. Voila pourquoy il faut imaginer en celuy qui promet à l'avenir, & qui ne donne pas effectivement, une tacite réserve qu'il fait de deliberer, & de pouvoir changer son affection, si celuy à qui il promet change de merite. Or celuy qui delibere est libre, & n'a pas donné encore. Il est vray que s'il promet souvent, & ne donne jamais, il encourt enfin le blasme de legereté, comme on en fit autresfois des reproches à ceste Empereur qu'on nomma *Donson*, par ce qu'il disoit tousjours *Je donneray*.

IX. L'action de deux, ou de plusieurs personnes, qui se *transigent* mutuellement de leurs *droits*, se nomme un **CONTRACT**. Or en tout contract, ou les deux parties effectuent d'abord ce dont elles ont convenu, en sorte qu'elles ne se font aucune grace, ou l'une effectuant, laisse à la bonne foy de l'autre l'accomplissement de sa promesse, ou elles n'effectuent rien. Au premier cas le Contract se conclud & finit en mesme temps. Aux autres, où l'une des parties se fie à l'autre, & où la confiance est *reciproque*, celuy auquel on se fie promet d'accomplir en suite sa promesse, qui est proprement le *Pacte* du contract.

B 5

X. Le

*Donation*  
*promesse*  
*mais non*  
*faite*

*Définition*  
*du contract*  
*& du Pacte*

*Que dans le  
Pacte les  
paroles du  
futur trans-  
ferent le  
droit.*

X. Le *Pacte*, que celui auquel on se fie promet à celui qui a desja tenu le sien, bien que la promesse soit conçue en termes du futur ne transfere pas moins le droit pour l'avenir que si elle estoit faite en termes du present ou du passé. Car l'accomplissement du pacte est un signe manifeste, que celui qui y estoit obligé a entendu les paroles de sa partie à laquelle il s'est fié, comme procédantes d'une pure & franche volonté de les accomplir au temps accordé : Et puis que ce dernier ne doutant pas du sens auquel on prenoit ses paroles ne s'en est pas retracté, il n'a pas voulu qu'on les prît d'autre façon, & s'est obligé à tenir ce qu'elles ont promis. Les Promesses donc qui se font en suite d'un bien qu'on a reçu (qui sont aussi des pactes) sont les signes de la volonté, c'est à dire, du dernier acte de la deliberation, par lequel on s'oste la liberté de manquer à sa parole, & par consequent elles obligent. Car là où la Liberté cesse, là l'obligation commence.

*Que les Pactes d'une confiance mutuelle sont invalides en l'estat de nature, mais non pas en celui de la société civile.*

XI. Les Pactes qui se font en un contract où il y a une confiance reciproque, au delay qu'il se fait de l'accomplissement des promesses, sont invalides en l'estat de nature, \* si l'une des parties a quelque juste subject de crainte. Car celui qui accomplit le premier sa condition, s'expose à la mauvaise foy de celui avec lequel il a contracté ; tel estant le naturel de la plupart des hommes, que par toutes sortes de moyens ils veulent avancer leurs affaires. Et il ne seroit pas sagement fait à quelcun, de se mettre le premier en devoir de tenir sa promesse, s'il y a d'ailleurs quelque apparence que les autres ne se mettront pas à son imitation en la mesme

posture



posture. Or c'est à celuy qui craint, de juger de ceste vraysemblance, comme je l'ay fait voir en l'article 9. du chap. precedent. Mais si les choses vont de la sorte en l'estat de nature, il n'en est pas ainsi en celuy de la société civile, où il y a des personnes qui peuvent contraindre les refractaires, & où celuy qui s'est obligé par le contract à commencer, peut hardiment le faire, à cause que l'autre demeurant exposé à la contraincte, la raison pour laquelle il craignoit d'accomplir sa condition, est ostée.

\* Si l'une des parties, &c.] Car s'il n'y a quelque nouvelle cause de crainte, qui paroisse en quelque action, ou en quelque autre signe de la mauvaise volonté de la partie, on ne doit pas estimer qu'il y ait juste sujet de craindre. Et puis que les autres causes n'ont pas empesché de contracter, elles ne doivent non plus empesché que le Contract ne s'observe.

Remarque

XII. Or de ce qu'en toute donation, & en tous pactes, l'acceptation du droit transferé est requise, il s'ensuit, qu'on ne peut point contracter avec celuy qui ne peut pas nous faire paroistre qu'il use d'acceptation. Et par conséquent on ne peut pas contracter avecque les bestes, ny leur donner, ou leur ôter aucun droit, à cause du defect de la parole & de l'Intelligence. On ne peut point aussi contracter avecque la majesté divine, ny s'obliger à elle par des vœux, si ce n'est en tant qu'il luy a plu dans les saintes Escritures de se substituer quelques personnes, qui ayent autorité d'examiner & d'accepter, comme en sa place, les vœux & les conditions, qui luy sont proposées.

Qu'on ne peut point contracter avec les bestes, ny avec Dieu sans la revelation.

XIII. Ceux donc qui sont dans l'estat de nature,

*Ny faire  
de vœux  
à Dieu.*

nature, où nulle loy civile ne les oblige, font des vœux en vain, s'ils ne sçavent par une particulière & certaine revelation que Dieu a la volonté de les accepter. En effect, si ce qu'ils voient est contre la loy de nature, leur vœu ne les lie point; car personne n'est tenu à ce qui est illicite; s'il est porté par quelques loy naturelle, ce n'est plus le vœu, mais la Nature qui le commande; & si c'estoit avant le vœu une chose indifferente, la mesme liberté demeure; à cause que pour estre obligé par la force du vœu, il faut que la volonté de celuy qui le doit recevoir soit cogneuë, ce que nous supposons n'estre pas. Ainsi il n'y a point d'obligé, là où il n'y a point d'obligeant, qui nous tesmoigne sa pensée.

*Que les  
pactes n'obligent  
qu'à un es-  
fort extrême.*

XIV. Les Pactes ne se forment que des actions dont on peut entrer en deliberation; car une paction ne se fait pas sans la volonté de celuy qui contracte. La volonté est le dernier acte de celuy qui delibere. *Le pactes donc ne se forment que des choses possibles & futures.* On ne s'oblige jamais à l'impossible. Mais d'autant qu'il arrive quelquesfois, que nous promettons des choses, qui nous semblent possibles à l'heure que nous les promettons, & dont l'impossibilité ne nous paroist qu'apres qu'elles sont promises, nous ne sommes pourtant pas quittes de toute sorte d'obligation. La raison de cela est, que celuy qui fait une promesse incertaine, n'a reçu le bien-faict qu'à condition d'en rendre la revanche. Et celuy qui l'a conféré a eu esgard en general à son bien propre, ne faisant estat de la promesse qu'en cas que l'accomplissement en fust possible. De sorte qu'en-



qu'encore qu'elle rencontre des obstacles insurmontables, on ne laisse pas d'estre engagé à faire tous les efforts qu'on peut afin de s'acquitter. Les Pactes donc n'obligent pas à donner absolument la chose promise, mais à faire tout nostre possible; car nous ne sommes pas maîtres des choses, & il n'y a que ce dernier qui soit en nostre puissance.

XV. On est delivré de l'obligation des Pactes en deux manieres, si on les accomplit, & si on nous les quitte. Si on les accomplit, par ce qu'on ne s'est pas obligé au de là. Si on nous les quitte, parce que celui à qui nous sommes obligés tesmoigne en nous les quittant, qu'il laisse retourner à nous le droit que nous luy avons transporté. Ceste cession qu'il nous fait est une espece de *Donation*, en laquelle, suivant l'article 4 de ce chapitre, celui à qui on donne reçoit un transport de nostre droit.

*Par quelles manieres nous sommes quittes de nos promesses.*

XVI. On demande, si ces conventions qu'on a extorquées par la crainte ont la force d'obliger, ou non? Par exemple; Si j'ay promis à un voleur, pour rachepter ma vie, de luy compter mille escus dès le lendemain, & de ne le tirer point en Justice, suis-je obligé de tenir ma promesse? Bien que quelquesfois ce pacte doive estre tenu pour nul, ce n'est pourtant pas à cause qu'il a esté fait par la crainte qu'il doit devenir invalide: car il s'ensuivroit par la mesme raison, que les conventions, sous lesquelles les hommes se sont assemblés, ont fait des loix, & ont formé une société civile, seroient aussi de nulle valeur (veu que c'est par la crainte de s'entretuer que les uns se sont soumis au gouvernement des autres) & que celuy-

*Que les promesses qu'on a extorquées de nous crainte de la mort doivent avoir leur vigueur en l'estat de Nature.*

la

la auroit peu de jugement, qui se fieroit, & relâcheroit un prisonnier qui promet de luy en voyer sa rançon. Il est vray, à parler generale ment, que les pactes obligent, quand ce qu'on à reçu par la convention est une chose bonne & quand la promesse est d'une chose licite. Or il est permis, pour rachepter sa vie, de pro mettre, & de donner de son bien propre, tout ce qu'on veut en donner, à qui que ce soit mesmes à un voleur. On est donc obligé aux pactes, quoy que faits avec violence, si quelque loy civile ne s'y oppose, & ne rend illicite ce qu'on aura promis.

*Qu'un pacte  
postérieur  
contradi-  
ctoire au  
precedent  
demeure in-  
valide.*

XVII. Celuy qui auroit promis à quel cun de faire, ou de ne pas faire quelque cer taine chose, & qui apres cela conviendrait de contraire avec un autre, il ne rendroit pas la premiere convention, mais bien ceste dernière illicite. Car celuy qui par le premier pacte auroit transporté son droit à autrui, n'auroit plus la puissance de transiger avec un troisieme: de sorte que sa dernière convention seroit invalide, n'ayant plus la disposition d'aucun droit. Il ne seroit donc obligé qu'aux pre miers pactes, lesquels seuls il ne luy seroit point illicite d'enfreindre.

*Que le pa-  
cte de ne  
pas résister  
à celuy qui  
nous fait  
quelque ou-  
trage en nos-  
tre corps est  
invalide.*

XVIII. Personne n'est obligé de ne pas résister à celuy qui va pour luy donner la mort ou le blesser, quelque convention precedente qui soit intervenue. La raison de cela est d'une curieuse recherche. Il y a en chacun de nous un certain souverain degré de crainte, par lequel nous concevons le mal comme extreme & auquel quand nous sommes parvenus, nous fuions le mal de toute nostre puissance par une

nécessité



nécessité si naturelle, qu'il n'y a point du tout moyen d'y résister. Ainsi il ne faut pas attendre, qu'en ce degré de crainte nous ne travaillions à nostre salut par la fuite, ou par la résistance. Puis donc que personne n'est tenu de faire ce qui est impossible, ceux qu'on menace de mort (qui est le plus grand mal de la Nature) ou à qui on fait peur de quelque blessure, & de quelque autre dommage, qui esbranle leur constance, ne sont pas obligés de supporter ces injures sans aucun ressentiment. D'ailleurs on se fie à celui avec lequel on a fait quelque convention; (car la bonne foy est le seul lien de ceux avec qui on a fait des pactes) cependant on tient liés, & on environne d'archers, ceux qu'on mène au dernier supplice, ou à qui l'on inflige quelque moindre peine. Ce qui montre que les juges n'estiment pas qu'aucun pacte oblige assez estroitement les criminels de ne pas résister à leur punition. Mais c'est une autre affaire, si je fais ma convention de ceste sorte? Si je ne tiens ma promesse à certain jour que je vous marque, je vous permets de me tuer. Ou bien si je la conçois de ceste autre façon? Si je n'ay fait ce que je promets, je ne résisteray point lors que vous voudrés m'ôter la vie. Tous font ce premier pacte au besoin; & il eschet qu'on l'employe en certaines occurrences. Mais l'autre ne se pratique point, & ne tombe jamais en usage. Car en l'estat purement naturel, si vous voulés tuer quelcun, ceste sorte d'estat vous en donne le droit; & il n'est pas nécessaire pour l'acquiescer qu'on vous manque de parole. Mais en l'estat politique, où tout le droit

droict de la vie , & de la mort , & des punitions corporelles est entre les mains du public , ce mesme droict ne peut pas estre accordé à un particulier. Le public n'a pas besoin en l'exécution de ses arrests de s'asseurer par aucun pacte de la patience du criminel , mais bien de pourvoir à ce que personne ne le deffende. Si en l'estat de nature , deux villes , par exemple , convenoient d'exterminer celle qui manquera à sa promesse ; bien entendu que ce pacte ne debvra sortir à effect qu'à certain jour assigné ; mais alors en cas de prevarication le droict de la guerre retourne , c'est à dire , on retombe dans un estat d'hostilité où toutes choses sont permises , & entre autres la resistance. Apres tout , par ceste convention de ne pas resister , on s'oblige à une chose absurde & impossible , qui est de choisir le plus grand de deux maux que l'on propose ; car la mort est bien pire que la deffence. Ce pacte donc à vray dire n'attache personne , & repugne à la nature des pactes.

*Que le pa-  
cte de s'ac-  
cuser soy  
mesme est  
de nulle  
force.*

XIX. Par la mesme raison , aucun pacte ne peut obliger quelcun à s'accuser soy mesme , ou quelque autre dont la condamnation luy porteroit prejudice & rendroit sa vie moins douce. De sorte que ny le pere n'est point obligé de porter tesmoignage contre son fils , ny le mari contre sa femme , ny le fils contre son pere , ny quelque autre que ce soit contre celuy de qui il tire les moyens de sa subsistance : car ce tesmoignage seroit nul , & on presume qu'il est contre nature. Mais bien qu'on ne soit pas tenu par aucun pacte de s'accuser soy mesme , on peut estre pourtant contrainct



trainct par la question de respondre devant le magistrat. Il est vray que les responces que l'on tire de quelcun par la force des tourmens ne sont pas des preuves, mais fournissent des moyens de descouvrir la verité. Quoy que le criminel responde, vray, ou faux, ou soit qu'il se taife, il a droict de faire en cela tout ce que bon luy semble.

XX. *Le Serment* est un discours qui s'adjouste à une promesse, & par lequel celuy qui promet proteste, qu'il renonce à la misericorde de Dieu s'il manque à sa parole. Je recueille ceste definition des propres termes où il semble que l'Essence du serment soit enfermée, *Ainsi Dieu me soit en ayde, & parmi les Romains, Je te prie, Jupiter, de traicter celuy de nous qui rompra sa promesse, de la mesme sorte que je traicte ceste truye, que je m'en vray esgorger.* Et il n'importe si le serment est quelquesfois une affirmation, ou une promesse; car celuy qui confirme quelque chose par serment promet de dire la verité. Or si en quelques lieux ç'a esté la coustume de faire jurer les subjects par leurs Roys, cela est venu de ce que ces Roys là affectoient de se faire rendre des honneurs divins. Le serment a esté introduict, afin que l'on craignit d'avantage de violer sa foy; car on peut bien tromper les hommes & eschapper leur punition, mais non pas se cacher à cest œil clairvoyant de la providence, ny se soustraire à la toute puissance de Dieu.

*Definition  
du Serment.*

XXI. D'où je tire ceste consequence, que *le Serment* doit estre conçu en la forme de laquelle se sert celuy qui le preste. Car ce seroit en vain que l'on feroit jurer quelcun par un

*Que le serment doit  
estre conçu  
en la forme  
de laquelle*

C

Dieu

*se sert celui  
qui le pre-  
ste.*

Dieu auquel il ne croit, & lequel il ne craint point. Mais encore qu'il n'y ait personne qui ne puisse sçavoir par la lumiere naturelle qu'il y a une Divinité; si est ce pourtant qu'on ne pense pas que ce soit jurer, si le serment est en autre forme, ou sous un autre nom que celui qu'on enseigne en la vraye religion, c'est à dire, en celle que celui qui jure reçoit pour véritable.

*Que le ser-  
ment n'ad-  
joute rien  
à l'obliga-  
tion qui  
naît du  
pacte.*

XXII. De ceste definition du serment il est aisé de remarquer, qu'un pacte nud & simple n'oblige pas moins, que celui auquel on adjoute le serment en confirmation. Car le pacte est ce qui nous lie: & le serment regarde la punition divine, laquelle nous aurions beau appeler à nostre secours, si l'infidelité n'estoit de soy mesme illicite; ce qu'elle ne seroit pas en effect si le pacte n'estoit obligatoire. D'ailleurs celui qui renonce à la misericorde divine, ne s'oblige par là à aucune peine; car il luy est tousjours permis de demander pardon à Dieu, & il peut esperer de fleschir sa bonté par l'ardeur de ses prieres. L'effect donc du serment n'est point autre, que de tenir les hommes en quelque plus grande crainte s'ils faussent leur parole, à laquelle lascheté ils se portent naturellement.

*Qu'il ne  
faut point  
exiger de  
serment, si  
ce n'est lors  
que le vio-  
lement des  
promesses  
peut demeu-  
rer caché, ou  
ne peut estre*

XXIII. C'est faire quelque chose de plus qu'il n'est de besoin pour sa deffence, témoigner quelque malignité d'esprit, & rechercher le mal d'autrui plustot que son bien propre, que d'exiger un serment là où il est impossible de ne descouvrir l'infidelité, si elle arrive, & où l'on ne manque pas de puissance pour tirer raison de ceste injure. Le serment, comme il appert



appert de la forme en laquelle on le conçoit, n'est employé qu'afin de provoquer l'ire de Dieu toutpuissant & tresfage, contre ceux qui faussent leur foy, parce qu'ils ne craignent pas la puissance des hommes, ou qu'ils esperent de desrober ce crime à leur cognoissance.

*puant que  
de Dieu  
seulement.*

## C H A P. III.

*Des autres Loix de Nature.*

## S O M M A I R E.

- I. Deuxiesme loy de Nature, qu'il faut garder les Conventions. II. Qu'il faut garder sa foy à tous, sans exception. III. Ce que c'est qu'Injure. IV. Qu'on ne peut faire tort qu'à celuy avec lequel on a contracté. V. Distinction de l'Injustice, en injustice des hommes & des Actions. VI. Distinction de la Justice en Commutative & Distributive examinée. VII. Qu'on ne fait point d'injure à celuy qui veut la recevoir. VIII. Troiesme loy de Nature touchant l'Ingratitude. IX. Quatriesme loy de Nature, qu'il faut se rendre commode & sociable. X. Cinquiesme loy de Nature touchant la Misericorde. XI. Sixiesme loy de Nature, que les punitions ne regardent que le temps avenir. XII. Septiesme loy de Nature, contre les outrages. XIII. Huiliiesme loy de Nature, contre l'orgueil. XIV. Neufviiesme loy de Nature, touchant la Modestie. XV. Dixiesme loy de Nature, touchant l'Equité, ou contre l'acception des personnes. XVI. Onziiesme loy de Nature, touchant ce qu'il faut avoir en commun. XVII. Douziiesme loy de Nature, touchant ce qu'il faut diviser par sort. XVIII. Treiziesme loy de Nature, du Droit d'Ainesse, & de la preoccupation. XIX. Quatorziiesme loy de Nature, que les Mediateurs de la paix doivent jouir d'une seurété inviolable. XX. Quinziesme loy de Nature, qu'il faut establir des Arbitres des differents. XXI. Seiziesme loy de Nature, que personne ne peut estre juge en sa propre cause. XXII. Dix-septiesme loy de Nature, que les Arbitres ne doivent point esperer de recompense des parties. XXIII. Dix-huiliiesme loy de Nature, touchant les Tesmoins. XXIV. Dix-neufviiesme loy de Nature, qu'on ne fait aucun pacte avec

un Arbitre. XXV. Vingtiesme loy de Nature, contre l'yvrongnerie, & tout ce qui empesche l'usage de la raison. XXVI. Reigle pour cognoistre d'abord, si ce que nous ferons sera contre la loy de Nature, ou non. XXVII. Les loix de Nature n'obligent que devant le Tribunal de la conscience. XXVIII. Qu'on viole quelquesfois les loix de Nature, par une action que les autres loix permettent. XXIX. Que les loix de Nature sont immuables. XXX. Que celuy est juste qui tasche d'accomplir les loix de Nature. XXXI. Que la loy de Nature & la loy Morale sont une mesme chose. XXXII. D'où vient donc que ce qui a esté dit de la loy de Nature, n'est pas le mesme que ce que les Philosophes enseignent touchant les Vertus. XXXIII. Que la Loy de nature n'est pas loy à parler proprement, si non en tant qu'elle est contenue dans la sainte escriture.

*Deuxiesme  
loy de Na-  
ture, qu'il  
faut garder  
les con-  
ventions.*

I. **L**A deuxiesme loy de Nature, qui derive de ceste fondamentale, que nous avons tantost posée en l'article 2 du chap. 2 est, *Qu'il faut garder les conventions qu'on a faites, & tenir sa parole.* Car il a esté montré cy dessus, que la loy de Nature ordonne, comme une chose nécessaire à procurer la paix, qu'on se face transport de certains droicts les uns aux autres, ce qui se nomme un *Pacte*, toutesfois & quantes que ce dont on est demeuré d'accord se doit executer à quelque temps de là. Or est il certain que cela fait beaucoup à l'establissement de la paix, en tant que mettant nous mesmes en execution ce dont on est convenu, nous montrons bon exemple aux autres, & que les pactes seroient fort inutiles, si on ne les accomplissoit. Puis donc que l'observation de la foy promise est tresnécessaire à se procurer le bien de la Paix, la loy de garder les *Pactes* sera un precepte de la loy naturelle.

II. Il n'y a en cecy aucune exception à faire de



des personnes avec lesquelles nous contractons, comme si elles ne gardent point leur foy aux autres, ou mesme n'estiment pas qu'il la faille garder, & sont entachées de quelque autre grand défaut. Car celuy qui contracte avec elles, dès là monstre que tout ce qu'il y a à reprendre en elles ne luy semble pas digne d'empescher son action: & ce seroit d'ailleurs une chose contre le bon sens, que de faire de gayereté de cœur une formalité inutile. C'est tomber en contradiction, que de dire qu'un contract n'est pas à observer, & ne laisser pas cependant de le faire; car en contractant on advoie tout le contraire. Mais pour eviter une telle absurdité il faut ou garder la foy promise à qui que ce soit sans exception, ou ne pas la promettre, c'est à dire, ou declarer ouvertement la guerre, ou maintenir une paix assurée & inviolable.

III. Faire une *Injure* c'est proprement fausser sa parole, ou redemander ce qu'on a donné. Elle consiste en quelque action, ou en quelque obmission. L'une & l'autre se nomme injuste; de sorte que le mot d'*Injure* signifie la mesme chose, qu'une action ou une obmission injuste, & toutes deux emportent une *infraction de quelque accord*. En effect il semble que ce nom d'*injure* a esté donné chez les Latins à ceste sorte d'action ou d'obmission, à cause qu'elle est faite *sine jure*, hors de tout droit, dont le transport avoit esté fait à autrui par celuy qui fait, ou qui manque à faire quelque chose. Il y a beaucoup de rapport, à mon advis, entre ce qu'on tient pour *Injure* dans le cours de la vie, & ce qu'on nomme *Absurde* dans l'Eschole. Car de

*Qu'il faut  
garder sa  
foy à tous  
sans excep-  
tion.*

*Ce que c'est  
qu'Injure.*

mesme qu'on dit, que celuy qui est contrainct par la force des demonstrations de nier une assertion, qu'il avoit auparavant soustenuë, est *reduit à l'absurde*: Celuy aussi, qui par une foiblesse d'esprit fait, ou laisse à faire une chose qu'il avoit promise tout autrement dans son contract, commet une injure, & ne tombe pas moins que l'autre en ceste espece de contradiction que l'Eschole à nommée *Absurdité*. Car en accordant qu'une telle action sortira à effect, il a voulu qu'elle se fit: Et en ne la faisant pas; il tesmoigne qu'il veut tout le contraire; ce qui est vouloir, & ne pas vouloir en mesme temps, contradiction honteuse & manifeste. Je dirois donc volontiers, que *l'Injure est une certaine absurdité qui se commet en la conversation*; tout ainsi que *l'Absurdité est une espee d'Injure qui se fait en la Dispute*.

*Qu'on ne  
peut faire  
tort qu'à  
celuy avec  
lequel on a  
contraté.*

IV. De là il s'ensuit \* qu'on ne peut faire tort à une personne, si on n'avoit point auparavant *contraté* avec elle, si on ne luy avoit par quelque *pacte* donné ou promis quelque chose. C'est pourquoy on met bien souvent de la difference entre le *dommage*, & *l'Injure*. Si un maistre commande à son valet, qui luy a promis obeissance, de compter quelque argent, ou de faire quelque autre present à une certaine personne, qu'il a envie de gratifier; lors que le valet manque à sa commission, il cause du dommage à ce troisieme là, & ce n'est qu'à son maistre à qui il fait une injure. De mesmes en une ville, si quelcun nuit à un autre avec qui il n'avoit point fait de *pacte*, à la verité il luy cause du dommage en ce mal qu'il luy fait; mais *l'Injure*, à parler sainement, redonde sur celuy



celuy qui a le gouvernement des affaires publiques, & qui y exerce la plus haute magistrature. Car si celuy qui a reçu le dommage, se plaignoit de l'Injure, l'autre pourroit luy répondre, pourquoy vous plaignés vous de moy ? suis-je tenu de faire selon vostre fantaisie, plustot que selon la mienne; puis que je n'empesche pas que vous ne faciés à vostre volonté, & que la mienne ne vous sert pas de reigle ? Qui est un discours auquel je ne trouve rien à redire, lors qu'il n'est point intervenu de *pañtes precedens*.

\* Qu'on ne peut faire tort, &c. ] Le nom d'Injustice a une signification relative à la Loy; celuy d'Injure a du rapport à la Loy, & à une certaine personne particuliere. Car ce qui est injuste, est tel envers tous. Mais une injure peut toucher un autre, sans me toucher aussi. Elle ne regarde quelquesfois aucun particulier, mais seulement le public. Il y en a où le public ny le particulier n'ont rien à dire, mais où Dieu seul est offensé. C'est proprement la force du pacte, & le transport du droit, qui fait qu'une certaine personne, plustot qu'une certaine autre, reçoit une injure. De là vient qu'en toutes les villes du monde la police laisse aux particuliers la liberté de rompre, ou de faire exécuter la teneur des contrats. Mais les dommages publics, les infractions des loix politiques, ne sont pas laissées de mesme; car les larrecins, les meurtriers, & les autres crimes ne sont pas punis selon la volonté de ceux contre qui ils ont esté commis, mais selon les loix établies. De sorte qu'une Injure ne peut estre faite à quelcun, qu'après qu'on luy a cédé quelque droit.

Remarque.

*Injure*

V. Ces noms de *Iuste*, & d'*Injuste*, comme aussi ceux de *Iustice*, & d'*Injustice*, sont equivoques :

Distinction de l'*Injustice* en Inju-

Justice des  
hommes &  
des Actions.

ques: car ils signifient choses diverses suivant qu'on les attribue aux Personnes, ou aux Actions. Quand on les applique aux Actions, *juste* signifie le mesme que fait à bon droit; & *injuste* tout au contraire de l'Equité. Celuy qui a fait quelque chose justement est nommé *innocent*, & ne merite pas pour cela seul le tiltre de *Iuste*: comme celuy qui a commis une *injustice* est nommé *culpable*, plustot qu'*injuste*. Mais quand ces termes sont appliqués aux Personnes, *Estre Iuste* signifie le mesme que se plaire aux actions justes, s'estudier à rendre la justice, & l'observer par tout ponctuellement. Au contraire *Estre Injuste* se dit d'une personne qui mesprise la justice, & qui ne la mesure pas à ses promesses, mais à sa commodité presente. Par ainsi il y a difference entre la *Iustice* ou l'*Injustice* qui se trouvent en l'ame d'une personne, dans le fonds de ses mœurs, & celles qui se voyent dans une action ou dans une obmission mauvaises. Et comme il peut eschapper a un homme juste une infinité d'actions injustes, il en peut aussi sortir de justes d'une personne injuste. Cela estant, on peut nommer *Iuste* un homme qui fait des actions justes à cause que les loix les commandent, & qui n'en commet d'autres que par infirmité. Mais on doit appeller *injuste*, celuy qui n'agit justement que par la crainte qu'il a des peines que les loix imposent, & qui en faisant des actions injustes suit la pente de ses mauvaises inclinations.

Distinction  
de la Justice  
en commu-  
rative &  
distributi-

VI. On distingue d'ordinaire la Justice des Actions en deux especes, en la *Commutative*, & en la *Distributive*, dont on dit que la premiere suit la proportion Arithmetique, & l'autre la Geome-



Geometrique : Que celle là se pratique aux <sup>ve exami-</sup>eschanges, aux ventes, aux achats, aux em-  
prunts, aux restitutions, aux louages, aux ar-  
rentements, & en telles autres actions de per-  
sonnes qui contractent ; où la *Justice Commuta-*  
*tive* naist de la reddition de choses esgales  
à celles qu'on a receues. Que celle cy s'exerce  
en la juste estimation de la dignité & du merite  
des personnes ; de sorte que la *Justice Distribu-*  
*ve* se trouve dans la dispensation des biens &  
des honneurs, que l'on fait à chacun propor-  
tionnement à son merite. Je recognois en cela  
quelque distinction de l'Egalité, en sorte qu'il  
y ait une Egalité simplement telle, comme lors  
que l'on compare deux choses de mesme prix  
entre elles, une livre à douze onces d'argent ;  
Et une autre esgalité qui n'est pas tout à fait  
telle ; par exemple, s'il y a mille escus à distri-  
buer à cent hommes, & qu'on en donne six  
cent à soixante, & quatre cent aux quarante  
qui restent, il n'y a pas de l'Egalité entre ces  
deux sommes, & toutesfois, à cause qu'il y en  
a avec ceux à qui il les faut distribuer, l'un en  
recevra autant que l'autre, d'où la distribution  
deviendra esgale. Ceste esgalité tombe dans  
la proportion Geometrique. Mais que fait ce-  
la au subject de la Justice ? Car ny si je vends  
ma marchandise le plus haut que je puis je ne  
fais tort à personne, à cause que l'acheteur l'a  
ainsi voulu & me l'a demandée ; ny aussi je  
n'offense personne si je donne davantage de  
ce qui m'appartient à celuy qui en merite le  
moins, pourveu que je donne aux autres ce que  
je leur ay promis. Ce que nostre Sauveur con-  
firme en quelque part dans l'Evangile. Ce n'est  
C s donc

donc pas là une bonne division de la Justice, mais de l'Egalité. Neantmoins il est peut estre mal aisé de nier tout à fait, que la Justice ne consiste en quelque Egalité, c'est à sçavoir en cecy seulement, qu'estans tous naturellement esgaux, l'un ne s'attribue pas plus de droit, qu'il n'en accorde à autrui, s'il ne s'en est acquis par des pactes prealables quelque prerogative. Ce que je dis en passant contre ceste distinction de la Justice, bien qu'elle soit receüe presque de tous universellement; afin que personne ne pense qu'une *Injure* soit autre chose, que le violement des pactes & de la foy promise, comme je l'ay définie cy dessus.

*Qu'on ne  
fait point  
d'injure  
à celuy qui  
vient la re-  
cevoir.*

VII. C'est une fort ancienne maxime, *Qu'on ne fait point d'injure à celuy qui veut la recevoir.* Mais voyons si nous en pourrons descouvrir la verité par nos principes. Je suppose donc que ce que quelcun repare à injure, ait esté fait de son consentement; il a permis qu'on ait fait, ce que les pactes precedens deffendoient de faire. Mais puis qu'il l'a ainsi voulu, le pacte a esté annullé; (comme il appert de l'article xv du chap. precedent) doncques le droit d'agir comme il luy a pleu est retourné à celuy qui s'en est servi; Et par consequent il n'a rien fait contre le droit, ny il n'a point commis d'*Injure*.

*Troisiesme  
loy de Na-  
ture tou-  
chant l'In-  
gratitude.*

VIII. La troisieme Loy de Nature est, qu'on ne permette point que celuy, qui s'assurant de nostre recognoissance a commencé le premier à nous bien-faire, recoive de l'incommodité de sa franchise, & qu'on n'accepte un bien-fait qu'avec une disposition interieure de faire en sorte, que le bienfaiteur n'ait jamais de juste subject de se repentir de sa beneficence. Car sans cela,



cela, celuy qui se mettroit le premier à bien faire, auroit peu de raison de prodiguer & de voir perir la plus belle chose du monde, qui est sans doute un bien-fait. D'où il s'ensuivroit, qu'il ne se trouveroit plus de Courtoisie parmi les hommes, & que toute l'amitié & la fidélité qui les lie en seroit ostée; qu'ils ne se presteroient aucune assistance, & qu'il n'y auroit jamais aucun commencement aux civilitez reciproques qui les assemblent. Ce qui estant on demeureroit necessairement dans l'Estat de guerre, qui est contre la *Loy fondamentale de Nature*. Ord'autant que l'infraction de ceste loy n'est pas un violement de sa foy & de ses promesses (car on ne suppose point qu'il en soit intervenu aucunes) elle n'a pas aussi accoustumé d'estre nommée *Injure*: mais parce que le bien-fait, & la reconnaissance ont une relation reciproque, on luy donne le nom d'*Ingratitude*.

IX. La quatriesme Loy de Nature est, que chacun se vende commode & traictable aux autres. Pour mieux entendre cela il faut remarquer, que les hommes qui doivent entrer en societé, y apportent une merveilleuse diversité d'esprits, comme leurs affections sont diverses. Il en est de mesme d'eux, que des pierres qu'on assemble de diverse matiere & de diverse figure pour eslever un grand edifice: car tout ainsi qu'une pierre, dont la figure est raboteuse & irreguliere, qui se met en œuvre mal-aisement, & fait perdre aux autres plus de place qu'elle n'en occupe, si la dureré de sa matiere ne permet point qu'elle soit taillée, est en fin rejetée comme mal propre & incommode au bastiment: pareillement un homme qui par la rudesse

*Quatriesme  
loy de Nature, qu'il  
faut estre accommodant.*

desse de son esprit veut retenir des choses qui luy sont superflues, & oster à autrui ce qui luy seroit necessaire, qui demeure opiniastre & incorrigible, devient à charge, fascheux, & incommode à tout le monde, tres mal propre à entrer dans la societé civile. En effect, puis que ce n'est pas tant seulement avec *juste raison*, mais par quelque *necessité naturelle*, que chacun s'efforce de tout son possible d'acquérir les choses necessaires à sa conservation; s'il se rencontre quelcun, qui s'opiniastre à retenir les superflues, ce sera par sa faute que la guerre en naistra; parce que rien ne l'obligeoit à es-mouvoir ceste dissension. Il choque en ce desraisonnable procedé la *loy fondamentale de Nature*; suivant laquelle je tire ceste conclusion, comme demonstrée, que chacun doit se rendre souple & maniable aux interets d'autrui, qui ne renversent pas les siens propres & necessaires. Celuy qui enfraint ceste loy est *barbare*, ou pour m'expliquer plus doucement, *fascheux & incommode à la societé civile*.

*Cinquiemesme  
loy de Na-  
ture tou-  
chant la  
clemence.*

X. La cinquiemesme Loy de Nature est, qu'il faut pardonner les fautes passées à celuy qui s'en repent, & qui en demande pardon, en prenant toutesfois des assurances pour l'avenir. Le pardon du passé, ou la remission de l'offence, n'est autre chose, que la *paix* qu'on accorde à celuy qui la demande, plein de repentir d'une action par laquelle il provoquoit à la *guerre*. Mais la *Paix* qu'on accorde à une personne qui ne se repent point, c'est à dire, qui conserve un cœur ennemi, ou qui ne donne point des assurances pour l'avenir, n'est pas tant une *Paix*, qu'un effect honteux de la *Crainte*: Et par consequent, ce n'est pas



pas la Nature qui la nous ordonne. Au reste celui qui ne veut pas pardonner à une personne qui se repent, & qui luy donne pour l'advenir toutes les assurances qu'il doit desirer, montre en ceste obstination que c'est la Paix qui luy desagrée. Ce que je tiens entierement contraires aux Loix de la Nature.

X I. La sixiesme loy de la Nature est, qu'en la vengeance ou imposition des peines, il ne faut pas regarder au mal passé, mais au bien à venir. C'est à dire, qu'il n'est permis d'imposer quelque peine à autre dessein qu'à celui de corriger le coupable, ou de rendre meilleurs ceux à qui le supplice servira d'exemple. Le confirme cela, premièrement de ce que par la loy naturelle démontrée en l'article precedent, chacun est obligé de pardonner à autrui, pourveu qu'il prene des precautions pour l'avenir. D'ailleurs, parce que la Vengeance, lors qu'elle ne regarde que le temps passé, n'est autre chose qu'un triomphe, & qu'une gloire d'esprit qui n'aboutit à aucune fin: ( car on ne considere que le passé, & la fin doit tousjours regarder l'avenir ) Or ce qui ne tend à aucune fin certaine, est vain & tout à fait inutile. La Vengeance qui ne regarde pas l'avenir, procede d'une vaine gloire, & s'exerce contre toute raison. Mais d'offencer quelqu'un sans raison, c'est introduire la guerre dans le monde, & renverser la loy fondamentale de Nature. C'est donc un precepte de la Nature, que d'user de prevoyance en la vengeance des injures, sans avoir d'esgard au passé; Et l'infraction de ceste Loy est ce qu'on nomme Cruauté.

X II. Or d'autant que sur toutes choses les

*Sixiesme  
loy de Na-  
ture, que  
les puni-  
tions ne  
regardent  
que le  
temps à  
venir.*

*Septiesme  
loy de Na-*

tes.

*sure, contre  
les outrages.*

tesmoignages de haine ou de mespris excitent les disputes & les querelles, en sorte qu'il s'en trouve plusieurs qui aymeroient mieux perdre la vie, & à plus forte raison se priver de la paix, que souffrir une injure; il s'ensuit que la Nature ordonne en sa loy septiesme, *que personne ne tesmoigne ou ne donne à cognoistre à autrui, par aucune de ses actions ou de ses paroles, ny par le rire, le geste, ou la contenance de son visage, qu'il le hait, ou qu'il le mesprise.* Le violement de ceste loy se nomme *Outrage*. Mais bien qu'il n'y ait rien de si ordinaire que les outrages dont les plus forts offencent les plus foibles, & que les juges jettent souvent contre les criminels des brocards & des railleries, qui ne font rien à la question, ny à l'exercice de leur judicature, si est-ce que ces personnes là violent la loy de nature, & doivent estre tenues pour *outrageuses*.

*Huictiesme  
loy de Na-  
ture contre  
l'orgueil.*

XIII. Il n'appartient pas à l'estat de Nature, mais à celuy de la politique, de vuidier la question de la dignité & du merite entre deux hommes qui disputent de la preference, ny mesme ce n'est pas une chose qui tombe en question dans l'Estat de Nature: car j'ay fait voir cy dessus chap. 1. articl. 3, que naturellement tous les hommes sont esgaux entr'eux; & par ainsi que toute l'inegalité qui regne maintenant parmi eux, & qui se tire des richesses, de la puissance, ou de la noblesse des maisons, vient de la *Loy civile*. Je sçay bien qu'*Aristote* au livre premier de ses Politiques establit comme un fondement de toute ceste science, qu'il y a des hommes que la Nature a faits dignes de commander, & d'autres qui ne sont propres qu'à obeir: Comme si la qualité de

*Mais*



Maistre & de serviteur n'estoit pas introduite du consentement des hommes, mais par une disposition ou une imperfection naturelle. Mais ce fondement outre qu'il est contre la raison, l'experience aussi luy est toute contraire. Car il n'y a personne si stupide, qui ne s'estime assez capable de se conduire, & qui aime mieux se laisser gouverner à quelque autre. Et s'il falloit que les plus forts & les plus sages combattissent pour le commandement, je ne sçay si ces derniers l'emporteroient. Soit donc que les hommes soient naturellement esgaux entre eux, ou qu'ils ne le soient pas, il faut reconnaître une Egalité; parce que s'ils sont inegaux, ils entreront en querelle & combattront pour le gouvernement, & la necessité les obligeant enfin d'enrendre à un accord, en la paix qui se fera ils se tiendront pour esgaux. C'est pourquoy j'establis ceste maxime comme la huitiesme loy de Nature, *Qu'on estime tous les hommes naturellement esgaux.* À laquelle loy l'Orgueil est tout contraire.

XIV. Comme il estoit necessaire pour la conservation de chasque particulier, qu'il cedat de quelques uns de ses droicts: aussi il n'est pas moins important à ce mesme dessein, qu'il se reserve la possession de certains droicts inalienable, par exemple celuy de deffendre sa personne, de jouir de la liberté de l'air, de l'eau, & de toutes les autres commodités necessaires à la vie. De mesme donc que ceux qui font une paix entre eux retiennent quantité de droicts communs, & en acquierent de propres, c'est aussi une regle de la nature que je mets au neufviesme rang, *Qu'on accorde à tous les autres* privi-

*Neufviesme  
loy de Na-  
ture tou-  
chant la  
Modestie.*

*privileges qu'on demande pour soy mesme. Autre-*  
*ment ce seroit en vain qu'on auroit recogneu*  
*l'esgalité, que nous avons establie en l'article*  
*precedent. Car qu'est ce autre chose, je vous*  
*prie, recognoistre en contractant une societé*  
*que les personnes sont esgales, que de leur at-*  
*tribuer choses esgales, sans laquelle condition*  
*rien ne les forçoit de se reunir en une societé*  
*civile? Or par ces choses esgales que je veux*  
*qu'on distribue entre des esgaux, je n'entends*  
*que des proportionnées. L'observation de ceste*  
*loy se doit nommer Modestie, & l'Infraction est*  
*un certain desreglement de pensées qui pro-*  
*duit l'avarice, l'Insolence, & tous ces autres*  
*vices qui ne gardent point la mesure & la mo-*  
*deration de la Modestie.*

*Dixiesme*  
*loy de Na-*  
*ture tou-*  
*chant l'E-*  
*quité ou*  
*contre l'ac-*  
*ception*  
*des person-*  
*nes.*

XV. La dixiesme loy de Nature commande à chacun de rendre la justice avec une distribution esgale de faveur aux deux parties. Par la loy precedente il est deffendu que nous ne nous attribuiions point plus de droict de nature, que nous n'en accordons aux autres. Nous pouvons nous en reserver moins, si bon nous sembler, & c'est quelquesfois un effect de Modestie. Mais quand il s'agit de distribuer le Droict à autrui, ceste loy cy nous deffend de favoriser l'un plus que l'autre: car cela est contre l'esgalité naturelle, & l'on fait tort à celuy que l'on postpose par ce mespris qu'on tesmoigne de la personne. Or est il que ceste sorte d'outrage heurte la loy de Nature, comme je l'ay desjà prouvé. L'observation de ceste Loy se nomme Equité, & quand on l'enfrain on tombe dans l'acception des personnes.

*Onzieme*  
*loy de Na-*

XVI. Je recueille la loy onzieme de ceste



precedente. Il se faut servir en commun ( s'il se peut ) nature tou-  
 des choses qui ne peuvent pas estre divisées , & cela au chant ce  
 gré de celui qui en a besoin, si la quantité le permet : qu'il faut  
 mais si elle ne souffre pas que chacun en prene autant avoir en  
 que bon luy semble, il faut qu'on en use avec mesure, commun.  
 & proportionnement au nombre de ceux qui ont à s'en  
 servir. Car autrement on ne pourroit pas gar-  
 der ceste Egalité, laquelle j'ay démontré cy  
 dessus que la nature nous enseigne.

XVII. Pareillement, si la chose dont on Douzième  
 a à se servir ne peut estre divisée, ny possédée loy de Na-  
 en commun, la douzième Loy de Nature or- ture, tou-  
 donne, qu'on s'en serve tour à tour, ou qu'on la don chant ce  
 ne au sort, & que mesmes en l'usage alternatif on jette qu'il faut  
 le sort, à qui en aura le premier la possession. Car divider par  
 en sorte. Car en  
 ceste conjoncture aussi il faut avoir esgard à  
 l'egalité, & on ne peut point trouver d'autre  
 moyen de la garder que celui du hasard.

XVIII. Or il y a de deux sortes de ha- Treizième.  
 sard, l'une est arbitraire, & l'autre est naturelle. loy de Na-  
 le sort arbitraire, est celui qui est jetté du ture, du  
 consentement des parties, & qu'on laisse à la droit d'Ai-  
 conduite de la fortune. Le sort naturel est la nesse & de  
 la preoccu-  
 primogeniture, & la preoccupation. De maniere  
 que les choses qui ne peuvent estre divisées, ny  
 possédées en commun, doivent demeurer à ce-  
 luy qui s'en est saisi le premier ; & par la mes-  
 me raison les biens d'un pere viennent à l'aîné  
 de ses enfans, s'il n'avoit auparavant fait  
 transport de ce droit. Je mets donc ce droit  
 d'ainesse pour la treizième loy de Nature.

XIX. La quatorzième loy de Nature Quatorzième  
 est, que ceux qui s'entremettent pour procurer la paix loy de  
 doivent jouir d'une seureté inviolable. Car la mes Nature, que  
 me raison qui nous persuade la poursuite de les média-  
 teurs de la  
 D quel- Paix des

vent jouir  
d'une seure-  
té inviola-  
ble.

quelque fin, nous porte aussi à la recherche de tous les moyens nécessaires à y parvenir. Or la première chose que le bon sens nous dicte est la Paix, toutes les autres ne sont que des moyens pour l'acquiescer, mais sur tout la Médiation, & ceste seureté que nous voulons maintenant donner aux Mediateurs, comme une prerogative fondée dans l'une des principales loix de Nature.

Quinzième  
loy de Na-  
ture, qu'il  
faut esta-  
blir des  
Arbitres  
des diffé-  
rents.

XX. Au reste d'autant qu'il pourroit arriver, que bien que les hommes demeurassent d'accord de toutes ces loix de Nature, & tâchassent de les observer, neantmoins des difficultés & des disputes naistroient tous les jours en ce qui regarde leur usage, & l'application qui s'en doit faire aux occurrences particulières; de sorte que de ceste question du droit, si une certaine Action a esté contre la loy, ou non, les parties qui se tiendroient lésées pourroient en venir aux mains: Pour remedier à cest inconvenient & conserver le bien de la Paix, ne se pouvant choisir une voye plus equitable, il est nécessaire, que les deux parties, qui sont en différent, conviennent d'un tiers, & s'obligent par des pactes reciproques de se tenir au jugement qu'il prononcera sur la chose contestée. Et ceste personne choisie du commun consentement se nomme un Arbitre. Duquel raisonnement je tire ceste quinzième regle de la loy de Nature, *Qu'il faut que les deux parties qui sont en contestation du droit se soumettent à l'arbitrage d'une personne tierce & desintéressée.*

Seizième  
loy de Na-  
ture, que  
personne

XXI. Or dès là, que ce Juge ou cest Arbitre a esté choisi des parties pour terminer leur différent, il ne faut point que ce soit l'un des plaies



plaidants; car on presume que chacun cherche naturellement ses propres avantages, & ne regarde à la justice que par accident, à cause du bien de la paix; de sorte qu'il ne pourroit pas si précisément observer ceste esgalité prescrite par la loy de nature, comme feroit un troisieme. D'où s'ensuit ceste seiziesme maxime, *que personne ne doit estre juge ou Arbitre de sa propre cause.*

XXII. l'en tire aussi ceste dix-septiesme Loy de Nature, *Qu'il ne faut point que celuy là soit arbitre, qui a à esperer plus d'avantage ou de gloire de la victoire de l'une que de l'autre partie.* Car c'est la mesme raison que j'ay apportée en la Loy precedente.

*Dix-septiesme loy de Nature, que les arbitres ne doivent point esperer de recompence des parties. Dix-huitiesme loy de Nature, touchant les Temoins.*

XXIII. Mais quand il est question du fait, c'est à l'arbitre qui preste une esgalle croyance aux parties, qui assurent des choses contradictoires, de ne croire à l'un ny à l'autre. Il faut donc s'en tenir à un troisieme, à un quatrieme, ou à plusieurs, sur le rapport desquels on prononce du fait, au defaut de preuves plus manifestes. Et ainsi ce sera la dix-huitiesme loy de Nature, *Que les Juges & les arbitres donnent leur sentence suivant le dire des temoins qui semblent ne favoriser aucune des parties, lors qu'ils ne descouvrent pas des Indices du fait plus asseurés.*

XXIV. De la definition que j'ay donnée de l'Arbitre, il seratres-aisé de comprendre, *qu'il ne doit estre intervenu aucun pacte ny aucune promesse entre l'arbitre & les parties dont il est juge, par où il soit obligé de prononcer en faveur de l'une d'elles; ny mesmes par où il se soit obligé en general de regler son jugement à ce qui est de la justice, ou à ce qui luy semble en estre.* Il est vray que l'arbitre s'est

*Dix-neuf-viesme loy de Nature, qu'on ne fait aucun pacte avec un arbitre.*

obligé par la loy de nature, dont j'ay fait mention en l'article 15, de donner une sentence qu'il estime juste. A laquelle obligation de la loy, le pacte ne peut rien adjouster davan-  
 rage ; Et par conséquent le pacte seroit inutile. D'ailleurs si le juge prononçant un jugement inique assuroit qu'il est tres equitable, & si ce pretendu nouveau pacte n'estoit invalide, la controverse demeureroit indecise apres la sentence prononcée, ce qui est directement contraire à la *constitution de l'Arbitre*, qui a esté choisi des parties en sorte, qu'elles se sont obligées reciproquement de ratifier sa sentence. Ce sera donc icy la dix-neufviesme loy de Nature, *qu'un arbitre doit estre libre en son jugement.*

*Vingtiesme  
 loy de Na-  
 ture, contre  
 l'ivron-  
 gnerie &  
 tout ce qui  
 empesche  
 l'usage de  
 la raison.*

XXV. Au reste, veu que les loix de nature ne sont autre chose que des maximes du bon sens, de sorte que si quelcun ne rasche de se conserver la faculté de bien raisonner, il ne peut pas les observer ; il est manifeste que celui qui fait à escient des choses qui obscurcissent l'usage de la raison, se rend de gayereté de cœur coupable envers les loix de Nature. Car il n'importe que quelcun manque à son devoir, ou qu'il s'occupe de son bon gré à des choses qui l'empescheront de le faire. Or est il que ceux là pervertissent leur raison, qui font des choses dont ils se troublent la raison, & tirent leur ame de son affiete naturelle, comme il arrive manifestement à ceux qui s'adonnent à l'ivrongnerie, & qui s'enfvelissent dans le vin & les viandes. Doncques l'ivrongnerie peche contre la vingtiesme loy de Nature.

*Regle pour  
 cognoistre  
 l'abord, si*

XXVI. Peut estre que quelcun, qui aura remarqué l'artifice avec lequel les regles pre-  
 cedentes



cedentes sont tirées de ceste maxime fondamentale de la raison qui nous porte naturellement à procurer nostre conservation, me dira que la deduction de ces loix est si mal-aisée, qu'il ne faut pas s'imaginer que le vulgaire les puisse cognoistre, & que par consequent elles ne l'obligeront pas. Car les loix n'obligent, & ne sont proprement loix qu'en tant qu'elles sont cogneuës. A cela je respondray, qu'il est vray que *l'esperance*, que la *crainte*, la *colere*, *l'avarice*, *l'orgueil*, & les autres perrurbations de l'ame empeschent tandis qu'elles dominent qu'on ne descouvre les loix de la Nature. Mais au reste qu'il n'y a personne qui n'ait quelques-fois de bons intervalles, & qu'il ne jouysse de quelque serenité d'esprit. Alors il n'y a rien de si aisé à qui que ce soit, pour si rude & ignorant qu'il puisse estre, que de cognoistre ces loix de Nature; & cela par une methode bien courte, c'est qu'on se mette en la place de celui envers lequel on est en doute si l'on observera le droict de Nature, en ce que l'on veut entreprendre qui le touche. Car on remarquera d'abord, que les passions qui pouissoient à une action, se mettans dans l'autre bassin de la balance la tiendront en equilibrio, & empeschent de passer outre. Ceste reigle non seulement est aisée, mais il n'y a rien de si cogneu qu'elle, tesmoin ce dire si commun, *qu'il ne faut point faire à autrui, ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit à nous mesmes.*

XXVII. Or d'autant que la plupart des hommes, par un desir deregulé qui les pousse à la recherche de leurs commodités presentes, sont peu propres à observer toutes ces loix de

*ce que nous  
ferons sera  
contre la loy  
de Nature,  
ou non.*

*Lex loix de  
nature n'o-  
bligent que  
devant le  
tribunal de*

la conscien-  
ce.

Nature, quoy qu'ils les cognoissent & les ad-  
voutent: s'il arrivoit que quelques uns, plus mo-  
destes que les autres, s'adonnassent à ceste e-  
quité & à ceste condescendance que la droicte  
raison leur dicte, sans que les autres fissent le  
mesme, ils se conduiroient, à mon advis, fort  
desraisonnablement: car bien loin de se procu-  
rer la paix, ils se precipiteroient inconsidere-  
ment dans une ruine certaine, & se donne-  
roient en proy à ceux qui se moquent du bon  
sens & de la justice. Il ne faut donc pas estimer  
que la Nature, cest à dire, la Raison nous obli-  
ge à mettre en œuvre \* toutes ses maximes, en  
cest estat où les autres hommes mesprisent de  
les practiquer. Cependant nous ne laissons pas  
d'estre tenus à conserver une disposition inte-  
rieure de les mettre en usage, toutesfois &  
quantès que leur pratique nous conduira ap-  
paremment à la fin qu'elles se proposent. Et  
ainsi il faut conclurre que la Loy de Nature  
oblige tousjours devant le tribunal, comme on  
parle, de la conscience, mais non pas tousjours en  
l'exterieur, si ce n'est lors que cela se peut faire  
en toute seureté, & sans en encourir de dan-  
ger.

Remarque.

\* Toutes ses maximes ] Voire parmy ces loix  
il y en a, desquelles l'obmission en l'estat de Nature  
vaut mieux (pourveu qu'elle ait pour but la Paix &  
la conservation propre) que si on les observoit ponctuel-  
lement. En ces occasions, enfreindre la loy de Nature,  
c'est en estre le protecteur. Celuy qui employe toutes sor-  
tes de moyens contre ceux qui font le mesme, qui ostent  
à ceux qui ravissent, ne fait rien contre la justice. Au  
contraire, practiquer en temps de guerre ce qui seroit  
tenu en temps de paix pour un action de modestie & de



moderation, c'est commettre une lâcheté, & se trahir soy mesme. Mais il y a de certaines loix naturelles, dont l'exercice ne cesse point mesmes en temps de guerre. Car je ne comprends pas, à quoy servent à un homme pour le bien de la paix, & pour la conservation propre, l'yrongnerie & la cruauté, je veux dire ceste vangeance qui ne regarde pas un bien avenir. En un mot, dans l'Estat de Nature, il ne faut pas mesurer le Juste & l'Injuste par les actions, mais par le dessein & la conscience de celuy qui les pratique. Ce qu'il faut faire necessairement, ce qu'on fait en desirant la paix, ce à quoy on se resout pour sa conservation particuliere, est toujours fait avec grande justice. Hors de là, tous les dommages qu'on cause à un homme sont autant d'enfrainctes de la loy de Nature & de pechés contré la Majesté divine.

**XXVIII.** On peut enfraindre les loix qui obligent la conscience, non seulement par une action qui leur est opposée, mais aussi par une qu'elles permettent, s'il arrive que celuy qui la commet aye une opinion contraire. Car encore que l'action soit en elle mesme conforme aux loix, il n'en est pas ainsi de la conscience.

*Qu'on viola  
quelques  
fois les loix  
de Nature,  
par une ac-  
tion que  
les autres  
loix per-  
mettent.*

**XXIX.** Les Loix de Nature sont immuables & éternelles. Ce qu'elles ont une fois deffendu, ne peut jamais devenir licite; & ce qu'elles ont commandé, ne peut jamais estre deffendu. Car il n'arrivera jamais que l'orgueil, que l'ingratitude, que l'infidelité, ou l'injure, l'inhumanité, & les outrages soient des choses permises, ny que les vertus opposées soient des choses deffendues, si vous les prenés pour des dispositions intérieures de l'ame, c'est à dire, si vous les considérés devant le secret ressort de la conscience, où seulement elles obligent & prennent le tiltre

*Que les loix  
de Nature  
sont im-  
muables.*

de loix. Mais bien que les actions puissent estre tellement diversifiées par les circonstances, & par les loix civiles, que celles qui ont esté justes en une saison, deviendront injustes en une autre; & que celles qu'on aura tenuës en un temps pour raisonnables, seront estimées absurdes en un autre. Neantmoins la raison ne change jamais ceste dernière fin que nous avons establie de la Paix & de la desſence, ny les moyens que nous avons donnés pour y parvenir, c'est à ſçavoir ces vertus ou habitudes intellectuelles, qui ne peuvent estre effacées par la coustume, ny abrogées par la loy civile.

*Que celuy  
est juste qui  
taſche d'ac-  
complir les  
loix de Na-  
ture.*

XXX. De tout ce discours il appert, combien les loix naturelles sont aisées à remarquer: car elles ne demandent qu'un simple, mais vray & constant effort de les cognoiſtre. Celuy qui le contribue doit estre nommé *Juste*. Car en ce qu'il taſche de tout ſon poſſible, & s'eſtudie de regler toutes ſes actions aux preceptes de Nature, il monſtre clairement la bonne volonté qu'il a de les accomplir; qui eſt tout ce à quoy la nature raisonnable nous oblige. Or celuy là merite le tiltre de *Juste*, qui a fait tout ce à quoy il eſtoit obligé.

*Que la loy  
de Nature  
& la loy  
morale ſont  
une meſme  
choſe.*

XXXI. Tous les auteurs demeurent d'accord en ce point que la *Loy de Nature* eſt la meſme que la *Loy Morale*. Voyons quelles ſont les raiſons qui prouvent ceste verité. Il faut donc ſçavoir que ces termes de *Bien* & de *mal* ſont des noms impoſés aux choſes, afin de teſmoigner le deſir ou l'averſion de ceux qui leur donnent ce tiltre. Or les appetits des hommes ſont tres divers, ſuivant que leurs temperamens, leurs couſtumes, & leurs opinions ſe ren-

contrent



contrent diverses; comme il est tout manifeste aux choses qui tombent sous les sens, sous le goùst, sous l'odorat, ou sous l'attouchement; mais encore plus en celles qui appartiennent aux actions communes de la vie, en laquelle ce que l'un *loïe* & nomme *bon*, l'autre le *blasme* & le tient pour *mauvais*; voire le mesme homme en divers temps *approuve* le plus souvent, & *condamne* la mesme chose. Mais de ceste discordance il est necessaire qu'il arrive des dissensions, des querelles & des bateries. Les hommes donc demeurent en l'estat de guerre tandis qu'ils mesurent diversement le *bien* & le *mal*, suivant la diversité des appetits qui domine en eux. Et il n'y en a aucun qui ne reconnoisse aisement que cest estat là dans lequel il se void est mauvais, & par consequent que la *paix* est une *bonne chose*. Ceux donc qui ne pouvoient pas convenir touchant un bien present, conviennent en ce qui est d'un autre à venir; ce qui est un effect de leur ratiocination: car les choses *presentes* tombent sous les sens, mais les *futures* ne se conçoivent que par le raisonnement. De sorte que la Raison nous distant que la Paix est une chose desirable, il s'ensuit, que tous les moyens qui y conduisent ont la mesme qualité, & qu'ainsi la *Modestie*, l'*Equité*, la *fidelité*, l'*humanité*, la *clemence* (que nous avons demonstrees necessaires à la paix) sont des *vertus* & des habitudes qui composent les *bonnes mœurs*. Je conclus donc, que la *Loy de Nature* commande les *bonnes mœurs* & la *vertu*, en ce qu'elle ordonne d'embrasser les moyens de la paix; & qu'à juste tiltre elle doit estre nommée *Loy Morale*.

*D'où vient  
donc que ce  
qui a esté  
dit de la loy  
de Nature  
n'est pas le  
mesme que  
ce que les  
Philosophes  
enseignent  
touchant les  
Vertus.*

XXXII. Mais d'autant que les hommes ne peuvent depouiller entierement cest appetit brutal, qui leur fait preferer les biens presents (quoy que suivis infailliblement de plusieurs accidens impreveus) aux futurs, il leur arrive qu'encore qu'ils s'accordent tous en la louange des vertus mentionnées, toutes fois ils ne demeurent pas d'accord de leur nature, & de ce en quoy chacune d'elles consiste. Car dès qu'une bonne action de quelcun déplaist à un autre, cestuicy luy impose le nom du vice auquel elle a quelque rapport comme au contraire les meschancetés pour lesquelles on a de la complaisance, sont revestues du nom de quelque vertu qui en approche, & qui en a de l'air, s'il le faut ainsi dire. De là vient qu'une mesme action est louée de ceux & est nommée vertu, pendant que ces autres luy font le procès & la nomment un Vice. Mais ce qui est de plus fascheux, c'est que les Philosophes n'ont jusques icy point trouvé de remede à ce desordre. Car ne prenans garde, que la bonté des actions consiste en ce esgard, & en ceste ordination qu'elles retiennent au bien de la Paix; que la malice au contraire se trouve en ce qu'elles tendent à la discorde, ils ont basti une Philosophie morale diverse de la Philosophie morale, & toute pleine de honteuses contradictions. Ils ont voulu que la Nature des Vertus fust posée dans une certaine *mediocrité* entre deux vices extremes; & que les Vices logeaient au bout de ces extremités; ce qui est évidemment faux. Car on louë la hardiesse, & on la tient pour une vertu sous le nom de *Vain*



lance, quelque extreme qu'elle puisse estre, pourveu que la cause en soit approuvée. Pareillement la quantité de ce qu'on donne, grande, petite, ou mediocre, n'est pas ce qui fait la *Liberalité*, mais la cause pour laquelle on l'exerce. Ce n'est pas aussi une *Injustice*, si je donne du bien à un autre plus que je ne dois. Je dis donc que les *loix de Nature* ne sont autre chose que des Sommaires & des Abbregés de la *Philosophie morale*, de laquelle j'ay touché en cest endroit quelques preceptes, ne m'arrestant qu'à ceux qui regardent nostre conservation contre les dangers qui naissent de la discorde. Mais il y a divers autres preceptes du bon sens outre ceuxcy, desquels se puisent quantité d'autres vertus excellentes. Par exemple, la *Temperance* est fondée sur une maxime de la droicte raison, à cause que par l'intemperance on tombe dans des indispositions, & on abbrege le cours de la vie. La *vaillance* aussi, qui est une faculté de resister puissamment aux dangers presens, auxquels il seroit plus malaisé d'esquiver, qu'il n'est difficile de les vaincre, est une vertu qui s'appuye toute sur la Raison; car elle sert de moyen pour la conservation de celuy qui use de resistance.

XXXIII. J'avouë cependant que les loix que nous avons nommées *de Nature*, ne sont pas des loix, à parler proprement, en tant qu'elles procedent de la Nature & considerées en leur origine. Car elles ne sont autre chose que certaines Conclusions tirées par raisonnement touchant ce que nous avons à faire, ou à obmettre; mais la *Loy*, à la definir exactement, est le discours d'une personne, qui avec autho-

rité

*Que la loy  
de Nature  
n'est pas loy  
à parler  
proprement,  
sinon en  
tant qu'elle  
est contenue  
dans la  
sainte  
Escriture.*

rité légitime commande aux autres de faire, de ne pas faire quelque chose. Toutesfois les loix de Nature meritent d'estre nommées proprement des loix, en tant qu'elles ont esté promulguées dans les Escritures saintes avec la puissance divine, comme je le feray voir au chapitre suivant; or ceste sainte Escriture est la voix de Dieu tout puissant, & tres juste marque de l'Vnivers.

## CHAP. IV.

*Que la Loy de Nature est une loy Divine.*

## SOMMAIRE.

- I. La Loy de Nature & Morale, est la Loy divine. II. Ce qui est confirmé en general par l'Escriture. III. Et en particulier en esgard à la loy fondamentale de chercher la paix. IV. Et à ceste autre premiere loy de Nature, qui commande d'abolir la Communauté des biens. V. Et à la deuxiesme, de garder la foy promise. VI. Et à la troisieme de la Reconnoissance des bien-faits. VII. Et à la quatrieme, de la condescendance. VIII. Et à la cinquieme, de la Misericorde. IX. Et à la sixiesme, que les peines regardent seulement l'avenir. X. Et à la septiesme, contre les outrages. XI. Et à la huitiesme, contre l'orgueil. XII. Et à la neuvieme, touchant la Modestie. XIII. Et à la dixiesme, contre l'acception des personnes. XIV. Et à l'onzieme, de posseder en commun ce qui ne se peut diviser. XV. Et à la douzieme, touchant la division par terre. XVI. Et à la quinzieme, touchant le choix d'un Arbitre. XVII. Et à la dix-septiesme, que les Arbitres ne doivent point tirer de recompense de leur jugement. XVIII. Et à la dix-huitiesme, touchant l'usage des tesmoins. XIX. Et à la vingtiesme, contre l'yrongnerie. XX. En esgard aussi à la Loy qui a esté dit, que la Loy de Nature estoit eternelle. XXI. Et à ce qu'elles regardoient la Conscience. XXII. Qu'elles estoient aisées à observer. XXIII. Enfin en esgard à ceste regle, par laquelle on peut cognoistre d'abord, si quelque chose est contre la Loy de Nature, ou non. XXIV. Que la Loy de Christ, est la Loy de Nature.



**C**E n'est pas sans subject qu'on nomme la *loy naturelle & Morale, divine*. Car la Raison, qui n'est autre chose que la *Loy de Nature*, est un present que Dieu a fait immédiatement aux hommes, pour servir de *Regle* à leurs actions. Et les preceptes de bien vivre qui en derivent, sont les mesmes que la *Majesté divine* a donnés pour loix de son *Royaume celeste*, & qu'il a enseignés en la revelation de la grace par nostre seigneur *Iesus Christ*, par ses saints *Prophetes*, & par ses bien-heureux *Apostres*. Je tascheray donc en ce chapitre de confirmer par des passages de la sainte *Escripture* les conclusions, que j'ay tirées cy dessus par mon raisonnement touchant la *loy de Nature*.

*La loy de Nature & Morale est la loy divine.*

**II.** Et tout premierement je recueilliray les passages dans lesquels il est dit que la *Loy divine* est fondée sur le bon sens & la droicte raison. Ps. 37. 30, 31, *La bouche du juste deviendra de sapience, & sa langue prononcera ce qui est droict. La Loy de son Dieu est en son cœur.* Ier. 31. 33, *Je mettray ma Loy au dedans d'eux, & l'escriray en leur cœur. Ps. 19. 8, La Loy de l'Eternel est entiere, restaurant l'ame : le tesmoignage de l'Eternel est assésuré, donnant sapience au simple. 9, Les mandemens de l'Eternel sont droicts, resjouissans le cœur: le Commandement de l'Eternel est pur, faisant que les yeux voyent. Deut. 30. 11, Ce Commandement icy que je te commande aujourd'huy, n'est point trop haut pour toy, & n'en est point loin. 14, Car ceste parole est fort pres de toy, en ta bouche, & en ton cœur, pour la faire. Ps. 119. 34, Donne moy intelligence, & je garderay ta loy, & l'observeray de tout mon cœur. 105, Ta parole sert de lampe à mon pied, & de lumiere*

*Ce qui est confirmé en general par l'Escripture.*

miere pour mon sentier. Prov. x, *Es levres de l'homme entendu se trouve la sapience. Les sages sont reserve de science. La langue du juste est argent d'eslie. Les levres du juste en repaissent plusieurs.* En S. Iehan. chap. i, *Christ le promulgateur de la loy de grace est nommé la parole. & au verset 9, il est dit la vraye lumiere qui illumine tout homme venant au monde. Toutes lesquelles façons de parler sont des descriptions de la droite Raison, dont nous avons monsté cy dessus que les maximes estoient des loix Naturelles.*

*Et en particulier eu esgard à la loy fondamentale de rechercher la paix.*

III. Or que ceste loy fondamentale de Nature, à sçavoir, *qu'il faut rechercher la paix*, soit aussi un sommaire de la *Loy divine*, il est tout manifeste par les passages suivans. Rom. 3. 17, *la Justice (qui est un abbrege de la Loy) est nommée la voye de paix.* Ps. 85. 11, *Justice & paix sont entrebaissées.* Matth. 5. 9, *Bienheureux sont ceux qui procurent la paix ; car ils seront appelés enfans de Dieu.* Et S<sup>r</sup>. Paul en l'Épist. aux Hebr. chap. 6. vers. dernier, apres avoir dit de Iesus Christ nostre legislateur, *qu'il estoit fait souverain sacrificateur eternellement à la façon de Melchisedec*, adjouste en suite, *que ce Melchisedec estoit Roy de Salem, sacrificateur du Dieu souverain.* Et au vers. 2, il dit que le premier tiltre est interpreté *Roy de Justice, & puis aussi Roy de Salem, c'est à dire, Roy de Paix.* D'où il appert que Christ en son Royaume rassemble en un la Paix & la Justice. Ps. 33. 15, *Desfourne toy du mal, & fay le bien, cherche la paix & la poursui.* Esa. 9. 5, *l'Enfant nous est né, le fils nous a esté donné, & l'empire à esté posé sur son espaule, & on appellera son nom, l'Admirable, le Conseiller, le Dieu fort & puissant, le Pere d'Eternité, le Prince de Paix.* Esa. 52. 7. *Combien sont beaux sur*



les montagnes les pieds de celui qui apporte bonnes nouvelles, & qui publie la paix, qui apporte bonnes nouvelles touchant le bien, & qui publie le salut, qui dit à Sion, Ton Dieu regne? Luc. 2. 14, En la nativité de nostre Seigneur les Anges chantent ce cantique, Gloire soit à Dieu, és cieux tres hauts, & en terre paix, envers les hommes bonne volonté. En Esa. 53, l'Evangile est nommé la Doctrine de paix: & au chap. 59. 8, la justice est dite le chemin de la paix. Ils ne cognoissent point le chemin de paix, & en leurs ornières n'y a point de jugement. Michée 5. 5, parlant du Messie dit, Il se maintiendra, & gouvernera par la force de l'Eternel, & avec la magnificence du nom de l'Eternel son Dieu. Il sera magnifié jusques aux bouts de la terre, & cessera la paix. Prov. 3. 1, Mon fils ne mets point en oubli mon enseignement, & que ton cœur garde mes commandemens, car ils t'apporteront longueurs de jours, & années de vie, & prospérité.

IV. Quand à ce qui touche la premiere loy, d'osler la communauté de toutes choses, & d'introduire le Mien & le Tien, les discours d'Abraham à Loth nous enseignent combien ceste communauté est prejudiciable à la paix Gen. 13. 8, Je te prie qu'il n'y ait point de debat entre moy & toy, ny entre mes pasteurs & les tiens. Car nous sommes freres. Tout le pays n'est il pas à ton commandement? separe toy, je te prie, d'avec moy. D'ailleurs tous les passages de l'Ecriture sainte, où l'invasion du bien d'autrui est deffenduë, comme tu ne tueras point, tu ne desroberas point, tu ne pillarderas point, prouvent la distinction des biens: Car ils supposent que le droit de tous sur toutes choses est osté.

*Et à ceste  
autre pre-  
miere loy  
de Nature  
qui com-  
mande d'a-  
bolir la  
commu-  
nauté des biens.*

V. Les mesmes Commandemens establis-  
sent

Et à la  
deuxiesme  
de garder  
la foy pro-  
mise.

fent la deuxiesme loy de Nature qui regarde la foy promise. Car qu'est ce autre chose Tu n'envahiras point le bien d'autrui, que de dire, tu n'envahiras point ce qui a cessé d'estre à toy par ton contract? Mais le passage du Ps. 15. 5. est formel sur ceste matiere, *Eternel, demande le Prophete, qui est ce qui sejournera en ton tabernacle? & il luy est respondu, Celuy qui chemine en Integrité, & qui s'il a juré, fust ce à son dommage, il n'en changera rien. Prov. 6. 1. Mon fils, si tu as pleige quelcun envers ton intime ami, ou si tu as frappé en la paulme à l'estranger, tu es enlacé par les paroles de ta bouche.*

Et à la troi-  
siesme de  
reconnois-  
sance des  
bienfaits.

VI. Les passages suivans confirment la troisieme loy contre l'Ingratitude. Deut. 25. 4, *Tu n'emmuseleras point le boeuf lors qu'il foule le grain. Ce que l'Apostre S. Paul applique aux hommes 1 Cor. 9. 9, & Salomon Prov. 17. 13, Celuy qui rend le mal pour le bien, le mal ne departira point de sa maison. Et Deut. 20. 10, 11, Quand tu approcheras d'une ville pour la combattre, tu luy presenteras la paix. Lors si elle te fait responce de paix, & t'ouvre les portes, tout le peuple qui se trouvera en icelle, te sera tributaire, & te servira. Prov. 3. 29, Ne machine point de mal contre ton prochain, veu qu'il habite en assurance avec toy.*

Et à la qua-  
triesme de  
la conde-  
scendance.

VII. Quant à la Loy de la condescendance & de la courtoisie, ces commandemens divins s'y conforment. Exod. 23. 4, 5, *Si tu rencontres le boeuf de ton ennemi, ou son asne esgaré, tu ne faudras point de le luy ramener. Si tu vois l'asne de celuy qui te hait gisant sous son fardeau, tu te deporteras de le luy laisser là, tu le releveras avec luy. vers. 9, Tu n'opprimeras point l'estranger. Prov. 3. 30, N'ayés point de proces sans occasion avec aucun, sinon qu'il*



qu'il t'ait fait le premier quelque mal. Prov. 12. 26, Celuy la est iuste qui neglige son bien propre pour l'amour de son prochain. Prov. 15. 18, l'Homme furieux esmen debat ; mais l'homme tardif à colere appaise la noise. Prov. 18. 24, quel homme ayant des intimes amis se tienne à leur amitié ; veu qu'il y a tel ami qui est plus conjoint que le frere. Ce que la Parabole du Samaritain qui eust pitié du Iuif blessé par les voleurs confirme en S. Luc. chap. 10. Et à quoy regarde le commandement de Christ Matth. 5. 39, Ne resistés point au mal : mais si aucun te frappe en ta joue droicte, tourne luy aussi l'autre, &c.

VIII. Je n'allegueray que deux passages d'une infinité qu'il s'en trouve pour confirmation de la cinquiesme loy. Matth. 6. 15, Si vous quittés aux hommes leurs offences, aussi vostre pere celeste vous quittera les vostres : mais si vous ne quittez point aux hommes leurs offences, aussi vostre pere ne nous quittera point vos offenses. & 18. 24, Seigneur, jusques à combien de fois mon frere pechera-il contre moy, & je luy pardonneray ? sera-ce bien jusques à sept fois ? à quoy Iesus respond ; le ne te dis point jusques à sept fois, mais jusques à sept fois septante fois. C'est à dire, aussi souvent qu'il t'offencera, il faut que tu luy pardonnes.

IX. Les passages qui commandent d'exercer la misericorde servent à confirmer la sixiesme loy, comme ceux cy, Matth. 5. 7, Bienheureux sont les misericordieux, car misericorde leur sera faite. Levit. 19. 18, Tu n'useras point de vengeance, & ne la garderas point aux enfans de ton peuple. Il y en a qui estiment que ceste loy non seulement n'est point confirmée par les saintes Escritures, mais qu'elle y est grandement affoiblie,

Et à la  
cinquiesme  
de la Misericorde.

Et à la  
sixiesme  
que les  
peines re-  
gardent  
seulement  
l'avenir.

foible, en ce que les pecheurs y sont menacés d'une mort éternelle apres ceste vie, lors qu'il n'y a plus de lieu à la repentance, ny de pretexte à l'exemple. Quelques uns respondent à ceste objection en disant, que Dieu n'estant adstreint à aucune loy peut rapporter tout à sa gloire; ce qui n'est pas permis aux hommes. Mais il sembleroit par là, que Dieu seroit bien desireux de gloire, s'il se plaisoit à la mort du pecheur pour y satisfaire. La responce est beaucoup meilleure, que l'institution d'une peine éternelle a esté faite avant le peché, & à dessein tant seulement de faire à l'avenir apprehender aux hommes de le commettre.

Et à la  
septiesme  
contre les  
outrages.

X. Les paroles de Christ Matth. 5. 22, prouvent la septiesme loy contre les outrages. *Mais je vous di, moy, que quiconque se courrouce à son frere sans cause, sera punissable par jugement, & qui dira à son frere, Racha, sera punissable par conseil, & qui luy dira fol, sera punissable par la gehenne du feu, &c.* Prov. 10. 18, *Celuy qui met en avant choses diffamatoires, est fol.* Prov. 14. 21, *Qui mesprise son prochain se fourvoye du droit chemin.* 15. 1, *La douce responce appaise la fureur.* 12, *Rejette le mocqueur, & tu te delivreras de noise, les causes des debats sortiront avecque luy.*

Et à la  
huitiesme  
contre l'orgueil.

XI. Les lieux suivans establisent la huitiesme loy, de recognoistre l'Esgalité naturelle des hommes, & par consequent de se tenir dans l'humilité. Matth. 5. 3, *Bienheureux sont les pauvres en esprit, car le royaume des cieux est à eux.* Prov. 6. 16, *Dieu hait ces six choses, voire sept loys sont en abomination, les yeux hautains, &c.* 16. 5, *L'Eternel a en abomination tout homme hautain de cœur; de main en main il ne demeurera point impuni.*



II. 2, l'Orgueil est il venu? aussi est venu l'ignominie : mais la sagesse est avec ceux qui sont modestes. En Esaie 40. 3. là où l'advenement du Messie est annoncé, pour preparation à son regne, la voix de celuy qui crie au desert est, *Accoustrés le chemin de l'Eternel, dressés parmi les landes les sentiers de nostre Dieu. Toute vallée sera comblée, & toute montagne & costau seront abbaissés. Ce qui sans doute se rapporte & se doit entendre des hommes, & non pas des montagnes.*

XII. Mais ceste Equité, que nous avons mise comme la neufviesme loy de Nature, & par laquelle il nous est commandé de laisser aux autres le mesme droicts que nous prenons pour nous, ce qui comprend toutes les autres loix particulieres, ceste cy, disje, se trouve dans ces paroles de Moyse. Lev. 19. 18, *Tu aimeras ton prochain, comme toy mesme:* Et dans ces autres que nostre Sauveur donne pour un sommaire de la Loy Morale à celuy qui luy demandoit Matth. 22. 36, *Maistre, lequel est le grand commandement de la Loy? Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, &c. cestuicy est le premier, & le grand commandement. Et le second semblable à iceluy est, Tu aimeras ton prochain comme toy mesme. De ces deux commandemens dependent toute la Loy & les Prophetes. Or est il qu'aimer son prochain comme soy mesme, n'est autre chose, que luy permettre tout ce dont on prend la licence.*

XIII. La dixiesme loy defend l'acception des personnes, ce que les lieux qui suivent font pareillement, Matth. 5. 45, *Asin que vous soyés enfans de vostre pere qui est és cieux : car il fait lever son soleil sur bons & mauvais, & envoie la*

*Et à la  
neufviesme  
touchant la  
Modestie.*

*Et à la  
dixiesme  
contre l'ac-  
ception des  
personnes.*

pluye sur justes & injustes. Coloss. 3. 11, Là où il n'y a ny Grec ny Juif, ny circoncision, ny prepuce, ny Barbare, ny Scythe, ny serf, ny franc; mais Christ y est tout en tout. Act. 10. 34, En verité j'apperçois que Dieu n'a point d'esgard à l'apparence des personnes. 2 Chron. 19. 7, Il n'y a point d'iniquité en l'Eternel nostre Dieu, ny acception de personnes. Ecclesi. 35. 16, Le Seigneur est juge, & n'a point d'esgard à l'apparence de dehors. Rom. 2. 11, Envers Dieu il n'y a point d'esgard à l'apparence des personnes.

*Et à l'onzième, de posséder en commun ce qui ne se peut diviser.*

XIV. Quant à l'onzième loy, qui ordonne de posséder en commun les choses qui ne peuvent estre divisées, je ne sçay si elle se trouve formellement exprimée dans les saintes Escritures: mais la pratique en est ordinaire en l'usage des puits, des chemins, des rivières, des choses sacrées, &c. Et les hommes ne sçauroient vivre autrement.

*Et à la douzième touchant la division par sort.*

XV. J'ay mis pour la douzième loy de Nature, que les choses qui ne peuvent estre divisées ny possédées en commun, doivent estre adjudgées à quelcun par sort: ce que l'exemple de Moyse confirme amplement au Livre des Nombres, où la terre promise est partagée par sort aux Tributs d'Israël. Et aux Actes 1, les Apostres reçoivent Matthias en leur compagnie apres avoir jetté le sort, & prié en ces termes; Toy, Seigneur, qui cognois les cœurs de tous, montre lequel de ces deux tu as esleu. & au livre des Prov. 16. 33, On jette le sort, dit le Sage, au giron, mais tout ce qui en doit advenir est de par l'Eternel. Et quand à la treizième Loy, la succession estoit deuë à Esau comme à l'aîné des enfans d'Isaac, s'il n'eust vendu son droit d'aînesse à Jacob son frere, Genes.

25. 30,



25. 30, ou si son pere n'en eust disposé autrement.

XVI. S. Paul escrivant aux Corinthiens en sa premiere Epistre chap. 6, reprend les Chrestiens de ceste ville là, de ce qu'ils plaidoient entr'eux par devant des juges infidelles & leurs ennemis, disant qu'ils commettoient une grande faute de ne pas aimer mieux souffrir quelque injure ou quelque dommage; ce qui estoit pecher contre la loy de s'accommoder ensemble par des voyes de condescendance reciproque. Mais vous me dirés, s'il arrive qu'on soit en different touchant des choses necessaires à la vie, que faut il que l'on face? l'Apostre respondra pour moy au vers. 5, *Je le di à vostre honte: est il ainsi qu'il n'y ait point de sages entre vous, non pas un seul, qui puisse juger entre ses freres.* Par où il confirme la quinzieme loy de nature, à sçavoir qu'en des differents inevitables, il faut que les parties choisissent un arbitre, ny l'une ny l'autre ne pouvant estre juge en sa propre cause, comme il est porté en la seiziesme loy.

XVII. Or que le juge ou l'arbitre doive estre incorruptible, & ne recevoir aucun present de sa sentence, suivant la dixseptiesme loy, il appert des passages Exod. 23. 8, *Tu ne prendras point de don: car le don aveugle les clairvoyans, & renverse les paroles des justes.* Ecclesiast. 20. 30, *Les dons & presens aveuglent les yeux des sages: & sont ainsi qu'un mors en leur bouche, qui les gardent d'user de reprehension.* D'où il s'ensuit, que l'arbitre n'est point obligé de considerer une partie plus que l'autre, suivant la loy dix-neufiesme, Deut. 1. 17, *Vous n'aurez point d'esgard à*

*Et à la quinziemes touchant le choix d'un arbitre.*

*Et à la dixseptiesme, que les Arbitres ne doivent point tirer de recompense de leur jugement.*

*l'apparence de la personne en jugement, vous orrés autant le petit comme le grand; ce que l'on doit conclurre pareillement des passages qui font contre l'acception des personnes.*

*Et à la dix-huictiesme, touchant l'usage des tesmoins.*

**XVIII.** Qu'en une question du *Faict* il faille employer des *Tesmoins*, suivant la dix-huictiesme loy l'Ecriture en rend des tesmoignages bien manifestes. Deuter. 17. 6, *On fera mourir celuy qui doit mourir sur la parole de deux ou de trois tesmoins.* Ce qui est repeté au chap. 19 du mesme livre.

*Et à la vingtiesme, contre l'yvrongnerie.*

**XIX.** L'yvrongnerie, que j'ay mise parmi les enfraintes de la loy de Nature en dernier rang, à cause qu'elle empesche l'usage du bon sens, est pour la mesme raison deffenduë dans la sainte Escriture. Prov. 20. 1, *Le vin est moqueux, & la cervoise est mutine, & quiconque excède en iceux n'est pas sage.* Et au chap. 31. 4, 5, *Ce n'est point aux Rois de boire le vin, ny aux Princes de boire la cervoise: de peur qu'ayans ben, ils n'oublient ce qui est ordonné, & qu'ils ne pervertissent le droit de tous les poves affligés.* Et pour monstrer que le defect de ce vice consiste formellement en ce qu'il trouble le jugement & empesche l'usage de la droicte raison, & non pas en la quantité du vin que l'on prend; Salomon adjouste au verset suivant, *Donnés la cervoise à celuy qui s'en va perir, & le vin à ceux qui ont le cœur outré. Afin qu'il en boive, & qu'il oublie sa povreté, & ne se souviennne plus de sa peine.* Nostre Seigneur deffend l'yvrongnerie à ses Disciples par la mesme raison, Luc. 21. 34, *Prenés garde à vous mesmes, que d'aventure vos cœurs ne soient grevés de gourmandise, & d'yvrongnerie.*

**XX.** Je prouve d'un passage de S. Matth.

5. 18,



§. 18, ce que j'ay dit au chapitre precedent, que la Loy de Nature est Eternelle. En verité je vous di, que jusques à ce que le ciel sera passé & la terre, un jota ou un seul point de la Loy ne passera. & du Ps. 119. 160, Toute l'ordonnance de ta Justice est à toujours.

Eu esgard aussi à ce qui a esté dit, que la loy de Nature estoit éternelle.

XXI. J'ay dit aussi que les loix de Nature regardoient la conscience, c'est à dire, qu'elles rendoient juste celuy qui taschoit de tout son possible de les accomplir. Et que celuy qui auroit ponctuellement observé en l'exterieur tout ce que ces loix ordonnent, non parce qu'elles le commandent, mais de crainte de la peine dont elles menacent, ou à cause de la gloire qu'elles promettent, ne laisseroit pas d'estre veritablement Injuste. Ce que je m'en vay confirmer par des passages de la Bible. Esa. 55. 7, *Que le méchant délaisse son train, & l'homme outrageux ses pensées, & qu'il retourne à l'Eternel, & il aura pitié de luy.* Ezech. 18. 31, *Iettés arriere de vous vos forfaits, par lesquels vous avez forfait, & vous faites un nouveau cœur, & un esprit nouveau, & pourquoy mourriés vous, & maison d'Israel?* Desquels & semblables lieux on peut aisement entendre, que Dieu ne punira point les actions de ceux qui ont le cœur droit, suivant ce qui est porté en Esa. 29. 13, *Parquoy le Seigneur dit, pource que ce peuple cis approche de moy de sa bouche, & m'honore de ses levres, mais il a estoigné son cœur arriere de moy, pourtant voicy, &c.* Matth. 5. 20, *Car je vous di, si vostre justice ne surpasse celle des Scribes & Pharisiens, vous n'entrerez nullement au royaume des cieux.* En suite de quoy nostre Sauveur explique comment c'est qu'on enfraint les commandemens de Dieu, non seulement par des actions exterieu-

Et qu'elles regardoient la conscience.

res, mais aussi par des intérieures dispositions de la volonté. Car les Scribes & les Pharisiens observoient estroitement la loy en l'exterieur, mais ce n'estoit qu'en esperance de la gloire qui leur en revenoit, hors de laquelle ils n'eussent point fait de difficulté de l'enfreindre. Il y a une infinité d'autres endroits dans les saintes Escritures, qui tesmoignent manifestement que Dieu accepte la volonté pour l'effect, tant aux bonnes, qu'aux mauvaises actions.

*Qu'elles e-  
stoient aisees  
à observer.*

XXII. Or que la Loy de Nature soit aisée à observer, Christ le declare en S. Matth. 11. 28, 29, 30, *Venez à moy vous tous qui estes travaillés & chargés, & je vous soulageray. Chargés mon joug sur vous & apprenez de moy que je suis debonnaire & humble de cœur, & vous trouverez repos en vos âmes. Car mon joug est aisé, & mon fardeau est leger.*

*Enfin eu es-  
gard à ceste  
reigle par  
laquelle on  
peut cognoi-  
stre d'abord,  
si quelque  
chose est  
contre la  
Nature, ou  
non.*

XXIII. Enfin ceste methode par laquelle j'ay dit que chacun peut cognoistre, si ce qu'il veut faire sera contre la loy de nature ou non, & qui est contenuë en ceste sentence, *Ne say point à autrui, ce que tu ne voudrois point qu'on te fit*, se trouve presque en mesmes termes en S. Matth. 7. 12. *Toutes les choses que vous voulez que les hommes vous fassent, faites les leur aussi semblablement.*

*Que la loy  
de Christ est  
la loy de  
Nature.*

XXIV. Comme la Loy de Nature est toute divine : aussi la Loy de Christ qui se void expliquée en S. Matth. chap. 5, 6, 7, est la doctrine que la Nature nous enseigne. Je n'en excepte que ce commandement qui deffend d'espouser une femme delaissee pour cause d'adultere, & que Iesus Christ apporte en exemple de la Loy divine positive, contre les Juifs qui interpretoient mal celle de Moysse. Je dis que toutes  
la



la Loy de Christ est expliquée aux chapitres allegués, & non pas toute la doctrine; car j'emets de la difference entre ces deux choses; la Foy estant une partie de la doctrine Chrestienne qui ne peut pas estre comprise sous le nom de la Loy. D'ailleurs les loix sont données pour regler les actions de nostre volonté, & ne touchent point à nos opinions. Les matieres de la Foy & qui regardent la creance, ne sont pas de la jurisdiction de nostre volonté, & sont hors de nostre puissance.



E S S E

# SECTION DEUXIESME, LEMPIRE.

## CHAPITRE V.

*Des causes, & comment se sont formées les sociétés civiles.*

### SOMMAIRE.

I. Que les loix naturelles ne sont pas suffisantes pour l'entretien de la Paix. II. Que les loix naturelles se taisent en l'estat de Nature. III. Que l'assurance qu'on a de vivre suivant les loix de Nature depend de la concorde de plusieurs personnes. IV. Que ceste concorde de plusieurs personnes n'est pas assez, ferme pour establir une longue paix. V. Pourquoi c'est que la concorde suffit seule à entretenir un bon ordre parmi quelques animaux irraisonnables, & pourquoy elle ne peut pas le mesme pouvoir parmi les hommes. VI. Qui ne suffit pas pour entretenir la paix parmi les hommes d'un simple consentement, mais qu'il leur faut une plus forte union. VII. Ce que c'est que l'Vnion, que se desire. VIII. En l'Vnion le droit commun se donne à un seul. IX. Ce que c'est qu'une société civile. X. Ce que j'entends par une personne civile. XI. Ce que c'est, avoir la puissance supreme, & estre subiect. XII. Deux sortes de sociétés civiles, la Naturelle, & celle que les hommes ont establee.

*Que les loix de Nature ne sont pas suffisantes pour l'entretien de la Paix.*

I. **C**est une chose evidente de soy mesme, que toutes les actions que les hommes font entant qu'hommes viennent de leur volonté, & que ceste volonté est gouvernée par l'esperance, & par la crainte; de sorte qu'ils se portent aisement à enfreindre les loix, toutesfois & quantes que de ceste enfreinte ils peuvēt esperer qu'il leur en reussira un grand bien, ou qu'il leur en arrivera un moindre mal. Par ainsi toute l'esperance que quelcun a d'estre



d'estre en seureté, & de bien establir sa conservation propre est fondée en la force & en l'adresse, par lesquelles il espere d'eluder ou de prevenir les desseins de son prochain, ce qui prouve, que les loix de Nature n'obligent pas une personne à les observer incontinent qu'elles luy sont cogneuës, comme si elles luy promettoient toute sorte de seureté: mais que tandis que nous n'avons point d'autre precaution contre l'invasion d'autrui, nous debvons nous tenir sur nos gardes, & jouir de ce premier droit que la nature nous donne sur toutes choses, & qui nous laisse dans l'Estat de guerre: car il suffit à quelcun pour accomplir la loy de Nature, qu'il ait une disposition interieure à la paix, lors qu'il ne tiendra point aux autres qu'elle ne soit entretenüe.

II. C'est un dire commun, que les loix se taisent là où les armes parlent, & qui n'est pas moins vray de la Loy de Nature, que des loix civiles, si l'on regarde aux actions d'une personne, plustot que dans le fonds de son ame, (comme il appert de l'article 27 du chap. 3.) & si l'on considere les hommes en cest estat de guerre, où ils sont tous armés naturellement les uns contre les autres. A la verité aux guerres qui se font de Nation contre Nation, il y a quelque reserve à faire, & on a veu jadis en ceste forme de vie, qui n'estoit que piraterie & brigandage, quelque espece d'œconomie qui y estoit observée. Ces fameux voleurs pratiquoient cela, qu'enlevans tout ce qu'ils rencontroient, ils espargnoient la vie des personnes, & leur laissoient leurs bœufs & leurs instruments d'agriculture. L'estat des choses hu-

Que les loix Naturelles se taisent en l'Estat de Nature.

humaines les tiroit du blasme d'enfreindre la loy de Nature, & ce n'estoit pas sans quelque gloire qu'ils exercoient leurs rapines, pourveu qu'ils s'abstinsent des cruautés de la guerre. Toutefois je n'avance pas ceste clause comme si j'estimois qu'en l'estat de Nature les hommes soient obligés à aucunes loix de douceur & d'humanité; mais parce que la cruauté estant un effect de la crainte, ceux qui l'exercent effacent toute la gloire de leurs plus belles actions.

*Que l'assurance qu'on a de vivre suivant les loix de Nature depend de la concordance de plusieurs personnes.*

III. Puis donc qu'il est necessaire pour l'entretien de la Paix de mettre en usage les loix de Nature, & que ceste pratique demande préalablement des assurances certaines, il faut voir d'où c'est que nous pourrons avoir ceste garantie. Il ne se peut rien imaginer pour ceste effect, que de donner à chacun de telles precautions, & le laisser premunir d'un tel secours, que l'invasion du bien d'autrui soit rendue si dangereuse à celuy qui la voudroit entreprendre, que chacun aime mieux se tenir dans l'ordre des loix, que de les enfreindre. Mais il est evident, que le consentement de deux ou de trois personnes ne peut pas causer des assurances bien fermes, & telles que nous demandons; à cause que contre une si petite ligue il s'en trouveroit aisément une plus forte ennemie, qui oseroit tout entreprendre, sur l'esperance qu'elle auroit d'une victoire infailible. C'est pourquoy il est necessaire, afin de prendre de meilleures assurances, que le nombre de ceux qui forment une ligue defensive soit si grand, qu'un petit surcroist qui surviendra aux ennemis ne soit pas considerable,

& ne



& ne leur rende pas la victoire infailible.

IV. Mais quelque grand que soit le nombre de ceux qui s'unissent pour leur deffence commune, ils n'avanceront gueres, s'ils ne sont pas d'accord des moyens les plus propres, & si chacun veut employer ses forces à sa fantaisie. Les advis differents qu'ils apporteront aux deliberations leur serviront d'obstacle. Et bien que quelquesfois l'esperance de la victoire, du butin, ou de la vangeance les face concourir en la resolution de quelque dessein; toutesfois quand il faudra en suite en venir à l'exécution, les conseils ne seront pas moins divers que les esprits, l'emulation & l'envie, si ordinaires parmi les hommes, se mettront à la traverse, & feront en sorte qu'ils ne se presteront aucune assistance mutuelle, & qu'à peine ils voudront demeurer en paix entr'eux mesmes, si la crainte de quelque ennemi commun ne fait suspendre l'effect de leur mesintelligence. D'où je tire ceste consequence, que le *consentement* de plusieurs testes (que je fais consister en cela seulement, qu'ils dirigent toutes leurs actions à une mesme fin & à un *bien commun*) qu'une ligue simplement deffensive, ne donne pas aux confederez une pleine assurance d'observer entr'eux *les loix de Nature* cy dessus rapportées; mais qu'il est de besoin, qu'il survienne quelque chose de plus pressant; afin que ceux qui auront une fois presté leur consentement à la paix, & à un secours reciproque, pour le *bien public*, n'entrent apres cela derechef en dissension, lors que leur *interest particulier* & celui du *public* se trouveront contraires. Il faut, dis-je, qu'il y ait quelque

crain-

*Que ceste  
concorde de  
plusieurs  
personnes  
n'est pas as-  
sez ferme  
pour establi-  
r une longue  
Paix.*

crainte, qui les empesche de tomber dans ce desordre.

*Pourquoy  
c'est que la  
concorde  
suffit seule  
à entretenir  
un bon or-  
dre parmi  
quelques a-  
nimaux ir-  
raisonna-  
bles, &  
pourquoy  
c'est qu'elle  
n'a pas le  
mesme pou-  
voir parmi  
les hommes.*

V. Aristote range parmi les Animaux Politiques & sociables, les hommes, les fourmis, les Abeilles & plusieurs autres, qui bien que privés de l'usage de la raison, par lequel ils se puissent soumettre à la police & faire des contrats, ne laissent pas en prestant leur consentement quand il s'agit de fuir ou de poursuivre quelque chose, de diriger leurs actions à une fin commune, & de maintenir leur troupe en une si grande tranquillité, qu'on n'y voit jamais arriver de sedition ny de tumulte. Leurs assemblées pourtant ne meritent point le nom de sociétés civiles, & ils ne sont rien moins qu'Animaux Politiques : car la forme de leur gouvernement n'est que le consentement ou le concours de plusieurs volontés vers un mesme object; & non pas (comme il est necessaire en une véritable société civile) une seule volonté. Il est vray qu'en ces creatures là desnüées de raison, & qui ne se conduisent que par les sens & les appetits, ce consentement est si ferme, qu'elles n'ont pas besoin d'autre ciment pour maintenir entre elles la concorde, & rendre leur bonne intelligence eternelle. Mais il n'en est pas de mesme des hommes. Car premiere-ment il y a entr'eux une certaine dispute d'honneur & de dignité, qui ne se rencontre point parmi les bestes; Et comme de ceste contestation naist la haine & l'envie; aussi de ces deux noires passions viennent les troubles & les guerres qui arment les hommes les uns contre les autres. Les bestes n'ont rien à craindre de ce costé là. Secondement, les appetits

natur-



ns ce  
Pol-  
les  
rivés  
ffent  
ts, ne  
ment  
elque  
om-  
ne si  
arri-  
sem-  
de se-  
maux  
ment  
s de  
; &  
crita-  
vray  
, &  
s ap-  
elles  
inte-  
leur  
n est  
iere-  
pute  
ontre  
celle  
e ces  
es &  
s uns  
rain-  
petits  
natu-  
naturels des fourmis, des abeilles, & de tels autres animaux, sont tous conformes & se portent à un bien commun qui ne differe en rien de leur bien particulier : Mais les hommes ont presque tous ce mauvais genie, qu'à peine estiment ils qu'une chose soit bonne, si celuy qui la possède n'en jouit de quelque prerogative par dessus ses compagnons, & n'en acquiert quelque degré d'excellence particuliere. En troisieme lieu, les animaux privés de raison ne voyent, ou ne s'imaginent pas de voir quelque defect en leurs polices : mais en une Republique, pour si petite qu'elle soit, il se trouve tousjours diverses personnes qui croient de sçavoir plus que les autres, qui abondent en leur sens, & qui par leurs innovations font naistre les guerres civiles. En quatriesme lieu, quoy que les bestes ayent quelque petit usage de la voix pour exprimer leurs passions entr'elles ; si est ce qu'il leur manque cest art du discours, si necessaire pour exciter dans l'ame les troubles & les tempestes. Elles ne sçavent pas représenter le bien & le mal plus grande qu'ils ne sont en effect. Mais l'homme a une langue, qui est, à dire le vray, une trompette de sedition, & une allumette de la guerre ; Ce qui a fait dire à quelcun en parlant de *Pericles*, qu'il tonnoit, qu'il foudroyoit, & qu'il mettoit toute la *Grece* en combustion par ses harangues. En cinquieme lieu, les bestes ne font point de distinction entre les *Injures*, & les *dommages*, c'est pourquoy elles laissent leurs compagnons en repos, pourveu qu'ils ne fassent rien qui les incommode. Mais parmi les hommes, les plus grands perturbateurs de la tranquillité publique

*Caractères  
de la  
Turbulence*

que sont ceux qui vivent dans un plus profond loisir: car on ne s'amuse gueres à contester de point d'honneur, qu'on n'ait vaincu la faim, la soif & les autres incommodités de la vie. En fin je dirois, que le consentement ou la concordance que nous voyons parmi les bestes est naturelle; là où celle des hommes est contractée & par conséquent artificielle. Ce n'est donc pas de merveille, s'ils ont besoin de quelque chose de plus pour vivre en paix. D'où je conclus que le consentement presté, ou la société contractée sans une puissance supérieure & générale, qui tienne les particulières dans la crainte de la peine, ne suffit point pour donner aux hommes les assurances & les precautions qu'ils doivent avoir avant que de venir à l'exercice de la *Justice naturelle*, c'est à dire, des lois de Nature que nous avons establies.

*Qu'il ne  
suffit pas  
pour entre-  
tenir la  
paix parmi  
les hommes  
d'un simple  
consente-  
ment, mais  
qu'il leur  
faut une  
plus forte  
raison.*

VI. Puis donc que la *conspiration* de plusieurs volontés tendantes à une mesme fin ne suffit pas pour l'entretienement de la Paix, & pour jouir d'une defence assurée; il faut qu'il y ait une seule volonté de tous, qui donne ordre aux choses necessaires pour la manutention de ceste Paix & de ceste commune defence. Or cela ne se peut faire, si chasque particulier ne sousmet sa volonté propre à celle d'un certain autre, ou d'une certaine assemblée, dont l'advis sur les choses qui concernent la paix générale soit absolument suivi, & tenu pour celuy de tous ceux qui composent le corps de la République. Je definis ce *Conseil*, une assemblée de plusieurs personnes qui delibèrent de ce qu'il faut faire, ou ne pas faire, pour le bien commun de tous les concitoyens.

VII. Co



VII. Ceste *soumission de la volonté* de tous les particuliers à celle d'un homme seul, ou d'une *assemblée*, arrive lors que chacun tesmoigne, qu'il s'oblige à ne pas résister à la volonté de *cest homme*, ou de ceste *Cour*, à laquelle il s'est soumis; Et cela en promettant, qu'il ne luy refusera point son secours, ny l'usage de ses moyens contre quelque autre que ce soit (car on ne peut pas se dessaisir du droit naturel de se défendre, ny prêter la main contre soy même) ce qui se nomme proprement *Vnion*. Or on entend que ce qui est l'avis de la plus grande partie du *Conseil*, soit l'avis de toute l'assemblée.

Ce que c'est  
que l'*Vnion*  
que je des-  
sire.

VIII. Mais bien que la *volonté* ne puisse pas estre dite *Volontaire*, & qu'elle soit tant seulement le principe des actions auxquelles on donne ce titre, (car on ne veut pas vouloir, & on ne veut que ce qu'il faut faire) Et que par conséquent on ne puisse point faire d'accord, ny entrer en deliberation des actes de la volonté; si est-ce que celui qui soumet sa volonté à celle d'un autre, luy fait transport du droit qu'il a sur ses forces & sur ses facultés propres: de sorte que tous les autres faisant la même transaction, celui auquel on se soumet en acquiert de si grandes forces, qu'elles peuvent faire trembler tous ceux qui se voudroient desunir & rompre les liens de la concorde; ce qui les retient dans le devoir & l'obéissance.

En l'*Vnion*  
le droit  
commun se  
donne à un  
seul.

IX. l'*Vnion* qui se fait de ceste sorte, forme le corps d'un *Estat*, d'une *Société*, & pour le dire ainsi, d'une *personne civile*; Car les volontés de tous les membres de la République n'en forment qu'une seule, l'*Estat* peut estre consi-

Ce que c'est  
qu'une so-  
ciété ci-  
vile.

deré comme si ce n'estoit qu'une seule teste; Aussi a t'on coustume de luy donner un nom propre, & de separer ses interets de ceux des particuliers. De sorte que ny un seul citoyen, ny tous ensemble ( si vous en ostés celui duquel la volonté represente celle de tous les autres) ne doivent pas estre pris pour le corps d'une ville. Je dirois donc pour definir l'Estat d'une Ville, ( ce qui servira pour toutes les autres formes de gouvernemens & de sociétés civiles ) que c'est *une personne dont la volonté doit estre tenuë*, suivant l'accord qui en a esté fait, pour la volonté de tous les particuliers, & qui peut se servir de leurs forces & de leurs moyens, pour le bien de la paix, & pour la defence commune.

*Ce que  
j'entends  
par une  
personne  
civile.*

X. Mais encore que toute sorte d'Estat soit *une personne civile*; il n'est pas vray reciproquement que toute sorte de personne civile merite le nom d'Estat: car il se peut faire que plusieurs concitoyens forment, avec la permission de leur ville, une société, qui sera, selon mon sens, une nouvelle personne civile, en esgard à certaines affaires dont elle prendra la direction; comme nous en voyons des exemples aux compagnies des marchands, aux corps des mestiers, & aux confrairies; mais se ne seront pourtant pas de nouvelles republicues qui se formeront dans le corps de l'Estat; à cause que ces compagnies là ne se sont pas sousmises absolument & en toutes choses à la volonté de leur assemblée, mais en quelques unes seulement que la ville a determinées; & en sorte que chasque particulier s'est reservé la liberté de tirer sa *compagnie* en justice devant d'autres juges;



juges; Ce qui ne seroit pas permis à un subject de faire contre l'Estat, ny à un citoyen de pratiquer contre toute sa ville.

XI. Or en une ville, & en toute sorte de Republique ( car ce que je dis d'une ville, je l'entends de toutes les societés en general; mais je me sers de l'exemple d'une ville, parce que elles se sont formées les premieres lors que les hommes ont quitté l'Estat de Nature ) cest *Homme*, ou ceste *Assemblée*, à la volonté de laquelle tous les autres ont soumis la leur, à la *Puissance souveraine*, exerce l'*Empire*, & la supreme *Domination*. Ceste *puissance* de commander & ce *droit* d'*Empire* consiste, en ce que chascun particulier a cédé toute sa force & toute sa puissance à cest *homme*, ou à ceste *Cour*, qui tient les resnes du gouvernement. Ce qui ne peut point estre arrivé d'autre façon, qu'en renonçant au droit de resister; car personne ne peut naturellement communiquer sa force à un autre. Cela estant je nomme *subjects* de celui qui exerce la *souveraineté*, tous les citoyens d'une mesme ville, & mesme les *Compagnies*, qui composent une personne civile sousordonnée.

Ce que c'est  
avoir la  
puissance  
supreme,  
& estre  
Subject.

XII. J'ay monsté assez clairement par ce que je viens de dire, comment, & par quels degrés c'est, que plusieurs personnes sont passées de l'estat de Nature, en la société civile, & ont formé un corps de Republique, pour leur conservation commune, & cela par une crainte mutuelle qu'ils ont eue les uns des autres. Au reste ceux que la crainte fait soumettre, ou ils se rangent sous la puissance de celui qu'ils craignent, ou sous celle de quelque autre duquel

Deux sortes  
de sociétés  
civiles la  
Naturelle,  
& celle que  
les hommes  
ont établie.

ils esperent la protection. La premiere façon se pratique par ceux qui sont vaincus en guerre, qui se rendent à leur ennemis afin de sauver leur vie; & l'autre par ceux qui ne sont pas encore vaincus, mais qui craignent de l'estre. En la premiere sorte l'origine de la societé est purement naturelle, comme ce sont les forces naturelles qui reduisent les plus foibles aux termes de l'obeissance. Mais en l'autre la societé se contracte par un dessein formé, par la prevoyance & du consentement des parties. D'où naissent deux differentes especes de Domination, l'une Naturelle, comme la Paternelle & Despotique, (selon les termes de l'Eschole) & l'autre Institution & Politique. En celle là le Souverain s'acquiert des subjects tels qu'il luy plaist. En celle cy les Subjects establisent un souverain à leur fantaisie, tantost un homme seul, tantost un Conseil de plusieurs testes, qui dispose de toutes choses avec une puissance supreme. Je traiteray en premier lieu de l'Estat qui est d'Institution particuliere, & puis je viendray à celui qui est establi par l'ordre de la Nature.

## C H A P. V I.

*Du droit de ceste Assemblée, ou de cest Homme seul, qui exerce une puissance souveraine dans la société civile.*

## S O M M A I R E.

- I. Qu'on ne peut attribuer aucun droit à la multitude hors de la société civile, ny luy imputer aucune des actions à laquelle aucun de ceux qui la composent n'a point presté un particulier consentement. II. Que le droit que le plus grand nombre a de contraindre le moindre qui n'est pas de son avis, est ce qui donne le premier commencement aux sociétés civiles. III. Que chaque particulier retient le droit de se defendre à sa fantaisie.



randis qu'on n'a pas pourveu à sa seureté. IV. Que la puissance de contraindre est necessaire pour la seureté des particuliers. V. Ce que c'est que l'Espée de la Iustice. VI. Que l'espée de la Iustice est entre les mains de celui qui a la puissance souveraine. VII. Que le mesme tient en sa main l'espée de la Guerre. VIII. Que le mesme doit estre le souverain Iuge. IX. Que ce mesme souverain a le droit de faire des loix. X. Qu'il a la nomination des Magistrats & des autres officiers de la ville. XI. Que c'est à luy d'examiner les Doctrines qui sont enseignées dans l'estat. XII. Qu'il doit estre injusticiable, quoy qu'il face. XIII. Que ces subjects ou conceitoyens luy ont donné un Commandement absolu, & quelle obeissance on luy doit rendre. XIV. Que le souverain n'est pas tenu au loix de l'Estat. XV. Que personne n'a rien de tellement propre qui ne releve du souverain. XVI. Que les loix civiles monstrent ce que c'est que le larcin, le meurtre, l'adultere, & l'injure. XVII. Opinion de ceux qui voudroient bastir une ville, & fonder une societé civile, où il n'y eust personne qui possédât une puissance absolüe. XVIII. Quelles sont les marques de la souveraineté. XIX. Que si l'on fait comparaison d'une ville à un homme, celui qui y exerce la puissance souveraine est à l'esgard de ceste ville là, ce qu'est l'ame Humaine dans le corps d'une personne. XX. Que la puissance souveraine ne peut pas estre revoquée legitiment, quoy que ce soit du consentement de ceux qui l'ont establie.

I. IL faut considerer dès l'entrée de ce discours, \* ce que c'est que ceste multitude d'hommes, qui se sont assemblés de leur bon gré en un corps de republique : car ce n'est pas un Certain Tout qu'on puisse designer, comme les choses qui ont l'Vnité de nombre; mais ce sont plusieurs personnes, donc chacune a son franc arbitre, & peut donner son jugement particulier sur les matieres proposées. Et bien que par des contractz particuliers chacun possède ses Droits, & quelque propriété des choses dont il peut s'attribuer la possession; il n'y a rien pourtant dont toute la multitude puisse

Qu'on ne peut attribuer aucun droit à la multitude hors de la societé civile, ny luy imputer aucunes des actions à laquelle chacun de ceux qui la composent n'a point presté un

particulier  
consente-  
ment.

dire legitiment, comme si elle estoit une *personne* distincte de quelque particulier, cela m'appartient plustot qu'à un autre. Il n'y a aucune action qui doive estre attribuée à la multitude comme *si* propre : mais si elle a esté faite du consentement de tous ou de plusieurs, l'action ne sera pas contée pour une seule, & il y aura autant d'actions qu'il y a eü de personnes. Car encore que on ayt accoustumé de dire en une grande sedition, que le *peuple* d'une ville a pris les armes, il n'est pourtant vray que de ceux qui ont effectivement les armes en main, & de ceux qui leur adherent : A cause que la *ville*, qui toute en corps est considérée comme *une seule personne*, ne peut pas prendre les armes contre soy mesme. Quand donc la Multitude a fait quelque chose, il faut entendre comme si elle avoit esté faite par chacun de ceux qui composent ceste multitude. Mais si parmi ce nombre il s'est trouvé quelque particulier qui n'a point presté son consentement ny sa main à une action, il ne faut pas qu'elle luy soit imputée. D'ailleurs une Multitude qui n'est pas encore réunie en une seule personne, en la maniere que j'ay dite, demeure dans l'*Estat de Nature*, où toutes choses appartiennent à tous, où la distinction du *Mien*, & du *Tien* n'est pas receüe, & où le *Domaine* & la *propriété* sont des façons de parler inconnues : Et cela d'autant qu'on ne trouve pas encore ceste seureté, de laquelle j'ay monstrecy dessus que la précaution estoit absolument nécessaire, afin de pouvoir mettre en usage ce que les *loix de Nature* ordonnent.

Remarque.

\* Multitude, &c. ] La science du pouvoir que la  
ville



ville a sur les citoyens ne peut estre bien cognë, si l'on n'explique la difference qu'il y a entre la multitude qui gouverne, & la multitude qui est gouvernée. Car la nature de la société civile est telle, que ceste mesme multitude, dont l'assemblage forme une ville, commande, & qu'elle est aussi sousmise au commandement. Mais cela en divers esgards. Ce que je croyois d'avoir assez clairement expliqué en ce premier article. Toutesfois les objections auxquelles je m'en voy respondre me font paroistre du contraire : tellement que j'ay pensé, que je ne ferois point mal d'esclaircir un peu mes sentimens.

Le nom de Multitude, estant un terme collectif, signifie plusieurs choses ramassées, & ainsi une multitude d'hommes est le mesme que plusieurs hommes. Ce mesme mot estant du nombre singulier, signifie une seule chose, à sçavoir une seule multitude. Mais ny en l'une ny en l'autre façon on ne peut concevoir, que la Multitude n'ait de la nature qu'une seule volonté, car chacun de ceux qui la composent a la sienne propre. On ne doit donc pas luy attribuer aucune action quelle qu'elle soit ; Et par consequent, la multitude ne peut pas promettre, traicter, acquérir, transiger, faire, avoir, posseder, &c. s'il n'y a en detail autant de promesses, de traictés, de transactions, & s'il ne se fait autant d'actes qu'il y a de personnes. De sorte que la Multitude n'est pas une personne naturelle. Mais si les membres de ceste multitude s'accordent & prestent l'un apres l'autre leur consentement, à ce que de là en avant la volonté d'un certain homme particulier; où celle du plus grand nombre, soit tenue pour la volonté de tous en general; alors la Multitude devient une seule personne, qui a sa volonté propre, qui peut disposer de ses actions, telles que sont Commander, faire des loix, acquérir, transiger, &c. Il est vray, qu'on donne à ceste personne publique le nom de Peuple, plustot que celuy de Multitude.

itude. Nous devons donc distinguer en ceste maniere; Quand nous disons que le Peuple veut, commande, ou fait quelque chose, il faut entendre que c'est la ville qui agit par la volonté d'un seul homme, ou par les volontés unies de plusieurs personnes, qui ne peuvent pas estre recueillies que dans une assemblée legitime. Mais quand nous disons qu'une multitude, grande, ou petite, a fait quelque chose sans la volonté de cest homme ou de ceste Assemblée qui a le commandement; le Peuple qui a pris ceste licence n'est pas ceste personne publique qui peut tout d'une autorité souveraine; ce n'est pas au corps de la ville que ceste action doit estre attribuée, ce n'est pas d'une seule volonté qu'elle procede; mais de la conspiration & du dereglement de quelques personnes seditieuses. D'où l'on peut voir la difference que je mets, entre ceste Multitude que je nomme le Peuple, qui se gouverne regulierement par l'autorité du Magistrat, qui compose une Personne civile, qui nous represente tout le Corps du public, la ville, ou l'Estat, & à qui je ne donne qu'une volonté; & ceste autre Multitude, qui ne garde point d'ordre, qui est comme un hydre à cent testes, & qui doit ne pretendre dans la Republique qu'à la gloire de l'obeissance.

Que le droit que le plus grand nombre a de contraindre le moindre qui n'est pas de son avis, est ce qui donne le premier commencement aux societés civiles.

II. Il faut remarquer en suite, qu'afin de donner commencement à une societé civile, chaque particulier d'entre la multitude doit demeurer d'accord avec ses compagnons, qu'une proposition estant faite dans l'assemblée, l'avis du plus grand nombre sera tenu pour la volonté de tous en general: autrement il n'arriveroit jamais qu'une multitude, où les esprits & les genies se rencontrent si differents, prist quelque resolution. Mais encore que quelques uns ne vueillent pas prester leur consentement, les autres ne laisseront pas sans eux.



de représenter le corps entier de la République: de sorte qu'elle retiendra contr'eux son ancien & originaire droit, je veux dire le *Droit de Guerre*, pour les contraindre & les traiter en ennemis.

III. Or d'autant que nous avons dit au chap. precedent article 6, qu'il estoit requis pour la seureté des hommes, outre le consentement, aussi une subjection des volontés, touchant les choses qui sont nécessaires pour la Paix & pour la defence; Et que toute l'essence d'une *Ville*, ou d'une société publique, consistoit en ceste *Union* & en ceste *subjection*: voyons en cest endroict, quelles sont les choses qui sont nécessaires pour la Paix & pour la Defence commune, parmi celles que l'on a accoustumé de proposer, de traiter, & de résoudre dans des assemblées, où la plus grande voix forme une conclusion generale? Il est sur tout nécessaire à la Paix, que chacun soit tellement à couvert de la violence des autres, qu'il puisse vivre en repos, & sans estre en crainte perpetuelle, lors qu'il ne fera tort à personne. A la verité il est impossible, & on ne met point aussi en deliberation, de proteger les hommes contre toutes sortes d'injures qu'ils se peuvent faire les uns aux autres, car on ne scauroit empêcher qu'ils ne s'entrebattent quelquesfois, & ne s'entretuent: Mais on peut mettre si bon ordre, qu'il n'y ait pas subject de craindre que cela arrive. La seureté publique est la *Fin* pour laquelle les hommes se soumettent les uns aux autres, & si on ne la trouve, on ne doit point supposer qu'une personne se soit soumise, ny qu'elle ait renoncé au droit de se defendre

*Que chascun particulier retient le droit de se defendre à sa fantaisie, tandis qu'on n'a pas pourveu à sa seureté.*

F s

comme

comme bon luy semblera. On ne doit pas donc s'imaginer que quelcun se soit obligé à un autre, ny qu'il ait quitté son droit sur toutes choses, avant qu'on ait pourveu à sa seureté, & qu'on l'ait delivré de tout subject de crainte.

*Que la  
puissance  
de con-  
traindre est  
necessaire  
pour la  
seureté des  
particu-  
liers.*

IV. Il ne suffit pas pour avoir ceste assurance, que chacun de ceux qui doivent s'unir comme citoyens d'une mesme ville, promette à son voisin, de parole, ou par escrit, qu'il gardera les loix contre le meurtre, le larcin, & autres semblables : car qui est ce qui ne cognoit la malignité des hommes, & qui n'a fait quelque fascheuse experience du peu qu'il y a à se fier à leurs promesses, quand on s'en rapporte à leur conscience, & quand ils ne sont pas retenus dans leur devoir par l'apprehension de quelque peine ? Il faut donc pourveoir à la seureté par la *punition*, & non pas par le seul lien des *Pactes* & des contrats. Or on a usé d'une assez grande precaution, lors qu'il y a de telles peines establies aux offences, que manifestement on encourt un plus grand mal par la transgression de loy, que n'est considerable le bien auquel on se porte à travers l'injustice & la desobeissance. Car tous les hommes en sont là logés, qu'ils choisissent par une necessité de Nature *ce qui leur semble estre de leur bien propre*, de sorte que comme de deux biens ils preferent le meilleur, aussi de deux maux ils prennent tousjours le moindre.

*Ce que c'est  
que l'Espée  
de la Justi-  
ce.*

V. On suppose qu'on donne à quelcun le droit de punir une offence, lors qu'on s'accorde à ne prester point secours à celuy auquel on veut imposer quelque peine. Or je nommeray ce droit là *l'Espée de Justice*. Les hommes gardent



gardent assez pour la pluspart ces conventions là, si ce n'est lors qu'il s'agit de leur punition, ou de celle de leurs parens.

VI. D'autant donc qu'il est *necessaire* pour la seureté de chasque particulier, & ainsi pour le bien de la paix publique, que ce *droict* de se servir de l'*Espée* en l'imposition des peines soit donné à un seul homme ou à une Assemblée, il faut necessairement advoüer que *celuy qui exerce ceste Magistrature*, ou le *conseil* qui gouverne avec ceste autorité, ont dans la Ville une *souveraine puissance* tres legitime. Car celuy qui peut infliger des peines telles que bon luy semble, a le droict de contraindre les autres à faire tout ce qu'il veut: Ce que j'estime le plus absolu de tous les Empires, & la plus haute de toutes les souverainetés.

*Que l'espée de Justice est entre les mains de celuy qui a la puissance souveraine.*

VII. Mais on avanceroit fort peu par la bonne intelligence & la paix interieure, si les confederés ne pouvoient pas se defendre contre ceux qui ne sont pas entrés dans leur alliance: Et il ne seroit pas possible de se garantir des attaques des estrangers, si les forces n'estoient bien unies; voila pourquoy il me semble *necessaire* pour la conservation des particuliers, qu'il y ait une certaine *Assemblée*, ou bien un *homme seul*, auquel l'on donne la puissance d'armer & de convoquer, selon les occasions & la necessité de la defence publique, le nombre de citoyens qu'il faudra pour resister aux forces ennemies; & auquel on laisse la liberté de traicter & de faire la paix toutesfois & quantes qu'il le jugera necessaire. Il faut donc concevoir que tous les habitans d'une ville, ou tous les subjects d'un Royaume ont  
conferé

*Que le mesme tient en sa main l'Espée de la Guerre.*

conferé ce *Droict de Guerre & de Paix* à un seul homme, ou à un certain *Conseil*; & que ce droit, que je puis nommer l'*Espée de Guerre*, appartient au mesme homme, ou à la mesme *Cour* qui tient l'*Espée de Justice*. Car personne ne peut contraindre les autres à prendre les armes, ny à soustenir les frais de la guerre, qui n'ait le droit de punir les refractaires. Et ainsi je conclus, que suivant la constitution essentielle de l'Estat, les deux *Espées, de Guerre, & de Justice*, sont entre les mains de celuy qui y exerce la souveraine puissance.

*Que le mesme doit offrir le souverain Juge.*

VIII. Or dautant que ce droit du glaive n'est autre chose que l'autorité de se servir de l'espée quand on le jugera necessaire; il s'ensuit que celuy qui le manie doit juger du temps & de la maniere en laquelle il faut le mettre en usage. Car si la puissance de determiner là dessus estoit donnée à une certaine personne, & celle d'executer la resolution estoit laissée à quelque autre, on resoudroit quelquesfois en vain ce qu'on ne pourroit pas executer de soy mesme; ou si un autre l'executoit, ce dernier n'auroit plus le droit du glaive, & il ne seroit que le ministre des volontés d'autrui. D'où je tire ceste Conclusion, qu'en une Ville le Jugement, & les deliberations dependent de celuy qui y tient les *Espées de Guerre & de Justice*, c'est à dire, de celuy qui en possede la souveraineté.

*Que ce mesme souverain a le Droit de faire des loix.*

IX. Au reste, veu qu'il n'est pas moins important au bien de la paix, & que c'est une plus grande sagesse de prevenir les querelles, que de les appaiser; Et dautant aussi que toutes les disputes naissent des differentes opinions que les hommes ont sur les questions du *Mien*, &



& du Tien, du Iuste, & de l'Injuste, de l'utile, & de l'inutile, du bien, & du mal, de l'honneste, & du deshonneste, & de choses semblables que chacun estime à sa fantaisie ; C'est à la mesme souveraine puissance à donner à tous les particuliers des regles generales, & à prescrire de certaines mesures publiquement receuës, par lesquelles chacun puisse sçavoir ce qui luy appartient, & le discerner du bien d'autrui, cognoistre le Iuste & l'Injuste, ce qu'il faut nommer honneste, ou deshonneste, bien, ou mal, & en un mot se resoudre sur ce qu'on doit faire ou eviter dans le Cours de la vie civile. Or ces regles & ces mesures sont ce qu'on nomme *les loix Civiles*, c'est à dire, les loix qui ont esté establies par tout le Corps de la Republique, ou des Commandemens qui ont esté faits par celuy qui gouverne l'Estat. Car *les Loix civiles* (pour en donner une definition) ne sont autre chose, que des ordonnances & des Edicts que le Souverain a publiés, pour servir dorenavant de reigle aux actions des particuliers.

X. D'ailleurs à cause que toutes les affaires d'une Ville concernant la Paix ou la Guerre ne peuvent pas estre gouvernées par un seul homme, ou par une seule assemblée, sans l'ayde de quelques ministres & officiers subalternes ; & pource que l'entretien de la Paix & de la defence commune demande, que l'on prene soigneusement garde à ce que ceux qui doivent juger les procès, veiller sur les desseins des voisins, conduire les armées, pourvoir aux necessités publiques, s'acquittent fidellement de leurs devoirs ; il semble fort raisonnable de laisser le choix de telles personnes, & de les faire

*Qu'il a la  
Nomination  
des Magi-  
strats &  
des autres  
Officiers  
de la Ville.*

faire dependre de celuy qui a une puissance souveraine sur les affaires de la Paix & de la Guerre.

*Que c'est à  
luy d'exa-  
miner les  
Doctrines  
qui sont en-  
seignées  
dans l'Estat.*

XI. Il est certain aussi que toutes les actions volontaires tirent leur origine & dependent necessairement de la volonté: or la volonté de faire ou de ne pas faire une chose depend de l'opinion qu'on a qu'elle soit *bonne* ou *mauvaise*, & de l'esperance ou de la crainte qu'on a des peines ou des recompenses; de sorte que les actions d'une personne sont gouvernées par ses opinions particulieres. D'où je recueille par une conséquence evidente & necessaire, qu'il importe grandement à la Paix generale de ne laisser proposer & introduire aucunes opinions ou doctrines qui persuadent aux subjects, qu'ils ne peuvent pas en conscience obeir aux loix de l'Estat, c'est à dire, aux ordonnances du Prince ou du Conseil à qui on a donné la puissance souveraine; ou qu'il leur est permis de resister aux loix; ou bien qu'ils doivent apprehender une plus grande peine s'ils obeissent, que s'ils s'obstinent à la desobeissance. En effect, si la Loy commande quelque chose sur peine de mort naturelle, & si un autre vient la defendre sur peine de mort eternelle, avec une pareille autorité, il arrivera que les coupables deviendront innocents, que la rebellion & la desobeissance seront confonduës, & que la societé civile sera toute renversée. Car nul ne peut servir à deux maistres; & on ne doit pas moins craindre, voire on doit plustot obeir à celuy qui menace d'une mort Eternelle, qu'à celuy qui n'estend pas les supplices au de là de ceste vie. Il s'ensuit donc que le droit de lu-

ger  
tranq  
enseig  
Cour  
\*  
que au  
chant  
sions,  
les que  
se de la  
nature  
que sa  
sent d'  
la nai  
nuës d  
qu'elle  
tends  
natur  
bus, n  
obeir.  
les de  
des co  
ment  
a don  
de di  
vois e  
au P  
point  
leurs.  
lois r  
subje  
y-a-t  
stient  
n en a  
civile



ger des opinions ou doctrines contraires à la tranquillité publique, & de defendre qu'on les enseigne, \* appartient au *Magistrat*, ou à la *Cour*, à qui on a donné l'autorité supreme.

\* Appartient au Magistrat, &c.] Il n'y a pres-  
que aucun dogme touchant le service de Dieu, ny tou-  
chant les sciences humaines, d'où il ne naisse des dissen-  
sions, puis des querelles, des outrages, & d'où peu à peu  
les guerres ne se forment. Ce qui n'arrive point à cau-  
se de la faulxeté des Dogmes, mais parce que tel est le  
naturel des hommes, que se flaitans de l'opinion de quel-  
que sagesse, il voudroient bien que tous les autres eus-  
sent d'eux la mesme estime. On ne peut pas empescher  
la naissance de ces disputes, mais elles peuvent estre te-  
nues dans l'ordre, & c'est aux Souverains d'empescher  
qu'elles ne troublent la tranquillité publique. Je n'en-  
tends point parler en cest endroit des doctrines de ceste  
nature. Mais il y en a desquelles les peuples estant im-  
bus, ils estiment qu'on peut, & mesme qu'on doit des-  
obeir à l'Estat, & aux souverains; de ce rang je mets  
les doctrines qui enseignent formellement, ou qui par  
des consequences plus obscures commandent indirecte-  
ment d'obeir à d'autres personnes qu'à celles à qui on  
a donné la souveraine puissance. Je ne feindray point  
de dire que lors que je formois mon raisonnement j'a-  
vois en la pensée ceste autorité que plusieurs donnent  
au Pape dans les Royaumes qui ne luy appartiennent  
point, & que quelques Eveques veulent usurper dans  
leurs Dioceses hors de l'Eglise Romaine; & que je voi-  
lois refrener la licence que j'ay veu prendre à quelques  
sujets du tiers estat sous pretexte de Religion. Car  
y-a-t'il en jamais aucune guerre civile dans la Chre-  
stienté, qui n'ait tiré son origine de ceste source, ou qui  
n'en ait esté entretenue? J'ay donc laissé à la puissance  
civile le droict de juger, si une doctrine repugne à l'o-  
beissance

Remarque.

beissances des citoyens ; & si elle y repugne je luy  
donné l'autorité de defendre qu'elle soit enseignée. E  
effect, puis que tout le monde accorde à l'Estat, de ju  
ger quelles sont les choses qui peuvent contribuer à sa  
repos & à sa defence, & qu'il est manifeste que les opi  
nions que j'ay touchées nuisent ou servent beaucoup  
l'un & à l'autre : Il s'ensuit necessairement, que c'est  
au Public à juger de ce qui en est, c'est à dire, à celuy  
qui gouverne seul la Republique, ou à l'Assemblée qui  
exerce une puissance souveraine.

*Qu'il doit  
estre injus  
ticiable,  
quoy qu'il  
face.*

XII. Enfin, de ce que chasque particulier  
sousmis sa volonté à la volonté de celuy qui  
possede la puissance souveraine dans l'Estat, en  
sorte qu'il ne peut pas employer contre luy ses  
propres forces; il s'ensuit manifestement, que  
le souverain doit estre injusticiable quoy qu'il  
entreprene: Car tout ainsi que naturellement  
on ne peut pas punir quelcun, si on n'a pas des  
forces suffisantes pour en estre le maistre; on ne  
peut point aussi punir quelcun legitiment  
si on n'a pas à cela assez de forces legitimes.

*Que ses sub  
jects ou con  
citoyens luy  
ont donné  
un com  
mande  
ment abso  
lu, & quel  
le obeissan  
ce on luy  
doit ren  
dre.*

XIII. Les raisonnemens que j'ay formé  
jusques icy monstrent tres-evidemment qu'une  
cité parfaite, (c'est à dire en un Estat bien  
policé, où aucun particulier n'a le Droit de  
servir de ses forces comme il luy plaira pour  
sa propre conservation, ce que je dirois en au  
tres termes, où le droit du glaive privé est osté)  
il faut qu'il y ait une certaine personne qui pos  
sede une puissance supreme, la plus haute que  
les hommes puissent raisonnablement confe  
rer, & mesme qu'ils puissent recevoir. Or ceste  
sorte d'autorité est celle qu'on nomme \* *Ab  
solue*. Car celuy qui a sousmis sa volonté à la  
volonté de l'Estat en sorte qu'il peut faire tout



res choses impunement & sans commettre d'In-  
 justice, establir des loix, juger les procès, punir les cri-  
 mes, se servir ainsi que bon luy semble des forces  
 & des moyens d'autrui; de vray il luy a donné  
 le plus grand Empire qu'il soit possible de  
 donner. Je pourrois confirmer cela par l'ex-  
 perience de toutes les Republiques anciennes  
 & modernes: Car encore qu'on doute quel-  
 quesfois quel *Homme*, ou quelle *Assemblée* c'est,  
 qui a dans un Estat la puissance souveraine, si  
 estce qu'elle est tousjours employée, horsmis  
 en temps de sedition & de guerre civile, où  
 ceste puissance est divisée. J'ay souvent remar-  
 qué, que les seditieux, qui declament contre la  
 puissance absolue, ne se mettent point tant en  
 peine pour l'abolir, que pour la transferer à  
 quelques autres personnes. Car s'ils vouloient  
 l'oster tout à fait, ils destruiroient entierement  
 la societé civile, & rappelleroient la premiere  
 confusion de toutes choses. Ce droit Absolu  
 du Souverain demande une obeissance des  
 subjects telle qu'il est necessaire au gouverne-  
 ment de l'Estat, c'est à dire, telle que ce ne soit  
 pas en vain qu'on ait donné à celuy qui com-  
 mande la puissance souveraine. Je nommerois  
 volontiers ceste obeissance, bien qu'en certai-  
 nes occurrences elle puisse justement estre re-  
 fusée, neantmoins à cause qu'elle ne peut pas  
 estre rendüe plus entiere, une obeissance *Sim-  
 ple*. L'obligation qu'on a à la rendre ne vient  
 pas immediatement de ceste convention, par  
 laquelle nous avons transporté tous nos  
 droits à la Ville d'où nous sommes citoyens;  
 mais mediatement, à cause que sans l'obeissance  
 le Droit d'Empire seroit inutile, & par conse-

G

quent

quent sans elle la société n'eust pas esté formée. C'est autre chose si je dis, Que je vous donne la puissance de commander tout ce qu'il vous plaira ; Et si je promets, que je feray tout ce que vous commanderez : Car vous me pourriez commander telle chose, que j'aymerois mieux mourir, que la faire. Comme donc personne n'est obligé de consentir à la mort, moins encore est il tenu de vouloir ce qui luy semble pire que la mort mesme. Si vous me commandiez de me tuer, je ne serois pas tenu à vous obeir, quelque puissance que je vous aye donnée : Et encore que je refuse, vostre Empire n'en est pas moins absolu; car vous en trouverez assés d'autres qui executeront vostre sentence; outre que je n'avois pas promis de vous obeir en ce que je vous refuse. De mesme, si le souverain commande à quelqu'un qu'il le tue, cest autre ne doit pas luy obeir pource qu'il n'est pas concevable qu'il se fust obligé à cela en se soumettant à luy. Pareillement je dis, qu'un enfant ne doit point executer à mort son pere, encore qu'il soit coupable, & condamné par les loix; car il s'en trouvera assez d'autres qui feront cest office; Et un homme d'honneur mourra plustot que de vivre infame, & haï comme le bourreau de celuy qui l'avoit mis au monde. Il y a une infinité de ces semblables, où l'on peut refuser d'obeir, sans contrevenir pourtant à la puissance absolue; car en tous ceux qu'on peut alleguer, on n'obéit pas au Souverain le pouvoir de faire mourir ceux qui luy desobeissent. Mais celuy qui refuse, bien qu'il se serve du droit qu'on luy a donné, ne laisse pas d'exercer une cruauté de

s'escar  
de nat

\* A  
ment n  
pas. C  
Ville en  
giment  
liberat  
vera q  
Monar  
plus Al  
les ad v  
quoy q  
quer.  
que plu  
fiat est  
lien au  
puissan  
quelcun  
seroit t  
leroit,  
extorsio  
ces appr  
de la so  
roit rie  
ner tou  
tainem  
que ce  
Nature  
practiq  
comme  
encore  
prisant  
point q  
que cel



s'écarter du bon sens, de contrevenir aux loix de nature, & de pecher devant Dieu.

\* Absoluë] l'Estat populaire demande ouvertement un Empire Absolu, & les citoyens n'y résistent pas. Car les plus grossiers recognoissent une forme de Ville en une assemblée de plusieurs personnes, & s'imaginent que les choses s'exécutent par de prudentes deliberations. Mais si l'on regarde de bien pres, on trouvera que le gouvernement d'une Ville n'est pas moins Monarchique que Democratique, & que les Rois les plus Absolus ont leurs Conseillers, desquels ils prennent les avis, & auxquels ils donnent leurs arrests à verifiser, quoy qu'ils ne leur laissent pas la liberté de les revoquer. Il est vray que c'est une chose moins evidente, & que plusieurs conçoivent mal aisement, Que tout l'Estat est compris dans la personne du Roy. Ce qui donne lieu aux objections suivantes qu'ils forment contre la puissance Absoluë. Premièrement ils disent, que si quelcun avoit ceste autorité, la condition des subjects seroit tres miserable; Car ils pensent qu'il raviroit, pilleroit, tueroit; & s'imaginent qu'ils sentent desja ces extorsions & ces violences. Mais d'où leur viennent ces apprehensions? qui obligeroit le souverain à en user de la sorte? Ce ne seroit pas sa puissance; car elle ne feroit rien sans la volonté. Mais voudroit-il bien ruiner tout le peuple pour enrichir quelques favoris? certainement il le pourroit sans faire tort à personne, quoy que ce ne fust pas justement, ny sans violer les loix de Nature, & offencer Dieu: Aussi pour empescher ceste pratique les peuples font prester serment aux Princes, comme pour s'asseurer d'eux en quelque sorte. Mais encore que le souverain peut avec justice, ou en méprisant son serment, en user ainsi; toutesfois je ne vois point quel dessein il auroit en ruinant ses subjects, veu que cela retomberoit sur luy mesme, & empireroit sa

Remarque.

condition propre. J'advoüe qu'il se peut rencontrer des Princes de mauvais naturel. Mais je veux qu'on ne donne à un tel qu'une puissance limitée, & autant qu'il lui en faut pour la defence de ses subjects, ce que l'intérest de chascun particulier demande qu'on lui accorde : n'y aura-il pas en suite le mesmes inconveniens à craindre? Car celuy qui aura assez de forces pour tenir tout un peuple sous sa protection, n'en aura-il pas assez pour opprimer sa liberté? Il n'y a donc rien en cela de dur, & dont on ne doive supporter l'incommodité. On ne doit se plaindre que du malheur, ou de la bigarrure des affaires humaines, qui ne permet point qu'on goûte aucun bien si espuré, que la douceur n'en soit gâtée par quelque mélange d'amertume. Et le mal qu'il y a en cela est d'autant plus supportable, qu'il vient de la faute des subjects, plustot que de celle de l'Empire. Car si les hommes sçavoient se gouverner eux mesmes; & s'ils vivoient selon les loix de nature, ils n'auroient que faire de Politique, l'ordre des Estats ne leur seroit point nécessaire, & il ne faudroit point leur tenir dans le devoir par une Authorité publique.

On objecte en deuxiesme lieu, qu'il n'y a aucun Empire absolu dans la Chrestienté. Ce qui est faux. Car toutes les Monarchies, & tous les autres Estats le sont. Mais bien que ceux qui ont la puissance souveraine ne fassent pas tout ce qui leur plaît, & qu'ils jugent de l'utilité publique; toutesfois ce n'est pas tant manque de droit, que pource qu'ils cognoissent le naturel des peuples, & qu'ils sçavent qu'estant attachés à leurs particuliers intérêts, & celuy du public ne les touchant gueres, on ne seroit pas sans danger qu'on les voudroit contraindre à faire leur devoir. De sorte que c'est une sage conduite aux Princes, que de s'abstenir quelquesfois d'user de leur puissance, & de permettre certaines choses, sans pourtant relascher de leur droit.

XIV. On



XIV. On ne peut pas se donner quelque chose à soy mesme, parce qu'il est à presupposer qu'on la possède avant qu'on se la donne. On ne peut point aussi se faire plaisir à soy mesme; car en ce cas là celuy qui obligerait & celuy qui demeureroit obligé estant une mesme personne, & l'un pouvant estre delivré par l'autre de son obligation; ce seroit en vain qu'on se seroit obligé soy mesme; pource qu'on se seroit quitte quand on voudroit, & celuy qui a ceste puissance de se delivrer, est dès là effectivement libre. D'où il appert, qu'une cité n'est point subiecte aux *loix civiles*; car les loix civiles sont les ordonnances de la Ville, auxquelles si elle estoit liée, elle seroit obligée à soy mesme. De mesme la Ville ne peut pas s'obliger à un de ses bourgeois; car il peut la delivrer de son obligation quand il luy plaira; or est il qu'il le veut toutesfois & quantes que la Ville le desire: (car la volonté des particuliers est comprise dans la volonté du Public) doncques la Ville est desgagée quand il luy plaist de l'estre; & par consequent elle est desja effectivement libre. Or la Volonté de cest Homme, ou de ce Conseil qui a la puissance souveraine, est tenue pour la volonté de toute la Ville; & celle cy enferme les volontés de tous les particuliers. D'où je conclus que le Souverain n'est point attaché aux *loix civiles* (car il seroit obligé à soy mesme) ny ne peut point estre obligé à aucun de ses concitoyens.

XV. Mais d'autant que, comme il a esté prouvé cy dessus, avant l'establissement de la société civile toutes choses appartiennent à tous, & que personne ne peut dire qu'une chose est sienne si

*Que le souverain n'est pas tenu aux loix de l'Estat.*

*Que personne n'a rien de tellement propre, qui ne releve du souverain.*

affirmativement, qu'un autre ne se la puisse attribuer avec mesme droit (car là où tout est commun, il n'y a rien de propre) il s'ensuit que la propriété des choses a commencé \* lorsque les sociétés civiles ont esté establies; que ce qu'on nomme *Propre* est ce que chaque particulier peut retenir à soy sans contrevancer aux loix, & avecque la permission de la Ville c'est à dire, de celuy à qui on a commis la puissance souveraine. Cela estant, chaque particulier peut bien avoir en propre quelque chose, à laquelle aucun de ses Concitoyens n'osera toucher, & n'aura point de droit, cause qu'ils vivent tous sous les mesmes loix; mais il n'en peut pas avoir la propriété en telle sorte, qu'elle exclue toutes les pretentions du Législateur, & qu'elle empesche les droits de celuy qui juge sans appel de tous les différends & dont la volonté a esté faite la regle de toutes les autres. Mais encore qu'il y ait quantité de choses que la Ville permet à ses habitans, & suivant lesquelles on peut quelquesfois agir contre le Public, & tirer en cause le souverain; neantmoins ceste action n'est pas tant du droit civil, que de l'*Equité naturelle*; & on ne met pas tant en question, \* quel a esté le *Droit*, comme quelle a esté la *Volonté* de celuy qui Commande; de sorte qu'il en sera fait luy mesme le juge. & on suppose que l'*Equité* de la cause luy estant cogneüe, il ne peut pas prononcer un jugement inique.

Remarque.

\* Lors que les sociétés, &c.] L'objection qu'on m'a faite, qu'avant la fondation des Villes, les peres de famille jouissoient de quelques biens en propriété, est de nulle considération, parce que j'avois dit que les familles estoient



estoit comme de petites Republiques. En effect, les  
 fils de famille y ont la propriété des biens que le pere  
 leur a donnée, distincte de celle de leurs freres, mais non  
 pas de la propriété de leur pere. Mais divers peres de  
 famille qui ne recognoissent point un pere ny un Mai-  
 stre commun, gardent encore le droit universel sur  
 toutes choses, & demeurent dans l'Estat de Nature.

\* Quel a esté le Droit, &c.] Quand on per-  
 met à un subject d'agir par les loix contre son souve-  
 rain; on ne recherche pas en ceste Action, si le souverain  
 a Droit de posseder la chose dont on est en question;  
 mais s'il a tesmoigné par ses loix precedentes qu'il a  
 voulu la posseder: Car la loy declare la volonté du sou-  
 verain. Comme donc il y a deux occasions pour les-  
 quelles l'Estat peut demander de l'argent à un particu-  
 lier, à sçavoir par maniere de Tribut, ou en payement  
 d'une Dette; On ne peut point intenter action sur le  
 premier subject; car ce n'est pas à un bourgeois de  
 s'enquerir, si la ville a le Droit de faire quelque Impo-  
 sition. Mais en l'autre cas, il est permis d'agir contre  
 la ville; parce qu'elle ne pretend point oster le sien à  
 personne par quelque petite finesse. Elle agit plus noble-  
 ment, & n'a pas besoin de chercher de pretexte. Ceux  
 donc qui m'ont objecté en cest endroit, que par mes  
 maximes il seroit aisé à un Prince d'acquitter ses deb-  
 tes, n'ont pas bien compris le sens de mes paroles.

XVI. Le Larcin, le Meurtre, l'Adultere, &  
 toutes sortes d'Injures sont defenduës par les  
 loix de Nature. Mais ce n'est pas la Loy de  
 Nature qui enseigne ce que c'est qu'il faut  
 nommer Larcin, meurtre, adultere, ou injure  
 en un citoyen. C'est à la Loy civile qu'il faut  
 s'en rapporter. Car ce n'est pas larcin, que  
 d'oster simplement à quelcun ce qu'il possede,  
 mais bien quand on oste à autrui ce qui luy

Remarque.

Que les loix  
 civiles  
 monstrent ce  
 que c'est  
 que le lar-  
 cin, le  
 meurtre,  
 l'adultere,  
 & l'injure.

*appartient.* Or c'est à la Loy civile à déterminer ce qui est à nous, & ce qui est à autrui. Pareillement tout homicide n'est pas *Meurtre*, mais bien quand on tue celui que la loy civile défend de faire mourir. Ny ce n'est pas un *Adultere* que de coucher avec une femme, mais seulement d'avoir à faire à une que les loix civiles défendent d'approcher. Enfin c'est faire *tort* à quelcun que de luy fausser parole, lors que ce qu'on luy avoit promis estoit chose licite: Car si on n'avoit point *Droit* de contracter, il ne s'est point fait de transaction de *Droits* en ce qu'on a avancé; c'est pourquoy on ne fait point *d'injure* à une personne quand on luy manque de parole en une telle occasion. Ce que j'ay monsté au chap. 2, art. 17. Or il depend de la Loy civile de définir quelles sont les choses dont nous pouvons contracter. Ce qui me fait dire que la Republique de *Lacedemone*, permettant à la jeunesse de *desrober*, pourveu qu'elle ne fust pas prise sur le fait, ne faisoit autre chose qu'establi une loy, par laquelle ce qu'on auroit pris subtilement ne seroit plus censé le bien d'autrui. Ainsi les *meurtres* qui se commettent à la guerre, ou en se defendant, sont estimés legitimes. Et ce qu'on nomme *mariage* en une ville, est en quelque autre tenu pour un *Adultere*. Les Pactes qui font le mariage en une personne, n'ont pas quelquesfois la mesme vigueur à l'esgard de quelque autre: par ce que celui à qui la ville (je veux dire ce personnage, ou ceste assemblée qui gouverne l'Estat) a defendu de contracter, n'a plus ceste puissance, & par conséquent ses pactes sont invalides, ce qui l'empê-

sche



sché d'accomplir un legitime mariage. Or les contractes illicites de ceste sorte n'acquierent aucune force \* par les serments, ny par la vertu du sacrement, dont on pretend de les confirmer : car ces choses ne renforcent point les pactes, comme je l'ay faict voir au chap. 2, article 22. Il faut donc que la *Loy civile*, c'est à dire, les Edicts de celuy qui exerce la souveraineté dans l'estat, nous apprennent, ce que c'est que *Larcin*, que *Meurtre*, qu'*Adultere*, & en un mot ce que c'est qu'*Injure*.

\* Par les serments, ny par la vertu du sacrement ] Ce n'est point icy le lieu, ny mon dessein de disputer si le Mariage est un sacrement, au sens que les Theologiens le prennent. Je dis tant seulement, qu'un Contract de Cohabitation legitime entre homme & femme, tel que la *Loy civile* permet, soit qu'il soit un *vray sacrement*, ou qu'il ne le soit point, ne laisse pas d'estre un mariage legitime : Et qu'au contraire une cohabitation defendue par la *Loy* n'est pas un mariage, à cause que c'est l'essence du mariage qu'il soit un contract legitime. En divers pays, comme chez les Juifs, chez les Grecs, & chez les Romains, les mariages ne laissoient pas d'estre legitimes, quoy qu'ils peussent estre dissous. Mais parmy les Nations qui ne permettent point ce contract, qu'à condition qu'il sera indissoluble, le mariage ne peut jamais estre dissous ; & la raison en est, que l'Estat l'a voulu ainsi, plustot qu'à cause que le Mariage est un sacrement. De sorte qu'il peut bien appartenir aux Ecclesiastiques de regler dans le mariage ce qui concerne la Ceremonie des nopces, la benediction, & par maniere de dire la Consécration des mariés qui se fait au Temple : mais tout le reste, à sçavoir de prescrire les conditions du Mariage, d'en limiter le temps, de juger des personnes qui le peuvent

Remarque.

mariage

*contracter, est de la juridiction de la loy civile, & de pend des Ordonnances publiques.*

*Opinion de ceux qui voudroient bastir une ville, & fonder une société civile où il n'y eut personne qui possédât une puissance absolue.*

XVII. La plus part des hommes supportent si impatiemment la *souveraineté* & la *puissance absolue*, que mesmes les noms leur en sont odieux. Ce qui arrive en partie faute de bien cognoistre le naturel des hommes & de bien entendre les loix de Nature; En partie aussi par le defect de ceux, qui eslevés au commandement abusent de l'autorité qu'on leur a donnée, & ne s'en servent que pour assouvir leurs passions desreglées. De sorte que quelques uns croyans d'éviter la puissance souveraine, pensent qu'il suffit pour establir une bonne police, que les citoyens estans demeurés d'accord en leur assemblée de certains articles, ils en commandent l'observation, & tiennent la main à ce que les contrevenans soient punis. Qu'à cest effect, & pour se defendre de leurs ennemis il leur suffit d'imposer un certain revenu limité, à condition que s'il n'est bastant, on l'augmentera en une nouvelle assemblée. Mais n'est il pas bien aisé de remarquer qu'en ceste sorte de République, l'Assemblée qui a fait ceste ordonnance a eu une *puissance absolue*? D'ailleurs je diray, que si ceste Assemblée demeure tousjours debout, ou est convoquée de temps en temps, à certain jour, & en certain lieu, c'est une *puissance perpetuelle*. Et si en se separant elle est entierement dissoute; ou la société civile est aussi rompue, & on retombe dans l'*Estat de guerre*; ou bien il demeure encore sur pieds quelque puissance pour faire observer les loix, ce qui ne peut pas estre sans qu'il reste quelque tiltre de souveraineté.

Car



Car là où il se trouve une autorité legitime assez grande pour contraindre tout un peuple à l'obeissance, il y doit avoir une puissance telle qu'on n'en peut pas donner une plus absolue.

*Quelles sont  
les marques  
de la sou-  
veraineté.*

XVIII. Il est donc manifeste qu'en toute société civile il se trouve un certain *Homme*, ou bien une certaine *Cour & Assemblée*, qui a sur les particuliers une aussi grande & aussi juste puissance, que chacun en a hors de la société sur sa propre personne; ce qui revient à une autorité *souveraine & absolue*, aussi vaste & estendue que les forces de la République le permettent. Car si la puissance de la République estoit limitée d'ailleurs, il faudroit de nécessité que ce fust par une puissance supérieure; d'autant que celui qui prescrit des bornes est plus puissant que celui auquel elles sont prescrites. Mais je demanderay, si ceste dernière autorité qui fait la loy à l'autre, n'en reconnoit point elle mesme au dessus de soy; & en fin je remonteray jusqu'à une puissance suprême qui ne reçoit point de limites estrangeres. Or si elle est departie à plusieurs personnes, je nomme leur Assemblée la *Cour souveraine*, ou si elle est donnée à un homme, qui seul exerce la plus haute Magistrature, il merite le tiltre de Prince & de *Souverain* de l'Estat. Les marques de ceste *souveraineté* sont le pouvoir de *faire & d'abroger* des loix, de déclarer la *guerre* & de conclure la *Paix*, cognoistre & *juger* directement ou indirectement tous les *procès*; Eslire tous les *Officiers*, *Magistrats*, & *Conseillers*. En un mot je reconnois pour souverain d'une ville, celui qui peut legitimement faire, ce qu'il n'appar-  
tient

tient à aucun citoyen, ny mesme à plusieurs en corps, d'entreprendre : Car l'Estat seul à le pouvoir de faire ce à quoy ny un particulier ny une faction n'ont aucun droit de penser. Je tiens donc que celuy qui use legitiment de ce pouvoir de l'Estat, en est le *Souverain*.

*Que si l'on fait comparaison d'une ville à un homme, celui qui y exerce la puissance souveraine est à l'égard de cette ville là, ce qu'est l'ame humaine dans le corps d'une personne.*

XIX. Presque tous ceux qui comparent l'Estat & les Subjects à un homme & à ses membres, disent que le *Souverain* est dans la Republique, ce qu'est la Teste au corps d'une personne. Mais j'aimerois mieux dire en suite de mes raisonnemens, que ceste puissance souveraine ( soit qu'elle se rassemble toute en un seul homme, ou qu'elle soit distribuée à une *Cour*) est dans l'Estat comme son Ame, plustot que comme la Teste de son corps. Car l'ame est ce qui donne à l'homme la faculté de vouloir, & de refuser; de mesme que le *Souverain* est celuy duquel depend la volonté de toute la Republique. Mais je comparerois à la Teste le Conseil, ou le premier Ministre, duquel le *Souverain* se sert au gouvernement de l'Estat, & dont il prend l'advis aux affaires importantes: car c'est à la Teste à donner Conseil, & à l'ame de Commander.

*Que la puissance souveraine ne peut pas estre revouquée legitiment, quoy que ce soit du consentement de ceux qui l'ont établie.*

XX. Peut estre que quelcun voudra inferer du Raisonnement que je vay mettre en suite, que la *Souveraineté* peut estre ostée à celuy qui l'exerce du consentement unanime de tous les Subjects. La *Souveraineté* a esté établie par la force des pactes que les Subjects ont fait entre eux: or comme toutes les conventions empruntent leur force de la volonté de ceux qui contractent, elles la perdent aussi du consentement de ces mesmes personnes. Mais en-

core



core que ce raisonnement fust veritable, je ne vois pas bien quel juste subject il y auroit de craindre pour les Souverains. Car puis qu'on suppose que tous les particuliers se sont obligés mutuellement les uns aux autres, s'il arrive qu'un seul d'entr'eux soit d'advis contraire, tous les autres ensemble ne debvront point passer outre. Ce seroit faire tort à une personne, que de conclurre contre son avis ce qu'on s'est obligé par un pacte expres de ne conclurre point sans elle. Or il est presque impossible que tous les subjects jusques au dernier conspirerent contre leur souverain, & s'accordent tous sans aucune exception à le degrader. Il n'a donc pas à craindre, qu'il puisse estre legitime-ment depouillé de son Authorité. Toutesfois si l'on accordoit cecy, que le droict des Souverains depend de la seule convention que les subjects ont faite entr'eux, il leur pourroit aisement arriver d'estre demis de leur charge sous quelque pretexte de justice. Car il y en a plusieurs qui estiment qu'en une assemblée legitime de tout le peuple, ou en une deliberation seditieuse le plus grande voix le doit emporter, c'est à dire, que le consentement du plus grand nombre doit estre pris pour celuy de tous en general. Mais cela est faux: car ce n'est pas une chose naturelle, que de faire passer la plus grande opinion pour la volonté de toute une assemblée, & encore moins dans un tumulte. Ce procedé vient de l'Institution politique, & n'a lieu que lors que la *Cour*, ou le *Prince* souverain convoquant une assemblée de tous ses Subjects ordonne, à cause de leur trop grand nombre, que quelques Deputés parleront

ront pour tous, & que leurs voix seront recueillies, afin de prendre leurs sages advis. Car il ne faut pas s'imaginer, que le souverain ait fait venir ses subjects pour disputer avec eux de ses droicts & de sa puissance, si ce n'est qu'enuyé des affaires, il declare ouvertement qu'il a dessein de quitter l'Empire. Or d'autant que plusieurs sont dans ceste erreur, qu'ils prennent l'advis du plus grand nombre, ou mesme celuy de quelques uns seulement l'opinion desquels ils approuvent, pour le consentement de tout l'Estat en general; il pourroit, disje, sembler à ceux là, que la Puissance souveraine peut estre legitimement supprimée, pourveu que cela arrive dans une grande assemblée en comprant les suffrages des particuliers. Mais bien que la souveraineté ait esté establie par les conventions que les particuliers ont faites les uns avec les autres; si est-ce que le droict de l'Empire ne depend pas de ceste seule obligation. Car on s'oblige reciproquement à celui qui le possède. Et on suppose que chascun particulier contractant avec son voisin a tenu ce langage; *Je transfere mon droict à celuy cy, à condition que vous luy transfériez aussi le vostre.* Apres quoy le droict que chacun avoit d'user de ses forces pour son bien propre, demeure transféré tout entier pour l'interest commun à ceste personne, ou à ceste Cour à laquelle on a transmis la souveraineté. De sorte qu'outre les conventions mutuelles des particuliers entr'eux, il se fait une Donation de droict, laquelle on est obligé de faire valoir au Souverain. Et ainsi la puissance souveraine est appuyée de deux costés, de l'obligation des subjects les uns envers les autres,

mot

&amp;



& de celle dont ils s'obligent directement à la Republique. Cela estant je conclus que le peuple, pour en si grand nombre qu'il s'assemble & qu'il conspire contre le souverain, n'a point droit de luy oster sa puissance, s'il ne consent luy mesme à ce qu'elle luy soit ostée.

## C H A P. V I I.

*Des trois sortes de gouvernement, Democratique, Aristocratique, & Monarchique.*

## S O M M A I R E.

- I. Qu'il y a de trois sortes d'Estats, la Democratie, l'Aristocratie, & la Monarchie. II. Que l'Oligarchie n'est pas une sorte d'Estat distincte de l'Aristocratie, & que l'Anarchie ne forme point du tout de Republique. III. Que la Tyrannie n'est pas une sorte d'Estat diverse de la Monarchie legitime. IV. Qu'il ne se trouve point d'Estat où les trois sortes de gouvernement soient meslées. V. Que l'Estat populaire ne subsiste point si on n'establit certain temps & certain lieux aux Assemblées publiques. VI. Qu'en la Democratie il faut que la Convocation des Estats arrive fort souvent, ou qu'aux intervalles d'une assemblée à l'autre on donne à quelcun la puissance souveraine. VII. En la Democratie les particuliers promettent les uns aux autres d'obeir à l'Estat, mais l'Estat ne s'oblige à personne. VIII. Comment se forme l'Aristocratie. IX. Qu'en l'Aristocratie les Principaux de l'Estat ne font aucuns pactes; & ne s'obligent en rien au peuple, ny à aucun particulier. X. Que la convocation reglée des Estats est necessaire à l'establissement ou à la confirmation de ceux qui gouvernent les affaires publiques. XI. De la maniere en laquelle se forme la Monarchie. XII. Que le Monarque ne s'oblige à personne & ne se soumet à aucunes conditions en recevant l'Empire. XIII. Que le Monarque est toujours en estat d'exercer toutes les fonctions requises à la souveraine puissance. XIV. Quelle sorte de peché se commet lors que l'Estat ne fait pas bien son devoir envers les particuliers, ou quand les subjects ne s'acquittent pas du leur envers la Republique, & qui sont ceux qui commettent ce crime. XV. Que le Monarque à qui on n'a point limité le temps de son regne, peut choisir son successeur. XVI. Des Monarques dont le regne est limité

mité. XVII. Qu'on ne doit point supposer que le Monarque, qui retient le droit de souveraineté, se soit dessaisi par aucune sienne promesse du Droit qui regarde les moyens nécessaires à la conservation de l'Empire. XVIII. Par quels moyens un subiect est quitte de son obeissance.

Qu'il y a  
trois sortes  
d'Estats,  
la Demo-  
cratie, l'A-  
ristocratie,  
& la Mo-  
narchie.

I. J'ay parlé jusques icy en general de ceste sorte de société que j'ay nommée Politique & *Instituée* : Il faut maintenant que j'en traite en detail & plus particulièrement. La difference des gouvernements est prise de la difference des personnes auxquelles on commet la puissance souveraine. Or ceste puissance est commise ou à un seul homme, ou à une seule Cour, c'est à dire à un Conseil de plusieurs personnes. Deroches ce Conseil, ou il est composé de tous les citoyens d'une ville, en sorte qu'il n'est pas jusqu'au moindre artisan, qui n'ayt voix deliberative, & qui ne puisse intervenir, s'il luy plaist, en la resolution des plus grandes affaires; ou bien il n'y en entre qu'une partie. D'où se forment trois sortes d'Estat; l'une en laquelle la puissance souveraine est donnée à une Assemblée, ou chascun bourgeois à droit de suffrage, & que l'on nomme *Democratie*; la deuxiesme, en laquelle ceste mesme puissance est laissée à un Conseil, auquel n'entrent pas tous les subjects, mais quelques uns tant seulement, & on la nomme *Aristocratie*. La troisieme, en laquelle toute l'autorité est conferée à une seule personne, & à laquelle on donne le tiltre de *Monarchie*. En la premiere espece c'est le Peuple qui gouverne; en la deuxiesme ce sont les Nobles ou les Principaux de l'Estat. Et en la dernière le Monarque tient les resnes de l'Empire.

II. Quel-



II. Quelques vieux auteurs Politiques ont voulu introduire trois autres especes de gouvernements opposées à celles que je viens d'establiir ; asçavoir l'*Anarchie* ou la confusion, qu'ils opposoient à la *Democratie*, l'*Oligarchie* ou le gouvernement de peu de personnes, qu'ils opposoient à l'*Aristocratie* ; Et la *Tyrannie* dont ils faisoient opposition à la *Monarchie*. Mais ce ne sont pas là trois sortes de gouvernemens séparées ; car apres tout ce ne sont que trois noms differens que leur donne ceux à qui la forme de l'Estat deplaist, ou qui en veulent aux personnes qui gouvernent . En effect plusieurs ont ceste coustume, de n'exprimer pas tant seulement les choses par les noms qu'ils leur donnent , mais de tesmoigner aussi par mesme moyen la passion qui regne dans leur ame , & de faire cognoistre en mesme temps l'*amour*, la *haine*, ou la *colere* qui les anime. D'où vient que l'un nomme *Anarchie* ce que l'autre appelle *Democratie* ; qu'on blasme l'*Aristocratie* en la nommant une *Oligarchie* ; & qu'à celuy auquel on donne le tiltre de *Roy* , quelque autre impose le nom de *Tyran*. De sorte que ces noms outrageux ne marquent pas trois nouvelles sortes de *Republiques* , mais bien les divers sentimens que les subjects ont de celuy qui gouverne. Et qu'ainsi ne soit, vous voyés premiere-ment que l'*Anarchie* est opposée d'une mesme façon à toutes les sortes de gouvernement ; veu que ce mot signifie une confusion, & ostant toute sorte de regime ne laisse aucune forme de *Republique* . Comment donc se pourroit il faire que ce qui n'est point du tout une ville, en fust pourtant une espece ? En apres , quelle

Que l'*Oligarchie* n'est pas une sorte d'Estat distincte de l'*Aristocratie*, & que l'*Anarchie* ne forme point du tout de *Republique*.

H

disse-

différence y a il , je vous prie, entre l'*Oligarchie*, qui signifie le gouvernement d'un petit nombre de personnes, & l'*Aristocratie*, qui signifie celui des *Principaux* ou des *plus gens de bien* de l'Estat? on ne peut alleguer si ce n'est , que selon la diversité des goûts & des jugemens des hommes, ceux qui paroissent les *meilleurs* aux uns, semblent les *pires* de tous aux autres.

*Que la Tyrannie n'est pas une sorte d'estat diverse de la Monarchie legitime.*

III. Mais il est plus malaisé de persuader que la *Royauté* & la *Tyrannie* ne sont pas deux diverses sortes de gouvernement , par ce que la plupart de ceux qui approuvent la Domination d'un seul , & la preferent à celle de plusieurs, n'estiment pas pourtant que l'Estat soit bien gouverné , s'il n'est regi à leur fantaisie. Mais il faut que ce soit par raisonnement , & non pas avec passion que nous recherchions la différence qu'il y a d'un Roy à un Tyran. Je dis donc en premier lieu, qu'ils ne different pas en ce que la puissance de celui-cy soit plus grande que celle de l'autre ; car il ne peut pas y avoir dans le monde une autorité plus grande que la souveraine : ny en ce que la puissance de l'un soit bornée , & que celle de l'autre ne reçoive aucunes limites ; car celui dont l'autorité seroit bornée ne seroit point Roy , mais sujet de celui qui auroit borné sa puissance. Enfin, la différence ne peut pas estre tirée de la maniere de s'emparer du gouvernement ; car si quelcun prend l'autorité souveraine en un Estat populaire, ou en une Aristocratie, du consentement de tous les particuliers, il devient *Monarque legitime* ; Mais s'il la veut usurper sans le consentement du peuple , il est *Ennemi*, & non pas *Tyran* de la Republique . Ils ne differeront



ferent donc qu'en l'exercice de leur Empire ; de sorte que le Monarque qui gouverne bien l'Estat merite le tiltre de *Roy*, & celuy qui maltraicte son peuple s'acquier le nom de *Tyrant*. Et il en faut revenir là, que le Roy legitime n'est nommé Tyran par le peuple, si ce n'est lors qu'il abuse de la puissance qui luy a esté donnée, & lors qu'on estime qu'il exerce mal sa charge. Doncques la *Royauté*, & la *Tyrannie* ne sont pas deux diverses especes de gouvernement Politique, mais on donne à un mesme Monarque tantost le nom de *Roy* par honneur, tantost celuy de *Tyrant* par outrage. Or ce que nous rencontrons si souvent dans les auteurs Grecs & Latins des invectives contre les Tyrans, vient de ce qu'autrefois ces Nations ont esté des Republiques populaires ou Aristocratiques, ce qui a donné aux auteurs une telle aversion de la Tyrannie, qu'ils en ont haï la Royauté, avec laquelle ils l'ont confonduë.

Il y en a qui estiment, qu'il est necessaire à la verité qu'il y ait une puissance souveraine dans l'Estat ; mais que si on la donnoit toute entiere à un seul homme, ou à une seule Cour, tous les subjects deviendroient esclaves. Pour eviter ceste inconvenient ils disent, qu'on pourroit establir une forme de gouvernement mixte, diverse de celles qu'on nomme d'ordinaire Monarchie, Democratie, & Aristocratie Mixtes, suivant que l'une ou l'autre de ces trois especes y domine. Et qu'on pourroit faire, par exemple, que la Nomination des Magistrats, la declaration de la guerre ou de la Paix, fussent en la puissance du Roy, que les Grands exer-

*Qu'il ne se  
trouve point  
d'Estat où  
les trois  
sortes de  
gouverne-  
ment soient  
mêlées.*

ceassent la Justice ; que les Impositions & le maniment des Finances appartenissent aux Peuple, & que tous ensemble en corps eussent le Droit de faire des loix. Ceste sorte d'Estat seroit, au dire de ces Messieurs, une Monarchie mêlée. Mais quand bien cela se pourroit ainsi qu'ils le desseignent, je ne voy pas que la liberté des particuliers en fust mieux établie. Car tandis qu'ils seront tous de bonne intelligence, la subjection de chacun d'eux sera aussi grande qu'elle le peut estre; & s'ils tombent en discord, il en naîtra une guerre civile, qui introduira derechef le *Droit du glaive particulier*, c'est à dire, l'estat de Nature, ceste malheureuse liberté pire que toutes les servitudes. Cependant je croy que j'ay suffisamment démontré au chapitre precedent Articl. 6, 7, 8, 9, 10, 11, & 12, que la puissance souveraine \* ne pouvoit point estre divisée.

*Remarque.*

\* Ne pouvoit point estre divisée] Presque tous avouent que l'autorité supreme ne doit point estre divisée; mais qu'il la faut moderer, & luy donner quelques limites. Cela va bien ? Mais s'ils entendent quelque division par ce temperamment qu'ils conseillent, c'est mal à propos qu'ils veulent user de distinction. De moy je souhaitterois passionnement que non seulement les Rois, mais aussi tous les Parlemens, & toutes les Cours qui prennent une autorité souveraine, voulussent s'abstenir de leurs malversations, & se regler pour faire leur devoir aux loix Naturelles & divines. Mais nos donneurs de distinctions pretendent que les Souverains soient tenus en bride par quelques autres; ce qui ne se peut faire sans communiquer à ces derniers une partie de la puissance absolüe; Et par ce moyen, on divise plustot qu'on n'apporte du temperamment à la souveraineté.

V. Voyons



V. Voyons maintenant ce que font ceux qui dressent un Estat de quelque sorte que ce soit. Ceux qui se sont assemblés pour former une société civile, ont dès là commencé une *Démocratie*. Car en ce qu'ils se sont assemblés de leur bon gré, on suppose qu'ils se sont obligés à consentir à ce qui sera résolu par le plus grand nombre. Ce qui est proprement un gouvernement Populaire, tandis que l'assemblée subsiste, ou qu'on assigne le temps & le lieu pour la convoquer; & ce conseil là retient une puissance absolue dont la volonté est réputée comme celle de tous les particuliers. Or en l'assemblée dont nous parlons chacun à droit de donner son suffrage; Et par conséquent elle est une juste *Démocratie*, suivant la définition qui en a été mise au premier article de ce chapitre. Mais si l'Assemblée se dissout, & si l'on se sépare avant que désigner le temps & le lieu où se fera une nouvelle convocation, on tombe dans l'*Anarchie*, & on retourne à l'Estat auquel on étoit avant qu'on se fût assemblé, c'est à dire, à l'Estat de guerre perpétuelle de tous contre tous. Le *Peuple* donc ne garde point la puissance souveraine, si ce n'est tandis qu'il convient du temps & du lieu, auquel tous ceux qui voudront se pourront trouver derechef à une nouvelle assemblée: Car si cela n'est déterminé, les particuliers ne sauroient se rencontrer; & ils se diviseroient en diverses factions. Dailleurs le *Peuple* ne constitueroit plus cette personne publique, dont je parlois tantôt, mais il deviendrait une multitude confuse, à qui on ne pourroit attribuer aucun *Droit* ny aucune *action*. Il y a donc deux choses qui établissent

*Que l'estat populaire ne subsiste point, si on n'establit certain temps & certain lieu aux Assemblées publiques.*

une *Democratie*, l'Indiction perpetuelle des Assemblées, d'où se forme ceste personne publique que j'ay nommée le *Peuple*, & la pluralité des voix, d'où se tire la *puissance souveraine*.

*Qu'en la  
Democratie  
il faut que  
la convoca-  
tion des Es-  
tats arrive  
fort sou-  
vent, ou  
qu'aux in-  
tervalles  
d'une assem-  
blée à l'au-  
tre on don-  
ne à quel-  
cun la puis-  
sance sou-  
veraine.*

VI. De plus il ne suffit pas au *Peuple*, afin qu'il retienne une autorité supreme, que le temps & le lieu de la convocation des Estats soient determinés, si les intervalles d'une assemblée à l'autre ne sont si courts qu'il ne puisse point survenir entredeux d'accident capable de mettre la Republique en danger, faute d'une puissance absoluë; ou si on ne laisse cependant à un homme seul, ou à une certaine Cour l'usage de ceste souveraineté empruntée. Car si on ne le pratique de la sorte, on ne donne pas assez ordre à la defence & à la paix des particuliers; & ainsi la société civile se dement & se bouleverse, veu que chacun faute de trouver son assurance en l'autorité publique est obligé de travailler à sa propre defence par tous les moyens que sa prudence luy suggere.

*En la De-  
mocratie les  
particuliers  
promettent  
les uns aux  
autres d'o-  
beir à l'Es-  
tat, mais  
l'Estat ne  
s'oblige à  
personne.*

VII. La *Democratie* n'est pas establie par des conventions que chaque particulier face avec le *Peuple*, mais par des pactes reciproques qu'on fait les uns avec les autres. Il appert du premier en ce que pour faire un accord il faut qu'il y ait prealablement des personnes avec qui on traite: or avant que la société civile soit formée le *peuple* ne subsiste pas encore en qualité d'une certaine personne, mais comme une multitude detachée; de sorte qu'en cest estat un particulier n'a point peu traiter avec le peuple. Mais apres que la société est establie ce seroit en vain qu'un particulier traiteroit avec-



avecque l'estat, parce qu'on suppose que la volonté du Peuple enferme celle d'un simple sujet, qui a resigné tous ses interets au public; & que le Peuple demeure effectivement libre, ayant le pouvoir de se degager quand il luy plaist de toutes ses obligations passées. On peut inferer ce que je dis en suite, que chaque particulier traite avec chacun des autres, de ce que la société civile seroit tres mal fondée, si les particuliers n'estoient liés à aucuns pactes qui les obligent à faire ou à obmettre ce que l'estat ordonneroit. Puis donc que ces derniers pactes sont supposés necessaires en l'erection d'une Republique, & qu'il ne s'en fait aucuns autres entre les particuliers & le peuple, comme je viens de le prouver; il s'ensuit qu'il ne se traite qu'entre les particuliers, à sçavoir chaque bourgeois promettant de sousmettre sa volonté à celle du plus grand nombre, mais à condition que les autres en feront de mesme, comme si chacun disoit à son voisin, *Je transfere mon droit à l'Estat pour l'amour de vous, afin que vous luy resigniez la vostre pour l'amour de moy.*

VIII. L'Aristocratie, c'est à dire la Cour des nobles ou des Principaux de l'Estat qui gouverne avec une puissance absolue, tire son origine de la Democratie qui luy a fait transaction de son droit. En quoy on suppose que certains personages de reputation, ou de naissance illustre, ou que quelque autre qualité rend remarquables, sont proposés au Peuple qui donnant ses suffrages les eslit à la pluralité des voix; de sorte qu'après ceste Election tout le droit du Peuple ou de l'Estat passe à eux; & leur

*Comment se forme l'Aristocratie.*

H 4 conseil

conseil de peu de personnes a la mesme autorité qu'avoit auparavant l'Assemblée generale de tous les membres de la Republique. Ce qui estant il appert, que le Peuple, qui leur a transferé sa puissance, ne subsiste plus comme s'il representoit une seule personne.

*Qu'en l'Aristocratie les principaux de l'Estat ne sont aucuns pactes, & ne s'obligent en rien au Peuple ny à aucun particulier.*

IX. Or de mesme qu'en la *Democratie* le Peuple n'est obligé à rien, aussi en l'*Aristocratie* le Conseil d'Estat demeure entierement libre. Car puis que les particuliers ne traictans pas avec le peuple, mais seulement entr'eux, se sont obligés à tout ce que le peuple voudra; ils sont tenus de ratifier la transaction de l'autorité publique que ce mesme peuple a faicte aux Principaux de l'Estat. Et il ne faut pas penser que ceste Assemblée des notables, ou ceste Cour des Nobles, quoy que choisie par le peuple, se soit obligée à luy en aucune chose; car dés qu'elle a esté erigée, le peuple a esté dissous, comme j'ay dit, & ne subsiste plus en cest esgard de Personne publique; Ce qui oste en mesme temps toute sorte d'obligation personnelle.

*Que la convocation réglée des Estats est nécessaire à l'establissement ou à la confirmation de ceux qui gouvernent les affaires publiques.*

X. L'*Aristocratie* a cela aussi de commun avec la *Democratie*. Premièrement que si on n'assigne un certain lieu & un certain temps auquel l'Assemblée des Principaux de l'Estat se tienne, ce n'est plus une *Cour* ny un corps qui represente une seule Personne, mais une multitude desjoincte qui n'a aucun droict de puissance souveraine. Secondement, que si le temps d'une convocation à l'autre est trop long l'Autorité absolue ne peut pas subsister sans une certaine personne qui l'exerce. Ce que je pourrois confirmer par les mesmes raisons que j'ay allegués au cinquiesme article.

XI. La



XI. La Monarchie tire son origine, de mesme que l'Aristocratie, de la puissance du Peuple, qui resigne son droit, c'est à dire, l'autorité souveraine à un seul homme. En laquelle transaction il faut s'imaginer qu'on propose un certain personnage celebre & remarquable par dessus tous les autres, auquel le peuple donne tout son droit à la pluralité des suffrages; de sorte qu'après cela il peut legitiment faire tout ce que le peuple pouvoit entreprendre auparavant. Et ceste Election estant concludé le peuple cesse d'estre une Personne publique, & devient une multitude confuse; d'autant qu'il ne formoit un corps regulier qu'en vertu de ceste souveraine puissance dont il s'est dessaisi.

*De la maniere en laquelle se forme la Monarchie.*

XII. D'où je recueille ceste consequence, que le Monarque ne s'est obligé à personne en consideration de l'Empire qu'il en a reçu: car il l'a reçu du Peuple, qui cesse d'estre une Personne dès qu'il a renoncé à la puissance souveraine; & la personne estant ostée de la nature des choses, il ne peut point naistre d'obligation qui la regarde. Ainsi donc les subjects doivent rendre toute sorte d'obeissance à leur Roy, en vertu seulement du contract par lequel ils se sont obligés d'obeir à tout ce que le Peuple ordonnera, puis que ceste promesse comprend l'obeissance que ce mesme peuple commande en suite de rendre au Monarque qu'il met sur le throsne.

*Que le Monarque ne s'oblige à personne, & ne se soumet à aucunes conditions: en recevant l'Empire.*

XIII. La Royauté est differente de l'Aristocratie & du gouvernement populaire en ce que ces deux dernieres sortes ne demandent que certain temps & certain lieu où l'on prene les resolutions publiques, c'est à dire, où l'on exerce actuellement.

*Que le Monarque est toujours en estat d'exercer toutes les fonctions requises à la*

*souveraine  
puissance.*

Actuellement la puissance souveraine ; mais la Royauté delibere & conclud en tous temps & en tous lieux, sans jamais interrompre le cours de sa charge. La cause de ceste difference est prise de ce que ny le *Peuple*, ny les *Principaux* de l'Estat ne sont pas un corps Naturel, mais un tout composé de l'assemblage de plusieurs parties detachées. Là où le *Monarque* estant un en nombre, se trouve tousjours en estat d'exercer les fonctions de l'Empire.

*Quelle sorte  
de peché se  
commet lors  
que l'Estat  
ne fait pas  
bien son  
devoir en-  
vers les par-  
ticuliers, ou  
quand les  
sujets ne  
s'acquittent  
pas du leur  
envers la  
Republique,  
& qui sont  
ceux qui  
commettent  
ce crime.*

XIV. Au reste parce que j'ay monsté cy dessus aux articles 7, 9, 12, que ceux qui gouvernent la Republique ne sont obligés par aucuns pactes à personne, il s'ensuit qu'ils ne peuvent point faire d'injure aux particuliers. Car l'injure, suivant que je l'ay definie au troisieme chapitre, n'est autre chose que l'enfreinte des pactes accordés ; de sorte que là où il n'y en a eu aucuns, il ne peut y avoir d'injure. Cependant le Peuple, les Nobles, & le Roy peuvent pecher en diverses façons contre les loix de Nature, comme en cruauté, en injustice, en outrages, & en s'adonnant à tels autres vices qui ne tombent point sous ceste estroicte signification d'Injure. Mais si un sujet n'obeit pas à l'Estat, non seulement il commet une Injure contre son autorité, mais aussi il offence tous ses concitoyens ; parce qu'ayant convenu avec eux d'obeir à la puissance souveraine, il reprend sans leur en demander congé le droit dont il s'estoit dessaisi. Au demeurant s'il se resout quelque chose contre une loy de Nature dans une Assemblée populaire, ou dans une congregation des Principaux de la Republique, ce n'est pas l'Estat, c'est à dire, la personne civile,



civile, qui peche; mais les particuliers qui ont opiné en ceste mauvaise deliberation: pource qu'à bien considerer la source de ceste action, les pechés qui se commettent sont des dereglemens de la volonté naturelle dont il se peut faire une designation particuliere, plustot que de la volonté politique qui tient de l'artifice & ne se recueille que par le raisonnement. Autrement il faudroit que ceux là aussi fussent coupables à qui la deliberation auroit depleu. Mais en la Monarchie, si le Roy delibere quelque chose contre les loix de Nature, il peche tout le premier; parce qu'en luy la volonté civile & la naturelle sont une mesme chose.

XV. Le Peuple qui veut choisir un Roy, peut luy donner la souveraineté simplement sans restriction ny limitation de temps, ou bien en luy limitant. S'il la donne de la premiere sorte, on suppose qu'elle demeure au Roy toute telle que le peuple la possedoit auparavant. De mesme donc que le Peuple a eu le droit d'elire un Monarque, le Roy a celuy de se choisir un successeur; de sorte que le Roy à qui la souveraineté a esté absolument donnée, a le droit non seulement de la possession, mais aussi de la succession, c'est à dire, il peut mettre celuy que bon luy semble en sa place.

XVI. Mais si le commandement n'a esté donné au Roy que pour un certain temps, il faut considerer quelques autres circonstances outre celle de la transaction. Premièrement il faut sçavoir si le peuple en luy donnant la souveraineté ne s'est point reservé le droit d'assigner le temps & le lieu à de nouvelles assemblées. S'il a retenu ceste puissance, il faut remarquer

*Que le Monarque à qui on n'a point limité le temps de son regne peut choisir un successeur.*

*Des Monarques dont le regne est limité.*

en deuxiesme lieu, s'il a gardé par mesme moyen le pouvoir de s'assembler avant que le temps qu'il a laissé au Roy pour exercer sa Royauté soit expiré. Tiercement, si le peuple a entendu que la convocation se fist lors seulement que ce Roy à temps le trouveroit bon. Cela estant, supposons, je vous prie, que le Peuple ait donné la souveraineté à un certain homme à vie seulement, & qu'après ceste donation il se soit séparé sans resoudre où c'est qu'on feroit après la mort du Roy une nouvelle assemblée. Il est manifeste qu'en ce cas là, suivant le cinquiesme art. de ce chap., le peuple n'est plus une *personne*, mais est une multitude détachée en laquelle il est permis esgallement à chacun de choisir le temps & le lieu qu'il luy plaira ou mesme de s'emparer de la Domination comme la Nature donne à tous les hommes d'esgales prétentions. Le Roy donc qui a reçu de ceste sorte le Royaume, est obligé par la *loy de Nature*, contenuë au huitiesme article du troisieme chapitre, & qui enseigne de *ne pas rendre le mal pour le bien*, en recognoissance du bien-fait dont il est redevable au public, d'empescher que la société civile ne soit dissoute après sa mort, & de marquer le lieu & le jour auquel on s'assemblera pour luy choisir un successeur, ou bien d'en nommer un luy mesme tel qu'il jugera estre de l'utilité publique. Quoy donc qu'un Monarque n'ait la souveraineté qu'à vie seulement, il ne laisse pas de l'avoir absolument, & de pouvoir disposer de sa succession. En deuxiesme lieu, si l'on suppose que le peuple après avoir esleu un Roy à temps, a convenu aussi du jour & de la ville où



apres son decés il s'assemblera afin de proceder  
 à une election nouvelle : certainement je dis  
 qu'apres la mort du Roy l'Autorité souve-  
 raine retourne au peuple par son ancien droict,  
 & non pas par quelque nouvel acte: car pen-  
 dant tout ce qui s'est escoulé de temps entre  
 deux, la souveraineté ne laissoit pas d'appar-  
 tenir au peuple comme son Domaine, quoy  
 que l'usage ou l'exercice en fust permis à ce  
 Roy temporaire, qui n'estoit (afin que je m'en  
 explique en termes du Droict) que possesseur  
 usufructuaire de l'Empire. Mais le Monarque  
 que le Peuple a esleu de ceste sorte & avec  
 ceste prevoiance touchant l'indiction d'une  
 Assemblée, n'est pas à parler proprement un  
 Monarque, non plus que les *Dictateurs* n'estoient  
 pas des Roys chez les Romains, mais le pre-  
 mier Ministre de l'Estat. Aussi le peuple peut  
 le degrader, mesmes avant que le terme de  
 son Ministère soit expiré, comme autresfois  
 on le practiqua à Rome lors que *Minutius* de  
 simple chevalier qu'il estoit fust donné pour  
 collègue au Dictateur *Quintus Fabius Maximus*.  
 Et il me semble qu'en voicy la raison. C'est  
 qu'on ne peut pas feindre que ceste personne  
 ou ceste Assemblée qui retient tousjours une  
 puissance prochaine & immediate à agir, se  
 reserve l'Empire en sorte qu'elle ne puisse pas  
 le reprendre effectivement lors qu'elle le vou-  
 dra; car qu'est autre chose l'Empire si ce n'est  
 le Droict de commander toutesfois & quantes  
 que cela est possible par les loix de la Nature.  
 Enfin si le peuple se separe apres l'Election d'un  
 Roy temporaire avec ceste declaration qu'il ne  
 luy sera pas permis doresenavant de former

une

Election  
 pour un  
 temps  
 par lequel  
 le peuple  
 se sépare  
 lors qu'il  
 lui en  
 est bon

une nouvelle assemblée sans la permission de leur nouveau Monarque, on suppose que ceste personne publique qui constituoit le peuple est dissoute, & que le Roy est absolu; dautant que les particuliers n'ont pas la puissance de faire renaître le corps de la Republique, si le Prince n'y donne son consentement. Et il n'importe qu'il eust promis de convoquer de temps en temps les Estats, puis que la personne à qui il auroit fait ceste promesse ne revient en la nature des choses que quand bon luy semblera. Ce que je viens de dire sur le quatre cas que j'ay proposés d'un Peuple qui choisit un Roy temporaire, recevra beaucoup d'esclaircissement si je compare le Peuple à un Monarque absolu qui n'a point d'heritier legitime. Car le Peuple est seigneur des particuliers, en sorte qu'il ne peut point avoir d'heritier autre que celui qu'il nomme luy mesme. D'ailleurs les intervalles des assemblées politiques peuvent estre comparés au temps du sommeil d'un Monarque, car en l'un & en l'autre l'autorité du commandement cesse, quoy que la puissance demeure. Enfin la rupture d'une assemblée irrevocable est une espece de mort du peuple; comme en un homme c'est mourir, que d'entrer dans un si profond somme qu'on ne s'en esveille jamais. De mesme donc qu'un Roy qui n'a aucun heritier, s'il donne en s'endormant d'un somme eternal, c'est à dire, lors qu'il s'en va mourir, le gouvernement de son Royaume à une personne qui le doit regir jusqu'à tant qu'il s'esveille, il luy en laisse évidemment la succession. Ainsi le Peuple, qui en choisissant un Roy temporaire s'est osté la puissance de



ce de convoquer une nouvelle assemblée, a donné au Prince la Domination sur la République. Mais au reste comme le Roy, qui s'endormant pour faire un petit somme laisse a un autre l'administration de son Royaume, la reprend des qu'il s'esveille : De mesme le peuple, se reservant en l'Election d'un Roy temporaire, le droict de former en certain lieu & à certain jour une autre assemblée, recouvre au jour prefix l'usage de la souveraineté. Et comme un Roy qui a donné l'administration de ses affaires à quelque autre pendant qu'il veille, peut la luy oster quand bon luy semble : ainsi le peuple qui a le droict de s'assembler pendant le Regne d'un Monarque temporaire, peut en tout temps luy oster la Couronne. En un mot le Roy qui commet le gouvernement de son royaume à un sien ministre pendant qu'il doit dormir, & qui apres cela ne peut point s'esveiller si celuy qu'il a substitué ne le veut, perd la vie & la Royauté tout ensemble : de mesme le peuple qui s'est establi un Monarque temporaire, & qui ne s'est pas reservé la liberté de convoquer de nouveaux Estats sans son ordre, a perdu entierement sa puissance, a dissipé ses propres forces, s'est deschiré soy mesme, & la souveraineté demeure irrevocablement à ce luy auquel il l'a donnée.

XVII. Si un Roy a promis à quelcun de ses subjects, ou à plusieurs ensemble, quelque chose qui le peut empescher d'exercer une puissance souveraine, ceste promesse ou ce pacte est nul, encore qu'il l'ait confirmé par serment. Car le Pacte est une transaction de certain droict, qui (suivant ce que j'ay dit au 4 article

du

*Qu'on ne  
doit point  
supposer que  
le Monar-  
que qui re-  
tient le  
Droict de  
souveraineté  
se fait*

*deffaisi par  
aucune sien-  
ne promesse  
du Droit  
qui regarde  
les moyens  
nécessaires à  
la conserva-  
tion de  
l'Empire.*

du second chapitre,) demande des marques suffisantes de la volonté du transacteur, & l'acceptant tesmoigne valablement de sa part qu'il reçoit la fin qu'on luy promet, il declare par là qu'il ne renonce point aux moyens nécessaires. Mais celuy qui a promis une chose requise à une autorité supreme, & qui neanmoins retient ceste autorité pour soy mesme il fait assez cognoistre que sa promesse a esté conditionnelle, à sçavoir en cas qu'il n'y alla point du droit de la souveraineté. Doncques la promesse est nulle, & demeure invalide toutesfois & quantes qu'il appert qu'on ne la peut pas executer sans lezion de la majesté Royale.

*Par quels  
moyens un  
sujet est  
quitte de  
son obeis-  
sance.*

XVIII. Nous avons examiné comment c'est que les Hommes se sont obligés par un instinct Naturel d'obeir à une puissance souveraine qu'ils ont establie par leurs conventions mutuelles. Il faut maintenant que nous voyions de quelle façon ils peuvent estre delivres du lien de ceste obeissance. Cela peut arriver premierement par une *Renonciation*, c'est à dire lors qu'un Prince ne transfere pas à un autre son droit de souverain, mais tout simplement le rejette & l'abandonne. Car ce qu'on neglige de la sorte, & qu'on laisse à l'abandon, est exposé au premier venu, & on introduit derechef le droit de nature, par lequel chaque particulier peut donner ordre comme il luy plaist à sa conservation propre. Secondement, si les ennemis s'emparent de l'Estat sans qu'on puisse resister à leur violence, le souverain voit perir devant ses yeux toute son autorité: Car ses subjects ayant fait tout les efforts qui leur



ont esté possibles pour empescher qu'ils ne vinssent entre les mains de leurs ennemis, ils ont accompli la promesse reciproque qu'ils s'estoient jurée d'une parfaicte obeissance; Et mesme j'estime que les vaincus sont obligés de tâcher soigneusement de tenir la parole qu'ils ont donnée pour garantir leur vie. En troisieme lieu, s'il ne paroist aucun successeur en une Monarchie (car le Peuple, ny les Principaux de l'Estat ne peuvent point defaillir dans les deux autres sortes de gouvernement) les subjects sont quittes de leur serment de fidelité: Car on ne peut pas s'imaginer que quelcun soit obligé, si l'on ne sçait à qui, pource qu'il seroit impossible d'acquitter son obligation. Et voila les trois moyens par lesquels les hommes se retirent de la subjection civile, & acquierent ceste brutale, mais toutesfois naturelle liberté, qui donne à tous un pouvoir esgal sur toutes choses. Je nomme ceste liberté fâcheuse & brutale; car en effect, si on compare l'estat de Nature à l'Estat politique, c'est à dire, la liberté à la subjection, on trouvera la mesme proportion entr'elles, qu'il y a entre le dereglement des appetits & la raison, ou, si je l'ose dire, entre les bestes & les hommes raisonnables. Adjoustés à cela, que les particuliers peuvent estre delivrés legitiment de la subjection par la volonté & sous le bon plaisir de celuy qui gouverne absolument, pourveu qu'ils sortent des limites de son Royaume: ce qui peut arriver en deux façons, à sçavoir par permission lors qu'on demande & qu'on obtient congé d'aller demeurer ailleurs, ou quand on fait commandement de vuidier le

I

royaume,

royaume, comme à ceux que l'on bannit. En l'une & en l'autre de ces rencontres on est affranchi des loix de l'Estat que l'on quitte, à cause qu'on s'attache à celles d'une nouvelle Republique.

## C H A P. VIII.

### *Du Droit des Maistres sur leurs Esclaves.*

#### S O M M A I R E.

- I. *Ce que c'est que Maître, & Esclave.* II. *Distinction entre les Esclaves desquels on ne se desie point & lesquels on les laisse jouir de la liberté naturelle, & ceux qu'on tient en prison ou à la chaisne.* III. *L'obligation d'un Esclave naist de ce que le Maître luy a accordé la liberté de son corps.* IV. *Que les Esclaves qu'on tient enchainés ne sont obligés à leur maître par aucuns pactes.* V. *Que les Esclaves n'ont pas la propriété de leur bien contre leurs Maistres.* VI. *Que le Maître peut vendre ou aliener par testament son Esclave.* VII. *Que le Maître ne peut point commettre d'Injure contre son Esclave.* VIII. *Que celui qui est Maître du Maître, est Maître des Esclaves.* IX. *Par quels moyens les Esclaves sont affranchis.* X. *Que la Seigneurie sur les bestes est du droit de nature.*

*Ce que c'est  
que Maître  
& Esclave.*

I. **I**'Ay traité aux deux chapitres precedens de la Domination *institué* & politique, c'est à dire, de la société civile qui a été bastie du consentement de plusieurs personnes qui se sont obligées les unes aux autres par des contractes & par une fidelité mutuelle qu'elles se sont promises. Il reste que je die quelque chose de la Domination *Naturelle*, nommée Despotique en termes de l'eschole, comme l'on disoit *Seigneuriale*, & de laquelle on acquiert l'usage par les forces & la puissance naturelle. Et d'abord il faut rechercher par quels moyens c'est qu'on obtient le droit de Seigneurie sur une



une personne. Car ce droit estant acquis on exerce une certaine espece d'Empire, & le maistre devient un petit monarque. Veu que la *Royauté* n'est autre chose qu'une Domination plus estenduë, & que la Seigneurie sur un grand nombre de personnes : de sorte qu'un *Royaume* est comme une famille fort ample, & une *famille* est comme un petit Royaume. Afin donc que je prene mon raisonnement du plus haut que je pourray, il faut que nous rebrouffions vers le premier estat de nature, & que nous considerions les hommes comme s'ils ne faisoient maintenant que de naistre, & comme s'ils estoient sortis tout à coup de la terre ainsi que des potirons. De ceste façon ils n'auront aucune obligation les uns aux autres, & nous trouverons en suite qu'il n'y a que trois moyens par lesquels on puisse acquerir Domination sur une personne. Le premier est lors que quelcun pour le bien de la paix, & pour l'interest de la defence commune, s'est mis de son bon gré sous la puissance d'un certain homme, ou d'une certaine assemblée, apres avoir convenu de quelques articles qui doivent estre observés reciproquement. C'est par ce moyen que les societés civiles se sont establies, & j'en ay traicté desja assez au long. Je passe donc au deuxiesme, qui arrive lors que quelcun estant fait prisonnier de guerre, ou vaincu par ses ennemis, ou se desiant de ses forces, promet pour sauver sa vie de servir le vainqueur, c'est à dire, de faire tout ce que le plus fort luy commandera. En laquelle convention le bien que reçoit le vaincu ou le plus foible, est la vie, qui par le droit de la guerre, & en

l'estat naturel des hommes pouvoit luy estre ostée; & l'avantage qu'il promet au vainqueur, est son service & son obeissance. De sorte qu'en vertu de ce Contract le vainqueur doit au victorieux tous ses services & une obeissance absoluë, si ce n'est en ce qui repugne aux loix divines. La raison pour laquelle je m'entends si avant les debvoirs de ceste obeissance est, que celuy qui s'est obligé d'obeir à une personne sans s'estre informé de ce qu'elle luy commandera, est obligé absolument & sans restriction à tout ce qu'elle voudra tirer de son service. Or je nomme *Serf*, ou *Esclave* celuy qui est obligé de ceste sorte, & *Seigneur* ou *Maistre* celuy à qui on est obligé pareillement. En troisieme lieu on acquiert droit naturel sur une personne par la generation; dequoy je parleray, avec l'ayde de Dieu, au chapitre suivant.

*Distinction  
entre les Es-  
claves des-  
quels on ne  
se desfie  
point &  
lesquels on  
laisse jouir  
de la liberté  
naturelle, &  
ceux qu'on  
tient en pri-  
son ou à la  
chaisne.*

II. On ne doit point supposer que tous les prisonniers de guerre à qui on a sauvé la vie ayent traité avecque leur vainqueur: parce qu'on ne se fie pas de telle sorte à tous, qu'on leur laisse assez de liberté naturelle pour s'enfuir, pour refuser leur service, ou pour brasser, s'ils veulent, quelque entreprise contre leur Maistre. Aussi on les tient enfermés en des prisons, & s'ils travaillent ce n'est qu'en quelque lieu bien assuré, ou sous la chaisne, comme les *forçats* dans les galeres, qui ne représentent peut estre pas mal ceste sorte d'Esclaves que les anciens nommoient *Ergastulos*, & dont on se servoit à divers ouvrages, comme il se pratique encore aujourd'huy aux villes d'Alger & de Tunis en la coste de Barbarie. Et de

vray



vray nostre langue met beaucoup de difference entre un *serviteur*, un *valet*, un *serf* & un *Eslave*. Jeusse employé le mot de *Domestique*, qui est d'une signification generale, si je n'eusse pensé que celui d'*Eslave* exprimoit mieux la privation de liberté qui est icy supposée.

III. L'obligation d'un *Eslave* envers son *Maître* ne vient donc pas de cela simplement qu'il luy a donné la vie ; mais de ce qu'il ne le tient point lié, ny en prison ; car toute obligation naît d'un pacte, & le pacte suppose qu'on se fie à une personne, comme il a esté dit au neufviesme article du second chapitre, où j'ay défini, que le Pacte estoit une promesse de celui auquel on se fie. Il y a donc outre le benefice de la vie accordée, la fiance que le Maître prend en celui a qui il laisse la liberté de sa personne ; de sorte que si l'esclave n'estoit attaché par l'obligation de ce tacite contract, non seulement il pourroit s'enfuir, mais aussi oster la vie à celui qui luy a conservé la sienne.

*L'obligation d'un Eslave naît de ce que son Maître luy a accordé la liberté corporelle.*

IV. Ainsi les *Eslaves* qui souffrent ceste dure servitude qui les prive de toute liberté, & qu'on tient enfermés dans les prisons ou liés de chaînes, ou qui travaillent en des lieux publics par forme de supplice, ne sont pas ceux que je comprends en ma definition precedente ; parce qu'ils ne servent pas par contract, mais de crainte de la peine. C'est pourquoy ils ne font rien contre les loix de nature, s'ils s'enfuient, ou s'ils esgorgent leur maître. Car celui qui lie un autre tesmoigne par là qu'il ne s'assure point de son prisonnier par quelque obligation plus forte que ses chaînes.

*Que les Eslaves qu'on tient en chaînes ne sont obligés à leur Maître par aucuns pactes.*

*Que les Esclaves n'ont pas la propriété de leur bien contre leurs Maistres.*

V. Le Maistre donc n'a pas moins de droit & de domination sur l'Esclave qu'il laisse en liberté, que sur celuy qu'il tient à la cadene; car il a sur l'un & sur l'autre une puissance souveraine; & il peut dire de son *Esclave* aussi bien que de toute autre chose qui est à luy, *cela m'appartient*. D'où s'ensuit, que tout ce qui appartenait à l'Esclave avant la perte de sa liberté appartient au Maistre; & que tout ce que l'Esclave acquiert, il l'acquiert à son Maistre. Car celuy qui dispose légitimement d'une personne, peut disposer de tout ce dont cest homme là avoit la disposition. Il n'y a donc rien que l'Esclave puisse retenir comme sien propre au prejudice de son Maistre. Toutesfois il a par la dispensation de son Maistre quelque propriété & domination sur les choses qui luy ont esté données, & il en peut retenir & défendre la possession contre tous ses compagnons de service. De la mesme sorte que j'ay fait voir cy dessus, qu'un particulier n'avoit rien qui fust proprement sien contre la volonté de l'Estat, ou de celuy qui le gouverne; quoy qu'à l'esgard de ses concitoyens il puisse dire de quantité de choses qu'elles luy appartiennent.

*Que le Maistre peut vendre ou aliéner par Testament son Esclave.*

VI. Or d'autant que l'Esclave & tout ce qui est à luy appartient au Maistre, & que chacun suivant le droit de nature peut disposer de son bien comme bon luy semble, le Maistre pourra vendre, engager, & leguer par testament le droit qu'il a sur son Esclave.

*Que le Maistre ne peut point commettre d'injure*

VII. De plus, comme j'ay fait voir tantost qu'en la société qui est d'Institution politique celuy qui gouverne absolument ne peut point commettre d'injure envers son sujet, il est

vray



vray aussi que l'Esclave ne peut point estre of-  
fencé par son maistre, à cause qu'il luy a sous-  
mis sa volonté; Si bien que tout ce que le  
Maistre fait se doit supposer du consentement  
de l'Esclave. Or est il qu'on ne fait point d'in-  
jure à celuy qui est content de la recevoir.

*contre son  
Esclave.*

VIII. Mais s'il arrive que le Maistre de-  
vienne Esclave par captivité, ou par une servi-  
tude volontaire, c'est autre en la puissance du-  
quel il tombe acquiert la domination sur les  
Esclaves du premier, aussi bien que sur sa per-  
sonne: Il est vray que sa jurisdiction regarde  
l'un directement, & les autres mediatement;  
mais elle est sur tous esgalement haute & sou-  
veraine. Car ils appartiennent par un mesme  
droict à ce nouveau Maistre, & le subalterne  
ne peut point disposer de ceux qui estoient au-  
tresfois ses Esclaves, que suivant la volonté de  
celuy qui en a la haute domination. C'est  
pourquoy s'il y a eu des Republiques où les  
Maistres avoient une puissance absolue sur  
leurs Esclaves, ils la tiroient du droict de Na-  
ture, & elle estoit tolerée plustot qu'establie  
par la Loy civile.

*Que celuy  
qui est  
Maistre du  
Maistre est  
Maistre des  
Esclaves.*

IX. Les Esclaves sont delivrés de servitude  
par les mesmes moyens que les *subjects* sont re-  
tirés de la subjection en la Republique. Pre-  
mierement, si le Maistre les affranchit; car il  
peut rendre le droict que l'Esclave luy avoit  
donné. Ceste sorte d'affranchissement se nom-  
moit autresfois *Manumission*. Ce qui ne se rap-  
porte pas mal à la permission que l'Estat don-  
ne à un bourgeois d'aller demeurer en un au-  
tre pays. En deuxiesme lieu, si le Maistre  
chasse son Esclave; ce qui ressemble fort bien

*Par quels  
moyens les  
Esclaves  
sont affran-  
chis.*

à l'exil dont on bannit les habitans d'une ville, & qui à le mesme effect que la Manumission, mais non pas si bonne grace; car en l'une on donne la liberté comme un excellent bien-fait, & en l'autre on la rend par forme de supplice. Toutesfois en ces deux façon d'affranchir, on renonce à la *Domination*. En troisieme lieu, si un Esclave est fait prisonnier de guerre, ceste nouvelle servitude abolit l'ancienne: car ils sont comptés parmi le butin aussi bien que toutes les autres choses; & le nouveau Maistre doit se les conserver par une nouvelle protection de leurs personnes. En quatrieme lieu, l'Esclave recouvre la liberté, s'il ne voit point de successeur à son Maistre qui meurt sans heritiers & sans faire testament: Car on n'est point obligé, si on ne sçait envers qui il faudra s'acquitter de son obligation. Enfin l'Esclave qu'on maltraicte, qu'on met dans les liens, & auquel on oste la liberté corporelle qu'on luy avoit promise, est delivré de l'obligation qui suppose une espece de contract. Car le contract est nul, si on ne se fie à celuy avec qui on contracte, & on ne peut pas manquer à la fidelité de laquelle on n'a pas esté estimé que nous fussions capables. Mais le Maistre qui vit luy mesme sous la servitude d'autrui, ne peut point affranchir ses Esclaves en sorte qu'ils ne soient plus sous la puissance d'une plus haute domination: car alors les Esclaves ne sont pas à luy, comme il a esté dit, mais à celuy qu'il recognoit en un degré plus eslevé pour son propre Maistre.

*Que la Seigneurie sur les bestes est*

X. Le droict sur les bestes s'acquiert de la mesme façon que sur les hommes, à sçavoir par



par la force & par les puissances naturelles. Car si en l'estat de Nature il estoit permis aux hommes (à cause de la guerre de tous contre tous) de s'assubjectir, & de tuer leurs semblables toutesfois & quantes que cela leur sembloit expedient à leurs affaires; à plus forte raison la mesme chose leur doit estre permise envers les bestes, dont ils peuvent s'assujettir celles qui se laissent apprivoiser, & exterminer toutes les autres en leur faisant une guerre perpetuelle. D'où je conclus que la Domination sur les bestes n'a pas esté donnée à l'homme par un privilege particulier du droit Divin positif, mais par le droit commun de la Nature. Car si on n'eust joui de ce dernier droit avant la promulgation de la sainte Escriture, on n'eust pas eü celuy d'esgorger quelques animaux pour se nourrir. En quoy la condition des hommes eut esté pire que celles des bestes, qui nous eussent peu devorer impunement, sans qu'il nous eust esté permis de leur rendre la pareille. Mais comme c'est par le droit de Nature que les bestes se jettent sur nous lors que la faim les presse; nous avons aussi le mesme tiltre de nous servir d'elles, & par la mesme loy il nous est permis de les persecuter.

## C H A P. I X.

*Du Droit des Peres & des Meres sur leurs Enfants.  
Et du Royaume Patrimonial.*

## S O M M A I R E.

- I. Que la Puissance paternelle ne vient point de la generation.  
II. Que la domination sur les Enfans appartient à celuy qui les a le premier en sa puissance. III. Que la Seigneurie sur les enfans

ensans appartient originellement à la mere. IV. Qu'un enfant exposé appartient à celuy qui l'esleve. V. Que les enfans appartiennent au souverain. VI. En un mariage où le mari & la femme sont esgaux, les enfans appartiennent à la mere, si la loy civile, ou quelque contract particulier n'en ont autrement ordonné. VII. Les enfans ne sont pas moins sous la puissance de leurs peres que les esclaves sous celle de leurs Maistres, & les Subjects sous celle de l'Estat. VIII. De l'honneur que l'on doit à ses parents & à ses Maistres. IX. En quoy consiste la liberté, & la difference qu'il y a entre les bourgeois & les esclaves. X. Qu'au Regne Patrimonial on a le mesme droit sur les inferieurs, qu'en un Estat d'Institution politique. XI. Que la question du droit de la succession n'a lieu qu'en la Monarchie. XII. Que le Monarque peut disposer par Testament de sa souveraineté. XIII. Qu'il la peut vendre, ou la donner. XIV. Qu'il est toujours à presumer que le Roy qui meurt sans faire testament veut que son Royaume demeure Monarchic. XV. Et qu'un de ses enfans luy succede. XVI. Et que ce soit un fils, plustot qu'une fille. XVII. Et l'aîné, plustot que le cadet. XVIII. Ou son frere, plustot qu'aucun autre, s'il n'a point d'enfans. XIX. Que de la mesme sorte que l'on succede à un Royaume, l'on succede au droit de la succession.

*Que la  
puissance  
paternelle  
ne vient  
point de la  
generation.*

**S**ocrate est homme, doncques il est animal. l'Argument est bon, & sa force en est tres evidente, parce qu'il n'est necessaire pour cognoistre la verité de ceste conclusion, que de bien entendre la signification de ce terme Homme, dans la definition duquel entre le nom d'Animal, & que chacun peut assez suppleer de soy mesme ceste proposition, l'Homme est un Animal, qu'on laisse sous entendue. Mais en cest Enthymeme, Sophronisque est pere de Socrate, Doncques il en est Seigneur; la consequence est fort bonne, quoy qu'elle ne soit pas des plus manifestes, à cause que la qualité de Seigneur & de Maistre n'est pas exprimée en la definition de Pere, & qu'il est besoin de monstrier leur connexion, afin que la consequence de l'Enthyme-



me paroisse toute evidente. Il faut donc que je travaille à esclaireir ceste matiere , & que je traicte en ce chapitre , peut estre assez curieusement, de ceste puissance domestique ; à l'avantage de laquelle je soustenois tantost, qu'un pere de famille est un petit Roy dans sa maison. Tous ceux qui ont tasché d'appuyer la puissance des *Peres* sur leurs enfans n'ont jusques icy apporté aucune autre raison de ceste autorité que l'ordre de la *generation* : Comme si c'estoit une chose assés evidente d'elle mesme, que tout ce que nous avons engendré nous appartient. C'est à peu pres comme si quelcun estimoit, qu'il suffit de voir & de definir un triangle, pour cognoistre d'abord & pour en inferer sans faire d'autre raisonnement, que ses trois angles sont esgaux à deux droicts. D'ailleurs, la *Domination*, c'est à dire, la puissance souveraine estant indivisible, suivant laquelle maxime on dit, qu'un valet ne peut point servir à deux maistres ; & le concours de deux personnes, asçavoir du *masle* & de la *semelle*, estant nécessaire à la *generation*, il est impossible qu'elle seule communique l'autorité dont nous recherchons la vraye & la parfaite origine. Poussons donc plus avant cestè recherche, & voyons si nous en viendrons à bout par nostre diligence.

II. Il faut pour accomplir ce dessein que nous rerournions à l'Estat de Nature, où regne l'egalité naturelle, & où tous les hommes d'age meur sont estimés esgaux. En cest estat là le droit de Nature veut que le vainqueur soit *maistre* & Seigneur du vaincu. D'où s'ensuit, que par le mesme droict, *un enfant* est sous la domination

*Que la domination sur les enfans appartient à celui qui les a le premier en sa puissance.*

nation immediate de celuy qui le premier tient en sa puissance. Or est il que l'enfant qui vient de naistre est en la puissance de sa mere avant qu'en celle d'aucun autre, de sorte qu'elle le peut eslever ou l'exposer, ainsi que bon luy semble, & sans qu'elle en soit responsable à personne.

*Que la  
seigneurie  
sur les en-  
fants appar-  
tient origi-  
nellement  
à la mere.*

III. Si donc elle l'esleve, elle entend que c'est sous ceste condition (car l'estat de Nature est un Estat de guerre) qu'estant devenu homme fait il ne se rendra pas son ennemi, c'est à dire, qu'il demeurera dans l'obeissance. En effect, puis que c'est par une necessité naturelle que nous nous portons à vouloir ce qui nous paroist estre de nostre bien & de nostre utilité, on ne doit pas concevoir, que quelcun ait donné la vie à un autre si absolument, que l'age & les forces luy estant accreuës il puisse devenir ennemi de son protecteur sans commettre de perfidie. Or je tiens pour ennemi celuy qui n'obeit point à un autre auquel il n'a point droict de commander. Et de ceste façon en l'Estat de nature une femme dès qu'elle est accouchée acquiert le titre de *mere* & de *maistresse* de son enfant. Ce qu'on peut alleguer en cest endroit, que cest honneur n'appartient pas à la mere, mais au pere qui merite bien mieux la Seigneurie à cause de l'excellence de son sexe, ne me semble pas d'assés forte consideration; car au contraire je trouve qu'il n'y a pas une telle disproportion entre les forces naturelles du mâle & de la femelle, que nostre sexe puisse dominer sur l'autre sans rencontrer de la resistance. Ce que l'experience a confirmé autresfois au gouvernement des *Amazones*, qui



qui ont conduit des armées, & disposé de leurs enfans avec une puissance absolue. Et de nostre temps n'avous nous pas vu les plus grandes affaires de l'Europe regies par des femmes, je dis mesmes en des Estats où elles n'avoient pas accoustumé d'estre. souveraines. Mais aux lieux où elles le sont suivant les loix j'estime que c'est à elles, & non pas à leurs maris, de disposer de leurs enfans par droit de Nature, car la souveraineté (comme j'ay monstré cy dessus) les dispence de l'observation des loix civiles. Adjouctés à cela qu'en l'estat de nature on ne peut point sçavoir qui est le pere d'un enfant, si ce n'est par la disposition de la mere, de sorte qu'estant à celuy que bon luy semble, il est tout premierement à elles. Doncques la domination originelle sur les enfans appartient à la mere; & parmi les hommes, aussi bien que parmi les autres animaux, ceste maxime des Jurisconsultes, *Partus ventrem sequitur*, que le fruit suit le ventre, doit estre receüe.

IV. Mais la domination passe de la Mere aux autres en diverses matieres: premiere-ment si elle se depart de son droit, ou si elle l'abandonne en *exposant* son fruit. Alors celuy qui le retire & l'esleve entre dans ce mesme droit, & prend l'autorité de la mere: car en l'exposition que la mere a faite, elle a comme osté la vie qu'elle avoit donnée pendant sa grossesse, & renversé toute l'obligation qu'elle s'estoit acquise. L'enfant doit tout à celuy qui l'a recueilly, tant ce qu'il eust deu à sa mere en qualité de *fils*, qu'à ce qu'il doit à un maître en qualité d'*Esclave*. Et encore que la mere

*Qu'un enfant exposé appartient à celuy qui l'esleve.*

puisse redemander son enfant en l'estat de nature où nous la supposons, & où toutes choses sont communes, elle n'a pourtant aucun droit particulier sur luy, & il ne peut pas avec raison se donner à elle en se soustrayant à celui auquel il est desja obligé de la vie.

*Que les  
enfants ap-  
partiennent  
au Souve-  
rain.*

V. En deuxiesme lieu, si la mere a esté faite prisonniere de guerre, l'enfant qui naistra d'elle appartient au vainqueur; car celui qui a puissance sur le corps d'une personne, a puissance sur tout ce qui luy appartient, comme il a esté dit au chapitre precedent art. 5. En troisieme lieu, si la mere est bourgeoise d'une certaine ville, celui qui en est souverain estend sa seigneurie sur tout ce qui naistra d'elle, car l'enfant ne peut pas estre moins subject que sa mere. En quatriesme lieu, Si par le contract de mariage la femme s'oblige de vivre sous la puissance de son mari les enfans communs seront sous la domination paternelle, à cause que ceste mesme domination estoit desja sur la mere. Mais si une femme a des enfans de son subject, elle en aura prealablement la domination, parce qu'autrement elle perdrait sa souveraineté. En un mot, en tous les mariages où une partie se soumet à l'autre, les enfans appartiennent à celle qui tient le dessus.

*En un ma-  
riage où le  
mari & la  
femme sont  
esgaux, les  
enfants ap-  
partiennent  
à la mere, si  
la loy civil-  
le ou quel-  
que con-*

VI. Au reste si en l'estat de nature l'homme & la femme se joignent sans se soumettre à la puissance l'un de l'autre, les enfans qui en proviendront appartiendront à la mere, pour les raisons que j'ay deduites au troisieme article, si quelque condition prealable ne l'empesche; car rien ne s'oppose à ce qu'une mere contracte & dispose de ses droits ainsi que bon luy

sem-



semblera, comme nous voyons qu'il est arrivé  
 chez les *Amazones*, qui s'approchant de leurs  
 voisins stipuloient de leur renvoyer les masses  
 qu'elles concevroient & de retenir les filles  
 chez elles. Mais en une Republique autrement  
 policée quand l'homme & la femme se joi-  
 gnent par contract, les enfans qui en provien-  
 nent appartiennent au Pere; à cause que tous  
 ces Estats là sont gouvernés par des hommes,  
 & que par conséquent l'Empire domestique est  
 entre les mains du pere, plustot que de la mere  
 de famille. Or ce contract, quand il est fait se-  
 lon les loix civiles, se nomme *Mariage*. Tout au-  
 tre accouplemēt est une espece de Concubina-  
 ge, dans lequel les enfans demeurent en la puis-  
 sance du pere ou de la mere, suivant que les  
 statuts & les costumes du lieu sont diverses.

*tract par-  
 ticulier n'est  
 ont ordonné  
 autrement.*

VII. D'autant que par le troisieme article  
 la Mere est originellement maistresse de ses Enfans, &  
 en suite le pere, ou quelque autre que ce soit  
 qui prend son droit d'elle; il demeure mani-  
 feste, que les enfans ne sont pas moins subjects  
 à ceux qui les nourrissent, & qui les eslevent,  
 que les Esclaves à leurs maistres, ou que les  
 particuliers à l'Estat; & que les peres & les  
 meres ne peuvent point faire de tort à leurs en-  
 fans, tandis qu'ils vivent sous leur puissance.  
 Aussi un enfant est delivré de la subjection de  
 ses parens par les mesmes moyens que les sub-  
 jects ou les Esclaves sont delivrés de celle de  
 leur maistre ou de leur Prince: Car l'*Emanci-  
 pation* est mesme chose que la *Manumission*. Et  
 l'*abdication* respond à l'exil & au bannissement.

*Les enfans  
 ne sont pas  
 moins sous  
 la puissance  
 de leurs pe-  
 res que les  
 esclaves  
 sous celle de  
 leurs mai-  
 stres, & les  
 subjects sous  
 celle de l'E-  
 stat.*

VIII. Vn fils emancipé, ou un esclave af-  
 franchi craignent moins qu'auparavant celuy  
 qu'ils

*De l'hon-  
 neur que  
 l'on doit*

à ses pa-  
rents & à  
ses maistres.

qu'ils voyent depouillé de la puissance de pe-  
re ou de maistre, & l'honorent beaucoup  
moins, eu esgard à l'honneur interne & verita-  
ble. Car l'honneur & la reverence interieure  
qu'on porte à une personne n'est autre chose  
qu'une certaine estime qu'on fait de sa puissan-  
ce; c'est pourquoy on honore tousjours moins  
ceux qui ne peuvent gueres, & qui ne sont pas  
en grande consideration. Mais il ne faut pas  
penser, que celuy qui a emancipé ou affranchi  
un sien fils, ou un sien esclave, ait eu dessein de  
se l'esgaller en telle sorte, qu'il doive perdre  
la memoire du bienfaict, & marcher du pair a-  
vec luy. Ils faut tousjours supposer que celuy  
qu'on tire de la subjection, soit un enfant, ou  
un esclave, ou une colonie entiere, promet de  
nous rendre tous les signes externes desquels  
les personnes inferieures ont accoustumé d'hô-  
norer leurs superieurs. D'où je recueille, que  
le commandement d'honorer son pere & sa  
mere est une des loix de nature, non seulement  
à cause de la gratitude à laquelle il se rappor-  
te, mais aussi en vertu d'une paction secrette.

En quoy  
consiste la  
liberté, &  
la differen-  
ce qu'il y a  
entre les  
bourgeois  
& les es-  
claves.

I X. Quelle est donc, me dira quelcun, la  
difference qu'il y a entre un homme libre, un  
bourgeois, & un esclave? Car je ne sçache  
point qu'aucun autheur ancien ny moderne ait  
assés expliqué ce que c'est que *Liberté*, & *Servitu-  
tude*. Communement on tient que la liberté  
consiste à pouvoir faire impunement tout ce  
que bon nous semble; & que la servitude est u-  
ne restriction de ceste liberté. Mais on le prend  
fort mal de ce biais là; car à ce compte il n'y  
auroit personne libre dans la Republique, ven-  
ant que les Estats doivent maintenir la paix du  
genre



genre humain par l'autorité souveraine, qui tient la bride à la volonté des personnes privées. Voicy quel est mon raisonnement sur ceste matiere. Je dis que la *liberté* n'est autre chose que l'absence de tous les empeschemens qui s'opposent à quelque mouvement : Ainsi l'eau qui est enfermé dans un vase n'est pas libre, à cause que le vase l'empesche de se respandre, & lors qu'il se rompt elle recouvre sa liberté. Et de ceste sorte une personne jouit de plus ou de moins de liberté, suivant l'espace qu'on luy donne, comme dans une prison estroicte la captivité est bien plus dure, qu'en un lieu vaste où les coudées sont plus franches. Dailleurs un homme peut estre libre vers un endroit, & non pas vers quelque autre ; comme en voyageant on peut bien s'avancer & gagner pays, mais quelquesfois on est empesché d'aller à costé par les hayes & par les murailles dont on a garni les vignes & les jardins. Ceste sorte d'empeschemens est exterieure, & ne reçoit point d'exception ; car les esclaves & les subjects sont libres de ceste sorte, s'ils ne sont en prison ou à la chaisne. Mais il y a d'autres empeschemens que je nomme arbitraires, & qui ne s'opposent pas à la liberté du mouvement absolument, mais par accident, asçavoir par ce que nous le voulons bien ainsi, & qu'ils nous font souffrir une privation volontaire. Je m'explique par un exemple : celui qui est dans un navire au milieu de la mer peut se jeter du tillac dans l'eau s'il luy en prend fantaisie, il ne rencontre que des empeschemens arbitraires à la resolution de se precipiter. La liberté civile est de ceste mesme nature, &

K

re, &amp;

re, & paroît d'autant plus grandes que les mouvemens peuvent estre plus divers, c'est à dire, que plus on a de moyens d'exécuter sa volonté. Il n'y a aucun subject, aucun fils de famille, aucun esclave, que les menaces du Magistrat, du pere, ou du maistre, pour si rigoureuses qu'elles soient, empêchent de faire tout ce qu'il jugera à propos pour la conservation de sa vie ou de sa santé. Je ne voy donc pas pourquoy c'est qu'un esclave se plaint en cest esgard de la perte de sa liberté, si ce n'est qu'on doit reputer à grande misere d'estre retenu dans le devoir, & d'estre empêché de se nuire à soy mesme: car n'est ce pas à condition d'obeir qu'un esclave reçoit la vie & les alimens, desquels il pouvoit estre privé par le droict de la guerre, ou que son infortune & son peu de valeur meritoient de lui faire perdre? Les peines dont on l'empêche de faire tout ce qu'il voudroit ne sont pas des fers d'une servitude mal aisée à supporter, mais des barrières tres justes qu'on a mises à sa volonté. Par ainsi la servitude ne doit pas paroistre si fascheuse à ceux qui en considereront bien la nature & l'origine. Elle est dailleurs si nécessaire & si ordinaire dans le monde, qu'on la rencontre dans les Estats les plus libres. Mais de quel privilege donc, me dirés vous, jouissent les bourgeois d'une ville ou les fils de famille, par dessus les esclaves? C'est qu'ils ont de plus honorables emplois, & qu'ils possèdent davantage de choses superflues. Et toute la difference qu'il y a entre un homme libre & un esclave est, que celuy qui est *Libre* n'est obligé d'obeir qu'au public, & l'*Esclave* doit obeir

aussi



aussi à quelque particulier. S'il y a quelque autre liberté plus grande, qui affranchisse des l'obeissance aux loix civiles, elle n'appartient pas aux personnes privées, & est réservée au souverain.

X. Le pere de famille, les enfans & les serviteurs de la maison, reunis en une personne civile par la force de l'autorité paternelle, sont ce qui forme le corps d'une famille. Mais si elle s'augmente par la multiplication d'une seconde lignée, & par l'acquisition de quantité de serviteurs, en sorte qu'elle ne puisse pas estre vaincuë sans le hasard d'une bataille, elle merite d'estre nommée un *Royaume Patrimonial*. Or ce Royaume, bien qu'acquis avec violence, & que different de la Monarchie instituée, en son origine, & en la maniere de son establissement, si estce qu'estant une fois établi il a toutes les mesme propriétés & prerogatives, le droit de l'Empire est esgal en l'un & en l'autre, & il n'est pas besoin de rien adjouster icy separement, car ce que j'ay dit sert à tous les deux.

*Qu'au Regne patrimonial on a le mesme droit sur les inferieures qu'en un Estat d'Institution politique.*

XI. Voila en peu de mots par quel droit les souverainetés ont esté establies, il me faut maintenant monstrier sous quels tiltres s'en fait la continuation, c'est à dire, d'où depend ce qu'on nomme le *Droit de Succession*. En l'Estat *Populaire* comme la puissance souveraine reside dans le peuple, & comme ce corps est immortel, il n'y faut point chercher de successeur; ny aussi dans l'Estat *Aristocratique*, où dès qu'un des membres meurt un autre est substitué en sa place, ne se rencontrant jamais que tous viennent à faillir en mesme temps: de sorte que la

*Que la question du Droit de la succession n'a lieu qu'en la Monarchie.*

question du droit de succession regarde uniquement la *Monarchie absolue*. le dis absoluë, parce que ceux dont le commandement est limité ne meritent pas le tiltre de *Monarques*, & ne sont en effect que les premiers *ministres* de la Republique.

*Que le monarque peut disposer par testament de la souveraineté.*

XII. Or premierement si le Roy s'est institué un successeur par testament, celuy qu'il a designé succedera à sa couronne. En voicy la raison. Si le peuple l'avoit institué n'auroit il pas tout le mesme droit qu'avoient les Communes dans l'estat, comme il appert du chap. 7, art. 11? Mais de mesme que le Peuple a peu choisir le Roy, le Roy a droit de se choisir un successeur. Ce qui n'a pas moins de lieu au Royaume patrimonial, qu'en la Monarchie instituée. Si bien que tout Roy quel qu'il soit peut en son testament se nommer un successeur à la couronne.

*Qu'il la peut vendre ou la donner.*

XIII. Mais ce dont on peut faire transport à un autre par testament, n'a t'on pas droit d'en faire donation, ou de le vendre dès son viuant? Certes celuy à qui le Roy transmet sa Royauté, ou en pur don, ou par maniere de vente, reçoit fort legitiment le sceptre.

*Qu'il est toujours à presumer que le Roy qui meurt sans faire testament veut que son Royaume demeure Monarchie.*

XIV. Que si le Roy avant mourir n'a point déclaré sa volonté touchant un successeur, ny par testament, ny en aucune autre façon, il faut supposer premierement qu'il n'a pas eu intention de laisser tomber l'Estat en Anarchie, qui est une confusion où la ruine du peuple est inevitable à cause de la guerre perpetuelle: Et que d'ailleurs il ne l'auroit pas peu faire sans enfreindre les loix de nature, qu'il obligeoient



bligeoient en conscience à procurer la paix par toutes sortes de moyens: Outre que s'il eust eu ce mauvais desir, il ne luy estoit pas malaisé de le faire paroistre. l'adjouste que comme un pere de famille ayant droit de disposer de ses biens, tesmoigne assés en toute sa conduite qu'il a eu la volonté d'instituer un heritier; aussi on doit penser que le Roy n'a pas voulu soustraire ses subjects de la Domination Monarchique, puis qu'au contraire c'est la forme de gouvernement qu'il a approuvée par son exemple, & contre laquelle il n'a dit ny fait aucune chose qui tende à son prejudice.

XV. Au reste parce que les hommes poussés d'une necessité naturelle souhaitent davantage du bien à ceux desquels ils peuvent retirer de l'honneur & de la gloire, & que la puissance de nos enfans est ce qui apres nostre mort contribue davantage à ce dessein, il n'y a point de doute qu'un pere preferel'utilité de ses enfans & bute à leur advancement plustot qu'à celuy d'aucun autre. Cela suppose que la volonté d'un pere qui est decedé sans faire de testament a esté, qu'un de ses enfans luy succedat, pourveu qu'il n'ait point donné de signes plus evidens du contraire, telle que pourroit estre la Coustume apres une longue suite de successions: car le Roy qui ne fait point de mention de successeur en la disposition de ses affaires, tesmoigne par son silence qu'il approuve les Coustumes du Royaume.

XVI. Ord'entre les enfans on preferel les fils aux filles; premierement à cause peut estre qu'ils sont d'ordinaire (mais non pas tousjours) plus propres aux grandes entreprises, sur tout

*Et qu'un de  
ses enfans  
luy succede.*

*Et que ce  
soit un fils  
plustot  
qu'une fille.*

K 3 à celles

à celles de la guerre; d'ailleurs à cause que cela ayant passé en coustume il ne faut pas aller à l'encontre: de sorte qu'il faut interpreter la volonté du pere en faveur des masles, si quelque circonstance particuliere ne destourne ceste favorable interpretation.

*Et l'ainné  
plustot que  
le cadet.*

XVII. Mais d'autant que le Royaume est indivisible, si les enfans sont plusieurs, & esgaulx, l'ainné jouira de la prerogative de la succession: car si l'age apporte quelque difference entr'eux, certainement celuy qui est le plus âgé doit estre estimé le plus capable, comme ayant eu plus de loisir de former son jugement & sa prudence. La Nature nous meine là, & il n'y a point d'autre route à prendre. Car en ceste egalité de plusieurs freres, on ne peut que laisser au sort le choix d'un successeur. Mais c'est un espece de sort naturel que celuy de la naissance. Et si l'ainné ne se prevaut de l'avantage que la nature luy donne, à quelle autre sorte de hafard est-ce qu'on s'en rapportera? Or ce que je dis icy en faveur de l'ainné des masles, fait aussi pour l'ainnée des filles.

*Ou son frere,  
plustot  
qu'aucun  
autre, s'il  
n'a point  
d'enfans.*

XVIII. Si le Roy ne laisse point d'enfans, le Royaume est devolu pour les mesmes raisons à ses freres, ou à ses sœurs; car comme ce sont les personnes qui le touchent de plus pres, on suppose que l'affection seconde les mouvemens de la nature, & qu'ainsi elle favorise les freres avant les sœurs, & les ainnés avant que les cadets. Il y a les mesmes raisons qu'au subject des enfans.

*Que de la  
mesme sorte  
que l'on  
succede à*

XIX. Au reste de la mesme façon que l'on succede à un Royaume, l'on succede au droit de la succession. Car le fils ainné qui meurt avant



avant son pere est censé transmettre son droit de primogeniture & de succession à ses enfans, si le pere n'en a ordonné autrement ; voila pourquoy les neveux & les niepces seront premiers que leurs oncles en la succession de leur grand pere. C'est ainsi que les choses doivent aller , si la coustume du lieu ne l'empesche ; or la coustume garde sa force, si l'on ne luy a formé aucune opposition.

*un Royaume, l'on succede au droit de la succession.*

## CHAPITRE X.

*Comparaison des trois sortes de gouvernement , & des incommodités qui se rencontrent en chaque espece.*

### S O M M A I R E.

- I. Comparaison de l'Estat de Nature avec l'Estat Politique, ou de société civile. II. Que le Souverain & les Subjects sont exposés aux mesmes commodités & incommodités. III. Eloge de la Royauté. IV. Que le gouvernement Monarchique n'est par moins equitable en ce qu'un seul a plus de puissance que tous les autres. V. Refutation de l'opinion de ceux qui disent que le Maître avec ses serviteurs ne peut pas former une espece de société civile. VI. Que les exactions sont plus grandes & plus rudes en l'Estat populaire, que sous un Roy. VII. Que les gens de bien ont moins à craindre sous la domination Royale, que dans un Estat populaire. VIII. Que chaque particulier ne jouit pas de moins de liberté sous un Roy, que dans une Republique. IX. Qu'il n'y a rien d'incommode pour les particuliers de n'assister pas tous aux deliberations publiques. X. Que les deliberations sur des choses importantes à l'Estat passent mal aisement par les avis des grandes assemblées, à cause de l'impertinence de la plupart de ceux qui y peuvent assister. XI. Et à cause de l'Eloquence. XII. Et à cause des factions. XIII. Et à cause de l'Instabilité des loix. XIV. Et à cause que le secret y manque. XV. Que ces inconveniens se rencontrent en l'Estat populaire, à cause que les hommes se placent naturellement à faire gloire de leur esprit. XVI. Des incommodités qui se rencontrent dans le gouvernement

ment d'un Roy mineur. XVII. Que la puissance des generaux d'armée est une marque de l'excellence de la Domination Royale. XVIII. Que la meilleure forme de gouvernement est celle où les sujets sont le patrimoine du souverain. XIX. Que l'Aristocratie est d'autant meilleure qu'elle approche davantage de la Monarchie, & d'autant pire que plus elle s'en esloigne.

*Comparai-  
son de l'E-  
stat de Na-  
ture avec  
l'estat poli-  
tique ou de  
société ci-  
vile.*

I. **L**Es discours precedens font assez voir ce que c'est qu'Estat Populaire, Aristocratie, & Royauté. Il faut maintenant que je tasche de decouvrir par la comparaison que j'en puis faire, quel de ces trois est la plus propre au dessein d'entretenir la paix parmi les hommes qui entrent en société, & de quel c'est qu'ils tirent plus d'avantage de douceur & de commodités dans le cours de la vie civile. Et d'abord faisons reflection, je vous prie, sur les avantages & sur les Incommodités qui se trouvent generalement en toute sorte de Republique, de peur que quelcun ne pense que le plus expedient seroit de vivre chacun à sa fantaisie, sans se soumettre à aucune forme de police. Il est vray qu'hors de la société civile chacun jouit d'une liberté tres entiere, mais qui est infructueuse, parce que comme elle donne le privilege de faire tout ce que bon nous semble, aussi elle laisse aux autres la puissance de nous faire souffrir tout ce qu'il leur plaist. Mais dans le gouvernement d'un Estat bien establi chaque particulier ne se reserve qu'autant de liberté qu'il luy en faut pour vivre commodement, & en une parfaite tranquillité, comme on n'en oste aux autres que ce dont ils seroient à craindre. Hors de la société chacun a tellement droit sur toutes choses, qu'il ne s'en peut

preva-



prevaloir & n'a la possession d'aucune : mais dans la Republique chacun jouit paisiblement de son droit particulier. Hors de la société civile ce n'est qu'un continuel brigandage, & on est exposé à la violence de tous ceux qui voudront nous ôter les biens & la vie : mais dans l'Estat ceste puissance n'appartient qu'à un seul. Hors du commerce des hommes nous n'avons que nos propres forces qui nous servent de protection, mais dans une ville nous recevons le secours de tous nos concitoyens. Hors de la société l'adresse & l'industrie sont de nul fruit : mais dans un Estat rien ne manque à ceux qui s'esvertuent. Enfin hors de la société civile les passions regnent, la guerre est éternelle, la pauvreté est insurmontable, la crainte ne nous abandonne jamais, les horreurs de la solitude nous persécutent, la misère nous accable, la barbarie, l'ignorance & la brutalité nous ôtent toutes les douceurs de la vie : mais dans l'ordre du gouvernement la Raison exerce son empire, la Paix revient au monde, la sécurité publique est rétablie, les richesses abondent, on goûte les charmes de la conversation, on voit résusciter les arts, florir les sciences, la bien-séance est rendue à toutes nos actions, & nous ne vivons plus ignorans des loix de l'amitié.

II. *Aristote* au septiesme livre de ses Politiques chap. 14, dit qu'il y a deux sortes de gouvernement, dont l'un regarde l'avantage du souverain, & l'autre celuy des *subjects*. Comme s'il y avoit deux especes de Republique l'une en laquelle les peuples sont maltraités, & l'autre en laquelle ils respirent un air plus libre &

*Que le souverain & les subjects sont exposés aux mesmes commodités & incommodités.*

une douceur plus grande: mais il se faut bien donner garde de luy accorder ceste pretendue distinction. Car les commodités & les incommodités qui naissent du bon ou du mauvais gouvernement, sont communes au Souverain & aux subjects. Les inconveniens qui arrivent à quelque particulier par son infortune, par sa sottise, par sa negligence, par sa paresse, ou par ses debauches, peuvent bien estre separées des incommodités de celuy qui gouverne l'Estat, & ce ne sont pas des defauts du gouvernement public, puis qu'ils peuvent arriver par tout esgalement. Mais s'ils se rencontrent dès la premiere fondation de l'Estat, quoy que ce soient des fautes dans le gouvernement, ils seront communs au public, & ne seront pourtant pas affectés aux particuliers, comme aussi les avantages s'y partagent entre les subjects & le souverain. Or le premier & le plus grand avantage qui se recueille de la société civile est la Paix & la defence qui protege esgalement tous les membres de l'Estat: Car les grands & les petits, ceux qui commandent & ceux qui obeissent, sont pour la defence de leur vie sous la protection de leurs concitoyens, qui ont promis de se prester un secours reciproque: Et ils sont tous exposés au plus grand des malheurs & au pire de tous les inconveniens qui accueillent un Estat, à sçavoir à l'Anarchie, car le Prince ne se trouve pas moins que le plus simple bourgeois enveloppé dans les desordres d'un tumulte & d'une confusion populaire. D'ailleurs si le Souverain exige de ses subjects de telles sommes d'argent qu'il ne leur en reste pas assez pour l'entretien de leurs familles,



familles , ceste incommodité ne touche pas moins le Prince qu'eux mesme; à cause qu'il ne peut pas conserver sans eux ses finances ny sa propre personne. Mais si les impositions que le Prince est obligé de faire sur son peuple ne passent pas ce qui est nécessaire pour l'administration des affaires publiques , c'est de l'intérêt commun qu'on les supporte, car il y va de la paix & de la defence commune. Et je ne puis pas concevoir comment c'est qu'en remplissant les coffres de l'Espargne les personnes privées en souffrent de l'incommodité , pourveu qu'on n'espuise pas entierement leurs bourses , & que leurs facultés ne soient pas tellement affoiblies , que leur industrie ne puisse plus fournir à l'entretienement de leur corps parmi quelque satisfaction d'esprit qui adoucisse les amertumes de la vie. Car ceste sorte d'incommodité n'espargneroit pas celuy qui gouverne , & ne viendrait pas de la mauvaise institution ou de quelque défaut fondamental en l'Estat (veu qu'en tout gouvernement les peuples peuvent estre opprimés) mais de la mauvaise administration d'une Republique bien ordonnée.

III. Or que la Royauté soit la meilleure des trois sortes de gouvernement , on ne le peut mieux demonstrier qu'en faisant un parallele des avantages & des incommodités qui se trouvent en l'Estat Populaire, en l'Aristocratique , & au Monarchique. Je laisse à part que l'Univers est regi par la Majesté divine comme par un souverain Monarque ; que les Anciens preferans ceste sorte de gouvernement ont establi leur Iupiter le Roy des Dieux ; qu'au

*Eloge de la  
Royauté.*

commen-

commencement des peuples & des Nations (comme parle Iustin) la volonté des Princes serroit de loy; que l'Empire paternel institué de Dieu en la Creation du monde estoit un gouvernement Monarchique; que les autres formes de republique en sont derivées, & les autres sont faites du debris de la Royauté \* par l'artifice de quelques personnes adroictes qui se sont prevaluës des desordres & de la sedition: que le peuple de Dieu sous le vieil Testament a esté gouverné par des Rois. Car bien que toutes ces considerations nous doivent faire grandement estimer la Royauté, si estce que ce ne sont pas des raisons convaincantes, & je ne dois pas agir par tesmoignages & par exemples dans un ouvrage où je ne veux employer que la force du raisonnement.

*Remarque.*

\* Par l'artifice, &c.] Il semble que c'est à cela que les anciens ont regardé en la fable qu'ils ont forgée de Promethée. Ils racontent que Promethée ayant dérobé un rayon du soleil forma un homme de bouë; à cause de quoy Iupiter le condamna à souffrir qu'un vautour luy deschirât eternellement les entrailles. N'est ce point là une image de l'esprit humain que ce brouillon de Promethée nous représente, & qui ayant pris à tasche d'imiter les loix & la Justice de l'Estat Monarchique, déroba comme un feu sacré, qu'il déroba de sa celeste origine, & le quel il communiqua ça bas à la multitude, à la lie du peuple, qui en fust animée; car ce rayon de Majesté forma de ceste masse confuse une personne civile, à laquelle on donna en suite les noms d'Aristocratie ou d'Estat populaire, suivant la façon dont elle est gouvernée. Cependant les auteurs & les fauteurs de ceste entreprise, au lieu qu'ils eussent peu vivre en repos & en seureté sous la domination d'un



relle de leurs Rois, ont encouru ce suplice legitime-  
ment à leur inquietude & à leurs innovations, qu'ils se  
sont veus exposés, comme en spectacle sur un lieu eslevé,  
à mille cuisans soucis, à des desiances continuelles, à  
des remords de Conscience ou à des agitations d'esprit  
insurmontables.

IV. Il y en a à qui le gouvernement d'un  
seul deplait pour ceste seule raison, que toute  
l'authorité est renfermée dans une personne:  
comme si c'estoit une chose fort injuste, de  
voir que parmi un grand peuple il se trouve  
un homme eslevé à un tel degré de puissance,  
qu'il ait droict luy seul de disposer de tous les  
autres comme bon luy semble. Ces gens vou-  
droient bien s'ils pouvoient se soustraire à  
l'Empire de Dieu dont le gouvernement est  
Monarchique. Mais il n'est pas mal aisé de re-  
marquer, que c'est l'Envie qui les fait parler de  
la sorte, & le desir que chacun d'eux auroit de  
posseder ce qui n'est qu'à un seul. Ils ne trou-  
veroient pas moins inique le gouvernement  
de peu de personnes, s'ils n'estoient pas de ce  
nombre, ou s'ils n'esperoient pas d'en estre:  
car s'il est injuste que l'authorité ne soit pas es-  
gallement partagée à tous, le gouvernement  
des Nobles ou des Principaux de l'Estat don-  
ne subject à la mesme plainte. Mais pource  
que j'ay fait voir dès l'entrée, que l'Esgalité est  
un Estat de guerre irreconciliable, & que l'in-  
esgalité a esté sagement introduite du consen-  
tement universel, elle n'a plus rien d'injuste,  
& celuy qui a davantage que les autres n'a que  
ce qu'on luy a donné liberalement. Les incom-  
modités donc qui se rencontrent au gouverne-  
ment d'un seul ne viennent pas de l'Unité, mais  
du

*Que le gou-  
vernement  
Monarchi-  
que n'est  
pas moins  
equitable en  
ce qu'un  
seul a plus  
de puissance  
que tous les  
autres.*

du particulier defaut de celuy en qui toute la puissance de l'Estat est reünie. Mais recherchons plus exactement lequel de ces deux gouvernemens, d'un seul homme, ou de plusieurs, travaille davantage les peuples ?

*Refutation  
de l'opinion  
de ceux qui  
disent que  
le Maistre  
avec ses ser-  
viteurs ne  
peut pas  
former une  
espece de so-  
cieté civile.*

V. Toutesfois il me faut auparavant rejeter l'opinion de ceux qui nient absolument qu'il se forme aucune espece de société civile de serviteurs soumis à un mesme Maistre, quelque grande que puisse estre sa famille. Au cinquiesme chapitre art. 9, je definis la Ville une personne composée d'un certain nombre d'hommes, & dont la volonté est tenue, suivant les conventions qu'ils ont faites, pour la volonté de tous en general, de sorte que ceste personne publique peut employer les moyens & se servir des forces de chasque particulier, pour le bien de la Paix & de la defence commune. l'establis & je fais resulter une seule personne en ce mesme endroiçt, de ce que la volonté de plusieurs est contenue eminentement en celle d'une seule teste. Or est il que la volonté de l'Esclave est contenue dans la volonté de son Maistre, (comme je l'ay fait voir au huitiesme chapitre art. 5,) de sorte qu'il peut se servir comme bon luy semble de ses forces & de ses facultés. Il s'ensuit donc qu'il se forme d'un maistre & de ses serviteurs une espece de Republique. Et on ne peut point alleguer de raison à l'encontre qui ne renverse pareillement la société composée d'un pere & de ses enfans: Car les Esclaves tiennent lieu d'enfans au Maistre qui n'en a point, ils sont comme eux sa gloire & son appuy, & ils ne sont pas moins subjects à leur maistre que les enfans



sans à leur pere. Ce que j'ay deduiſt assez clairement au lieu allegué.

VI. Entre les incommodités qu'il y a à souffrir du gouvernement d'un seul ceste cy n'est pas mise des dernières, que le Roy, outre l'argent qu'il exige necessairement de ses subjets pour les despences publiques, comme pour les gages des officiers de l'Estat, pour le bastiment des forteresses, pour le payement des garnisons, pour subvenir aux frais de la guerre, pour entretenir avec splendeur la maison royale; peut si bon luy semble exiger d'autres sommes inconsiderement, dont il enrichit ses enfans, ses plus proches parents, ses favoris, & mesme ses flatteurs. Il faut advouër que c'est là une chose bien fascheuse; mais qui se rencontre en toute sorte de gouvernement, & qui me semble plus supportable dans un Royaume que dans un Estat populaire. Car comme le Roy est unique, le nombre de ceux qu'il veut enrichir ne peut pas estre bien grand. Là où dans un Estat populaire, autant qu'il y a de personnes puissantes, c'est à dire, autant qu'il y a de *Harangueurs* qui sçavent cajoler le peuple (or le nombre n'en est jamais petit, & il s'en eleve tous les jours qui s'exercent à ce mestier) il y en a autant qui taschent d'avancer & d'enrichir leurs enfans, leurs alliés, leurs amis, & leurs flatteurs: En effect chacun d'eux desire non seulement de bien establir sa famille en la rendant illustre & opulente, mais de se faire des creatures. Le Roy peut contenter la pluspart du temps ceux qu'il affectionne & ceux qui le servent, qui sont peu en nombre, par divers moyens qui ne tournent point à la foule

*Que les exactions sont plus grandes & plus rudes en l'Estat populaire, que sous un Roy.*

foule du peuple, comme en leur donnant des charges militaires ou des offices de judicature: Mais en la Democratie, où il faut rassasier quantité de nouveaux affamés qui naissent tous les jours, il est bien difficile qu'on s'en acquitte sans l'oppression du peuple. Le Roy bien qu'il puisse avancer quelquesfois des personnes indignes, si est-ce que le plus souvent il ne veut pas le faire: mais en un Estat populaire ces *Hérangueurs* & nouveaux Tribuns du peuple prennent à tâche d'avancer des personnes de neant, car c'est leur interest d'empescher que les charges ne se perpetuent dans les familles anciennes, & d'abaisser le credit des bonnes maisons, formidable à la Republique, aussi bien qu'à leur autorité particuliere.

*Que les gens de bien ont moins à craindre sous la domination royale, que dans un Estat populaire.*

VII. La Royauté a cecy d'incommode en l'opinion de diverses personnes, que la crainte de la mort y est continuelle, parce que chacun peut s'imaginer qu'il est tousjours à deux doigts de sa ruine, lors qu'il pense que le souverain non seulement peut ordonner les punitions que bon luy semble à quelques fautes que ce soit, mais que mesme il peut maltraicter ses subjects innocens, poussé d'un mouvement de cholere ou de quelque autre passion desreglée. Certainement c'est là un fascheux inconvenient lors qu'il arrive en quelque sorte de gouvernement que ce soit. Je dis lors qu'il arrive, car il ne suffit pas qu'il puisse arriver, s'il ne se fait sentir effectivement. Mais c'est encore un defaut de celuy qui gouverne, plustot que du gouvernement, & on ne doit pas imputer les actions d'un Neron comme essentielles à la Monarchie. Toutesfois j'ose bien dire, qu'il



y a beaucoup moins de personnes innocentes condamnées par un homme seul, que par tout un peuple. D'autant que les Rois ne font du mal, & n'exercent de cruauté que contre ceux qui les inquietent par des conseils hors de saison, qui usent contre eux de paroles injurieuses, ou qui s'opposent directement à leur volonté. Et ils n'en viennent gueres à ceste rigueur que pour se mieux asseurer de la puissance absoluë qu'ils veulent avoir incontestablement sur leurs subjects. De sorte que sous le Regne d'un *Neron* ou d'un *Caligula* il n'y a que ceux de sa cognoissance, que les Courtisans, ou que quelques personnes en charge eminente, qui puissent estre injustement persecutés; & mesmes il faut qu'ils concourent à ses desirs, ou que leur fortune donne par hasard quelque obstacle à ses desseins; car s'ils le choquent à leur escient, & le provoquent par quelque offence premeditée, je ne trouve rien d'injuste en la peine qui leur est imposée. Ainsi en l'Estat Monarchique celuy qui veut se tenir caché est hors de danger quel que soit celuy qui regne, car il n'y a que les ambitieux qui en patissent. Mais sous la Domination populaire il y peut avoir autant de *Nerons*, qu'il se trouve d'*Orateurs* qui sçavent flater le peuple, chacun d'eux ayant autant de puissance que toute la multitude laquelle il persuade. En effect nous voyons que ceste sorte de gens se preste l'espaule tour à tour, qu'aujourd'hui on soustrait à la justice un assassin, afin que le lendemain on sauve quelque autre criminel, & que le peuple souffre bien davantage de ces cruelles charités, que d'une punition un peu trop severe. D'ailleurs

L

comme

comme la puissance des particuliers doit estre retenue dans quelques bornes, si elle passe au de là elle devient suspecte & dangereuse à l'Estat; c'est pourquoy les souverains sont obligés quelquesfois de la circoncrire, & d'empescher que le public n'en reçoive du dommage. Suivant laquelle maxime tantost ils retranchent des trop grandes richesses de leurs subjects, tantost ils diminuent leur autorité, & il s'en est veu à qui ils ont fait le procès & à qui ils ont fait perdre la reste, parce que la grandeur leur estoit suspecte. Mais cela n'arrive pas moins dans les Estats populaires, que dans la Monarchie. Telsmoin l'*Ostracisme*, duquel on bannissoit pour cinq ans à Athenes les principaux de la Republique, sans autre pretexte que celuy de leur trop grande puissance; & telmoin encore ceste plus grande severité des Romains, qui condamnoient à la mort leurs plus fidelles citoyens, nonobstant tous les services rendus, dès qu'ils voyoient que par quelque largesse ils affectoient de gagner les bonnes graces du peuple, comme s'ils avoient pretendu à la souveraineté. Certes la Democratie & la Royauté ne sont pas moins coupables l'une que l'autre, & cependant elle ne sont pas dans la mesme reputation; parce que c'est le peuple qui dispence la loüange & le blasme sans beaucoup de consideration du merite, & en approuvant ce qu'il voit faire au plus grand nombre. D'où vient qu'en deux occurrences toutes semblables il accuse le Roy d'envie, & louë la Politique de l'Estat, il croit que l'un voit de mauvais œil la vertu des grands, & que l'autre s'oppose judicieusement à leur trop grande



grande puissance; c'est la mesme action, ce sont les mesmes maximes, & toutesfois le vulgaire n'en tire pas les mesmes consequences, & ne les rapporte pas à mesmes causes.

VIII. Il y en a qui estiment la Royauté plus incommode que le gouvernement populaire, à cause qu'en celle là il se trouve moins de liberté qu'en celuy cy. Mais si par ce mot de *Liberté* ils entendent parler d'une exemption de la subjection qui est deuë aux loix, c'est à dire, aux ordonnances publiques, il n'y a aucune sorte d'Estat, non pas mesme la Democratie, où elle se rencontre. Et si l'on met la liberté au petit nombre des loix, ou en ce que peu de choses sont defenduës, lesquelles il importoit absolument d'estre prohibées pour la conservation de la paix; je soustiens que l'Estat populaire ne jouit point de plus de franchise que la Monarchie, & que l'une ne s'accorde pas moins que l'autre avec ceste sorte de liberté. Car bien qu'on grave sur les tours & sur les portes des villes en gros caracteres le nom de *Liberté*; elle ne regarde pourtant pas les particuliers, mais le corps de la cité; & n'appartient pas davantage à une ville Republicaine, qu'à telle autre qui est dans le cœur d'un Royaume. Mais d'ordinaire quand les particuliers ou les subjects demandent la Liberté, ils entendent par ce mot la domination ou la souveraine puissance, à quoy pourtant leur ignorance fait qu'ils ne prennent pas garde. Car si chacun laissoit aux autres, ainsi que les loix de nature l'exigent, la liberté qu'il desire pour soy mesme, on reviendroit en l'estat de Nature, où toutes choses sont permises à tous, & duquel si l'on

*Que chascun particulier ne jouit pas de moins de liberté sous son Roy, que dans une Republique.*

cognoissoit la misere, on l'éviteroit, comme un Estat de liberté pire que la plus dure des subjections politiques. Que si l'on souhaite d'estre libre pendant que tous les autres sont asservis, qu'est ce autre chose que pretendre à la Domination? veu que celuy qui est libre devient aisement le maistre de tous ceux qui sont liés. Doncque la Liberté des particuliers n'est pas plus grande en l'Estat populaire, que dans le Monarchique. Ce qui impose au vulgaire est, que tous participent esgalement aux charges publiques & à l'autorité du commandement: Car là où le peuple gouverne, chaque particulier participe au droit de l'Empire, en tant qu'il est membre de l'Estat; Et les charges publiques sont esgalement participées, en tant que chacun a voix deliberative en l'élection des Magistrats & des autres officiers de la Republique. Et c'est ce qu'Aristote mesme a voulu dire, nommant la liberté au lieu de l'Empire, au sixiesme livre de ses Politiques chap. 2: *En l'Estat populaire, dit-il, on suppose qu'on y jouit de liberté. Ce qu'on tient communement, comme s'il n'y avoit personne de libre hors de cest Estat.* Ce qui monstre en passant, que les subjects qui se plaignent de la perte de leur Liberté sous la domination d'un Monarque legitime, n'ont point d'autre veritable cause de leur indignation, que le desir qu'ils auroient d'estre employés au gouvernement de l'Estat.

*Qu'il n'y a rien d'incommode pour les particuliers, de n'assister*

IX. Mais peut estre que quelcun dira que l'Estat populaire est de beaucoup preferable au Monarchique pour ceste consideration, qu'en celuy là, où tous se meslent des affaires publiques, on donne à chacun le moyen de faire



faire paroître sa prudence, son adresse, & son Eloquence dans les plus difficiles & importantes deliberations; ce qui chatouille bien fort tous ceux qui possèdent, ou qui croient de posséder en quelque degré eminent ces belles qualités; à cause que les hommes sont naturellement desireux de la gloire, & se picquent de celle de l'Esprit plus que de toutes les autres. Mais sous une Monarchie ce chemin à la gloire & aux dignités est fermé à la plupart des personnes privées. Or n'est ce pas là, je vous prie, une tres grande incommodité de ceste sorte de gouvernement? Je vous diray ce que j'en pense. Voir preferer l'opinion de tel que nous mesprisons à la nostre; souffrir qu'on se moque en nostre presence de nostre sagesse; sur le hasard d'une vaine gloire faire des inimitiés certaines; (car cela est infaillible soit qu'on nous surmonte, ou que nous l'emportions;) haïr & estre haï à cause de la dissemblance des opinions; decouvrir à chacun sans qu'il en soit de besoin & sans fruit ce que nous avons dans l'ame; negliger nos affaires domestiques; c'est ce que j'estime de veritables incommodités. Mais de n'estre pas dans une continuelle dispute d'esprit & de suffisance, bien que ceux qui ont la langue bien pendue s'y plaisent, ce n'est pas un grand inconvenient; si ce n'est qu'on vueille dire, que parmi les gens d'espée, c'est une fascheuse mortification aux vaillans que de les empescher de se battre tous les jours, parce qu'ils trouvent du divertissement aux querelles.

X. Dailleurs il y a diverses raisons qui me font estimer, que les deliberations que l'on

*pastous aux  
delibera-  
tions publi-  
ques.*

*Que les de-  
liberations  
sur des cho-*

*ses importantes à l'Estat passent malaisément par les avis des grandes assemblées, à cause de l'impertinence de la plupart de ceux qui y peuvent assister.*

prend en de grandes assemblées valent moins, que celles où l'on ne recueille les sentiments que d'un petit nombre de personnes choisies. L'une de mes raisons est, que pour bien deliberer de tout ce qui est de l'interest public, il faut cognoistre non seulement les affaires du dedans, mais aussi celles du dehors. Et pour ce qui regarde le dedans de l'Estat, il faut savoir par exemple, d'où c'est qu'il tire les moyens de sa subsistence & de sa defence; quels sont les lieux propres à recevoir de garnison; où se doivent faire les levées des soldats & où ils se peuvent entretenir; comment sont portés les subjects envers leur Prince, envers l'Estat, ou envers ceux qui gouvernent; & mille choses semblables. Pour ce qui est des affaires estrangeres, il ne faut pas ignorer quelle est, & en quoy consiste la force des Estats voisins; quels avantages, ou quels desadvantages nous en retirons; de quelle affection ils sont portés pour nous, & comment ils vivent entr'eux; & quels desseins ils font. Or d'autant que cela vient à la cognoissance de fort peu de personnes dans une grande foule de peuple, à quoy peut servir tout ce nombre d'ignorans & d'incapables de bon conseil, qu'à donner par leurs sots avis des empeschemens aux meures deliberations?

*Et à cause de l'Eloquence.*

XI. Vne autre raison pourquoy une grande assemblée est moins propre aux deliberations est, que chacun de ceux qui opinent est obligé d'user d'un long discours pour expliquer sa pensée, & de l'orner le plus qu'il pourra par son bien dire, afin de la rendre plus agreable à ceux qui l'escoutent & de conserver sa



sa reputation. Or est il que c'est le mestier de l'Eloquence de faire paroistre le *bien* & le *mal*, l'*utile* & le *dommageable*, l'*honneste* & le *deshonneste*, plus grands qu'ils ne sont en effect, & de faire passer pour *juste* ce qui ne l'est point, toutesfois & quantes que l'orateur estime que cela sert à son intention. Et c'est ce qu'on nomme persuader, & d'où l'on prise les personnes eloquentes. En effect bien que l'Orateur face semblant de vouloir raisonner, il ne s'en acquitte qu'à demi, & la pluspart de ses raisonnemens peu solides sont establis sur de faux principes, qui n'ont que quelque apparence, & sur des opinions vulgaires, qui sont presque toutes fausses; aussi il ne se propose pas de penetrer dans la nature des choses, mais d'accommoder son discours aux passions de ceux qu'il veut esmouvoir. D'où il arrive que les jugemens ne se forment gueres sur les maximes du bon sens & de la droicte raison, mais sortent en desordre poussés d'un aveugle mouvement de l'ame. En quoy il faut que j'excuse l'*Orateur*, & que j'advoue que ce defect est de l'*Eloquence* plustot que de luy en particulier. Car les Rhetoriciens nous apprenent que l'Eloquence ne regarde pas à la Verité comme à son but, (si ce n'est par accident) mais à la Victoire; & que sa profession n'est pas d'enseigner les hommes, mais de les persuader.

XII. La troisieme raison pour laquelle j'estime qu'il soit moins utile de deliberer en une grande assemblée est, que de là se forment des *factions* dans l'Estat, & des factions naissent les seditions & les guerres civiles. Car lors que deux orateurs d'esgalle reputation se rencon-

*Et à cause  
des factions.*

trent à soustenir des opinions diverses, celuy qui succombe prend en haine celuy qui emporte le dessus, & en mesme temps tous ceux qui se laissoient toucher aux raisons de son adversaire, comme s'ils avoient mesprisé les siennes. En suite dequoy il tasche de faire mal reussir les deliberations, & ne se soucie point qu'elles tournent au dommage de la Republique; parce qu'il luy semble que par ce moyen il recouvre en quelque sorte son honneur, & diminue la gloire de son Antagoniste. D'ailleurs lors que les suffrages n'ont pas esté tellement inégaux, qu'il ne reste encore quelque esperance aux vaincus de pouvoir faire qu'en une autre assemblée, revoyant l'affaire, si l'on gaigne quelques personnes, on prendra une nouvelle deliberation; alors, disje, les principaux du parti s'assemblent & consultent en particulier comment c'est qu'ils pourront faire changer la resolution precedente; ils font dessein de se trouver tous des premiers en la prochaine assemblée; disposent de l'ordre dont on traittera les matiere, afin qu'on remette sur le tapis les conclusions passées & qu'on les revoke, comme cela n'est pas mal aisé en l'absence de quelques uns de ceux qui les avoient données. Or ceste industrie & ceste diligence qu'ils apportent à former un corps qui represente de nouveau tout le peuple, c'est ce qu'on doit nommer *faction*. Mais quand la faction qui a eu moins de suffrages est la plus forte, ou à peu pres égale, ce qu'on n'a peu obtenir par adresse & par les charmes de l'Eloquence, on tasche de le recouvrer par les armes, & l'on en vient à une guerre civile. Vous me direz  
que



que cela n'arrive pas necessairement ny fort souvent; mais pourquoy ne dites vous aussi avec la mesme probabilité, que les grands Orateurs ne sont pas necessairement desirieux de la gloire, & que leurs opinions ne sont pas bien souvent differentes en de grandes affaires ?

XIII. De ces inconveniens que je viens d'alleguer, il s'ensuit que les loix sont fort incertaines, parce que leur promulgation estant accordée aux assemblées populaires, elles peuvent changer non seulement quand les affaires changent de face, & quand les esprits prennent de nouvelles impressions, mais aussi suivant qu'il se rencontre à la Cour plus ou moins de personnes qui grossissent tantost une faction & tantost l'autre: de sorte que les loix sont flottantes en ces assemblées là, & agitées comme sur une mer au gré des ondes.

*Et à cause  
de l'instabilité  
des  
loix.*

XIV. En quatriesme lieu les deliberations des grandes assemblées ont cecy d'incommode, que les desseins de la Republique, auxquels le secret est le plus souvent tres necessaire, sont eventés & portés aux ennemis avant qu'on les puisse executer; si bien que les estrangers ne sont pas moins informé que le peuple qui gouverne, de ce qu'il peut & de ce qu'il ne peut point, ou de ce qu'il veut & de ce qu'il desapprouve.

*Et à cause  
que le secret y man-  
que.*

XV. Ces incommodités qui se rencontrent aux deliberations des grandes assemblées font voir que la Monarchie vaut mieux que le gouvernement populaire, en ce que dans la Democratie les affaires importantes sont plus souvent commises à ceste sorte d'assemblées, que dans un Royaume, & que ceste pratique peut mal

*Que ces in-  
conveniens  
se rencon-  
trent en  
l'Estat po-  
pulaire,  
à cause que  
les hommes  
se plaisent*

naturelle-  
ment à faire  
gloire de  
leur esprit.

mal aisement estre changée. Car au reste il n'y a aucune raison pourquoy on n'aimeroit mieux s'occuper à ses affaires domestiques, que se rompre la teste apres celles du public; si ce n'estoit qu'au maniment de ces dernieres on a plus de subject d'exercer sa dexterité & son éloquence, & de s'acquérir une haute reputation de sagesse & de prudence, dequoy les ambitieux remportent une merveilleuse satisfaction, sur tout lors que de retour chez eux ils peuvent se vanter aupres de leurs amis, de leurs parens, & de leurs femmes, des heureux succez de leurs entreprises: comme nous lisons de *Marcus Coriolanus*, qui n'avoit point de plus solide plaisir apres ses grands exploits en la conduite des armées, que de voir sa mere ravie d'entendre ses louanges. Mais si sous une Democratie le peuple vouloit laisser les deliberations touchant la Guerre & la Paix, & la promulgation des loix à un seul homme, ou à un conseil de fort peu de personnes, se contentant de la nomination des Magistrats & des autres officiers, c'est à dire, ne se reservant que l'autorité sans se mesler du Ministère, il faudroit advouër qu'en ce cas là la Democratie & la Monarchie seroient en ce point égales.

Des incom-  
modités  
qui se ren-  
contrent  
dans le gou-  
vernement  
d'un Roy  
mineur.

XVI. Les avantages & les incommodités qui se rencontrent en une sorte de gouvernement plus qu'en l'autre, ne viennent pas de ce qu'il vaut mieux commettre l'Empire ou l'administration des affaires publiques à un seul plustot qu'à plusieurs, ou à plusieurs plustot qu'à un seul. Car l'Empire consiste en la puissance, & l'Administration en l'acte du gouvernement;



nement ; Or la *puissance* est esgale en quelque sorte d'Estat que ce soit ; & il n'y a de difference que les *actes*, c'est à dire, les *mouvements* & les *actions* de la Republique, suivant qu'elles procedent des deliberations de plusieurs ou de peu de personnes, des sages ou des impertinents. D'où l'on peut concevoir que les avantages ou les desadvantages du gouvernement ne doivent pas estre attribués à celuy qui tient dans l'estat la souveraine puissance, mais à ceux qui en sont les ministres ; de sorte que rien n'empesche qu'une Monarchie ne soit bien gouvernée, quoy qu'une femme ou qu'un enfant soient assis sur le throsne, pourveu que ceux du ministere desquels ils se servent soient bien capables des affaires. Et ce que l'on dit communement, *Malheur au Royaume dont le Roy est un enfant*, ne signifie point que la condition d'une Monarchie soit pire que celle d'un Estat populaire, mais au contraire que les incommodités d'un Royaume ne sont que par accident ; d'autant que sous le Regne d'un enfant il arrive quelquesfois que plusieurs poussés par l'ambition se fourrent à toute force dans les conseils publics, ce qui cause dans l'Estat une espece d'administration Democratique, d'où naissent tous les malheurs & toutes les calamités qui la pluspart du temps accompagnent le gouvernement populaire.

XVII. Or entre les preuves que la plus absolue monarchie est la meilleure de toutes les sortes de gouvernement, c'en est icy une tres evidente, que non seulement les Rois, mais aussi les Republiques populaires & Aristocratiques donnent des Generaux à leurs armées lors

*Que la  
puissance  
des gene-  
raux d'ar-  
mée est une  
marque de  
l'excellence  
de la Do-  
mination  
Royale.*

lors que quelque guerre survient, & laissent leur puissance aussi absolue qu'elle le peut estre. (sur quoy il faut remarquer en passant qu'un Roy ne peut point donner à un general plus de puissance sur son armée, qu'il n'en exerce luy mesme sur ses subjects.) Doncques en un Camp la Monarchie est la plus excellente de toutes les sortes de gouvernement. Mais que sont autre chose plusieurs Republiques, qu'autant de grandes armées, qui demeurent campées dans un pays, enfermées d'une large circonvallation, & fortifiées sur la frontiere par des garnisons & des places, où l'on est tousjours en arme contre ses voisins? or comme ces Republiques voisines demeurant en ceste posture ennemie, ne sont point sousmises à une commune puissance; la paix dont elles jouissent quelquesfois n'est qu'une espee de trefve, & leur Estat doit estre tenu pour le vray estat de Nature, qui est celuy de guerre perpetuelle.

XVIII. Apres tout, puis qu'il estoit necessaire pour nostre conservation d'estre sousmis à un Prince ou à un Estat, il est certain que nostre condition est beaucoup meilleure quand nous sommes subjects d'une personne à qui il importe de nous bien conserver. Or cela arrive quand les subjects sont du patrimoine & de l'heritage du Souverain; car chacun est assez porté naturellement à bien garder ce dont il herite. Et de vray les richesses d'un Prince ne consistent pas tant en l'estendue de ses terres & en l'argent de ses coffres, qu'au nombre & en la valeur de ses subjects; ce qu'on peut remarquer en ce qu'on achete bien plus cherement la seigneurie d'une petite ville fort marchande & fort

*Que la  
meilleure  
forme de  
gouverne-  
ment est  
celle où les  
subjects  
sont le pa-  
trimoine du  
Souverain.*



fort peuplée, que celle d'un pays desert, ou de toute une province deshabitée; aussi on amasse plutôt de l'argent avec des personnes industrieuses & de courage, qu'on ne recouvre avec tout l'or du monde des hommes de mérite. Et à peine trouvera-t-on un exemple d'un Prince, qui ait privé un sien sujet de ses biens ou de sa vie, par un simple abus de son autorité, & sans qu'il luy en eut donné occasion.

XIX. Jusques icy je n'ay fait comparaison qu'entre la *Monarchie* & l'*Estat populaire*, & je me suis tenu de l'*Aristocratie*. Mais de tout ce que j'ay dit des deux précédentes sortes de gouvernement, il semble que l'on peut conclurre touchant ceste troisieme, que celle qui est hereditaire dans certaines familles, que celle qui se contente de l'Election de ses magistrats, & qui laisse les deliberations à un petit nombre de personnes capables, & en un mot que celle qui approche davantage de la Royauté, & qui s'esloigne le plus du gouvernement populaire, est la meilleure de toutes, la plus commode aux particuliers, la plus avantageuse au public, la plus noble & la plus fermement établie.

*Que l'Aristocratie est d'autant meilleure qu'elle approche davantage de la Monarchie, & d'autant pire que plus elle s'en esloigne.*

## C H A P. XI.

*Passages & Exemples de la sainte Esriture qui semblent favoriser ce que nous venons de dire.*

## S O M M A I R E.

- I. *Que le commencement de la société civile instituée vient du consentement du peuple.* II. *Que les Jugemens & les Guerres dependent de la volonté des souverains.* III. *Qu'on ne peut point*

point avec justice punir les souverains. IV. *Que ce n'est pas une Republique, mais une Anarchie, où il n'y a point de souveraine puissance.* V. *Que les esclaves doivent à leurs Maîtres, & les Enfans à ceux qui les ont mis au monde une obéissance absolue.* VI. *Que l'Empire absolu se prouve par des passages tres evidents du Vieil & du Nouveau Testament.*

*Que le commencement de la société civile instituée vient du consentement du peuple.*

I. **A**V fixiesme chapitre & en l'article 2, j'ay tiré l'origine de la société civile que je nomme d'Institution politique du consentement de la multitude, & j'ay dit qu'apres que tous ou que le plus grand nombre a consenti, tous ceux qui apportent quelque repugnance doivent estre tenus pour ennemis de l'Estat. Tel fust le commencement du Regne de Dieu sur le peuple Juif establi par Moyse. Si vous escoutés ma voix, &c. vous me serés un Royaume de sacrificateurs, &c. Moyse vint & ayant assemblé les plus anciens du peuple, &c. & tout le peuple respondit d'une voix commune, Nous ferons tout ce que le Seigneur a dit. Tel aussi fust le commencement de la puissance de Moyse, qui fust comme viceroy de ce peuple sous la Majesté divine. Tout le peuple voyoit les lampes, & entendoit la voix, &c. & disoit à Moyse, Parle à nous, & nous t'escouterons. Le Regne de Saul commença de la mesme maniere. Mais voyans (est il dit 1 Sam. 12. 12.) que Nabas Roy des enfans de Hammon venoit à l'encontre de vous, vous m'avez dit, Non, mais un Roy regnera sur nous; combien que l'Eternel vostre Dieu fust vostre Roy. Maintenant donc voicy le Roy que vous avés choisi, lequel vous avés demandé. Et comme tous ne prestioient pas leur consentement, mais la plus grande partie (car il y eust des meschans garnemens (est il dit au chap. 10, vers. 27, ) qui dirent comme nous delivreroit cestuy cy ? & le mespri-

serent,



serent, & ne luy apportèrent point de present; ) ceux qui n'avoient pas consenti estoient recherchés & mis à mort comme traistre & ennemis de l'Estat. *Qui est-ce*, dit le peuple à Samuel, *qui dit, Saul regnera-il sur nous? Baillés nous ces hommes là, & nous les ferons mourir*, 1 Sam. 11. 12.

II. Au mesme chapitre & en l'article 6, & 7, j'ay fait voir que le Jugement des causes civiles & criminelles en l'administration de la Justice, & que la resolution & la conduite de la Guerre estoient entre les mains de celuy qui dans l'Estat tient l'autorité souveraine, comme entre celles du Roy dans la Monarchie. Je le confirme par le jugement du peuple mesme. *Et nous serons aussi comme toutes les Nations, & nostre Roy nous jugera, & sortira devant nous, & conduira nos guerres*, 1 Sam. 10. 20. Et par le témoignage du Roy Salomon en ce qui regarde les Jugemens, & le discernement de toutes les choses dont on peut disputer si elles sont bonnes ou mauvaises. *Donne donc à ton serviteur un cœur qui s'entende à juger ton peuple, en discernant entre le bien & le mal*, 1 Rois 3. 9. Et d'Absalom, *Regarde ta cause est bonne & droicte; mais tu n'as personne qui t'oye de par le Roy*, 2 Sam. 15. 3.

III. Que les Rois ne puissent point estre chastiés par leurs subjects, comme j'ay fait voir cy dessus au sixiesme chapitre art. 12. le Roy David nous le confirme, qui estant recherché de Saul pour estre fait mourir, s'abstint pourtant de le tuer, & defendit tres expressément à Abisai de porter sa main sur ceste sacrée personne. *Ne le tue point*, dit-il, *car qui est ce qui oseroit estendre sa main sur l'oinct du Seigneur & demeurer innocent?* Et ayant luy mesme osé couper

*Que les jugemens & les guerres dependent de la volonté des souverains.*

*Qu'on ne peut point avec justice punir les souverains.*

couper un pan de la manteline de Saul, il en fust touché en son cœur, & dit à ses gens, *La ne m'advienne de par l'Eternel que je commisse un tel cas contre mon Seigneur, l'oinct de l'Eternel, mettant ma main sur luy; car il est l'oinct de l'Eternel?* 1 Sam. 23. 7. Et enfin par l'exemple de ceste Amalécite que David fit mourir en sa presence parce qu'il avoit tué Saul, 2 Sam. 1. 15.

*Que ce n'est pas une République, mais une Anarchie, où il n'y a point de souveraine puissance.*

IV. Ce qui est dit au livre des Juges chap. 17. 6. *Et en ce temps là il n'y avoit point de Roy en Israel, un chacun faisoit ce qui luy sembloit estre droit;* (comme si le saint Esprit vouloit donner à entendre que hors de la Monarchie, il n'y a qu'Anarchie & confusion de toutes choses) pourroit estre apporté pour une preuve de l'excellence de la Royauté par dessus toutes les autres sortes de gouvernement, si ce n'est qu'en ce passage par le mot du Roy il se peut entendre non seulement une personne seule, mais aussi une certaine Cour, pourveu qu'en l'une ou en l'autre on trouve la souveraineté. Et quoy qu'on le prene en ce dernier sens, il ne laisse pas de monstrier, ce à quoy je me suis occupé dans tout le sixiesme chapitre, que s'il n'y a dans l'Estat une puissance souveraine & absolue toutes choses seront permises, & chacun fera ce que bon luy semble: ce qui ne scauroit compatir avec la conservation du genre humain, & partant la Loy de Nature demande que la société civile ne demeure point sans quelque autorité supreme.

*Que les Esclaves doivent à leurs Maistres &*

V. J'ay dit au huitiesme chapitre article 7. & 8, que les Serviteurs debvoient un obeissance simple & absolue à leurs maistres, & les enfans à ceux qui leur ont donné la vie chap. 9.

art. 7.



art. 7. Sainct Paul est en cela de mon sentiment Coloss. 3, *Serviteurs obeissés en toutes choses à ceux qui sont vos maistres selon la chair; ne servans point à l'œil, comme voulans complaire aux hommes, mais en simplicité de cœur, craignans Dieu. Et parlant des enfans, Enfans obeissés à vos peres & meres en toutes choses; car cela est plaissant au Seigneur.* Or comme par ceste simple obeissance que j'exige, j'entens qu'on face toutes les choses qui ne sont point contraires à la loy de Dieu; il faut aussi dans les passages de sainct Paul que je viens d'alleguer, apres le mot de toutes choses suppleer la mesme exception.

VI. Mais afin que je ne sois pas obligé d'explucher par le menu tout le droit des Souverains, je produiray icy seulement les passages qui establisent en blot & d'un seul traict toute leur puissance; tels que sont ceux qui commandent aux subjects de rendre à leurs Princes legitimes une simple & absolue obeissance. Je commencerai donc par le Nouveau Testament. *Les Scribes & les Pharisiens sont assis sur la chaire de Moÿse, faites tout ce qu'ils vous commanderont.* Remarqués, je vous prie, ces paroles. *Faites*, dit le Seigneur, *toutes choses*, c'est à dire, rendés une obeissance simple & absolue. Et pourquoy? à cause que les Pharisiens & les Scribes sont assis sur la chaire de Moÿse. Il ne dit pas sur celle d'Aron qui estoit *Sacrificateur*; mais sur celle de Moÿse, qui estoit un Prince seculier tenant en main l'espée de la Justice. En l'Epistre aux Romains chap. 13, *Que toute personne soit sujette aux puissances superieures; car il n'y a point de puissance si ce n'est de par Dieu, Et les puissances qui sont en estat sont ordonnées de Dieu.* Parquoy qui resiste à la puissance

*les enfans à ceux qui les ont mis au monde une obeissance absolue.*

*Que l'Empire absolu se prouve par des passages tres evidens du Vieil & du Nouveau Testament.*

M

sance

sance, résiste à l'ordonnance de Dieu, & ceux qui résistent feront venir condamnation sur eux mesmes, &c. Puis donc que les puissances qui gouvernoient le monde du temps de saint Paul estoient établies de Dieu, & que tous les Rois d'alors exigeoient de leurs subjects une entiere obeissance, il s'ensuit qu'une telle autorité est ordonnée de Dieu mesme. Rendés vous donc subjects à tout ordre humain (dict l'Apostre saint Pierre 1 Epist. 2. 13.) pour l'amour de Dieu : soit au Roy, comme à celuy qui est par dessus les autres : soit aux gouverneurs, comme à ceux qui sont envoyés de par luy, pour exercer vangeance sur les malfaitteurs, & à la louange de ceux qui font bien; car telle est la volonté de Dieu. Et derechef saint Paul escrivant à Tite chap. 3. 1; Admonestes les qu'ils soient subjects aux principautés & puissances. A quels Princes donc? n'est-ce pas à ceux de ce temps là, qui exigeoient de leurs subjects une obeissance simple & absolue? Et pour venir à l'exemple du Seigneur Iesus, à qui par droict hereditaire, comme descendant de David, le Royaume des Juifs estoit deu, il ne laissoit pas vivant en personne privée de payer le tribut à César, & de dire qu'il luy appartenoit en effect. Rendés, disoit il, à Cesar ce qui appartient à Cesar, & à Dieu ce qui appartient à Dieu, Matth. 22. 21. Et quand ce grand Sauveur a voulu agir en Roy, il a bien tesmoigné par la Majesté de ses commandemens, qu'il demandoit une obeissance toute entiere. Allés, dit il à ses Disciples, en la bourgade qui est vis à vis de vous, & incontinent vous trouverez une asnesse attachée, & son poulain avec elle; detachés les, & me les amenés : Que si quelqu'un vous dit quelque chose, vous dirés, que le Seigneur en a ordonné.



à faire. Il en use de la sorte en qualité de Souverain & de Roy des Juifs. Or quel Empire y a-il plus absolu que celui où l'on peut ôster à un subject son bien propre sans alleguer d'autre pretexte que ceste raison *le Seigneur en a à faire*? Les passages du Vieil Testament ne sont pas moins evidens sur ceste question. Deuter. 5, 27; *Approche toi & esoute tout ce que l'Eternel nostre Dieu dira, puis tu nous rediras tout ce que l'Eternel nostre Dieu t'aura dit, & nous l'orrons & le ferons.* Ce mot de *Tout* exprime une entiere obeissance: Derechef le peuple parlant à Iosué dit, *Tout ce que tu nous a commandé nous le ferons, & partout où tu nous enverras, nous irons.* Tout ainsi que nous avons obeï à Moïse, ainsi t'obeirons nous: seulement que l'Eternel ton Dieu soit avec toi, comme il a esté avec Moïse. Tout homme qui rebellera à ton commandement, & n'obeira point à tes paroles en tout ce que tu commanderas, sera mis à mort, Ios. 1. 16. La Parabole de l'espine contenue au 9 des Iuges ne doit pas estre oubliée: *En apres tous les arbres dirent à l'espine, Vien ça toy, & regne sur nous. Et l'espine respondit aux arbres: Si c'est en sincerité que vous m'oignés pour Roy sur vous, venés, & vous retirés sous mon ombre: sinon que le feu sorte de l'espine, & devore les cedres du Liban.* Desquelles parolles le sens est, qu'il faut acquiescer à ce que disent ceux que nous avons establis sur nous pour Rois legitimes, si nous ne voulons estre consumés par l'embrasement d'une guerre civile. Mais la puissance Royale est plus particulièrement descrit de Dieu mesme parlant par la bouche de Samuel son prophete: *Declare au peuple comment le Roy qui regnera sur eux les traitera, &c. Ce sera icy le traitement que vous fera le*

Roy qui regnera sur vous. Il prendra vos fils & les donnera sur ses chariots, &c. il prendra aussi vos filles pour en faire des parfumeuses, des cuisinieres, & des boulangeres. Il prendra aussi vos champs, vos vignes, & vos lieux où sont vos bons oliviers, & les donnera à ses serviteurs, &c. 1 Sam. 8. N'est-ce pas là une puissance bien absolue? Et toutesfois c'est là une description que Dieu faict des Droicts de la Royauté. Il semble que personne n'estoit exempt de ceste parfaite obeissance; non pas mesme le Souverain Sacrificateur, dont la charge estoit parmy les Juifs si eminente. Car en cest endroict où le Roy Salomon parle au Sacrificateur Abiathar de ceste façon imperieuse; *Va t'en en Hanathorh en ta possession: car tu es homme digne de mort: toutesfois je ne te ferai point mourir ce jourdhuy; d'autant que tu as porté l'arche du Seigneur l'Eternel devant David mon pere, & d'autant que tu as esté affligé en tout ce en quoy mon pere a esté affligé. Ainsi Salomon debouta Abiathar à ce qu'il ne fust plus sacrificateur de l'Eternel. 1 Rois 2.26.* nous ne remarquons pas que ceste action ait esté desplaisante à Dieu, Salomon n'en est point repris, & nous ne lisons point qu'alors Dieu tesmoignat de ne pas agreer ceste sacrée & royale personne, à qui il departoit si libéralement les dons d'une sagesse extraordinaire.

## C H A P. XII.

*Des causes internes d'où peut venir la desunion de la société civile.*

## S O M M A I R E.

- I. *Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, qu'il appartient à chacun de juger de ce qui est bien ou de ce qui est mal.*



mal. II. *Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, que les subjects peuvent faillir en obeissant à leurs Princes.* III. *Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, qu'il doit estre permis de tuer un Tyran.* IV. *Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, que mesme ceux qui ont la puissance souveraine sont subjects aux loix civiles.* V. *Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, que l'autorité souveraine peut estre partagée.* VI. *Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, que la foy & la sainteté ne peuvent pas estre acquises par estude & par raisonnement, mais qu'elles sont infuses & inspirées toujours d'une façon surnaturelle.* VII. *Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, que chaque particulier a la propriété de son bien ou une Seigneurie absolue.* VIII. *Qu'ignorer la difference qu'il y a entre le Peuple & la Multitude dispose les esprits à la sedition.* IX. *Que de trop grandes exactions d'argent, quoy que iustes & nécessaires, disposent à la sedition.* X. *Que l'ambition dispose les esprits à la sedition.* XI. *Que l'esperance du succès dispose à la sedition.* XII. *Que l'Eloquence est la seule vertu nécessaire pour esmouvoir une sedition, & qu'à cela il n'est pas besoin de quelque sagesse.* XIII. *Comment c'est que la sottise du vulgaire & l'Eloquence des ambitieux concourent à la ruine des Estats.*

I. **I** Usques icy nous avons tasché de mon-  
strer qu'elles ont esté les causes, & sous  
quelles conditions la société civile a esté  
establie, & quels sont les droicts de ceux qui  
commandent sur leurs subjects. Il faut mainte-  
nant faire voir quelles sont les causes qui ten-  
dent à la ruine des Estats, c'est à dire, qu'elles  
sont les causes des seditions qui les destruisent.  
En quoy j'auray soin de garder ma briefveté  
ordinaire. Or comme au mouvement des corps  
naturels il y a trois choses à considerer, asçav-  
oir la *disposition interieure*, qui les rend propre  
au mouvement; l'*agent externe*, par laquelle un  
certain & déterminé mouvement est produict  
en effect; & l'*action mesme*. Aussi en un Estat où  
le peuple fait du tumulte, il se rencontre trois

*Que c'est  
une opinion  
seditieuse  
d'estimer,  
qu'il ap-  
partient  
à chacun  
de juger  
de ce qui  
est bien  
ou de ce  
qui est  
mal.*

M 3 choses

choses dignes de consideration. Premièrement les *Doctrines* & les *Affections* contraires à la paix, d'où les esprits des particuliers reçoivent des dispositions feditieuses ; en second lieu, quels sont ceux qui sollicitent à prendre les armes & à la dissension, qui rassemblent, & qui conduisent les peuples desja disposés à la revolte. Et en fin la maniere en laquelle cela se fait, ou la *faction* elle mesme. Mais entre les opinions ou les maximes qui disposent à la sedition l'une des principales est celle cy, qu'il appartient à chaque particulier de juger de ce qui est bien ou de ce qui est mal. L'advouë, & je pense que je l'ay prouvé au premier chapitre articl. 9, qu'en l'estat de nature, où chacun vit avec un droit esgal, & où l'on ne s'est point soumis par quelques pactes à la domination d'autrui, que ceste proposition peut estre receüe. Mais en l'Estat politique elle est tres fausse. Car j'ay fait voir au chap. 6, art. 9, que les regles du bien & du mal, du juste & de l'injuste, de l'honneste & du deshonneste, estoient de la loy civile, & partant qu'il faut tenir pour bien ce que le legislateur a ordonné, & pour mal ce qu'il a defendu. Or tousjours le Legislateur est celuy qui a la souveraine puissance dans l'Estat, c'est à dire, le Roy dans une Monarchie. Ce que j'ay confirmé au chapitre XI, artic. 6, par les paroles de Salomon. Car s'il falloit suivre comme bien, & fuir comme mal ce qui sembleroit tel aux particuliers, à quoy faire diroit il, *Tu donneras à ton serviteur un cœur intelligent, afin qu'il puisse juger ton peuple, & discerner entre le bien & le mal.* Puis donc que c'est aux Rois à discerner entre le



le bien & le mal , ce sont des discours fort injustes , quoy que fort ordinaires , *Que le Roy est celuy qui fait mieux que les autres* , qu'il ne faut point obeir au Roy s'il ne commande des choses justes , & semblables. Avant qu'il y eust de gouvernement dans le monde il n'y avoit ny juste ny injuste , parce que la nature de ces choses est relative au commandement qui les precede , & que toute action est de soy mesme indifferente. Sa Justice ou son injustice viennent du Droit de celuy qui gouverne : de sorte que les Rois legitimes rendent une chose juste en la commandant , ou injuste lors qu'ils en font defence. Et les personnes privées en voulant prendre cognoissance du bien & du mal , affectēt de devenir comme des Rois , commettent un crime de lese Majesté , & tendent à la ruine de l'Estat. Le plus ancien des commandemens de Dieu est celuy que nous lisons au deuxiesme chapitre de la Genes. vers. 15, *Tu ne mangeras point de l'arbre de science de bien & de mal* ; & la plus ancienne des tentations du Diable fust celle cy au chapitre suivant , *Vous serez comme des Dieux , sçachans le bien & le mal*. Aussi le premier reproche que Dieu fait à l'homme est , *Qui t'a montré que tu estois nud , si ce n'est que tu as mangé de l'arbre duquel je t'avois defendu de manger* ? Comme s'il disoit , d'où as tu jugé que la nudité , en laquelle il m'avoit pleu de te creer , est honteuse , si ce n'est que tu te veux arroger la cognoissance de l'honneste & du deshonneste ?

II. Vn peché est ce quel'on fait contre sa conscience , car en le faisant on mesprise la Loy. Mais il faut user de distinction. Le suis

*Que c'est  
un opinion  
seditione  
d'estimer.*

que les  
subjects  
peuvent  
faillir en  
obeissant  
à leurs  
Princes.

coulpable d'un peché lors qu'en le commettant j'ay creu que je deviendrois coulpable ; mais quand j'ay pensé qu'un autre en porteroit la coulpe, j'ay peu le faire en certaine rencontre sans me rendre criminel. Car si l'on me commande de faire une chose dont celuy qui la commande sera coulpable, pourveu que j'obeisse à mon legitime Seigneur, je ne peche point en la faisant. Ainsi si je prends les armes par le commandement de l'Estat, quoy que j'estime que la guerre est injuste, je ne pecheray point ; mais je serois criminel si je refusois de les prendre, parce que je m'attribuerois la cognoissance de ce qui est juste, & de ce qui est injuste, que je dois laisser à l'estat. Ceux qui ne prendront pas garde à ceste distinction tomberont dans la necessité de pecher toutesfois & quantes qu'on leur commandera quelque chose d'illicite, ou qui leur paroistra telle : car ils agiront contre leur conscience s'ils obeissent ; ou contre le droit, s'ils sont refractaires. S'ils trahissent leur conscience, ils feront voir qu'ils ne craignent gueres les peines de la vie à venir : & s'ils se bandent contre le droit, ils renverseront entant qu'en eux est la societé humaine & la vie civile, qui est l'ame du siecle où nous sommes. Ceste opinion doncques, *que les subjects pechent lors qu'ils font les commandemens de leur Prince qui leur semblent injustes*, est erronée, & se doit mettre au nombre de celles qui choquent le respect & l'obeissance politique. Or elle depend de ceste erreur originelle que j'ay combattue en l'article precedent ; à cause que par le jugement que nous donnons sur le bien & le



mal, nous faisons que nostre obeissance & que nostre desobeissance deviennent des pechés.

III. La troisieme Maxime seditieuse est un rejetton de la mesme racine, *Qu'il est permis de tuer un Tyran.* Voire il se trouve aujourd'hui dans le monde quelques Theologiens, qui soustiennent, & c'estoit jadis l'opinion de tous les Sophistes, de Platon, d'Aristote, de Ciceron, de Seneque, de Plutarque, & des autres fauteurs de l'Anarchie Grecque & Romaine, que non seulement il est licite, mais que c'est une chose extremement louable. Or par le nom de Tyran ils entendent non seulement les Rois, mais tous ceux qui gouvernent les affaires publiques en quelque sorte d'Estat que ce soit. Car à Athenes Pisistrate ne fust pas le seul qui eust en main la puissance souveraine, mais aussi les trente tyrans qui dominerent tous ensemble apres luy, & à chacun desquels on donna cest Eloge. Au reste voicy quel est mon raisonnement; Celuy que vous permettes de tuer comme un Tyran, ou il avoit droit de commander, ou il ne l'avoit pas; S'il s'estoit assis sur le trosne sans juste tiltre, c'estoit un usurpateur que vous avés eu raison de faire mourir, & vous ne devés pas nommer sa mort un Tyranicide, mais la defaite d'un ennemi: S'il avoit droit de commander, & si l'Empire luy appartenoit, je vous feray la demande que Dieu fist à Adam, *Qui vous a monstré que c'estoit un Tyran, n'est ce point que vous avés mangé de l'arbre dont je vous avois defendu de manger?* Car pourquoy nommés vous Tyran celuy que Dieu vous a donné pour Roy, si ce n'est à cause que vous voulés vous arroger la cognoissance du

*Que c'est une opinion seditieuse d'estimer, qu'il doit estre permis de tuer un Tyran.*

M 5

bien

bien & du mal , quoy que vous soyés une personne privée à qui il n'appartient pas d'en juger ? On peut aisément concevoir combien ceste opinion est pernicieuse aux Estats, en ce que par elle quelque Roy que ce soit, bon ou mauvais , est exposé au jugement & à l'attentat du premier assassin qui ose le condamner.

*Que c'est  
une opinion  
seditieuse  
d'estimer,  
que mes-  
me ceux  
qui ont la  
puissance  
souveraine  
sont sub-  
jects aux  
loix civi-  
les.*

IV. La quatriesme Maxime contraire à la Politique est de ceux qui estiment, *que mesme ceux qui ont la puissance souveraine sont subjects aux loix civiles.* J'ay fait assés voir sa fausseté cy dessus au sixiesme chapitre art. 14, de ce que l'Estat ne peut pas s'obliger à soy mesme, ny à aucun particulier. Je dis à soy mesme, car ce n'est jamais qu'à un autre à qui on s'oblige. J'adjouste, n'y à un particulier ; parce que les volontés de tous les citoyens sont comprises dans celle de la Republique ; de sorte que si l'Estat veut se declarer quitte de toute obligation, il faut que les particuliers y consentent, & par consequent il en est delivré. Or ce que je dis, & ce qui est vray en parlant de l'Estat, n'est pas moins vray en parlant de cest homme, ou de ceste assemblée qui exerce la souveraine puissance ; car c'est elle qui compose l'Estat, dont l'Estre ne subsiste qu'en l'exercice de la souveraine puissance. Mais que ceste opinion soit incompatible avec l'Essence de l'Estat, il appert de ce que par elle la cognoissance du juste & de l'injuste, c'est à dire, le jugement de ce qui est contre les loix civiles, retourneroit aux personnes privées : Ce qui feroit cesser l'obeissance des subjects, quand il leur sembleroit que ce qu'on a commandé est  
contre



contre les loix, & ce qui arresteroit toute la puissance de contraindre; accident tout à fait ruineux à l'essence d'une Republique. Cependant une si grande erreur ne manque pas de partisans considerables, du nombre desquels sont *Aristote* & plusieurs autres, qui estiment qu'à cause de l'infirmité humaine il faut laisser aux loix seules toute la souveraine puissance de l'Estat. Mais il me semble que ces gens là ont peu profondement consideré la Nature des Estats, quand ils ont pensé de laisser aux loix mesmes la puissance coactive, l'interpretation des ordonnances, & la promulgation des Edits, d'où depend toute l'autorité necessaire au corps de la Republique. Et bien qu'un particulier puisse plaider contre l'Estat, & le tirer en justice; cela pourtant n'a lieu, que lors qu'il ne s'agit pas de sçavoir quelle est son autorité, mais de l'interpretation de quelcune de ses loix. Comme s'il est question de la vie d'un criminel, on ne s'informe pas si l'Estat de sa puissance absoluë à droict de le faire mourir, mais s'il le veut par une certaine loy dont on est en controverse: Et il le veut si la loy a esté enfreinte; mais il ne le veut point si elle n'a pas esté violée. Ce n'est donc pas une preuve suffisante de l'obligation quel'Estat a à ses loix, de ce qu'un particulier peut intenter action contre luy & le tirer en Justice. Au contraire il appert que l'Estat n'est point obligé par ses loix, de ce que personne ne s'oblige à soy mesme. Ainsi les loix sont faites pour *Titius* & pour *Cajus*, & non pas pour le Corps de l'Estat; quoy que la vanité des Jurisconsultes ait gagné cecy sur les esprits du vulgaire, qu'on pense

pense que les loix dependent de leur prudence, & non pas de l'autorité publique.

*Que c'est  
une opinion  
seditieuse  
d'estimer,  
que l'autorité  
souveraine  
peut estre  
partagée.*

V. En cinquiesme lieu c'est une opinion seditieuse d'estimer, *que la puissance souveraine peut estre partagée*, & je n'en sçache aucune de plus pernicieuse à l'Estat. Mais on en fait de differents partages. Car il y en a qui la divisent en sorte qu'ils laissent l'autorité supreme sur les choses qui regardent la tranquillité publique & les commodités de la vie presente au Magistrat ou au bras seculier; mais pour celles qui touchent le salut de l'ame, ils en donnent la puissance à quelqu'autre. Sur quoy il arrive, à cause qu'il faut estre par dessus toutes choses juste, c'est à dire, homme de bien, afin de parvenir au salut eternal, que les particuliers mesurant la justice, non comme ils doivent, aux loix civiles, mais aux commandemens & aux dogmes de ceux qui sont à l'esgard de l'Estat des personnes privées ou estrangeres, il arrive, dis-je, que les subjects refusent par une crainte superstitieuse de rendre à leurs Princes l'obeissance qu'ils leur doivent, & que ceste crainte les fait tomber dans l'inconvenient qu'ils veulent eviter. Or qu'y a-t'il, je vous prie, de plus pernicieux à la société civile, que de faire peur aux hommes de tourmens eternels pour les destourner de l'obeissance due à leurs Princes, c'est à dire, pour les empescher d'obeir aux loix, & d'estre justes. Il s'en trouve d'autres qui veulent partager la souveraineté en ceste sorte. Ils donnent le commandement absolu en ce qui concerne la Paix & la Guerre à un seul qu'ils nomment Monarque, & luy ostent le maniment des Finances, dont ils



ils commettent la Direction à certains autres. Or comme les finances sont les nerfs de la guerre & de la paix, ceux qui font ce partage prétendu n'avancent rien du tout; car ceux qui manient l'argent ont véritablement l'autorité souveraine, & l'autre n'en a qu'un vain tiltre; & ceste division va à la ruine de l'Estat; veu que s'il estoit de besoin de prendre les armes, on ne sçauroit faire la guerre ny entretenir la paix sans argent.

VI. On enseigne communement, que la foy & la sainteté ne peuvent pas estre acquises par estude & par raisonnement, mais qu'elles sont infuses & inspirées toujours d'une façon sur-naturelle. Si cela estoit vray, je ne sçay pourquoy c'est que l'on nous feroit rendre raison de nostre foy; ou pourquoy c'est que l'on ne tiendrait pas pour Prophetes tous ceux qui sont vrayment Chrestiens; ou pourquoy c'est que chacun ne jugeroit pas de ce qu'il a à faire & de ce qu'il a à éviter par sa propre inspiration, plustot que par les commandemens de ceux qui gouvernent & par les maximes du bon sens ou de la droite raison. Mais on retombe par ce precipice dans l'erreur de vouloir faire cognoistre un particulier du bien & du mal, ce que l'on ne sçauroit introduire sans une ruine totale de la société civile. Cependant ceste opinion est si fort estendue dans la Chrestienté, que le nombre de ceux qui sont Apostats de la raison naturelle, & qui ont renoncé au sens commun, est presque infini. Or ceste erreur est née de certains fanatiques escervelés, qui à force de lire la sainte Esriture en ont retenu quantité de passages, lesquels ils enfilent dans leurs sermons

*Que c'est  
une opinion  
seditieuse  
d'estimer,  
que la foy  
& la sainteté  
ne peuvent  
pas estre  
acquises  
par estude  
& par raisonnement,  
mais qu'elles  
sont infuses  
& inspirées  
toujours  
d'une façon  
sur-naturelle.*

mons hors de propos & sans aucune suite, de sorte qu'encore que leur discours ne signifie rien, les idiots ne laissent pas de s'imaginer qu'il y a la dedans une eloquence divine: Car il semble, je ne sçay comment, qu'il y a quelque chose de divin aux paroles dont on ne voit point la raison, & alors celuy qui parle paroist inspiré divinement.

*Que c'est  
une opinion  
seditionneuse  
d'estimer,  
que chas-  
que parti-  
culier a la  
propriété  
de son bien  
ou une  
Seigneurie  
absoluë.*

VII. Le septiesme dogme contraire au bien de l'Estat est, *que chasque particulier à la propriété de son bien, & une Seigneurie absoluë sur ce qui est de son Domaine.* J'entends une propriété telle, que non seulement elle exclue le droit de tous autres, mais aussi celuy de l'Estat, en ce qui regarde la chose dont il s'agit. Cela ne peut pas estre vray. Car celuy qui reconnoist un Seigneur au dessus de soy ne peut pas avoir de Domaine absolu, comme je l'ay prouvé au 8 chap. art. 5. Or est il que l'Estat est selon l'accord passé, au dessus de tous les particuliers. Avant qu'on se fust rangé sous le joug de la société civile personne ne jouissoit d'aucune propriété de droit, & toutes choses appartenoiennent à tous. D'où est ce donc que vous avés recouvré ceste propriété, si ce n'est de l'Estat? Et d'où l'a eu l'Estat, si ce n'est que chasque particulier luy a cédé son droit? Vous luy avés donc transferé le vostre: de sorte que vostre Domaine & vostre propriété est telle, & ne dure qu'autant qu'il plaist à la Republique. Comme dans une famille les enfans n'ont en leur particulier, que ce que le pere veut leur laisser. Mais la pluspart des hommes, je dis mesme de ceux qui font profession d'une prudence civile, raisonnent autrement. Nous sommes,



mes, disent-ils, naturellement esgaux : Il n'y a aucune raison pourquoy quelcun m'oste mon bien avec plus de titre, que moy à luy le sien. Nous sçavons assés qu'on a besoin quelquesfois d'argent pour la deffence publique, mais que ceux qui l'exigent nous en fassent voir la necessité, & nous le contribuerons volontiers. Ceux qui tiennent ce langage, ne sçavent pas qu'en la fondation de l'Estat on a fait ce qu'ils veulent que l'on face de nouveau : & parlant comme s'ils vivoient au milieu d'une multitude desbandée, & parmi une troupe de sauvages, où il n'y a pas encore de société civile dressée, ils renversent en tant qu'en eux est celle qui est desja toute faicte.

VIII. Enfin c'est un erreur contraire au gouvernement politique, & sur tout au Monarchique, que ce que les hommes ne mettent pas assés de difference entre le *Peuple* & la *Multitude*. Le *Peuple* est un certain corps, & une certaine personne, à laquelle on peut attribuer une seule volonté & une action propre. Mais il ne se peut rien dire de semblable de la multitude. C'est le peuple qui regne en quelque sorte d'Estat que ce soit; car dans les *Monarchies* mesmes c'est le *Peuple* qui commande, & qui veut par la volonté d'un seul homme. Les particuliers & les subjects sont ce qui fait la *Multitude*. Pareillement en l'*Estat populaire*, & en l'*Aristocratique*, les habitans en foule sont la multitude, & la Cour ou le *Conseil* c'est le *peuple*. Dans une *Monarchie* les subjects représentent la multitude, & le *Roy* (quoy que cecy semble fort estrange) est ce que je nomme le *Peuple*. Le vulgaire & tous ceux qui ne prennent

*Qu'ignorer  
la difference  
qu'il y a entre  
le peuple & la  
multitude  
dispose les  
esprits à la  
sedition.*

nent pas garde que la chose est ainsi , parlent tousjours du peuple , c'est à dire , de l'Estat, comme d'une grande foule de personnes , & disent que le Royaume s'est revolté contre le Roy, (ce qui est impossible,) ou que le peuple veut & ne veut pas, ce qui plaist ou deplaist à quelques subjects mutins , qui sous ce pretexte d'estre le peuple excitent les bourgeois contre leur propre ville, & animent la *multiitude* contre le *peuple*. Et voila des opinions desquelles les subjects estant imbus, ils en sont plus disposés à esmouvoir quelque sedition : or comme en toute sorte d'Estat il faut que celuy , ou ceux qui en sont les souverains conservent soigneusement leur autorité, ces mauvaises maximes sont naturellement criminelles de leze Majesté & tendent à la desunion de la societé civile.

*Que de trop grandes exactions d'argent , quoy que justes & necessaires, disposent à la sedition.*

IX. De toutes les choses du monde il n'y en a aucune qui abbatte davantage l'esprit des hommes, & qui leur cause de plus sensibles déplaisirs, que la *pauvreté* ; soit qu'elle face manquer des commodités necessaires à l'entretien de la vie , ou qu'elle soustraye celles qui servent à soustenir le rang & la dignité des conditions. Et bien qu'il n'y ait personne qui ne sçache que les moyens se doivent acquerir par l'industrie , & se conserver par le bon mesnage; toutesfois il est ordinaire à ceux qui se trouvent dans la disette, de rejeter sur le mauvais gouvernement de l'Estat la faute de leur faiblessantise & de leur prodigalité , comme si les malheurs du temps , & les trop grandes exactions publiques estoient cause de leur misere particuliere. Cependant les hommes doivent

confi-



considerer , que non seulement ceux qui n'ont aucun patrimoine sont obligés de travailler pour vivre, mais aussi de combattre pour avoir le moyen de travailler. Quand les Juifs du temps d'*Esdras* rebastissoient les murailles de Jerusalem, ils avoient la truelle en une main & l'épée en l'autre. Ainsi en toute sorte d'Estat il faut penser , que la main qui tient l'Espée est le Roy , ou la *Cour souveraine* , & qu'elle ne doit pas moins estre nourrie, que celle dont chaque particulier bastit sa fortune privée. Or que sont autre chose les *impôts* & les *tributs*, que le salaire de ceux qui sont en armes , & qui veillent pour la tranquillité publique, de peur que l'industrie de ceux qui travaillent ne soit interrompue par l'incursion des ennemis : De sorte que la plainte de ceux, qui imputent leur pauvreté aux subventions pour les nécessités publiques n'est pas moins injuste , que s'ils se plaignoient que leur ruine vient de ce qu'il leur faut payer leur debtes. Mais la plupart ne pensent pas à cela ; & il leur arrive comme à ceux qui sont pressés de ceste maladie que les Medecins nomment *l'Incube* , & qui provenant d'intemperance ou de repletion , ne laisse pas de faire imaginer aux malades que quelqu'un leur tient le pied sur le ventre , & qu'il y a un grand fardeau qui les accable. Or il est assez manifeste de soy mesme, que ceux à qui il semble que toutes les surcharges & foules publiques tombent sur eux , enclinent à la sedition ; & que ceux là se plaisent aux brouilleries , qui ne trouvent pas bien leur compte en l'estat present des affaires.

X. Il y a une autre maladie de l'ame qui est

N

dange-

*Que l'Am-  
bition dis-  
pose les  
esprits à la  
sedition.*

dangereuse à l'Estat, & qui attaque ceux qu'un employ considerable n'occupe point dans le grand loisir dont ils jouissent. En effect, tous les hommes aspirent naturellement aux honneurs, & à se rendre remarquables, mais ceux là principalement ont ce desir, qui ne sont pas obligés de divertir leurs soins à la recherche des choses necessaires à la vie. Car à faute de meilleure occupation ils employent une partie du temps à discourir en compagnie des affaires publiques, & l'autre à lire en leur particulier les Historiens, les Orateurs, les Poëtes, les Politiques, & tels autres autheurs dont la lecture est aisée & divertissante. Or cela les remplit de grandes pensées, & il n'y en a pas un qui ne s'estime pourveu d'assés d'esprit & de sçavoir pour manier les plus importantes affaires de l'Estat. Et parce qu'ils se trompent fort souvent en ceste bonne opinion d'eux mesmes, ou que quand bien ils seroient effectivement ce qu'ils croient d'estre, ils ne peuvent pas tous estre avancés aux charges publiques, & il faut necessairement que plusieurs demeurent derriere. Ceuxcy donc estimant qu'on leur fait grand tort, ne souhaitent rien davantage, meus d'envie contre ceux qui leur ont esté preferés, & esperent de se tirer par ce moyen de la presse, que de voir mal reussir les affaires: & ainsi ce n'est pas de merveille, si ceste sorte de gens espie les occasions de trouble, & tient les oreilles ouvertes aux moindres bruits qui s'ellevent.

*Que l'Espe-  
rance du  
sucez dis-  
pose à la  
edition.*

XI. Il ne faut pas que j'oublie parmi les dispositions seditieuses l'Esperance de vaincre. Car que les hommes soient autant que vous voudrés



voudrés imbus des opinions contraires à la  
 paix & au gouvernement de la République ; &  
 que ceux qui gouvernent presentement les  
 ayent le plus mal traicté du monde ; toutesfois  
 si n'y a aucune apparence d'estre les plus forts,  
 ou si elle n'est pas assés bien establie, il n'arrive-  
 ra de leur part aucune revolte. Ils dissimule-  
 ront, & aimeront mieux endurer ce mauvais  
 estat, qu'un pire. Or pour leur faire concevoir  
 ceste esperance de demeurer victorieux il leur  
 faut quatre choses prealables, le *nombre*, les  
*moyens*, l'*assurance mutuelle*, & les *chefs*. Car de  
 resister au Magistrat sans estre en grand nom-  
 bre, ce n'est pas esmouvoir une sedition, mais  
 se jeter dans le desespoir. Par les Moyens  
 j'entends les Armes, les Munitions de guerre  
 & de bouche, & tout ce sans quoy le grand  
 nombre ne peut rien entreprendre : Comme  
 aussi tous ces moyens ne servent à rien, si dans  
 le grand nombre on ne s'assure les uns des au-  
 tres ; & si l'on ne se range sous un chef auquel  
 on vueille obeir, non par obligation qu'on y  
 ait à cause qu'on s'est soumis à son empire,  
 (car en ce chapitre j'ay supposé que ceste sorte  
 de personnes seditieuses ne sçavent pas si elles  
 sont obligées au delà de ce qui leur semble  
 bon & juste pour leur particulier interest)  
 mais parce que ce Chef est estimé vaillant &  
 grand capitaine, & qu'il est poussé d'une mesme  
 passion de vangeance. Si ces quatre circonstan-  
 ces favorisent des personnes ennuyées de l'E-  
 stat present des affaires, & qui se rendent juges  
 du droict de leurs actions, il ne leur manque  
 plus qu'un homme turbulent, haut à la main,  
 & factieux, qui donne le premier branle au trou-  
 ble & à la sedition,

*Que l'Eloquence est la seule vertu neceffaire pour esmouvoir une sedition, & qu'à cela il n'est pas besoin de quelque sagesse.*

XII. *Saluste* nous depeint *Catilina*, qui fust à mon advis l'homme du monde le plus propre à esmouvoir des seditions, comme ayant *assez d'Eloquence, mais peu de sagesse*. Auquel endroit il separe judicieusement la sagesse de l'Eloquence, donnant ceste derniere à un homme né à troubler le monde, comme une piece fort neceffaire à ce mauvais dessein; & reservant l'autre pour ceux qui ne pensent qu'au bien de la paix. Or il y a de deux sortes d'Eloquence, l'une qui explique clairement & elegamment les pensées & les conceptions de l'ame; & qui se tire en partie de la consideration des choses mesmes, & en partie d'une cognoissance exacte de la force des paroles en leur propre signification: l'autre qui esmeut les affections de l'ame, (comme l'esperance, la crainte, la pitié, la cholere) & que l'on emprunte de l'usage Metaphorique des paroles, qui est d'un merveilleux effect pour le mouvement des passions. La premiere bastit son discours sur de vrais principes, & l'autre sur les opinions receues, quelles qu'elles soient. Celle la se nomme Logique, & celle cy Rhetorique. L'une se propose la Verité pour sa fin, & l'autre la Victoire. L'une & l'autre a son usage. La premiere dans les deliberations, & la seconde dans les exhortations. Car la Logique ne doit jamais estre separée du bon sens & de la sagesse; mais la Rhetorique s'en esloigne presque tousjours. Au reste que ceste puissante Eloquence peu soucieuse de la verité & de la cognoissance des choses, c'est à dire, qui n'a guere d'affinité avecque la sagesse, soit le vray caractere de ceux qui excitent la populace aux remuemens, on le



le peut recueillir de cela mesme qu'ils osent  
 entreprendre. Car ils ne pourroient pas abreu-  
 ver le peuple de ceste absurdité d'opinions  
 contraires à la paix & à la société civile, s'ils  
 n'en estoient imbus les premiers : Ce qui mar-  
 que une ignorance dont un homme sage seroit  
 incapable. En effect, quelle sagesse mediocre  
 peut-on attribuer à un homme qui ignore d'où  
 c'est que les loix puisent leur force; quelles  
 sont les reigles du juste & de l'injuste, de l'hon-  
 neste & du deshoneste, du bien & du mal; ce  
 qui cause & ce qui conserve ou qui destruit la  
 paix parmi le genre humain; quelle difference  
 il y a entre le *Mien* & le *Tien*; & enfin ce qu'il  
 voudroit qu'on fit à luy mesme, pour le prati-  
 quer envers les autres? Mais ce qu'ils peuvent  
 mettre en furie leurs auditeurs, dont la teste  
 estoit desja mal faite: ce qu'ils leur peuvent  
 faire paroistre le mal qu'ils endurent pire qu'il  
 n'est, & en faire imaginer à ceux qui n'en souf-  
 frent point du tout: ce qu'ils peuvent les rem-  
 plir de belles esperances, & leur applanir les  
 precipices, sans aucune apparence de raison,  
 c'est une faculté qu'ils doivent à ceste sorte  
 d'Eloquence qui ne represente pas les choses  
 telles qu'elles sont, & qui ne se proposant que  
 d'esmouvoir des tempestes dans l'ame, fait  
 sembler toutes choses à ceux qui escoutent,  
 telles qu'elles sont dans le cerveau de celuy qui  
 parle, & qui est le premier dans l'agitation.

XIII. Plusieurs, mesme de ceux qui ne sont  
 pas mal affectionnés au bien de l'Estat, contri-  
 buent quelquesfois beaucoup à disposer les  
 esprits des peuples aux seditions, en ce qu'ils  
 enseignent à la jeunesse dans les Escholes, &  
 qu'ils

*Comment  
 c'est que la  
 sottise du  
 vulgaire &  
 l'Eloquence  
 des ambi-  
 tieux con-*

*conduisent à la  
ruine des  
Estats.*

qu'ils prechent dans les chaires publiques, des doctrines conformes aux opinions que j'ay touchées. Il est vray qu'en cela ils pechent par ignorance, plustot que par malice destinée. Mais ceux qui veulent mettre en œuvre ces dispositions buttent à cela, comme au plus prompt moyen de contenter leur ambition, premierement de faire conspirer & d'unir en une faction tous ces esprits mal affectionnés au gouvernement; puis de se rendre les chefs du parti, ou de s'y acquerir un grand credit. Ils forment la faction en se portant pour entre-metteurs & interpretes des conseils & des actions de chacun, & en nommant des personnes & assignant des lieux où l'on se puisse assembler & entrer en deliberation des moyens par lesquels on reformera le gouvernement de l'Estat selon la fantaisie ou l'interest des particuliers. Et afin qu'ils puissent dominer sur leurs compagnons il faut qu'ils cabalent dans la faction, c'est à dire, qu'ils tiennent à part des assemblées secretes avec quelques uns de leurs confidens, où ils conviennent de ce qu'ils auront à proposer en l'assemblée generale, de l'ordre des matieres, des personnes qui agiront les premieres, & de l'adresse avec laquelle on gagnera les plus puissans & ceux qui sont dans le parti en plus haute reputation parmi le vulgaire. Apres quoy, lors que leur cabale est affermye, & qu'ils en sont les maistres par leur Eloquence, ils excitent toute la faction à prendre les armes; & ainsi ils oppriment quelquefois la Republique tout à coup, à sçavoir lors qu'il n'y a point de faction contraire, ou ils la deschirent par des guerres civiles. Car la folie



& l'Eloquence concourent à la subversion des Estats, de la mesme façon que les filles de Pelée Roy de Theffalie conspirerent autresfois dans la fable avec ceste fameuse Medée contre leur propre pere. Ces mal avisées voulant faire rajeunir ce vieillard decrepite le mirent en pieces par le conseil de Medée, le firent bouillir dans une chaudiere, & s'attendirent apres cela inutilement de le voir revivre. Le vulgaire n'est pas moins fou que ces malheureuses filles de Pelée, lors que voulant renouveler le gouvernement de l'Estat, à la persuasion de quelque Ambitieux, (qui se sert de son Eloquence comme Medée se servoit de sa Magie) apres avoir divisé & deschiré la Republique, le plus souvent il la consume, plustot qu'il ne le reforme, par un embrasement inextinguible.

## C H A P. XIII.

*Des devoirs de ceux qui exercent une puissance souveraine.*

## S O M M A I R E.

- I. Que l'on peut avoir le droit de puissance souveraine sans l'exercer. II. Que le salut du peuple est la loy supreme. III. Que les Souverains doivent regarder à l'utilité commune de plusieurs, & non à celle de quelque particulier. IV. Que par le salut on entend toutes les commodités de la vie. V. Que c'est une question difficile, si les Rois sont obligés de travailler au salut de l'ame de leurs sujets selon que leur propre conscience le leur enseigne. VI. En quoy consiste le salut du peuple. VII. Que les Espions sont nécessaires pour le salut du peuple. VIII. Qu'il est nécessaire aussi pour la defence du peuple d'avoir en temps de paix des soldats, des armes, de l'argent & de fortresses. IX. Qu'il est important à la conservation de la paix de faire bien instruire les sujets en la politique. X. Que c'est une

chose utile à la conservation de la paix publique, de faire porter les charges esgallement à tous les subjects. XI. Qu'il depend de l'Equité naturelle, que les taxes soient mises à raison de la despesce que l'on fait, & non pas du bien que l'on possède. XII. Qu'il est important pour entretenir la paix de tenir bas les ambitieux. XIII. Et de dissiper les factions. XIV. Que pour enrichir les subjects il importe de faire des loix qui favorisent le lucre des artisans, & qui moderent la superfluité des despesces. XV. Qu'il ne faut pas prescrire plus de loix que n'en demande le bien des subjects & de l'Estat. XVI. Que les peines ne doivent pas estre instigées au delà de ce que les loix les ont établies. XVII. Qu'il faut rendre justice aux subjects contre des juges corrompus.

*Que l'on  
peut avoir  
le droit de  
puissance  
souveraine  
sans l'exer-  
cer.*

I. **L**Es discours precedens font voir quels sont les debvoirs des subjects en chaque sorte de gouvernement, & quelle puissance les Souverains ont sur eux: mais ils ne disent pas quels sont les debvoirs de ceux qui gouvernent, ny comment ces derniers se doivent comporter envers leurs subjects. Sur quoy il faut distinguer entre le droit, & l'exercice de la souveraineté; car ces deux choses peuvent estre séparées, comme, par exemple, lors que celuy qui a le droit de juger des differens, & de se trouver aux deliberations, ne veut pourtant pas assister au jugement des procès, ny entrer en toutes les consultes. Ainsi il arrive souvent que les Rois se trouvent incapables du maniment des affaires par l'incommodité de l'age, ou qu'ils en donnent la conduite à d'autres, (quoy qu'elle ne soit pas trop pesante pour eux) parce qu'ils estiment qu'elles feront mieux entre leurs mains, & que se contentant du choix de quelques Ministres & conseillers fidelles, ils exercent par eux la puissance souveraine. Et en ceste conjoncture, où le droit & l'exercice sont choses séparées, le gouverne-



vernement des Estats a bien du rapport à celuy du monde, où Dieu, le premier moteur, laisse agir ordinairement les causes secondes, & ne change point l'ordre des effets de la Nature. Mais lors que celuy qui a le droict de regner veut assister en personne à tous les jugemens, à toutes les consultes, & à toutes les actions publiques, l'administration des affaires est telle que si Dieu vouloit contre l'ordre de Nature s'appliquer immédiatement à toute sorte de matiere. Je traicteray donc sommairement en ce chapitre des debvoirs de ceux qui administrent d'eux mesmes le droict qu'ils ont d'une puissance souveraine, ou qui empruntent ce droict du Souverain dont ils sont les ministres. Car ce n'est pas mon dessein de descendre aux particularités qui se rencontrent dans les gouvernemens de divers Princes, dont les droicts peuvent estre differens : & il faut laisser cela aux Politiques pratiques, qui enseignent la conduite particuliere de chasque sorte de Republique.

II. Or tous les debvoirs de ceux qui gouvernent sont compris dans ceste seule maxime, *que le salut du peuple doit estre la loy supreme* : car encore que ceux qui exercent la souveraine puissance parmi les hommes ne puissent pas estre soumis aux loix, qui sont à parler proprement la volonté de plusieurs personnes; par ce que c'est un chose contradictoire que d'estre souverain; & neantmoins soumis à autrui; c'est pourtant de leur debvoir d'escouter la droicte raison, & d'obeir tousjours le plus qu'ils peuvent à la loy de Nature, que je ne separe point de la morale & de la divine. Et

N s

d'au-

*Que le salut du peuple est la loy supreme.*

d'autant que les Estats ont esté establis pour le bien de la paix, & qu'on recherche la paix pour y trouver la conservation de la vie en tous ses avantages, le Prince qui se serviroit de son autorité à autre fin que pour le salut de son peuple contreviendrait aux maximes de la tranquillité publique, c'est à dire, à la loy de Nature fondamentale. Or comme ceste consideration du salut du Peuple, ou du bien public, leur dicte la loy par laquelle les Princes cognoissent leur debvoir; aussi elle leur enseigne un art en la pratique duquel ils trouvent les premiers leur compte: car la puissance des subjects est celle de l'Estat, & par conséquent de celui qui le gouverne.

*Que les  
Souverains  
doivent re-  
garder  
à l'utilité  
commune  
de plu-  
sieurs, &  
non à celle  
de quelque  
particulier.*

III. Sous ce nom de *Peuple* en ceste maxime dont je viens de traicter je n'entends point une certaine personne civile, asçavoir l'Estat qui gouverne, mais la *multitude* qui est regie. Car l'institution de la Republique n'est pas tant pour elle mesme, que pour le bien de ses subjects. Et toutesfois il ne faut pas avoir esgard à l'avantage de quelque particulier: car le souverain, entant que tel, ne pourroit point autrement au salut du peuple que par les loix, qui sont generales; de sorte qu'il s'acquitte de son debvoir toutesfois & quantes qu'il fait tout son possible par ses utiles & salutaires constitutions, à ce que plusieurs jouissent d'une entiere & longue prosperité, & qu'il n'arrive du mal à personne que par sa propre faute, ou par quelque accident impreveu. Au reste il est quelquesfois expedient au salut de plusieurs, qu'il arrive du mal aux meschans.

*Que par le  
salut on en-*

IV. Mais par ce terme de *salut* il ne faut pas



pas entendre la simple conservation de la vie telle quelle, mais d'une vie autant qu'il se peut heureuse. Car les hommes ne se sont assemblés de leur bon gré en des sociétés civiles d'établissement politique, qu'afin d'y pouvoir vivre le plus agreablement que le permet nostre condition humaine. Si bien que ceux qui gouvernent en ceste sorte de sociétés pecheroient contre la loy de Nature, ( car ils trahiroient la confiance qu'ont eu en eux ceux qui leur ont commis l'administration de la souveraine puissance ) s'ils ne taschoient, autant que les loix le leur permettent, de donner ordre à ce que leurs subjects jouissent abondamment de tous les biens que les necessités de la vie exigent, ou mesmes qui ne servent qu'à la rendre plus agreable. Et quant aux Princes qui ont conquis leurs Royaumes à la poincte de leurs espées, ils doivent tous desirer que leurs subjects soient capables de les servir tant des forces de leur corps que de celles de leur esprit; de sorte qu'ils feroient contre leur propre dessein, & s'esloigneroient de leur but, s'ils ne taschoient de leur procurer non seulement ce qui leur est necessaire pour vivre, mais ce dont ils ont besoin pour se fortifier & redresser leur courage.

V. Or tous les Princes croyent qu'il importe grandement sur tout au salut eternel, quelles opinions on a de la Divinité, & quel culte on luy rend. Ce qui estant supposé, on peut mettre en question, si les Souverains, soit un seul, ou plusieurs qui gouvernent l'Estat, ne pechent point contre la loy de Nature, s'ils ne font proposer & enseigner à leurs subjects la doctrine & le culte qu'ils estiment necessaire au salut eter-

*tend toutes les commodités de la vie.*

*Que c'est une question difficile, si les Rois sont obligés de travailler au salut de l'ame, de leurs subjects selon que leur propre con-*

*science le  
leur en-  
seigne.*

eternel, & s'ils n'empeschent l'exercice des religions contraires ? Il est certain qu'en cela ils trahissent leur propre conscience, & qu'ils veulent en tant qu'en eux est par ceste connivence la mort eternelle de leurs vassaux. Car si leur volonté n'y condescendoit pas, je ne voy point de raison pourquoy ils permettroient (veu qu'estans souverains on ne peut les contraindre) qu'on enseignat & qu'on fit des choses dont ils estiment qu'une damnation eternelle se doit ensuivre. Mais je ne veux pas me meller de soudre ceste difficulté.

*En quoy  
consiste le  
salut du  
Peuple.*

VI. Les commodités des subjects qui ne regardent que la vie presente peuvent estre reduite sous quatre genres. 1. qu'ils soient protégés contre les ennemis de dehors. 2. que la paix soit entretenue au dedans. 3. qu'ils s'enrichissent autant que le permet la seureté publique. 4. qu'ils jouissent d'une innocente liberté. Car ceux qui gouvernent l'Estat ne peuvent point contribuer davantage à la felicité publique, que d'esloigner les troubles des guerres civiles ou estrangeres, afin que chacun puisse jouir en repos des biens qu'il s'est acquis par son industrie.

*Que les  
espions sont  
necessaires  
pour le sa-  
lut du Peu-  
ple.*

VII. Deux choses sont necessaires à la defence du Peuple ; d'estre adverti, & de se premunir. Car l'Estat des Republicques entre elles, est celuy de Nature, c'est à dire, un estat de guerre & d'hostilités : Et si elles cessent quelques fois de combattre, ce n'est que pour reprendre haleine, & cest intervalle n'est pas une veritable paix : car cependant les ennemis se regardent l'un l'autre avecque fierté, observent leurs visages & leurs actions, & ne mettent pas tant leur



leur assurance sur les Traictés, que sur la foiblesse & sur les desseins de leur partie. Ce qui se pratique fort justement par le droict de Nature, comme je l'ay fait voir au deuxiesme chapitre art. 10: d'autant que les pactes sont invalides en l'estat de Nature toutesfois & quantes qu'il y a subject à une juste crainte. Il est donc necessaire à la deffence de la Republique, en premier lieu qu'il y ait des personnes qui taschent de descouvrir tous les conseils & toutes les entreprises qui peuvent nuire à l'Estat: car les *espions* ne sont pas moins importants aux souverains, que les rayons de lumiere à l'ame humaine pour le discernement des objects visibles: de sorte que nous pouvons dire de ceste veuë politique, bien mieux que de la naturelle, que les especes Intentionnelles des objects extérieurs sont portées à l'ame (c'est à dire aux premiers ministres de la puissance souveraine) par l'air, d'une façon imperceptible: & qu'ainsi les espions ne sont pas moins necessaires au bien public, que les rayons de la lumiere à la conservation des hommes. Je pourrois les comparer aussi aux toiles d'araignée, dont les filets desliés rendus çà & là advertissent ce petit animal des mouvemens du dehors, pendant qu'il demeure couché dans sa petite caverne: Car je dirois, que ceux qui gouvernent les affaires publiques, ne seroient pas moins ignorans de ce qu'il faudroit faire pour la deffence de leurs subjects, sans le secours des espions, que ces mesmes araignées ignoreroient le temps auquel elles doivent accourir, si leurs filets ne les advertissoient de se mettre en campagne.

VIII. Il est

*Qu'il est  
nécessaire  
aussi pour  
la desence  
du peuple  
d'avoir en  
temps de  
paix des  
soldats, des  
armées, de  
l'argent, &  
des forte-  
resses.*

VIII. Il est requis en suite à la deffence du Peuple, qu'il se premunisse. Or c'est se premunir que de faire provision de soldats, d'armes, de vaisseaux, de forteresses, & d'argent, avant que le temps presse, & que le peril soit eminent. Car il est trop tard, si mesmes il n'est impossible de lever des soldats, & d'apprester des armes, apres que l'on a receu quelque defaïcte. Pareillement de ne tracer des fortifications, & de ne mettre des garnisons aux places frontieres, qu'apres une invasion de l'ennemi; c'est faire comme ces payfans, dont parle Demosthene, qui ignorants de l'escrime ne portent le bouclier qu'aux endroits, où quelque blessure les advertit qu'il eust fallu le mettre. Et ceux qui estiment, qu'on est assés à temps d'imposer des deniers pour l'entretien des soldats, & pour les autres despences de la guerre, lors que le danger commence de paroistre, ne considerant pas bien la difficulté qu'il y a de tirer tout à coup de si grandes sommes d'argent de la bource des avarés: car ce qu'on a mis une fois en ligne de compte, & ce dont on a fait estat comme de son bien propre, est une chose à laquelle on ose plus toucher; & la pluspart croient qu'on leur fait un injuste violence, quand on les oblige d'en contribuer une petite partie pour l'usage du public. Ce qui vient des Foraines & des autes Fermes dans les coffres de l'espargne, ne peut pas fournir en une necessité pressante tout le fonds qu'il faut pour une prompte deffence de l'Estat: de sorte qu'il faut avoir en temps de paix fait une bonne provision de Finances. Puis donc qu'il importe si fort au bien des peuples de descouvrir les des-

seins



seins des ennemis, de tenir des armes & des places en bon estat, d'avoir de l'argent tout prest; & que les Princes sont obligés par la loy de Nature de faire tous leurs efforts à procurer le bien de leurs subjects, il s'ensuit que non seulement il leur est permis d'envoyer des espions, d'entretenir des soldats, de reparer des places, & d'exiger les hommes necessaires à toutes ces despences, mais qu'il ne leur est pas licite de negliger ces choses. A quoy on peut adjouster, qu'il leur est aussi permis d'employer tous les moyens d'adresse ou de force pour diminuer la puissance des estrangers qui leur est suspecte. Car ceux qui gouvernent sont obligés d'empescher de tout leur possible que les maux qu'ils craignent n'arrivent à l'Estat.

IX. Or pour l'entretien de la paix au dedans de l'Estat plusieurs choses sont requises, comme il y en a plusieurs qui concourent (ainsi que je l'ay fait voir au chapitre precedent) à la troubler. J'ay monstré en cest endroit là qu'il y a des choses qui disposent les esprits à la sedition, & qu'il y en a d'autres qui les esmeuvent & les excitent, c'est à dire, qui mettent ces dispositions en œuvre. Et entre celles qui disposent les esprits, j'ay donné le premier rang à certaines mauvaises doctrines. C'est donc du devoir des Souverains de les arracher des esprits, & d'y jeter de meilleures semences. Or d'autant que les opinions ne s'insinuent pas dans l'ame par l'autorité de celuy qui commande, mais par l'adresse de celuy qui les enseigne; & qu'elles n'ont pas besoin de menaces pour estre persuadées, mais de raisons claires & fortes; il faut establir des loix qui

*Qu'il est important à la conservation de la paix de faire bien instruire les subjects en la politique.*

qui aillent au devant de ce mal, & qui attaquent les erreurs mesmes, plustot que ceux qui les embrassent. Mais ces erreurs que j'ay dit au chapitre precedent incompatible avec le repos de l'Estat, se glissent dans les esprits du vulgaire, en partie par l'eloquence des Predicateurs qui les sement du haut de leurs chaires, en partie par les entretiens ordinaires des personnes qui ont eü le moyen de s'addonner aux estudes, & qui en ont esté abreuvés dès leur jeunesse, par leurs Maistres dans les Academies publiques. C'est pourquoy si quelcun vouloit à son tour introduire de plus saines doctrines dans l'Estat, il debvroit commencer par la reformation des Academies. Ce seroit là qu'il faudroit jeter les vrayz fondemens de la politique sur des demonstrations infaillibles, & dont la jeunesse estant une fois imbue, elle pourroit en suite instruire le vulgaire en public & en particulier. Ce qu'aussi elle seroit d'autant plus volontiers & avecque plus de vigueur, qu'elle seroit plus assurée de la verité de ce qu'elle dit, & de la solidité de ce qu'elle enseigne. Car puis que la coustume fait recevoir certaines propositions dont on nous a battu les oreilles des nostre enfance, quoy qu'elles soient fausses, & aussi peu intelligibles que si l'on en avoit tiré les paroles au hasard, les rangeant en l'ordre qu'elles sortiroient de l'urne; combien plus de force auroit ceste mesme coustume de persuader aux hommes des doctrines veritables, conformes à la raison & à la nature des choses? L'estime donc que c'est du debvoir des Souverains de faire dresser de vrayz Elements de la doctrine civile, & de

com-



commander qu'on les enseigne en toutes les Academies de l'Estat.

X. J'ay fait voir qu'en second lieu la facherie qu'on a de se voir povre dispose merueilleusement les esprits à la sedition : or bien que la povreté vienne souventefois du luxe & de la paresse des particuliers, on l'impute pourtant à ceux qui gouvernent l'Estat, comme si l'on estoit espuisé par leurs impositions. A la verité il peut arriver quelquesfois que ceste plainte n'est pas tout à fait injuste, asçavoir quand les charges publiques ne sont pas portées esgallement par le peuple : car le fardeau qui seroit léger, si tous ensemble le soutenoient, devient pesant & insupportable à ceux qui le supportent, lors que plusieurs s'en soustrayent. Et d'ordinaire ce n'est pas tant de sa pesanteur dont on se fâche, que de l'inegalité de la peine. Car on dispute fort ambigueusement de ceste dispence, & ceux qui en jouissent sont enviés des autres, qui se tiennent beaucoup moins heureux. Afin donc d'oster ce sujet de plainte, il importeroit à la tranquillité publique, & par consequent il seroit du debvoir des Magistrats, de faire supporter esgallement les charges publiques. Dailleurs, veu que ce que les subjects contribuent pour le public n'est autre chose que le prix dont ils achèptent la paix, il seroit raisonnable, que ceux qui participent esgallement au bien de la paix contribuassent esgallement de leurs moyens ou de leur travail pour le bien de la Republique. C'est une loy de Nature (suivant l'art. 15. du chap. 3.) que chacun se montre equitable à tous en distribuant la justice aux

*Que c'est  
une chose  
utile à la  
conserva-  
tion de la  
paix publi-  
que, de fai-  
re porter  
les charges  
esgallement  
à tous les  
subjects.*

O

autres;

autres; de sorte que ceste mesme loy oblige les souverains, de departir esgallement sur leurs subjects les taxes & les impositions qu'il faut accorder aux necessités publiques.

*Qu'il depend de l'Equité naturelle que les taxes soient mises à raison de la despence que l'on fait, & non pas du bien que l'on possède.*

XI. Or j'entends icy par ceste esgalité, non qu'une esgale somme d'argent soit exigée de chacun, mais que le fardeau soit supporté esgallement, je veux dire, qu'il y ait de la proportion entre les charges que l'on paye, & les benefices que l'on retire. Car encore que tous jouissent esgallement de la paix, il n'en ont pas tous un esgal avantage; ven l'inesgalité des biens & des revenus que chacun possède; Outre que les uns despencent plus que les autres. Sur quoy il se peut former ceste question, si les particuliers doivent contribuer au public à raison de leur gain, ou à raison de leur despence, c'est à dire, si les taxes doivent estre faites en sorte que chacun paye selon ses facultés: ou si chacun doit estre taxé à proportion de sa despence. Mais si nous considerons que là où les taxes sont faites à proportion des facultés, ceux qui ont gagné esgallement ne jouissent pas d'un esgal revenu; par ce que l'un peut conserver avec espargne, ce que l'autre dissipe bien tost par ses desbauches; & qu'ainsi, quoy qu'ils jouissent en commun du benefice de la paix, ils ne supportent point toutesfois esgallement les charges publiques. D'autre costé, si nous regardons que là où les moyens sont taxés, chacun en despenceant son bien paye imperceptiblement en ceste prodigalité ce qu'il doit à l'Etat, mesme pour ce qu'il n'a pas, & dont il estoit redevable au public; il n'y aura plus de doute que la premiere façon de mettre des im-



impositions est contre l'équité , & par conséquent contre le devoir des Souverains ; mais que la dernière est fort raisonnable & s'accorde fort bien avec leur devoir.

XII. En troisième lieu j'ay dit que l'ambition estoit une maladie de l'ame tresnuisible à la tranquillité publique. Car il y en a qui s'estimant plus sages que les autres , & plus propres au maniment des affaires que ceux qui sont en charge dans l'Estat , comme ils ne peuvent pas faire voir par de bons services, combien leur vertu seroit utile au public, ils tachent en nuisant de se rendre considerables. Or d'autant que l'ambition & le desir des honneurs ne peut pas estre arraché de l'esprit des hommes , ceux qui gouvernent la Republique ne doivent pas travailler à cela. Mais ils peuvent par une invariable application des peines & des recompenses , faire en sorte que les hommes sçachent , que le blâme du gouvernement n'est pas le chemin aux honneurs, & qu'on n'y monte pas par des factions ou par quelque petite reputation qu'on sème parmy le peuple , mais par des moyens tout contraires. Ceux là sont vraiment gens de bien qui gardent les ordonnances de leurs Ancestres, qui obeissent aux loix & à l'équité . Si donc nous voyons ceux cy avancés aux honneurs par les Souverains , & que par une judicieuse & constante pratique les factieux demeurassent dans le mespris. ou chargés de quelque punition exemplaire, il y auroit plus de presse, & on trouveroit plus de gloire à obeir qu'à nuire. Il est vray que quelques fois il arrive qu'il faut flatter un subject insolent à cause de sa puissance.

*Qu'il est important pour entretenir la paix de tenir bas les ambitions.*

fance, de mesme qu'un cheval indompté : mais comme un bon Escuyer ne le caresse que pour le monter, & en sçait bien chenir, dès qu'il est dans la selle ; aussi le Souverain n'use de soumission envers un sujet, que lors qu'il apprehende qu'il ne le desarçonne. Mais je parle icy de ceux dont la puissance est entiere & absolue, & je dis que leur devoir est de bien entretenir leurs sujets qui se tiennent dans l'obeissance, & de mettre les seditieux sous le joug le plus qu'il leur est possible ; car sans cela il n'y a pas moyen de maintenir l'autorité publique, ny de conserver le repos des citoyens.

*Et de dissiper les factions.*

XIII. Mais si c'est du devoir des Souverains de tenir en bride les factieux, ce l'est encor davantage de dissiper les factions. Je nomme *Faction* une troupe de mutins, qui s'est liguée par certaines conventions, ou unie sous la puissance de quelque particulier, sans l'adveu & l'autorité de celuy, ou de ceux qui gouvernent la Republique. De sorte que la Faction est comme un nouvel Estat qui se forme dans le premier : car tout de mesme que la premiere union des hommes les a tirés de l'Estat de Nature pour les ranger sous le gouvernement d'une police, la faction les soustrait à celle cy par une nouvelle union des sujets entierement irreguliere. Selon ceste definition, une multitude de sujets, qui se sont obligés d'obeir absolument à quelque Prince estrange, ou à quelque particulier, ou qui ont fait ligue defensive contre tous autres, sans en excepter leurs souverains, merite d'estre nommée une Faction. Mesmes un trop grand credit parmi le peuple, si la reputation d'une personne



sonne est telle qu'on en peut au besoin dresser une armée, & qu'il faille que le public prene de ce particulier des ostages, ou quelque autre assurance, enferme une espece de faction dans l'Estat. Il faut dire le semblable des richesses, si elles sont immoderées, parce que toutes choses leur obeissent. S'il est donc vray (comme il n'en faut pas douter) que l'Estat naturel des diverses sociétés civiles entre elles est un estat de guerre, les Princes qui laissent naître ou croître une faction dans leurs royaumes, font le mesme que s'ils y recevoient les ennemis. Ce qui est contre le bien des subjects, & par consequent contre les loix de Nature.

XIV. Deux choses sont necessaires à enrichir les particuliers, le *travail*, & l'*espargne*; à quoy contribue aussi ce qui *provient* naturellement de l'eau & de la terre. Il se peut adjoûter un quatriesme revenu, à sçavoir de la *guerre*, ou quelques uns font leurs affaires parmi une infinité d'autres qui s'y ruinent: Mais on ne doit faire fonds que des deux premiers moyens. Car une ville bastie au milieu de la Mer dans une Isle qui n'est pas plus grande que l'enceinte des maisons, où il n'y a ny pesche ny labourage, peut s'enrichir du seul trafic & de la manufacture. Il est vray que si elle avoit un grand territoire les habitans en deviendroient plus riches, ou n'en voudroient pas moins, quoy qu'ils y fussent en plus grand nombre. Le quatriesme moyen, qui est celuy des *armes*, a bien esté autresfois mis entre les arts lucratifs, mais sous le tiltre de *brigandage*, & de *piraterie*; & il n'a esté ny injuste ny des-

*Que pour enrichir les subjects il importe de faire des loix qui favorisent le gain des artisans, & moderent la superfluité des despen-  
ces.*

honneste, tandis que le genre humain a demeuré dispersé en familles, avant que la société civile fust établie: car qu'est autre chose le brigandage, que la guerre d'une petite troupe, aussi dans les armées quand des parties sortent pour aller au pillage on dit en termes de milice, qu'elles vont à la petite guerre. Et de grandes villes, comme celles de *Rome* & d'*Athènes*, ont tellement accru le Domaine de leur République par le butin de leurs armées, par les contributions, & par les conquêtes, que non seulement elles n'ont pas eu besoin d'exiger aucune taille des citoyens, mais qu'elles leur ont distribué de grosses sommes d'argent par teste, & assigné des terres en partage. Toutesfois il ne faut point mettre ceste sorte d'accroissement de richesses en ligne de compte. Car l'art militaire en ce qui concerne le gain qu'on y fait est comme un jeu de hasard, où quantité de personnes se ruinent, & fort peu en profitent. N'y ayant donc proprement que ces trois moyens, le *revenu* de la terre & de l'eau, le *travail*, & l'*épargne*, qui servent à enrichir les particuliers, les souverains ne doivent s'amuser qu'au règlement de ceux cy. Au premier seront utiles les loix, qui favorisent les arts par lesquels on améliore le revenu des terres, des estangs, des mers, & des rivières, tels que sont la *Pesche*, & l'*Agriculture*. Au deuxiesme servent toutes les loix qui empêchent la faineantise, & qui excitent l'industrie des hommes, ou qui relevent & mettent en honneur l'*art de naviger* (par lequel les commodités de tout le monde sont apportées en une ville, sans qu'elles coustent presque que la peine de les aller querir) les *Mechaniques* (sous lequel



lesquelles je comprends toutes les diverses industries des artisans ) & les sciences Mathématiques , qui sont la source & des arts Mécaniques & de la navigation. Au troisiéme moyen serviront les loix qui restreignent les despen-ces excessives de la bouche & des vestemens, & en general de toutes les choses qui se consomment par l'usage. Or comme de telles loix meinent aux fins susdites , c'est aussi du devoir des Souverains de les establir.

X V. La liberté des subjects ne consiste pas en ce qu'ils soient exempts des loix de l'Estat, ou que les Souverains ne puissent pas establir telles loix que bon leur semble. Mais parce que tous les mouvemens & toutes les actions des particuliers ne peuvent jamais estre tellement réglées, ny leur variété si limitée, qu'il n'en demeure presque une infinité qui ne sont ny commandées ny deffendues, & que les loix laissent au franc-arbitre des hommes; Chacun est libre à leur esgard, & la liberté de laquelle on jouist de ce costé là, est ceste partie du droict de Nature à laquelle les loix n'ont pas encores touché & dont il nous reste l'usage. Sur quoy il m'est venu souvent en la pensée, que comme l'eau qui croupit dans les bords d'un estäg se corrompt; ou si d'autre costé elle n'est retenue, elle se res- pand, & coule par tout autant d'ouvertures qu'elle rencontre: Ainsi les subjects d'un Estat, s'ils ne se mancipoient jamais à des choses con- traires aux loix, ils s'engourdiroient; & s'ils les chocquoient en toutes leurs actions , ils passe- roient à une trop grande licence; mais tant plus de choses il y a que les loix laissent indétermi- nées, d'autant plus estüdue est la liberté dont ils

*Qu'il ne  
saut pas  
prescrire  
plus de loix  
que n'en  
demande le  
bien des  
subjects &  
de l'Estat.*

jouyffent. L'une & l'autre de ces extremités est vicieuse : car les loix n'ont pas esté inventées pour empescher toutes les actions des hommes, mais afin de les conduire, de mesme que la Nature n'a pas donné des bords aux rivières pour en arrester, mais pour en diriger la course. La mesure de ceste liberté doit estre prise sur le bien des subjects, & sur l'intereft de l'Estat. C'est pourquoy j'estime que c'est une chose particulierement contraire au devoir des Souverains, & de tous ceux qui ont droit de donner des loix, d'en establir plus qu'il n'en est absolument de besoin pour l'intereft des particuliers, & pour celuy de la Re-publique. Car les hommes ayant accoustumé de deliberer de ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire, plustot en consultant leur raison naturelle, que par la science des loix ; lors que celles cy sont en trop grand nombre pour se bien souvenir de toutes, & que quelques unes defendent ce à quoy la raison ne touche point directement ; il faut de necessité qu'ils tombent insciemment, & sans aucune mauvaise intention, dans les loix, comme dans des pieges, qui ont esté dressés à ceste innocente liberté, que les Souverains doivent conserver à leur subjects suivant les reigles de la Nature.

*Que les  
peines ne  
doivent pas  
estre infligées au de-  
là de ce  
que les loix  
les ont esta-  
blies.*

XVI. C'est une des grandes parties de la liberté innocente de la société civile, & un point necessaire à chasque citoyen pour bien & heureusement vivre, qu'il n'y ait aucunes peines à craindre, si ce n'est celles que l'on peut prévoir & attendre. Ce qui s'observe lors que les loix n'en imposent aucunes, ou quand on n'en exige pas de plus grandes que celles qui

ont



ont esté une fois establies. Lors qu'elles ne sont pas definies par les loix, celuy qui les transgresse le premier doit attendre une peine infinie ou arbitraire, & le prevenu est tourmenté d'une crainte indeterminée de mesme que son supplice. Or la loy de Nature commande à ceux qui ne sont pas sousmis aux loix civiles (suivant ce que j'ay dit au chap. 3, art. II,) & par consequent aux souverains, de ne pas regarder en la punition de crimes le mal passé, mais le bien à venir; de sorte que les peines arbitraires, qui ne se mesurent pas à l'utilité publique, sont injustes. Mais lors que les peines sont definies, soit par une loy formelle qui dise en termes expres, *que celuy qui agira ainsi sera puni de ceste sorte*; ou par la pratique, qui sans loy prescrite a permis au commencement l'infligence d'une peine arbitraire, mais qui apres le supplice du premier coupable est devenue determinée; (car l'equité naturelle ordonne que ceux qui faillent esgallement soient esgallement punis;) en ceste rencontre, dis-je, c'est une chose contraire à la loy de Nature, que d'exiger un supplice plus rude que la loy ne l'a defini. Car la fin de la punition n'est pas de contraindre la volonté de l'homme, mais de la corriger, & de la rendre telle que la desire celuy qui a imposé la peine. Et la deliberation n'est autre chose que l'action de mettre comme dans une balance les avantages & les inconveniens de ce que nous voulons entreprendre, apres quoy celuy des bassins l'emporte necessairement où le poids des raisons le fait incliner. Si donc le legislateur ordonne à un certain crime quelque supplice, dont la crainte

ne soit pas capable d'empescher l'envie qu'on a de le commettre ; il faut luy imputer , & rejeter sur le souverain l'excès du desir qui prevaut par dessus la crainte de la peine ; & ainsi , s'il prend une plus grieve punition de l'offense , qu'il ne l'a ordonnée par ses loix , il punit en autrui sa propre faute.

*Qu'il faut  
rendre ju-  
stice aux  
subjects con-  
tre des Ju-  
ges corrup-  
tus.*

XVII. C'est aussi une des choses qui regardent l'innocente & necessaire *liberté* des subjects de laquelle nous parlons , que chacun puisse jouir sans aucune apprehension , des droicts que les loix luy accordent. Car ce seroit en vain qu'elles distingueroient le *Mien*, & le *Tien*, si elles le laissoient derechef confondre par des faux jugemens , par des larcins , & par des brigandages. Or tout cela peut arriver là où les juges sont corruptibles. Car la crainte qui destourne les hommes de mal faire , ne vient pas de ce qu'il y a des peines establies , mais de ce qu'on les exige & qu'on les fait sentir aux coupables. En effect comme l'on juge de l'avenir par le passé , l'on n'attend gueres ce que l'on voit arriver rarement. Si donc les juges subornés par des presens , gagnés par faveur , ou touchés de pitié , se laissent corrompre , & relaschent des peines que les loix ordonnent , donnant par ce moyen esperance aux meschans de demeurer impunis ; les gens de bien seront continuellement exposés aux voleurs , aux assassins , & aux imposteurs ; on ne pourra plus avoir de commerce ; on n'osera se remuer ; la societé civile sera dissoute ; & chacun reprendra l'ancien droict de se proteger comme bon luy semble. De sorte que la Loy de Nature commande aux Souverains , non seulement



lement d'administrer eux mesme la Justice ; mais aussi d'y obliger sous de grieves punitions les juges subalternes ; & ainsi d'ouvrir les oreilles aux plaintes des particuliers, & d'establir des grands jours, lors qu'il en est de besoin, c'est à dire, d'envoyer des Commissaires, ou des Intendans, qui prennent connoissance des desportemens des juges ordinaires.

## C H A P. XIV.

*Des loix, & des offenses.*

## S O M M A I R E.

- I. Quelle difference il y a entre la Loy & le Conseil. II. Comment elle differe du Pacte. III. Et comment elle differe du Droit. IV. Division des loix en divines, & humaines ; & des divines en Naturelles & Positives ; & des Naturelles en celles de chasque homme particulier & celles des Nations. V. Division des loix humaines, c'est à dire, civiles, en sacrées & seculieres. VI. Autre division des loix civiles en distributives & vindicatives. VII. Que la distributive & la vindicative ne sont pas deux especes des loix differentes, mais deux diverses parties. VIII. Qu'à toute loy il faut sousentendre une peine apposée. IX. Que les Commandemens du Decalogue touchant l'honneur des aux parents, le meurtre, l'adultere, le larcin, & le faux tesmoignage, sont des loix civiles. X. Qu'il est impossible de rien ordonner par la loy civile de contraire à la loy de Nature. XI. Qu'il est essentiel à la Loy qu'elle & le Legislatateur soient connus. XII. Comment on connoist le Legislatateur. XIII. Que pour connoistre la Loy la Promulgation & l'Interpretation sont necessaires. XIV. Division de la Loy civile, en escrite, & non escrite. XV. Que les loix naturelles ne sont pas des loix escrites ; & que ny les Responces des Jurisconsultes, ny la Coustume, ne sont pas d'elles mesmes des loix, mais par le consentement du Souverain. XVI. Qu'est ce que signifie le mot de peché en sa plus large signification. XVII. Definition du Peché. XVIII. Difference entre le peché d'infirmité, & de malice. XIX. Sous quel genre de peché est reduit l'Atheisme. XX. Qu'est ce que crime de leze Majesté. XXI. Que

XXI. *Que par le crime de leze Majesté on enfreint les loix de Nature, & non pas les loix civiles.* XXII. *C'est pourquoy il est punissable par le droit de la guerre, & non pas par le droit de la Souveraineté.* XXIII. *Que la distinction de l'obeissance en active, & passive, est mauvaise.*

*Quelle difference il y a entre la Loy & le Conseil.*

I. **L**A Loy est confondue quelquesfois par ceux qui espluchent moins scrupuleusement la signification des mots avec le Conseil, & quelquesfois aussi avecque le *Pacte*, & avec le *Droit*. Ceux là confondent la Loy avecque le Conseil, qui estiment que c'est le devoir d'un Monarque, non seulement d'écouter ses conseillers, mais de leur obeir; comme si c'estoit une chose inutile de prendre conseil, si on ne le suit. Mais la distinction entre le Conseil & la Loy doit estre prise de la difference qu'il y a entre un Conseil, & un Commandement. Or le *Conseil* est une espece d'ordonnance à laquelle toute la raison pourquoy nous obeissons se tire de la chose mesme qui est ordonnée. Là où le *Commandement* est une ordonnance à laquelle toute la raison d'obeir se tire de la volonté de celui qui commande. Car à parler proprement on ne dit point, *Je le veux & je l'ordonne ainsi*, si on n'adjoute en suite, *tel est nostre plaisir*. Puis donc que l'on n'obeit pas aux loix à cause de la chose mesme qui y est commandée, mais en consideration de la volonté du Legislatteur, la Loy n'est pas un Conseil, mais un Édikt ou une Ordonnance; & je la definis de ceste sorte. *La Loy est une ordonnance de ceste personne (soit d'un seul homme qui gouverne, ou d'une Cour) dont le commandement tient lieu de raison suffisante pour y obeir.* Ainsi les Commandemens de Dieu sont ses loix



loix à l'esgard des hommes; ceux de l'Estat à l'esgard des subjects; & en general tout ce que les plus forts ordonnent à ceux qui estant les plus foibles ne peuvent point resister, prend à leur esgard la forme de Loy. D'où je conclus que la loy & le Conseil sont differentes en diverses façons. Car celle là appartient à celuy qui a puissance sur ceux ausquels elle est donnée; & ce dernier est d'une personne qui n'a aucune autorité sur celuy lequel il conseille. On est obligé de faire par debvoir ce que la Loy commande; mais on a son franc-arbitre en ce que le Conseil ordonne. Celuy cy tend à la fin, & se propose d'avancer les desseins de ceux ausquels on le donne: mais la Loy ne vise qu'au but de celuy qui commande. On ne se met de conseiller que ceux qui desirent d'entendre quelques avis; mais souvent on impose des loix à ceux qui sont bien marris de les recevoir. Enfin nous pouvons remercier, & demettre de leur charge ceux qui nous conseillent, lors que bon nous semble: Mais le droit de faire des Loix n'est pas osté au Legislateur au gré de ceux qui les reçoivent.

II. Ceux là confondent la Loy avecque le Pacte, qui estiment que les loix ne sont autre chose, que des conclusions receuës, ou des façons de vivre determinées par le commun consentement des hommes. *Aristote* est de ceux là quand il definit la Loy de ceste sorte: *La Loy est une conclusion prise & arrestée du commun consentement de tout le public, enseignent de quelle façon il se faut comporter en chascue occurrence.* Mais ceste definition ne regarde pas tant la Loy en general, comme la Loy civile en particulier. Car

*Comment elle differe du Pacte.*

il

il est bien manifeste que les loix divines, ny les naturelles ne sont pas venuës du consentement des hommes: veu que si cela estoit, elles pourroient estre abrogées par ce mesme consentement; & toutesfois elles sont immuables. Je passe plus avant, & je dis que ceste definition d'Aristote, n'est pas une bonne definition de la Loy civile: car en cest endroict là, par le public ou l'Estat, on entend une personne civile qui n'a qu'une seule volonté, ou une multitude de personnes dont chacune a l'usage de sa volonté particuliere. Si c'est au premier sens qu'on le prene, *ces termes, du commun consentement*, sont hors de saison; car une personne seule n'a pas un consentement commun: Et il ne falloit pas adjoûter *enseignant*, mais plustot *commandant* de quelle façon il se faut comporter en chasque rencontre: Car l'Estat commande à ses subjects ce qu'elle leur enseigne. Il a donc entendu par le public, une multitude de personnes qui d'un commun consentement designent par escrit, & confirment par leurs suffrages, la maniere en laquelle ils auront à vivre d'oresnavant. Or que sont autre chose ces formules qu'ils se prescrivent, que des pactes mutuels qu'ils se font, & qui n'obligent personne, ny ne sont des loix, qu'apres l'establissement d'une puissance souveraine, qui contraingne ceux qui viendroient à les enfreindre, & qui en mespriseroient la promulgation? De sorte que, selon la definition d'Aristote, les loix ne seroient autre chose que des nuës & invalides conventions, dont la force ne sortiroit à effect que lors que l'Estat recouvreroit l'usage de son autorité supreme, & qui ne seroient  
erigées



erigées en vrayes loix que quand il plairroit au Souverain. Il a donc confondu les pactes avec-que les loix; ce qu'il ne debvoit pas faire: car le pacte est une promesse; & la Loy est un commandement; en un pacte l'on dit, Je feray; & en une Loy l'on ordonne de faire: par les contractz \* nous sommes obligés; & par les loix nous sommes attachés à nostre obligation. Le contract oblige de soy mesme; mais la Loy n'oblige qu'en vertu du pacte general de rendre obeissance. C'est pourquoy en une convention avant que s'obliger on determine ce qu'il faut faire: mais en une loy l'obligation precede, c'est à dire, l'on promet d'obeir avant que l'on sçache ce qu'il faudra faire. Ce qui me persuade qu'Aristote eust mieux fait de definir la Loy civile de ceste sorte; *La Loy civile est une conclusion definie par la volonté de l'Estat, commandant ce qu'il faut faire: ce qui tombe dans la definition que j'ay apportée cy dessus chap. 6, art. 9, à sçavoir, que les Loix civiles sont des Ordonnances ou des Edicts que le Souverain a publiés pour servir dorenavant de reigle aux actions des particuliers.*

\* Par les contractz nous, &c.] Il a semblé à *Remarque* quelques uns que ces deux diverses façons de parler, Nous sommes obligés, & Nous sommes attachés à nostre obligation, recevoient un mesme sens, & qu'ainsi je ne faisois que me servir de deux expressions pour signifier une seule chose. Il faut donc que je tâche de m'expliquer plus clairement. Quand un homme est obligé par contract, il doit faire ce qui y est contenu à cause de sa promesse: mais quand la loy nous attache à nostre obligation, c'est qu'elle use de menace, & nous force par la crainte de la peine à faire nostre devoir.

## III. Ceux

*Et comment  
elle differe  
du Droit.*

III. Ceux là confondent la Loy avecque le Droit, qui continuent à faire ce que le droit divin permet, quoy que la loy civile le deffende. A la verité cellecy ne peut pas permettre ce que l'autre deffend, ny interdire ce dont elle accorde la permission. Mais rien n'empesche que la loy civile ne defende ce qui est permis par le droit divin : Car les loix subalternes & inferieures peuvent restreindre la Liberté que les plus hautes ont laissée, quoy qu'elles ne puissent pas l'elargir. Or est il que la Liberté naturelle que les loix ont laissée, plustot qu'establie, est un droit : Car sans elles ceste liberté demeureroit toute entiere ; mais la Loy Naturelle, & la Divine luy ont donné la premiere restriction ; les loix civiles la restreignent encore davantage ; & ce que celles cy obmettent peut derechef estre limité par les constitutions particulieres des villes & des Republiques. Il y a donc une grande difference entre la Loy, & le Droit ; la Loy est un lien, le Droit est une liberté, & ce sont choses diametralement opposées.

*Division  
des loix en  
divines &  
humaines ;  
& des Di-  
vines en  
Naturelles  
& Positi-  
ves ; & des  
Naturelles  
en celles de  
chasque  
particulier  
& celles des  
Nations.*

IV. Toute Loy peut estre divisée, premiere-  
ment à raison de ses divers auteurs en *Divine*,  
& en *Humaine*. La Divine est de deux sortes,  
comme c'est en deux manieres qu'il a plu à  
Dieu de faire cognoistre aux hōmes sa volon-  
té ; la *Naturelle*, ou *Morale*, & la *Positive*. La Loy  
Naturelle est celle que Dieu a déclaré à tous  
les hommes par sa parole eternelle créée dans  
eux mesmes, c'est à dire, par leur Raison natu-  
relle. Et c'est celle que j'ay tasché de descou-  
vrir par mes meditations en ce petit ouvrage.  
La Loy positive est celle que Dieu nous a faite  
anoncer



annoncer par la bouche des prophetes, en laquelle dispensation il s'est accommodé aux hommes & a traité avecque nous en homme. Je mets sous ce genre toutes les loix que Dieu donna autresfois aux *Juifs* touchant leur gouvernement politique, & le service divin; & on les peut nommer des loix divines civiles, parce qu'elles estoient particulieres au Peuple d'Israël, de l'Estat duquel il luy plaisoit de prendre la conduite. Derechef la *Loy Naturelle* se peut diviser, en naturelle à tous les hommes du monde, qui estant seule en usage se nomme proprement *la loy de Nature*; & en naturelle aux *Estats*, que l'on peut nommer la *Loy des Gents*, mais d'ordinaire on luy donne le tiltre de *Droict des Gents*. Les preceptes de l'une & de l'autre sont les mesmes: toutesfois par ce que les Republiques estant une fois establies prennent la forme de personnes particulieres, la Loy que nous appellons naturelle, en parlant des hommes en particulier, appliquée aux *Estats*, aux *Peuples*, & aux *Nations* reçoit la qualité de *Droict des Gents*. De sorte que tous ces Elemens que je viens de donner de la Loy & du Droict de Nature, estant rapportés à l'usage des *Estats* & des *Nations* entieres, peuvent servir d'Elemens aux loix ou aux Droicts des Gents, dont parlent les Jurisconsultes & les Politiques.

V. Toute Loy humaine est civile: Car hors de la societé, l'estat des hommes est celuy d'une hostilité perpetuelle; à cause qu'on n'y est point subject à autrui, & qu'il n'y a point d'autre loy que ce que la raison naturelle dicte, dont

P

on

*Division  
des loix hu-  
maines, c'est  
à dire, civiles,  
en sa-  
crées &  
profanes.*

on se sert comme de loy divine. Mais dans une Republique, il n'y a que l'Estat, c'est à dire, le Prince, ou la Cour souveraine, qui tiennent rang de Legislatteur. Or les loix d'un Estat sont des loix civiles. Au reste ces *loix civiles* peuvent estre divisées suivant la diverse matiere dont elles traittent, en *sacrées*, & *seculieres* ou profanes & qui regardent le temporel. Les sacrées sont celles qui concernent la Religion, c'est à dire, les ceremonies & le culte divin, (à sçavoir en quelle maniere & quelles personnes, quelles choses, ou quels lieux il faut consacrer; quelles doctrines il faut enseigner publiquement touchant la Divinité; en quels termes & avec quelles ceremonies il faut concevoir & faire les prieres; & choses semblables) & elles ne se trouvent definies par aucune loy divine positive: Car les loix civiles sacrées qui reiglent les choses saintes, sont loix humaines, & se nomment aussi *Ecclesiastiques*. Mais les seculieres ont accoustumé de retenir le nom general de *loix Civiles*; d'où vient la difference du Droit civil, & du Droit Canon.

*Autre division des loix civiles en Distributives & Vindicatives.*

VI. Derechef la *Loy civile* a deux parties, à raison de deux offices du Legislatteur, dont l'un est de *juger*, & l'autre de *contraindre* à acquiescer au jugement, à sçavoir la *Distributive*, & la *Vindicative* ou peinaire. La Distributive est celle par laquelle on rend à chacun ce qui luy appartient, c'est à dire, qui establit des regles sur toutes choses par le moyen desquelles nous sçachions ce qui est à nous, & ce qui est à autrui; afin qu'on ne nous empesche pas de jouir du nostre, & que nous laissions reciproque-



ment aux autres ce qu'ils doivent posséder ; comme aussi afin que personne ne puisse prétendre cause d'ignorance, de ce qu'il luy est licite ou illicite de faire ou d'obmettre. La partie *vindicative* touche le criminel, & définit les peines deües à ceux qui transgressent les loix.

VII. Au reste la distributive, & la vindicative ne sont pas deux especes des loix, mais deux parties d'une seule loy. En effect si une loy ne dit autre chose que cecy par exemple, *Que ce que vous aurés pris en mer dans vos filets soit à vous*, elle parle inutilement. Car bien qu'un autre vous oste ce que vous aviez pris, il ne laisse pas d'estre encore à vous; à cause qu'en l'estat de nature, où toutes choses sont communes à tous, ce qui est vostre, est aussi à autrui : De sorte que la loy n'a que faire de vous dire que quelque chose vous appartient, parce qu'elle vous appartenait avant qu'elle le dir, & qu'après la promulgation de la loy la chose ne laisse pas de continuer à vous appartenir, quoy qu'un autre la possède. La Loy donc ne sert à rien; si elle n'entend & ne fait en sorte, que vous puissiez posséder & jouir du vostre comme & quand il vous plaira, à l'exclusion de tous autres qui y auroient des prétentions ou qui voudroient vous en empêcher. Car c'est ce qui est requis à la propriété des biens; non que quelcun s'en puisse servir, mais qu'il s'en puisse servir seul; à sçavoir en donnant ordre que personne n'y apporte de l'empêchement. Or ce seroit en vain que l'on voudroit établir ce bon ordre, si l'on ne faisoit apprehender des

*Que la distributive & la vindicative ne sont pas deux especes de loix différentes, mais deux parties.*

peines à la désobéissance : Et par conséquent la loy auroit peu d'effect, si elle ne comprenoit l'une & l'autre partie, celle qui defend de commettre des offences, & celle qui punit ceux qui les commettent. La premiere, que je nomme *distributive*, enferme une defence d'où en termes du palais elle se peut dire *prohibitoire*, & parle à tous en général. La seconde qu'on nomme *vindicative*, & qui ordonne des peines, porte un commandement particulier aux officiers & ministres de la Justice.

*Qu'à toute  
loy il faut  
s'observer  
une  
peine appo-  
sée.*

VIII. D'où l'on peut aussi comprendre qu'à toute loy civile il y a une peine explicitement, ou implicitement annexée. Car là où la peine n'est définie, ny par escrit, ny par aucun exemple de la punition de quelque coupable, on sousentend que la peine doit estre arbitraire, à sçavoir dependante de la volonré du Legislatteur, c'est à dire, du Souverain. En effect, la Loy seroit nulle, si elle pouvoit estre impunement violée.

*Que les  
commande-  
mens du  
Decalogue  
touchant  
l'honneur  
deu aux pa-  
rens, le  
meurtre,  
l'adultere,  
le larcin, &  
le faux tes-  
moignage  
sont des loix  
civiles.*

IX. Or d'autant que l'on doit aux loix civiles, ce que chacun a son droit propre & séparé de celui des autres, & que ce sont elles qui defendent d'envahir le bien d'autrui, il s'ensuit que ces commandemens, *Tu ne refuseras point à ton pere & à ta mere l'honneur que les loix te prescrivent de luy rendre, tu ne tueras point celui que les loix te defendent de tuer : Tu éviteras les embrassements illicites : Tu ne prendras point le bien d'autrui contre la volonté du legitime possesseur : Tu ne frustreras point les loix & les jugemens par un faux tesmoignage*, sont des loix civiles. Les Loix naturelles ordonnent les mesmes choses, mais implicitement :

Car



Car elles commandent (comme il a esté dit chap. 3, art. 2.) de garder les pactes , & ainsi d'obeir quand on a promis obeissance, & de s'abstenir du bien d'autrui quand les loix civiles ont défini ce qui appartient à chacun. Or est il que tous les subjects promettent (selon l'art. 13 du chap. 6,) par l'establissement de la Republique d'obeir aux ordonnances du Souverain, c'est à dire , aux loix civiles , mesmes avant qu'on peut les enfreindre : Car la Loy Naturelle obligeoit en l'estat de Nature , auquel premierement rien n'estoit à autrui , (pource que la Nature a donné toutes choses à tous) & dans lequel par consequent il estoit impossible d'envahir le bien d'un autre : d'ailleurs , où toutes choses estoient communes , c'est pourquoy il n'y avoit point d'embrassement qui ne fust permis : en troisiésme lieu, où il y avoit un estat de guerre perpetuelle, ce qui autorisoit le meurtre; en quatriésme, où chacun pouvoit reigler toutes choses à sa fantaisie, & ainsi dereterminer l'honneur qu'il devoit à ses parents : Enfin, où il ne se rendoit point de jugemens publics , & où par consequent les tesmoins ny faux ny veritables n'estoient point en usage.

X. Veu donc que l'obligation à observer ces loix est plus ancienne que leur promulgation , comme estant comprise dans la constitution de l'Estat , en vertu de la particuliere loy de nature qui defend de fausser sa foy , il est vray que la loy de Nature commande l'observation de toutes les loix civiles. Car lors qu'on est obligé d'obeir, mesmes avant qu'on sçache

*Qu'il est impossible de rien ordonner par la loy civile de contraire à la Loy de Nature.*

ce qui sera enjoint, on est tenu de rendre une obeïssance generale en toute sorte de choses. D'où il s'ensuit, qu'aucune loy civile, qui ne choque point l'honneur & le respect deu à la divinité, (car les Estats ne sont point libres ny souverains, ny ne sont point dits faire des loix à l'esgard de Dieu) ne peut estre contre la loy de nature. Pource qu'encore que ceste derniere defende le larcin, l'adultere, &c. toutesfois si la loy civile commande de se saisir de quelque chose, ceste invasion ne doit point estre estimée un larcin ou un adultere, &c. En effect lors que les Lacedemoniens permirent autresfois à leurs enfans sous certaines conditions de prendre le bien d'autrui, ils ordonnerent que ce qui auroit esté pris ne seroit plus à autrui, mais à celuy qui s'en seroit accommodé; de sorte que la pratique d'une telle adresse n'estoit pas comptée parmi les larcins: Ainsi la conjunction de divers sexes, permise suivant les loix de quelques infidelles, estoit parmi eux un mariage legitime.

*Qu'il est essentiel à la Loy qu'elle & le Legislatateur soient cogneus.*

XI. Il est necessaire à l'essence de la Loy, que les subjects sçachent deux choses. Premièrement quelle est ceste personne, ou ceste Cour souveraine, à qui le droit de faire des loix appartient. Secondement qu'est ce que la loy dict. Car celuy qui n'a jamais sçeu à qui, ny à quoy il est obligé, ne peut, & par consequent demeure comme s'il n'estoit pas tenu à obeir. Je ne dis pas qu'il soit necessaire à l'essence de la loy, que telle ou telle chose soit perpetuellement cogneuë & presente à la pensée, mais seulement qu'elle l'ait une fois esté; & si apres cela

un



un subject vient à oublier le droit du Legislateur, ou le sens de la Loy, cest oubli n'empêche point qu'il ne soit tenu à obeir; parce que la memoire ne luy eust pas manqué, si sa volonté eust esté bonne, & s'il eust esté disposé intérieurement à l'obeissance que la loy naturelle luy ordonne, & de laquelle personne ne peut pretendre cause d'ignorance.

XII. La cognoissance du Legislateur depend du subject ou du citoyen mesme: car le droit de faire des loix ne peut estre conferé à personne sans son consentement, & sans une convention expresse ou sous entendue. Elle est expresse lors que les citoyens dès le commencement establisent entre eux une forme de gouvernement de la Republique, ou quand ils promettent de se soumettre au commandement d'un certain homme: Elle est au moins sous-entendue, quand ils se servent du benefice de l'Empire ou des loix de quelque autre Estat pour leur protection & leur conservation contre les violences estrangeres. En effect lors que nous demandons pour nostre interest que nos concitoyens obeissent au commandement de quelque autre puissance que celle de nostre Estat propre, par ceste demande nous aduons que sa puissance est legitime. C'est pourquoy l'on ne peut jamais pretendre cause d'ignorance du pouvoir de faire des loix; veu que chacun doit sçavoir ce qu'il a fait luy mesme.

XIII. Mais la cognoissance des loix depend du Legislateur qui en doit faire la promulgation, sans laquelle ce tiltre ne leur conviendrait pas. Car la loy est un commandement du Legis-

*Comment on  
cognoit le  
Legislateur.*

*Que pour  
cognoistre la  
Loy, la Pro-  
mulgation  
& l'Inter-  
pretation*

*sont neces-  
saires.*

teur : Or un commandement est la declaration de la volonté de quelcun. Ce n'est donc pas une loy si la volonté du Legislatteur n'est declarée ; ce qui se pratique en la promulgation. Cependant en la promulgation on doit estre certain de deux choses, premierement que ce luy ou ceux qui la font ont eux mesmes le droit de dresser des loix, où qu'ils l'empruntent de ceux ou de celuy à qui il appartient : Et en deuxiesme lieu on doit entendre le sens de la Loy. Or le premier poinct, à sçavoir que les loix promulguées partent du souverain, ne peut estre cogneu exactement & d'une science infailible, que de ceux là tant seulement qui les luy ont entendues prononcer ; il faut que tous les autres s'en rapportent à eux & les croient ; il est vray que les raisons de croire sont si fortes, que l'incroyance en ceste rencontre est presque impossible. Car en un Estat populaire, où chacun a droit de se trouver si bon luy semble à la constitution des loix, les absens doivent adjouster foy à ceux qui ont esté presens. Mais dans les Monarchies, & dans les estats Aristocratiques, parce qu'il y en a peu à qui il soit permis d'entendre en presence la volonté du Roy, ou des principaux de l'Estat, il est necessaire qu'on donne le pouvoir à ce petit nombre de la faire sçavoir à tous les autres, c'est à dire, d'en faire la promulgation. Et ainsi nous recevons comme Arrests & *Edicts* du Prince, ce qui nous est donné pour tel de vive voix ou par escrit, par ceux dont la charge est de nous les faire sçavoir. Ayant donc plusieurs occasions de croire aux *Edicts* qui



qui courent, comme si l'on a veu que le Prince, ou la Cour souveraine s'est servie tous-jours auparavant de tels Conseillers, de tels Secretaires, de tels Herauts, de tels Sceaux, & de telles autres raisons pour declarer sa volonté; si l'on remarque qu'elle n'a jamais revoqué leur autorité; qu'on a puni comme infracteurs des loix ceux qui n'ont pas voulu adjouster foy à ceste sorte de promulgation: si apres tout cela, dis-je, quelcun obeit aux Edicts publiés de ceste façon, il est digne d'excuse par tout le monde; & non seulement cela, mais s'il refusoit d'obeir, parce qu'il refuseroit de croire que les Edicts soient veritables, il meriteroit d'encourir une punition exemplaire. Mon raisonnement est, que c'est un signe manifeste, & une assés evidente declaration de la volonté du souverain, que d'avoir permis que toutes ces circonstances se soient tous-jours invariablement observées en la publication de ses Edicts. l'excepte toutesfois s'il se rencontroit quelque chose dans la loy ou dans l'Edict, qui fust contraire ou qui derogeast à son autorité souveraine: car il ne seroit pas croyable qu'il voulut se porter prejudice; ny qu'ayant tous-jours la volonté de regner, il permit que sa puissance fust ravalée par ses ministres. Quand à ce qui regarde le *sens de la loy*, il faut lors qu'on en doute s'en informer des magistrats auxquels le souverain a commis la cognoissance des causes, & le droict de juger les procès des particuliers. En effect prononcer un Arrest & donner une sentence pour terminer un different, n'est autre chose qu'interpreter & faire l'appli-

cation des loix aux particulieres occurrences où elles viennent en usage. Au reste nous sçavons qui sont ceux à qui ceste derniere charge a esté commise, de la mesme façon que nous cognoissons ces autres, du ministère desquels le legistateur se sert en la promulgation de ses loix.

*Division de  
la loy civile  
en escrite  
& non es-  
crite.*

XIV. On peut diviser d'une autre sorte la *Loy civile* en deux especes, suivant deux diverses façons d'en faire la promulgation ; à sçavoir en *loy escrite*, & en *loy non escrite*. Par la *Loy escrite* j'entends celle, qui a besoin de la parole, ou de quelque autre signe de la volonté du legistateur, pour acquerir force de loy. Car toute sorte de Loix en sa nature & à raison du commencement de sa durée est aussi vieille que le genre humain, & par conséquent plus ancienne que l'invention de lettres & de l'art de l'écriture. Il n'est donc pas necessaire à la loy écrite qu'elle soit enregistrée, mais seulement qu'elle soit publiée de vive voix, ceste derniere condition est seule de son essence, & l'autre ne sert qu'à en conserver, ou à en rappeler le souvenir : veu qu'auparavant que les lettres fussent inventées pour le soulagement de la memoire, on avoit de coustume de chanter les loix mises en vers pour cest usage. La *loy non escrite* est celle qui n'a besoin d'autre promulgation que de la voix de la Nature, ou de la raison naturelle; & de ce rang sont toutes les loix qui de là se nomment les loix de Nature. Car encore que ces dernieres soient distinguées de la civile, entant qu'elles estendent leur Jurisdiction sur la volonté, toutesfois eu esgard aux actions



ctions exterieures elles touchent à la loy civile; par exemple ceste cy, *Tu ne convoiteras point*, qui ne reigle que l'action interieure de l'ame, est une loy purement naturelle: mais ceste cy, *Tu ne desroberas point*, est, & naturelle, & civile tout ensemble. Et de vray, estant impossible de prescrire des loix tellement generales, que tous les procès, qui peut estre sont innombrables, en puissent estre decidés, il est à presumer qu'en tous les cas que la loy escrite a oubliés, il faut suivre la loy de l'Equité naturelle, qui ordonne de rendre à des esgaux choses esgales. A quoy la Loy civile s'accorde, quand elle commande de punir ceux qui à leur escient transgressent par quelque mauvaise action la justice des loix naturelles.

XV. Cela estant expliqué de la façon que je viens de faire, il appert premierement que les loix naturelles, bien qu'elles ayent esté descriptes dans les livres des philosophes, ne doivent pas estre pourtant nommées des loix escrites; & que les raisonnemens des Jurisconsultes ne sont pas des loix, faute d'autorité souveraine; ny aussi les *Responses des prudents*, c'est à dire, des Juges, si ce n'est en tant que le consentement du souverain les a faites passer en coustume: car alors il les faut tenir pour des loix, non à cause de la coustume en elle-même, (dont la force n'establit pas une loy) mais en suite de la volonté du souverain, que l'on recueille de ce qu'il a permis à un arrest juste, ou injuste, de se fortifier par la coustume.

XVI. Un peché en sa plus estendue signification comprend toute action, toute parole, & tout

*Que les loix naturelles ne sont pas des loix escrites, & que ny les Responses des Jurisconsultes, ny la Coustume, ne sont pas d'elles mesmes des loix, mais par le consentement du Souverain.*

*Qu'est-ce que signifie le mot de*

*Peché en  
sa plus lar-  
ge signifi-  
cation.*

*mouvement de la volonté contraire à la droite raison.* Car chacun cherche dans son raisonnement des moyens de parvenir à la fin qu'il s'est proposée. Si donc il raisonne bien, ( c'est à dire, si commençant par des principes fort évidents il forme son discours d'un tissu de conséquences tousjours nécessaires, ) il ira le droit chemin, ou autrement il s'égarera; je veux dire, qu'il fera, qu'il dira, ou qu'il taschera de faire quelque chose de contraire à sa fin propre: ce qui arrivant on pourra bien dire qu'il a erré en son raisonnement, mais à l'égard de l'action qu'il a faite & de sa volonté, il faudra avouer qu'il a peché, à cause que le *peché* suit l'*erreur*, de mesme que la *volonté* suit l'*entendement*. Et voila la plus generale acception de ce terme, qui comprend toute action imprudente, soit qu'elle choque les loix, comme celle de renverser la maison d'autrui; soit qu'elle ne les attaque point, comme celle de bastir sa propre maison sur le sable.

*Definition  
du Peché.*

XVII. Mais lors qu'il est question des loix, le mot de *Peché* a une signification plus étroite, & ne regarde pas toute action contraire au bons sens, mais seulement celles que l'on blasme, d'où vient qu'on le nomme *mal de conscience*. Et bien qu'une chose soit exposée au blâme, il ne s'ensuit pas tout aussi tost qu'elle soit dès là un peché, ny qu'on la doive nommer une *culpé*, mais si c'est avec raison qu'elle soit blâmée. Il faut donc rechercher ce que c'est que blâmer raisonnablement, ou au rebours blâmer hors de raison. Les hommes sont de cette nature, que chacun nomme *bien* ce qu'il desire



droit qu'on luy fist, & *malice* qu'il voudroit éviter: de sorte que suivant la diversité de leurs affections il arrive, que ce que l'un nomme bien, l'autre le nomme mal; & qu'une mesme personne prend des sentimens contraires en fort peu de temps, ou qu'elle approuve en soy & qualifie bonne, une chose qu'elle blasme & veut faire passer pour mauvaise en autrui. Car au fonds nous mesurons tous le bien & le mal de quelque chose, au plaisir ou à la douleur, qui nous en reviennent presentement, ou que nous en attendons. Et d'autant que nous voyons de mauvais œil les bons succez de nos ennemis, à cause qu'ils augmentent leurs honneurs, leurs richesses, & leur puissance, & ceux de nos esgaux, parce que nous leur disputons le rang, ils nous paroissent mauvais, & le sont en effect à nostre esgard; d'ailleurs pource que les hommes ont de coustume de tenir pour meschans, c'est à dire, d'imputer quelque coulpe à ceux desquels ils reçoivent du dommage, il ne peut estre autrement, qu'on ne definisse ce qui est blasmable ou ce qui ne l'est pas, par le consentement de ceux à qui mesmes choses ne plaisent, ou ne plaisent pas. On peut à la verité convenir en certaines choses generales, & les nommer tous d'une voix des pechés, comme l'adultere, le larcin & semblables; de mesme que si l'on disoit, que tous nomment un malice à quoy ils donnent un nom qui d'ordinaire se prend en mauvaise part. Mais nous ne recherchons pas en cest endroit, si le larcin, par exemple, est un peché: nous demandons comment c'est qu'il le faut nommer, & ainsi de

rou-

toutes les autres choses de ceste nature. Si donc parmi une telle diversité d'opinions, il ne faut pas juger de ce qui est à blasmer raisonnablement, par la raison de l'un, plustot que par celle de l'autre, veu l'esgalité de la nature humaine; & s'il n'y a aucune autre raison en usage dans le monde que celle des particuliers, & celle de l'Estat; il s'ensuit que c'est conformément à ceste dernière qu'il faut définir quelles sont les choses qui meritent veritablement d'estre blasquées. De sorte qu'un *Peché*, une coulpe, une faute, ou une offence, se peut définir en ceste maniere, ce que quelqu'un a fait, a commis, a dit, ou a voulu contre la raison de l'Estat, c'est à dire, contre les loix.

*Difference  
entre le pe-  
ché d'infir-  
mité & ce-  
luy de ma-  
lice.*

XVIII. Cependant il n'y a rien de plus certain que l'on peut transgresser les loix par infirmité humaine, quoy qu'au fonds on desire de les observer; mais cela n'empesche pas qu'on ne blasme avecque raison, & qu'on ne nomme une offence une telle action comme contrevenante à la justice. Il y a des personnes qui mesprisent les loix toutesfois & quantes qu'il y a apparence de gain & d'impunité, & qui ne s'empeschent de les enfreindre par aucun scrupule de conscience, quelque promesse ou quelque parole qui ait esté donnée. Ce ne sont pas les actions tant seulement de ceste sorte de gens qui contreviennent aux loix, leur esprit est le premier dans le desfreiglement. Mais ceux qui ne pechent que par infirmité, mesme lors qu'ils faillent ne meritent pas de perdre le tiltre de gens de bien; là où les autres ne laissent pas d'estre des meschans encore qu'ils ne

com-



ἁδύχημα.

κακίαι.

Sous quel  
genre de  
peché est  
reduit l'A-  
theisme.

qu'un Athée n'est point puni, ou de Dieu immédiatement, ou des Rois que Dieu a établis au dessous de sa Majesté, en qualité de subject, parce qu'il n'a pas observé les loix; mais comme un ennemi, qui n'a pas voulu les recevoir; c'est à dire, il est puni par le droit de la guerre, comme les Geants le furent autresfois dans la fable lors qu'ils voulurent monter au ciel, & s'en prendre aux Dieux. Car ceux là sont ennemis qui ne dependent pas l'un de l'autre ou qui ne sont pas soumis à un même souverain.

*Remarque.*

Rapporté aux pechés d'imprudence ] Plusieurs ont trouvé à redire ce que j'avois rapporté l'Atheïsme à l'Imprudence, & non pas à l'Injustice: même quelques uns ont pris cela, comme si je ne m'issois pas monstre assez aspre adversaires des Athées. Ils m'ont objecté en suite, qu'ayant dit en quelque endroit que l'on peut sçavoir par les lumieres de la raison naturelle que Dieu est, je devois adouër que les Athées pechent du moins contre la loy de nature, & qu'ainsi ils ne sont pas coupables seulement d'imprudence, mais aussi d'injustice. De moy je suis si ennemi des Athées que j'ay recherché fort soigneusement, & ay désiré passionnement de trouver quelque loy par laquelle je puisse les condamner d'injustice: mais n'en descouvrant aucune, je me suis mis en suite à rechercher de quel nom Dieu nommoit des personnes qui luy sont si execrables. Or voicy comment Dieu parle de ces Impies, l'Infermé a dit en son cœur, que Dieu n'est point. De sorte que j'ay mis leur peché sous le genre que Dieu même l'a rangé. Apres cela j'ay fait voir que les Athées estoient ennemis de Dieu, & j'estime que ce terme d'ennemi emporte quelque chose de plus atroce que celui d'im-



injuste. Enfin je confirme que pour ce subject ils sont  
 punis de Dieu & des puissances souveraines.  
 Si bien que je n'excuse ny n'extenué point ce crime.  
 Quant à ce que j'ay dit, que l'on peut sçavoir par rai-  
 sons naturelles que Dieu existe, il ne le faut pas prendre,  
 comme si je pensois que tous peuvent atteindre à ceste  
 connoissance ; si ce n'est qu'on estimât, qu'il s'ensuit, à  
 cause qu'Archimede a trouvé par raison naturelle la  
 proportion que la Sphere a au Cylindre, que qui que ce  
 soit du vulgaire peut decouvrir la mesme demonstra-  
 tion. Je dis donc, qu'encore que quelques uns puissent  
 connoistre par la lumiere naturelle que Dieu est, toutes-  
 fois ceux là ne le peuvent point comprendre qui sont  
 plongés dans les delices, qui s'occupent continuellement  
 à la recherche des honneurs ou des richesses, qui n'ont  
 pas accoustumé de bien conduire leur raison, qui n'en  
 sçavent pas l'usage, ou qui ne se soucient pas de s'en  
 servir, & enfin qui sont entachés de quelque folie, du  
 nombre desquels sont les Athées & les Impies.

XX. Pource qu'en vertu du contract par  
 lequel les citoyens se sont obligés l'un à l'autre  
 d'obeir à l'Estat, c'est à dire, à la souveraine  
 puissance, ( soit qu'elle soit recueillie en une  
 seule personne, ou qu'elle soit communiquée  
 à un conseil ) & de luy rendre une obeissance  
 absolue & generale, telle que je l'ay cy dessus  
 representée, naist une obligation particuliere  
 de garder toutes & chacune des loix civiles,  
 que ce pacte comprend toutes ensemble ; il est  
 manifeste que le subject qui renonce à ceste ge-  
 nerale convention de l'obeissance, renonce en  
 mesme temps à toutes les loix de la societé ci-  
 vile. Ce qui est un crime d'autant plus enor-  
 me que quelque autre offence particuliere, que  
 l'habitude de faillir perpetuellement est bien

Qu'est ce  
 que Crime  
 de leze  
 Majesté.

Q

moins

moins pardonnable qu'une simple commission de quelque faute. Et c'est la proprement le peché qu'on nomme *Crime de leze Majesté*, que je definis une action ou un discours par lequel un citoyen ou un subject declare, qu'il n'a plus la volonté d'obeir au Prince ou à la Cour que l'Estat a eslevée à la souveraineté, ou dont il luy a commis l'administration. Ceste mauvaise volonté se manifeste par les actions, lors qu'un subject fait violence ou tasche de la faire à la personne du Souverain ou de ses Ministres, comme il arrive aux traistres & aux assassins, & à ceux qui prennent les armes contre l'Estat, ou qui pendent la guerre se jettent dans le parti des ennemis. Elle paroist dans les paroles, lors qu'on nie directement qu'on soit tenu en son particulier à ceste obeissance, ou que les autres y soient obligés; Soit que l'on oste tout à fait ceste obeissance, comme font ceux qui diroient simplement, absolument, & universellement, qu'il ne faut obeir à personne, ne reservants que l'obeissance que nous debvons à Dieu; soit qu'on en retranche une partie, comme si l'on disoit que le Souverain n'a pas droict de denoncer la guerre quand bon luy semble, de faire la paix, de lever des soldats, d'establiir des impôts, d'esslire des magistrats, de donner des loix, de terminer les differents, d'exercer la justice, & de faire les autres fonctions sans l'exercice desquelles il ne peut y avoir de société civile. Ces actions & ces discours, ou de semblables, sont des crimes de leze Majesté, non en vertu de la loy civile, mais à cause de la naturelle. Il peut bien estre qu'une



qu'une chose qui n'estoit pas crime de leze Majesté avant que la loy civile fust publiée, la devienne apres sa promulgation. Par exemple, si la loy declare qu'on tiendra pour un signe de renonciation à l'obeissance publique (c'est à dire en autres termes, pour un crime de leze Majesté) si quelcun entreprend de battre de la monnoye, ou de contrefaire le sçeau de l'Estat; celuy qui apres ceste declaration s'eman- cipe de faire l'une ou l'autre de ces choses de- fendues, devient criminel de leze Majesté tout de mesme qu'aux autres chefs de desobeissan- ce. Toutesfois il peche un peu moins, par ce qu'il ne transgresse pas d'un seul coup toutes les loix, & qu'il n'en attaque que quelcune en particulier. Car encore que la loy nomme crime de leze Majesté ce qui ne l'est pas en ef- fect, & qu'elle vueille le rendre par là odieux, ou attirer sur luy un plus rigoureux supplice; si estce qu'elle ne peut pas faire que le peché en soit plus grand & plus enorme.

XXI. L'offence qui est un crime de leze Majesté selon la loy de nature, doit estre une transgression de ceste mesme loy, & non pas de la civile. Car puis qu'on est obligé à une obeissance civile, ( par le moyen de laquelle la loy civile acquiert toute sa force ) avant que les loix civiles soient establies, & que le crime de leze Majesté naturellement n'est autre cho- se qu'une enfreinte de ceste obligation; il s'en- suit que ce crime doit transgresser une loy pre- alable ou plus ancienne que la Civile, asçavoir la Naturelle, qui nous defend de fausser la foy donnée & de contrevenir aux Traictés. Que si

*Que par le  
crime de  
leze Maje-  
sté on en-  
freint les  
loix de Na-  
ture, &  
non pas les  
loix civi-  
les.*

Q 2

quel-

quelque Prince souverain dresseoit une loy civile en ceste forme, *Tu ne te rebelleras point*, il n'avanceroit rien : Car si les subjects n'estoient auparavant obligés à l'obeissance, c'est à dire, à éviter la rebellion, toutes les loix seroient invalides : Or une obligation, qui pretend de nous lier à une chose à laquelle nous estions desja obligés, est entierement superflue.

*C'est pour-  
quoy il est  
punissable  
par le droit  
de la guer-  
re, & non  
pas par le  
droit de la  
souveraine-  
té.*

*Que la di-  
stinction de  
l'obeissance  
en Active  
& Passive  
est mau-  
vaise.*

XXII. D'où je tire ceste consequence, que les Rebelles, les Traistres, & les autres convaincus de crime de leze Majesté ne sont pas punis par le droit Civil, mais par le droit de Nature, c'est à dire, non en qualité de mauvais citoyens, mais comme ennemis de l'Estat ; & que la justice ne s'exerce pas contre eux par le droit de la souveraineté, mais par celui de la guerre.

XXIII. Il y en a qui croient qu'on expie les pechés contre la loy civile, quand la peine est définie par la loy, si on la souffre volontiers ; & que ceux qui y ont satisfait par leur supplice ne sont plus coupables devant Dieu pour avoir transgressé la loy de Nature ; (bien qu'il soit vray qu'on enfreint la civile en transgressant ceste dernière, qui en commande l'observation) comme si la loy ne defendoit pas l'action, mais proposoit seulement la peine en forme de recompense, & vendoit à ce prix la permission de mal faire. Par la mesme raison ils pourroient inferer aussi, qu'aucune transgression de la Loy n'est peché ; mais que chacun doit jouir legitiment de la liberté qu'il a acheptée à ses propres despens. Sur quoy il faut sçavoir que les termes de la Loy

peu-



peuvent estre interpretés en deux sens. En l'un comme contenant deux parties (ainsi qu'il a esté dit en l'article 7,) à sçavoir la prohibitive, qui defend absolument, *Tu ne feras point une telle chose*; & la vindicative, *Celuy qui fera une telle chose encourra une telle peine*. En l'autre, la loy ne contient qu'un sens conditionnel, par exemple, *Vous ne ferés point une telle chose, si vous ne voulés encourir une telle punition*. Et ainsi elle ne defend pas simplement, mais conditionnellement. Si on l'interprete de la premiere façon, celuy qui commet l'action peche, parce qu'il fait ce que la loy a defendu. Mais en l'autre il ne demeure point coupable, pource qu'on n'a pas defendu la chose à celuy qui en accomplit la condition: Au premier sens la defence s'adresse à tout le monde; mais au dernier elle ne regarde que ceux qui se soustrayent à la peine. Au premier sens la partie vindicative de la Loy n'oblige point le coupable, mais bien le Magistrat à en prendre vengeance; au deuxiesme le criminel est obligé de procurer luy mesme sa punition; ce qu'il ne luy est pas bien possible d'exécuter, si les peines sont griefves ou capitales. Il depend du Souverain de determiner en quel de ces deux sens il faut prendre la Loy. Lors donc qu'on est en doute de son interpretation, puis que nous sommes asseurés qu'on ne peche point en s'abstenant d'une certaine action, ce sera un péché que de la commettre, quelque explication que l'on puisse en suite donner à la Loy. Car doutant si une action est mauvaise, & pouvant vous en abstenir, c'est tesmoigner quel-

que meſpris de la loy que de ſe haſarder de la faire; & ainſi, par l'art. 28 du chap. 3, ce ſera un peché contre la loy de Nature. C'eſt pourquoy j'eſtime fort inutile la diſtinction de l'obeiſſance en Active & Paſſive, comme ſ'il eſtoit poſſible d'expier par des peines que les hommes ont inventées, ce qui eſt peché contre la loy de Nature, qui eſt celle de Dieu meſme; ou comme ſi ceux là ne failloient point, qui faillent à leur propre dommage.



S E.



# SECTION TROISIÈME, LA RELIGION.


## CHAPITRE XV.

### *Du Regne de Dieu par la Nature.*

#### SOMMAIRE.

*I. Proposition des matieres suivantes. II. Sur quelles personnes c'est que Dieu est dit regner. III. Il y a trois sortes de parole de Dieu, la Raison, la Revelation, la Prophetie. IV. Il y a deux sortes de regne de Dieu, le Naturel, & le Prophetique. V. Que le droit par lequel Dieu regne est pris de sa Toute-puissance. VI. Cela est confirmé par la S. Escriture. VII. Que l'obligation d'obeir à Dieu naist de l'imbecillité humaine. VIII. Que les Loix de Dieu dans le regne par la Nature sont celles qui ont esté rapportées cy dessus Chap. 2, & 3. IX. Ce que c'est qu'honneur & culte. X. Que le culte consiste aux paroles ou aux actions. XI. Et qu'il y en a de naturel & d'arbitraire. XII. De Commandé & de volontaire. XIII. Quelle est la fin & le but du culte. XIV. Quelles sont les loix naturelles touchant les attributs de Dieu. XV. Quelles sont les actions par lesquelles le culte se rend naturellement. XVI. Que dans le regne de Dieu par la Nature l'Estat peut instituer un culte divin tel que bon luy semble. XVII. Que Dieu regnant par la seule nature, c'est à l'Estat, c'est à dire, à ceste personne ou à ceste Cour qui a apres Dieu l'autorité supreme, d'estre interprete de toutes les loix. XVIII. Solution de quelques doutes. XIX. Ce que c'est que Peché, & crime de leze Majesté divine dans le regne de Dieu par la nature.*

*Proposition  
des matie-  
res suivan-  
tes.*

**I.**  Ve l'estat de Nature, c'est à dire, d'une liberté absolue, telle qu'est celle de ceux qui ne gouvernent & qui ne sont point sous aucun gouvernement, soit une Anarchie, & un estat de guerre & d'hostilité; que les maximes par lesquelles on evite un si fâcheux estat soient les loix de Nature; qu'au-  
A a                      cun

cun Estat ne puisse point subsister sans une souveraine puissance; qu'il faille obeir absolument à ceux qui l'exercent, c'est à dire, en tout ce qui ne repugne point aux commandements de Dieu, c'est ce qu'aux chapitres precedents j'ay démontré, ce me semble, assez clairement, & par la raison, & par des tesmoignages de la sainte Escriture. Il reste un point seulement pour avoir une entiere cognoissance de tous les debvoirs de la societé civile, que nous sçachions quelles sont les loix ou les Commandements de Dieu: Car autrement nous ne pourrions point sçavoir, si ce qui nous est commandé de faire par l'autorité souveraine du Magistrat n'est point contraire à la Loy Divine. D'où il arriveroit necessairement, ou que par une trop grande obeissance au bras seculier & à la puissance temporelle, nous serions rebelles envers la Majesté Divine; ou que par la crainte d'offencer Dieu, nous tomberions dans la felonnie & mespriserions les ordonnances de l'Estat. Afin donc d'eviter ces deux escueils il est necessaire que nous cognoissions quelles sont les loix divines: mais par ce que la cognoissance des loix depend de celle du Royaume, il faut qu'au reste de cest ouvrage nous parlions du Regne de Dieu.

*Sur quelles  
personnes  
c'est que  
Dieu est dit  
regner.*

II. Le Prophete Royal David au Pseaume 97, vers. 1, dit, *l'Eternel regne, que la terre s'en esgaye*; & au Pseaume 99, verset 1, le mesme Psalmiste adjouste, *l'Eternel regne, que les peuples tremblent: il est assis entre les Cherubins, que la terre soit esbranlée*. En depit que les hommes en ayent, Dieu est Roy de toute la terre, & bien qu'il s'en trouve de si insolens qu'ils nient son ex-

*sistence*



flence ou sa providence, leur temerité pourtant ne peut pas le chasser de son throsne. Mais quoy que Dieu gouverne tellement les hommes par sa providence, qu'aucun ne sçauroit rien exécuter contre sa volonté ou sans sa permission, ce n'est pas neantmoins en cela qu'il est dit regner proprement & en une signification exacte: Car ce n'est pas le gouvernement qui s'exerce en *agissant* qu'on nomme regner, mais celuy qui se pratique *de bouche* par l'autorité des *commandemens* & par la crainte des *menaces*. De sorte que dans le Regne de Dieu on ne doit pas mettre au rang de ses subjects les corps inanimés, ny les choses privées de raison, encore qu'elles soient souismises à la puissance divine; à cause qu'elles ne sont pas capables de recevoir les commandemens, ny d'entendre les menaces que Dieu leur feroit. On en doit aussi exclurre les Athées qui ne croient pas l'existence de la Divinité, & ces autres qui après l'avoir admise luy ostent le gouvernement des choses du monde: car encore que malgré qu'ils en ayent Dieu les gouverne par sa puissance, toutesfois ils ne recognoissent point ses ordres, & ne craignent point ses menaces. Mais ceux là seulement sont sous le regne de Dieu, qui luy laissent la conduite de toutes choses, qui avouent qu'il a donné des ordonnances aux hommes, & qui confessent qu'il a establi des peines à ceux qui les transgressent. Tous les autres doivent estre tenus pour ses ennemis, & ne peuvent point estre honorés du tiltre de ses subjects.

III. Cependant l'on ne peut pas dire que quelcun regne par l'autorité de ses Edicts, s'il

*Il y a trois  
sortes de pa-  
role de*

Aa 2

ne

*Dieu, la  
Raison, la  
Revela-  
tion, la Pro-  
phetic.*

ne les declare ouvertement à ceux qu'il gou-  
verne : Car les commandements des souve-  
rains servent de loy aux subjects ; Et les loix  
ne sont point dignes de ce nom auguste, si  
elles ne sont clairement promulguées, en for-  
te qu'on n'en puisse pas pretendre cause d'igno-  
rance. Les hommes publient leurs loix par  
l'entremise de la parole, ou de vive voix, &  
n'ont point d'autre moyen de signifier en ge-  
neral leur volonté. Mais Dieu publie les sien-  
nes en trois façons. Premièrement par le *secret*  
*instinct de la droite raison*. Secondement par une  
*revelation immediate*, qui se fait ou par une *voix*  
*surnaturelle* qu'on entend, ou par une *vision* qui  
surprend la veue, ou par des *songes* mysterieux,  
ou par une *inspiration* divine dont l'ame se trou-  
ve subitement remplie. En troisieme lieu par  
la bouche de quelque saint personnage, que  
Dieu recommande par dessus les autres, &  
fait cognoistre digne de foy par les vrais  
miracles qu'il luy donne d'operer. Or celuy  
duquel il plaist à la sagesse divine de se servir  
en ceste sorte pour estre l'interprete de sa vo-  
lonté envers les autres hommes, est nommé  
*Prophete*. Comme ces trois diverses manieres  
peuvent estre nommées la *Triple parole de Dieu*,  
à sçavoir la *Parole de la Raison*, la *Parole des sens*,  
& la *Parole des Prophetes* : à quoy respondent  
trois façons desquelles nous sommes dits en-  
tendre la voix de Dieu, le *Raisonnement*, les  
*Sens*, & la *Foy*. Celle des sens, que je nomme la  
parole sensible de la divinité s'est faite enten-  
dre à peu de personnes, & Dieu n'a gueres  
parlé par ceste revelation aux hommes que  
seul à seul, & en declarant choses diverses à diver-



diverses personnes : car il n'a promulgué en ceste sorte à aucun peuple des loix touchant son regne.

IV. Or suivant la difference qu'il y a entre la Parole de Dieu raisonnable, & la parole prophetique on attribue à Dieu deux sortes de regne ; le *Naturel*, dans lequel il gouverne par les lumieres du bon sens, & qui s'estend generalement sur tous ceux qui recognoissent la puissance divine, à cause de la nature raisonnable commune à tous les hommes : Et le *Prophetique*, dans lequel Dieu regne aussi par la parole prophetique, mais qui est particulier, à cause que Dieu n'a pas donné à tous des loix positives, mais tant seulement à un peuple particulier & à certaines personnes qu'il avoit choisies.

*Il y a deux sortes de regne de Dieu, le Naturel & le Prophetique.*

V. Au *Regne de Nature*, Dieu tire tout son droit de regir les hommes, & de punir ceux qui enfraignent ses loix de sa seule puissance à laquelle il n'y a pas moyen de résister. Car tout droit sur autrui vient ou de la *Nature*, ou de quelque *Pacte*. Au sixiesme chapitre j'ay fait voir l'origine de ce droit de regner par la vertu du *Contrast* ; & il naist de la *Nature*, en cela mesme qu'elle ne l'oste point : veu que la *Nature* laissant à tous un droit esgal sur toutes choses, celui que chacun a de regner sur tous les autres est aussi ancien que la nature. Mais la cause pourquoy il a esté aboli n'a point esté autre que la crainte mutuelle, comme je l'ay demonstré au chapitre 2, art. 3. la raison en effect nous dictant, qu'il falloit quitter ou relascher de ce droit pour la conservation du genre humain ; dautant que l'esgalité des

*Que le droit par lequel Dieu regne est pris de sa Toute-puissance.*

hommes entre eux à l'esgard de leurs forces & puissances naturelles estoit une source de guerre inevitable, & que la ruine du genre humain s'ensuivoit necessairement de la continuation de ceste guerre. Que si quelcun surpassoit tellement les autres en puissance, qu'ils ne peussent pas, quoy que ligués tous ensemble, luy resister, il n'y eust eu aucune raison pourquoy il se fust departi du droict que la Nature luy avoit donné. Il luy fust donc demeuré inalienablement un droict de dominer sur tous les autres, qu'il n'eust deu qu'à l'excez de sa puissance, par laquelle il eust peu les conserver en se conservant soy mesme. De sorte que le droict de Regner vient à ceux à la puissance desquels on ne peut point resister, & par consequent à Dieu qui est Tout puissant, en vertu de ceste mesme puissance. Et toutesfois & quantes que Dieu punit un pecheur, ou qu'il le fait mourir, bien qu'il le punisse à cause qu'il avoit peché, on ne peut pas dire pourtant, qu'il n'eust point droict de le mal traicter, ou de le perdre, s'il n'eust esté coupable. De plus, si la volonté de Dieu en chastiant peut avoir esgard à quelque faute precedente, il ne s'ensuit pas de là, que le droict de punir ou de tuer ne depende point de la puissance divine, mais derive tousjours du peché de l'homme.

*Cela est confirmé par la sainte Ecriture.*

VI. C'est une question celebre parmi les Controverses qui de tout temps ont esté agitées, & à laquelle se sont exercés les meilleurs esprits de l'antiquité, *Pourquoy c'est qu'il arrive du mal aux gens de bien, & du bien aux meschans?* Elle tombe dans nostre these, *Par quel droict Dieu dispense le bien & le mal aux hommes?* Et je trou-

ve



ve que sa difficulté n'a pas esbrahlé le vulgaire seulement, mais que les plus grands Philosophes en ont esté confondus, & ce qui est encore plus estrange, que la foy des plus saints personnages sur le point de la providence divine en a receu quelques secouffes. Oyez, je vous prie, le Prophete David au Pseaume 73, *Quoy que ce soit, Dieu est bon à Israel, à sçavoir à ceux qui sont nets de cœur. Or quant à moy mes pieds m'ont presque failli, & ne s'en a comme rien fallu que mes pas n'ayent glissé. Car j'ay porté envie aux insensés, voyant la prosperité des meschans. Et Job ce saint homme, combien griefuement se plaint-il à Dieu de ce qu'estant juste, il ne laissoit pas d'estre exposé à tant, & à de si grandes calamités? Mais Dieu mesme prenant la parole en ceste occasion donne à Job la solution de ceste difficulté, & luy represente quel est son droit, par des raisons tirées de sa propre puissance, plustot qu'en luy remettant ses pechés devant les yeux. Car Job & ses amis disputent de telle sorte, que ceux cy le veulent tousjours faire passer pour coupable, à cause des châtimens qu'il esprouve en sa personne; & luy au contraire les refute par des preuues de son innocence. Après quoy Dieu ayant oui les raisons de part & d'autre, respond aux plaintes de son serviteur sans le charger de pechés ny d'aucune injustice, mais en luy représentant sa souveraine puissance: où estois tu, luy dit-il, quand je fondeye la terre? si tu as entendement m'ensre la. Qui a posé ses mesures? qui a appliqué le niveau? sur quoy sont fichés ses piloris, ou qui est celuy qui a assis la pierre du coin pour la soutenir? &c. Job. 38. Puis se tournant vers ces fascheux amis Eliphaz Te-*

manite, Bildad, & Tſophar, il leur dit, *ma fureur est embrasée contre vous, pource que vous n'avez point parlé droitement de vant moy comme Iob mon serviteur.* Cest arrest est conforme à la sentence que nostre Sauveur prononce en faveur de l'aveugle né, lors que ses disciples l'interroguerent disans, Maître, qui a peché, cestuy cy, ou son pere, ou sa mere, pour estre ainsi né aveugle? Ieh. 9, Ny cestuicy, respond il, *n'a peché, ny son pere, ny sa mere: mais c'est afin que les œuvres de Dieu soient manifestées en luy.* Et encore qu'il soit dit Rom. 5. 12, *que la mort est entrée au monde par le peché*, il ne s'ensuit pas que Dieu n'eust peu rendre les hommes subjects aux maladies & à la mort, quoy qu'ils n'eussent jamais transgressé ses ordonnances, de mesme que les autres animaux qui ne peuvent pas pecher ne laissent pas d'estre mortels, & d'estre exposés aux infirmités naturelles.

*Que l'obligation d'obeir à Dieu naist de l'imbecillité humaine.*

VII. Si Dieu tient le Droiçt de Regner de sa toutepuissance, il est manifeste que les hommes sont obligés de luy obeir \* à cause de leur imbecillité. Car l'obligation qui naist du pecté, dont il a esté parlé au deuxiesme chapitre, ne peut pas avoir lieu icy, où le droiçt de Commander vient de la Nature, sans qu'il soit intervenu aucune convention. Or il y a de deux sortes d'obligation naturelle; l'une où la liberté est ostée par des empeschemens corporels, suivant laquelle nous disons que le ciel, la terre, & toutes les creatures obeissent aux loix communes de leur creation. L'autre où la liberté est ostée par l'esperance & par la crainte; suivant laquelle le plus foible ne peut point n'obeir au plus fort auquel il desespere de pouvoir



voir résister. De ceste seconde sorte d'obligation, c'est à dire, de la crainte, ou de la connoissance de nostre propre foiblesse ( comparée à la puissance divine ) vient que nous sommes obligés d'obeir à Dieu sous son regne par la Nature : car la raison enseigne à tous ceux qui confessent la puissance de Dieu, & qui admettent sa providence qu'il ne faut pas regimber contre l'esguillon.

\* A cause de leur imbecillité ] si la chose sembleroit rude à quelqu'un, je le prie de considérer à part soy, s'il y avoit deux Toutpuissans, lequel des deux seroit tenu d'obeir à l'autre. Je croy qu'il m'advouera que ny l'un ny l'autre ne le devroit ceder à son compagnon. Si cela est vray, ce que j'ay avancé est vray aussi, que les hommes sont soumis à Dieu à cause qu'ils ne sont pas toutpuissans. Et en effect nostre Sauveur admonestant saint Paul ( qui en ce temps là estoit ennemi de l'Eglise ) de ne pas regimber contre l'esguillon, ne semble exiger de luy obeissance, qu'en consideration du peu de forces qu'il avoit pour luy résister.

Remarque.

VIII. D'autant que la Parole de Dieu regnant par la seule Nature n'est supposée estre autre chose que la droite raison; & que les Ordonnances des souverains ne peuvent estre cogneues que par leur seule parole, il est evident que les loix naturelles sont les seules loix de Dieu regnant par la Nature; Et ce sont les mesmes que j'ay rapportées aux chapitres 2, & 3, & tirées de ce qui résulte des maximes du bon sens, la Modestie, l'Equité, la Justice, la Bonnairété, & les autres vertus morales qui servent à entretenir la paix, ou qui regardent les devoirs des hommes les uns envers les autres; & celles en outre que la droite

Que les loix de Dieu dans le regne par la Nature sont celles qui ont esté rapportées cy dessus chap. 2. & 3.

cette raison enseigne touchant l'honneur & le culte deu à la Majesté divine. Il n'est pas de besoin que je repete en cest endroit quelles sont les loix de Nature, ou les vertus Morales. Mais il faut voir quels honneurs & quel culte divin, c'est à dire, quelles loix sacrées nous dicte ceste mesme raison naturelle.

Ce que c'est  
qu' honneur  
& culte.

IX. L'Honneur à parler proprement n'est autre chose que l'estime que l'on fait de la puissance de quelcun accompagnée de bonté. Et honorer une personne est le mesme que l'estimer beaucoup. D'où il s'ensuit, que l'honneur n'est pas en celuy qui est *honoré*, (comme il se dit communement) mais en celuy qui *honore*. Puis donc que l'honneur gist en l'opinion, il y a trois affections qui en naissent nécessairement; l'Amour, qui se rapporte à la bonté; l'Espérance & la crainte, qui regardent la puissance. De ces trois sources procedent toutes les actions exterieures, par lesquelles on a accoustumé de gagner le cœur des personnes puissantes, & qui estant des effets de l'honneur en sont des caracteres & des marques naturelles. Mais dans la façon de parler ordinaire le tiltre d'honneur est accordé mesme à ces effets exterieurs du veritable honneur qui se rend dans le fonds de l'ame: auquel sens nous sommes dits *honorer* quelcun, lors que nous tesmoignons en parolles & en actions les favorables sentimens que nous avons de sa puissance; de sorte que le mot d'honneur signifie en cest usage mesme chose que le Culte. Toutesfois le Culte à le bien prendre est l'acte exterieur, caractere & signe visible de l'honneur interne; Et en ce sens là nous sommes dits rever-

rer



& le  
s de  
elles  
ora-  
quel  
rées  
rer ou honorer une personne, dont par toutes  
sortes de debvoirs nous taschons d'appaier  
la colere, si elle est faschée contre nous, ou de  
laquelle nous nous estudions d'acquérir les  
bonnes graces, si nous n'avons à surmonter  
que ses froideurs & son indifferance.

X. Touts les signes qui nous font cognoi-  
stre le dedans de l'ame se peuvent reduire aux  
*Paroles* & aux *Actions*: & par consequent tout  
culte consiste en l'une de ces deux choses. L'u-  
ne & l'autre se rapporte à trois sortes d'es-  
fects, dont le premier est la *Louange* par laquel-  
le on presche hautement la *bonté* d'une person-  
ne; le second s'occupe à publier par tout la  
puissance qu'elle a dans l'estat des affaires pre-  
sentes, ce qui est proprement *priser*, & que  
l'on peut nommer l'*Estime* d'une personne. Le  
troisième resleve son *bon-heur* par la conside-  
ration du ferme establisement de sa puissance,  
qui n'a rien à craindre, & d'où on la juge & on  
la fait passer pour bien-heureuse. Chacune de  
ces trois sortes d'honneur ne consiste pas,  
comme j'ay dit, tant seulement en paroles,  
mais il faut en regarder aussi les actions.  
Nous louons en *paroles* lors que nous tenons  
des discours avantageux, & que nous avan-  
çons des propositions, où dogmatiquement &  
avec grande affirmation nous attribuons à une  
personne des tiltres qui servent grandement à  
la faire honorer de tout le monde, comme si  
nous disons qu'elle est sage, vaillante, & libera-  
le. Nous louons par nos *actions* toutesfois &  
quantes qu'elles marquent la supposition de  
quelque qualité recommandable & qu'elles  
donnent occasion de tirer quelque bonne con-  
sequen-

Que le cul-  
te consiste  
aux paroles  
ou aux a-  
ctions.

Laus.

Μαγάλυνσις.

Μακαρισμός.

féquence; ainsi par les *remercimens* nous faisons cognoistre la *bonté* d'une personne; par nostre *soumission*, nous faisons esclatter sa *puissance*; & dans nos *congratulations* nous supposons & laissons juger aux autres de son *bonheur* & de sa *félicité*.

Et qu'il y  
en a de na-  
turel &  
d'arbitrai-  
re.

XI. Mais soit que nous voulions louer quelcun de paroles ou en effect, nous trouverons assez d'autres choses qui signifient par tout l'honneur & la reverence, comme sont entre les *attributs* les noms generaux des *vertus* & des *puissances*, qu'on ne peut jamais destourner en un mauvais sens, tels que seront ces Epithetes de *Bon*, *Beau*, *Vaillant*, *Juste*, & autres semblables; & entre les *Actions*, l'obeissance, les *remercimens*, les *prieres*, & telles autres choses qui donnent tousjours à entendre quelque vertu ou quelque puissance dans le subject que l'on revere. Nous en trouverons aussi qui signifient de l'honneur chez quelques uns, & qui parmi d'autres peuples dont les *coustumes* sont diverses, seroient prises pour des injures, ou tenues pour indifferentes; Comme sont entre les *attributs* les noms qui ont du rapport aux *vertus* ou aux *vices*, à l'honneste ou au des-honneste, suivant la diversité des opinions reçues; duquel rang je mets avoir tué son ennemy, s'estre enfui de la bataille, estre Philosophe ou Orateur, & choses semblables qui sont en estime chez quelques uns, & qui tombent dans le mespris chez quelques autres. Et parmi les *Actions* celles qui dependent de la *Coustume* du lieu où l'on est, ou de l'ordonnance des loix civiles, comme de se descouvrir pour saluer une personne, de quitter ses souliers



iers, d'encliner le corps, de demander quelque chose debout, prosterné, ou à genoux, & telles autres ceremonies qui se practiquent diversément. Le *Culte* qui est tousjours & par toute la terre receu pour une marque d'honneur est *Naturel*: mais l'autre qui s'accommode aux lieux aux coustumes peut estre nommé *Arbitraire*.

XII. Au reste le *culte* peut aussi estre commandé, c'est à dire, enjoinct par l'ordre de celui à qui on le rend; ou *volontaire*, asçavoir tel qu'il plaist à celui qui s'en acquitte. S'il est commandé, les actions que l'on employe ne signifient point de l'honneur comme telles, mais en tant qu'elles sont commandées, car elles marquent immédiatement l'obeissance, & en suite de celle-cy la puissance: de sorte que le culte commandé gist en l'obeissance; & le volontaire enferme de la reverence dans la nature mesme des actions; tellement que si elles sont des signes d'honneur à ceux qui les voyent, le culte s'en ensuit; ou au contraire il en rejallit quelque outrage, si elles sont prises d'autre façon, & si elles sont subjectes à estre sinistrement interpretées. Derechef le *culte* est ou *public*, ou *privé*. Le public ne peut pas estre volontaire à l'esgard des particuliers, mais bien au regard de l'Estat qui l'institue. Car ce que l'on fait volontairement se practiquant au gré de celui qui le fait, on ne rendroit pas une seule forme de culte, mais chacun usant de son franc arbitre, il y auroit presque autant de cultes que de diverses personnes, si quelque autorité souveraine ne restreignoit la liberté des esprits qui seroient ingenieux à en inventer,

*De commandé & d'arbitraire.*

ter, & si la volonté d'un supérieur n'en règle la manière. Mais le *culte privé* peut demeurer entièrement *volontaire*, s'il est rendu en secret, car pour celui que l'on rend en public, la sévérité des loix, ou les mouvemens de la honneur luy apportent quelque contrainte, qui repugne à la nature du volontaire.

*Quelle est  
la fin & le  
but du cul-  
te.*

XIII. Or afin de cognoistre quelle est la fin & le but pour lequel on revere une personne, il faut en considerer la cause, & voir pourquoy c'est que les hommes se plaisent à la reverence qu'on leur porte. Sur quoy il est nécessaire de supposer ce que j'ay démontré ailleurs, Que la *joye* est fondée sur la contemplation que quelcun fait de sa vertu, de sa force, de son sçavoir, de sa beauté, de ses amis, de ses richesses ou de telle autre puissance qui luy appartient ou laquelle il considere comme sienne propre; & qu'elle n'est autre chose que la *Gloire* ou le triumphe de l'ame qui pense qu'elle est honorée, c'est à dire, qu'on l'aime & qu'on la craint, ce qui luy signifie aussi, que tout le monde est prest de luy rendre service & de l'assister en sa necessité. Cependant à cause que les hommes estiment volontiers puissans ceux qu'ils voyent honorés, c'est à dire, ceux que les autres mettent en reputation de grand credit & de grande autorité; il arrive que l'honneur s'augmente par le culte qui luy est rendu, & que souvent de la reputation du pouvoir l'on passe à l'acquisition d'une véritable puissance. La fin donc de celui qui commande ou qui souffre qu'on le revere, est de ranger par ce moyen, c'est à dire par l'amour ou par la crainte



crainte, le plus de personnes qu'il peut sous son obeissance.

XIV. Maintenant afin de sçavoir quel *culte* la *raison naturelle* prescrit de rendre à la Divinité, commençons par ses *attributs*. Où d'abord nous descouvrirons evidemment qu'il luy faut attribuer l'*existence*; car nous ne sçaurions avoir la volonté portée à honorer celui dont l'estre seroit purement imaginaire, & que nous ne croirions pas exister dans la nature. En apres, que les Philosophes qui ont dit que le Monde, ou que l'ame du monde, (c'est à dire une de ses parties) estoit Dieu mesme, ont parlé indignement de sa divine Majesté; pource que non seulement ils ne luy attribuent rien, mais qu'ils l'ostent du nombre des choses; veu que par ce nom de Dieu on entend la cause du monde; & qu'en disant que le monde est Dieu, ils font qu'il n'a aucune cause, ce qui est nier l'existence de la Divinité. Que ceux là aussi sont tombés dans la mesme absurdité, qui ont assuré que le monde n'avoit point esté créé & qu'il estoit eternal; car ce qui est eternal ne pouvant point avoir de cause, & le monde n'en ayant aucune, on oste à Dieu toute son existence. Que ceux là pareillement ont des sentimens injurieux à ce souverain arbitre de l'univers, qui le plongeant dans la faineantise, & l'assoupissant d'un morne loisir qui le prive de toute action, luy ostent l'inspection des affaires humaines & le gouvernement du monde. Car quelque tout puissant qu'il le confessent, toutesfois s'il n'a point de soin des choses d'icy bas, qu'est ce qui empeschera qu'on ne die, suivant ceste maxime ancienne, *Ce qui est au dessus*  
de

*Quelles sont  
les loix de  
Nature touchant les  
attributs  
de Dieu.*

de nous ne nous touche point ; & n'y ayant aucun subjeſt de craindre ou d'aimer une divinité inutile, elle eſt certes à l'eſgard de ceux qui la font paſſer pour telle , comme denuée de tout le fondement de ſa ſubſiſtance. Dailleurs nous remarquerons, que parmi les *Attributs* qui ſignifient *grandeur & puiſſance*, ceux qui deſignent quelque choſe de fini & de déterminé ne ſont point des ſignes d'un ame pleine de reſpect & de reverence ; dautant que nous n'honorons pas Dieu dignement , ſi nous luy attribuons moins de grandeur & moins de puiſſance que nous ne pouvons luy en attribuer. Or le fini eſt au deſſus de ce que nous pouvons, veu qu'il nous eſt tres aiſé de concevoir & d'adjouſter tousjours quelque nouveau degré de perfection à une choſe finie. Cela eſtant ainſi, il ne faudra pas attribuer à Dieu aucune *figure*, parce que toute figure eſt déterminée ; & nous ne dirons point auſſi que nous en concevions l'eſſence , que noſtre imagination ſ'en forme d'idée, ou qu'aucune faculté de noſtre ame ſoit capable de ſe le preſenter ; car il ſeroit fini ſ'il eſtoit de noſtre portée , & ſi par nos foibles efforts il nous eſtoit permis d'atteindre à une hauteur tout à fait inacceſſible, Et bien que ce terme d'*Infini* marque une conception de noſtre eſprit, il ne ſ'enſuit pas que noſtre entendement forme aucune penſée propre à exprimer une choſe infinie. En eſſect lors que nous diſons qu'une choſe eſt *infinie* , nous ne ſignifions rien en ce qui eſt de la choſe en elle-même, mais nous teſmoignons l'impuiſſance de noſtre ame , & c'eſt le même que ſi nous advoûions franchement que nous ne ſçavons ſi

ceſte



ceste chose là est finie, ny où c'est qu'elle ren-  
 contre ses limites. Et c'est parler de Dieu  
 avecque fort peu de respect que de dire que  
 nous en ayons l'*Idee* dans l'ame, car l'*idee* n'est  
 autre chose que nostre conception, & nous ne  
 sommes capables de concevoir que des choses  
 finies. Il se faudra bien garder aussi de dire que  
 Dieu soit composé de *parties*, ou qu'il soit un  
*Tout*, par ce que ces façons de parler sont des  
 Attributs qu'on donne à des choses finies; ny  
 qu'il est en quelque *lieu*, car rien ne peut occu-  
 per un lieu qui ne reçoive de tous costés des  
 bornes de sa grandeur: ny qu'il se meut ou  
 qu'il se repose, d'autant qu'en l'un & en l'autre  
 on supposeroit qu'il est dans un lieu & qu'il oc-  
 cupe quelque espace: Ny qu'il y a plusieurs  
 Dieux, par ce qu'il ne peut y avoir plusieurs  
 natures infinies. Au reste touchant les attri-  
 buts de la *Felicité*, nous penserons que tous  
 ceux là qui signifient quelque *douleur* sont indi-  
 gnes de Dieu (si ce n'est qu'on ne les prene pas  
 pour une affection, mais figurement & par me-  
 tonymie pour un certain effect) tels que sont  
 ceux de la *Repentance*, de la *Colere*, de la *Pitié*;  
 ou qui emportent quelque *defaut*, comme ceux  
 de l'*appetit*, de l'*esperance*, de la *convoitise*, & ceste  
 sorte d'*amour* qu'on nomme aussi *concupiscence*;  
 car ils marquent je ne sçay quelle *diserte*, veu  
 qu'il est impossible de concevoir que quelcun  
*desire*, *espere*, ou *souhaitte*, si ce n'est quelque  
 chose dont il souffre la privation; ou qui de-  
 notent en la personne à laquelle on les donne  
 quelque *faculté passive*, car souffrir est le propre  
 d'une puissance limitée, & qui depend de quel-  
 que autre. Quand donc nous attribuons à

B b

Dieu

Dieu une *Volonté*, il ne faut pas l'imaginer de  
 mesme que la nostre, que nous nommons un  
*appetit raisonnable*: d'autant que si Dieu desiroit,  
 il manqueroit de quelque chose, ce que l'on  
 ne peut pas avancer sans luy faire injure: mais  
 il faut supposer je ne sçay quoy d'analogue,  
 qui a du rapport, & que nous ne pouvons pas  
 nettement concevoir. Ainsi quand nous attri-  
 buons à Dieu la *Veuë* & les autres actions des  
*sens*, ou la *science* & l'*entendement*, qui ne sont en  
 nous que des esmotions de l'ame suscitées par  
 les objects extérieurs qui frappent les organes,  
 il ne faut pas estimer qu'il arrive en luy rien  
 de semblable: car cela monstre une *puissance* qui  
*depend* d'autrui, chose tres contraire à une  
 felicité parfaite. Celuy donc qui voudroit ne  
 donner à Dieu aucuns tiltres que ceux que la  
 Raison enseigne, debvroit se servir de noms  
 qui fussent ou negatifs, tels que sont ceux d'*in-  
 fini*, d'*eternel*, d'*incomprehensible*, ou au superla-  
 tif, comme ceux de *tres-bon*, *tres-grand*, *tres-  
 fort*, &c. ou indefinis, tels que sont ceux de  
*bon*, *juste*, *fort*, *createur*, *Roy* & semblables; &  
 les employer en ce sens, que son dessein ne  
 fust pas d'exprimer ce que son ineffable Ma-  
 jesté est en elle mesme (ce qui seroit la ren-  
 fermer dans les estroittes limites de nostre  
 imagination) mais de confesser qu'en la vou-  
 lant contempler on est ravi en admiration &  
 soumis à une entiere obeissance. ce qui est de-  
 meurer dans les termes d'une respectueuse hu-  
 milité, & luy rendre veritablement le plus  
 grand hommage qu'il est possible. En effect la  
 Raison ne nous dicte qu'un seul nom qui signi-  
 fie la *Nature* de Dieu, à sçavoir *celuy qui exis-*



ou simplement, *celuy qui est*; Et un autre par lequel il se rapporte à nous, à sçavoir celuy là mesme de *Dieu*, qui comprend en sa signification ceux de *Roy*, de *Seigneur*, & de *Pere*.

XV. C'est une Maxime de la Raison qui est de fort grande estendue touchant les *Actions exterieures* par lesquelles il faut reverer la Divinité, aussi bien que touchant ses *Attributs*, qu'elles portent comme gravées des marques visibles du respect & de l'honneur qu'on luy veut rendre. Sous ce precepte general sont contenues premierement les *Prieres*.

*Quelles sont les actions par lesquelles le culte se rend naturellement.*

*Qui fingit sacros auro vel marmore vultus,*

*Non facit ille Deos; qui rogat, ille facit.*

*Ce n'est pas l'artisan, ny la riche matiere*

*Dont il forme l'Idole, encore moins le lieu*

*Où l'autel est dressé, qui composent le Dieu;*

*Mais l'homme en est l'auteur, qui luy fait sa priere.*

Car les prieres sont des signes de l'esperance que l'on met en une personne, & l'esperoir est une reconnaissance de la bonté & de la puissance divine.

En deuxiesme lieu, les *actions de graces*, qui sont un signe de la mesme affection, si ce n'est que les prieres precedent le bien-fait, & les remerciemens le presuppisent.

En troisieme lieu les *Dons*, ou *oblations* & *sacrifices*, car ce sont des *Actions de grace*.

En quatriesme, *Ne jurer point par quelque autre*. Car le serment est une imprecation qu'une personne fait contre soy mesme, en cas qu'elle manque à sa parole, de la colere de celuy qui ne peut ignorer le dedans de son cœur, & qui peut la punir quelque puissante qu'elle soit. Ce qui n'appartient qu'à Dieu seul. En effect, s'il y avoit un homme à qui la malice de ses sub-

jects ne peut demeurer cachée, & à qui aucune puissance humaine ne peut résister, il suffiroit de luy donner sa parole, sans aucun serment qui l'accompagnât; parce qu'il pourroit bien se vanger si l'on venoit à la rompre, & le serment ne seroit pas nécessaire.

En cinquiesme lieu, *Parler de Dieu considérément*; car c'est une marque de crainte; & la crainte est un adveu de la puissance. De ce precepte il s'ensuit, *qu'il ne faut pas employer le nom de Dieu témérairement, ny le prendre en vain*: ven que l'une & l'autre de ces choses est pleine d'inconsideration; *qu'il ne faut pas jurer hors de besoin*, car cela seroit en vain. Or il est inutile d'en venir là, si ce n'est entre deux Villes, pour éviter ou ôster les violences qui naistroient nécessairement du peu d'assurance qu'on auroit aux promesses, & dans les affaires particulieres pour mieux establir la certitude des jugemens. Pareillement, *qu'il ne faut point disputer de la Nature divine*: car l'on a supposé qu'au Regne de Dieu par la nature toutes nos recherches & toutes nos decouvertes se font par la seule raison, c'est à dire, par les seuls principes de la science naturelle. Or tant s'en faut que par eux nous cognoissions la nature de Dieu, que mesme nous ne pouvons pas bien comprendre les propriétés de nostre corps ny de quelque autre creature que ce soit. De sorte que de toutes ces disputes il ne réussit autre chose si ce n'est que nous imposons témérairement des noms à la Majesté divine selon la mesure de nos foibles conceptions. Il s'ensuit aussi en ce qui regarde le droit du regne de Dieu, que la façon de parler de ceux qui disent, *que telle ou telle*



chose ne peut pas s'accorder avecque la justice divine, est temeraire & inconsiderée. Dautant que les hommes mesme se tiendroient offensés, si leurs enfans dispuoient de leur droict & mesuroient leur justice à autre mesure qu'à celle de leurs commandemens.

En fixiesme lieu, qu'il faut que dans les Prieres, dans les Actions de grace & dans les sacrifices tout ce qui est offert soit le meilleur qu'il se peut en son genre, & porte le Caractere de l'honneur & de la reverence. En effect, il ne faut point que les prieres soient faites sur le champ & à la volée, ou d'une façon vulgaire; mais avec un bel ordre, & avec autant d'elegance qu'il est possible de leur donner. Certes bien qu'il fust absurde parmy les Payens d'adorer Dieu sous des images, ce n'estoit pourtant pas une chose si elloignée de la raison, d'employer dans leurs ceremonies sacrées les vers & la musique. Il faut aussi que les victimes soient belles, & les offrandes magnifiques, & que tout ce que l'on fait tesmoigne de la soumission, signifie de la recognoissance, ou rappelle le souvenir des bienfaits que l'on a receu: car tout cela part du desir d'honorer une personne.

En sepriesme lieu, qu'il faut servir Dieu non seulement en secret, mais publiquement & à la veüe de tout le monde. Car le culte est dautant plus agreable, comme j'ay dit cy dessus art. 13, qu'il produit du respect dans les autres; de sorte que si personne ne voit quand on le rend, on luy fait perdre ce qu'il a de plus agreable.

En fin, qu'il faut garder avec un grand soin les loix de Nature. Car la plus atroce de toutes les injures est celle de mespriser les commande-

mens de son supérieur ; comme au contraire l'obéissance vaut mieux que tous les sacrifices que l'on sçauroit offrir.

Et ce sont là les principales loix de Nature touchant le culte de Dieu, & celles que la raison enseigne à tous les hommes du monde. Mais dans les particuliers Estats, dont chacun est comme une Personne privée, ceste mesme raison naturelle commande en outre *l'uniformité du service public*. Car les actions que chacun fait selon son sens particulier & à sa propre fantaisie, ne sont pas celles du public, ny par conséquent le culte que l'Estat ordonne. Or ce qui est fait par tout le corps de la République, on entend qu'il est fait par le commandement du souverain ou de ceux qui gouvernent, & ainsi du consentement unanime de tous les citoyens, c'est à dire, *uniformement*.

*Que dans le  
regne de  
Dieu par la  
Nature l'E-  
stat peut  
instituer un  
culte divin  
tel que bon  
luy semble.*

XVI. Les loix de Nature touchant le service de Dieu qui sont rapportées en l'article precedens, ne commandent de rendre que des preuves naturelles de nostre reverence. Sur quoy il faut considerer qu'il y a de deux sortes de signes ; les uns sont *Naturels*, & les autres sont *Conventionnels*, c'est à dire, dependants d'une constitution expresse ou tacite. Or d'autant qu'en toute langue l'usage des *Noms* & des *titres* naist de ce qu'on en est convenu, il peut estre changé par une convention nouvelle : car ce qui depend, & qui tire toute sa force de la volonté des hommes, se peut changer ou abolir du consentement de ceste mesme volonté : Et ainsi les *noms* qui sont *attribués* à Dieu par une constitution humaine, peuvent estre changés par le mesme moyen ; mais c'est au public  
de



de faire de telles constitutions generales : de sorte que l'Estat seul ( c'est à dire ceux qui le gouvernent ) a le droict de juger, quels noms, on quels tilres sont honorables à sa Majesté divine , & quels ne le sont pas ; c'est à dire, quelles doctrines peuvent estre receuës & publiquement professées touchant la nature de Dieu & ses œuvres. Quant aux Actions elles ne signifient pas par la constitution des hommes , mais naturellement , comme les effects sont des signes de leurs causes : ainsi il y en a qui sont tousjours des marques de mespris de ceux en la presence desquels on les pratique, comme celles qui leur descouvrent quelque vergongne du corps , ou par lesquelles on exerce une chose qu'on auroit honte de faire devant ceux que l'on respecte. Il y en a d'autres qui se prennent tousjours pour des signes d'honneur, comme de s'approcher & de parler à quelcun avec humilité & biensceance , de se destourner à sa rencontre pour luy faire place, & semblables. Le public n'a rien à y changer, & ne doit pas y mettre la main. Mais il y en a une infinité d'autres, qui sont indifferentes en ce qui est du mespris ou de l'honneur : Et ce sont celles cy sur lesquelles l'Estat a de la jurisdiction , qui peuvent estre establies comme des marques d'honneur & de reverence, & qui le sont effectivement lors qu'elles sont une fois autorisées. D'où il n'est pas malaisé de comprendre , qu'il faut obeir à l'Estat en tout ce qu'il nous commande de faire comme un signe de l'honneur & de culte que nous devons rendre à Dieu ; pourveu que rien n'empesche l'institution de ce signe au sans qu'on

luy veut donner , & qu'il puisse recevoir le caractère de respect qu'on luy veut imprimer : Ma raison est , qu'une action est un vray signe d'honneur , si elle est receuë pour telle par ordonnance de la Republique.

*Que Dieu regnant par la seule nature , c'est à l'Estat, c'est à dire, à ceste personne ou à ceste cour qui a apres Dieu l'autorité supreme, d'estre interprete de toutes les loix.*

XVII. Je viens de monstrier quelles sont les loix de Dieu tant sacrées que temporelles ou séculieres en son regne par la seule nature. Mais d'autant qu'il n'y a personne qui ne se puisse tromper en ses raisonnemens , & qu'il arrive en la pluspart des actions que les hommes sont de différentes & contraires opinions, on peut demander en outre lequel c'est que Dieu a voulu establir *Interprete de la droicte raison*, c'est à dire, de ses loix. Et quant à ce qui est des *loix séculieres*, c'est à dire, de celles qui regardent la justice, & les mœurs des hommes les uns envers les autres, j'ay fait voir par ce que j'ay touché cy dessus de la Constitution des Estats, qu'il estoit raisonnable que tous les *jugemens* fussent entre les mains de la Republique ; & que les *jugemens* n'estoient autre chose que l'interpretation des loix ; d'où j'ay tiré ceste consequence, que les Estats, c'est à dire, ceux qui ont la souveraine puissance dans les Republiques, estoient les *interpretes des loix* en tous les endroits de la terre où la politique s'exerce. Touchant les *loix sacrées* il faut icy considerer derechef ce que j'ay demonstrier cy devant au cinquiesme chapitre art. 13, que chaque citoyen a transferé de son droit à celui ou à ceux qui commandent dant l'Estat, autant qu'il a peu en transferer. Or rien n'a empesché qu'il n'ait transporté le droit de determiner la maniere en laquelle il faut honorer Dieu. D'où je



je conclus que le transport en a esté fait reellement. Mais que chasque particulier ait eü ce-  
ste puissance, il est manifeste de ce que la façon  
d'honorer Dieu avant l'establissement de la  
société civile devoit estre prise du raisonne-  
ment de chasque personne privée : or rien  
n'empesche que chacun soufmette sa raison  
privée à la generale de l'Estat. Dailleurs si  
chacun suivoit sa propre fantaisie en l'honneur  
qu'il rend à Dieu, par une si grande diversité  
d'adorateurs l'un estimeroit le culte de l'au-  
tre indecent, ou mesmes impie, & l'un ne sem-  
bleroit pas honorer Dieu au sens de l'autre :  
d'où il arriveroit cest inconvenient, que le cul-  
te le plus raisonnable ne meriteroit point ce  
titre, à cause que la nature du service consiste  
en ce qu'il soit un signe de l'honneur que l'on  
rend interieurement à une personne; & puis  
qu'il n'y a que ce qui signifie quelque chose à  
autrui qui doive estre nommé un signe, ce qui  
ne le paroist pas aux yeux d'un autre ne pour-  
roit pas estre une marque d'honneur & un si-  
gne de reverence. De plus, cela est un vray si-  
gne, qui passe pour tel dans le commun con-  
sentement des hommes; doncques il y a de  
l'honneur en ce que le consentement general,  
c'est à dire, le commandement du public en a  
establi un signe; & ainsi l'on ne contrevient  
point à la volonté de Dieu revelée par la seule  
raison, quand on luy rend les signes d'honneur  
que la Republique ordonne. Les particuliers  
donc peuvent transferer le droict de deter-  
miner la maniere en laquelle il faut servir  
Dieu à l'Estat dans lequel ils vivent, c'est à di-  
re, à ceux qui le gouvernent. Voire mesmes ils

Bb 5 le

le doivent; car autrement toutes les plus absurdes opinions touchant la Nature divine, & toutes les plus impertinentes & ridicules ceremonies qu'on ait jamais veuës en diverses nations se rencontreroient dans une seule ville; ce qui donneroit occasion à chacun de croire que tous ses concitoyens qui ne pratiquent pas le mesme culte que luy font tort à la divinité qu'il adore. Ce qui estant de la sorte l'on ne pourroit pas dire veritablement qu'aucun sert Dieu; parce que personne ne le sert, ou ne l'honore exterieurement, s'il ne fait des choses desquelles il apparaisse aux autres qu'il le revere. Je puis donc conclurre, que l'Interpretation des loix naturelles tant sacrées que seculieres, sous le regne de Dieu par la Nature, depend de l'autorité du Magistrat, c'est à dire, de ceste personne publique, ou de la Cour à laquelle on a commis la souveraine puissance, & que tout ce que Dieu commande, il le commande par sa bouche; comme au contraire, que tout ce que l'Estat ordonne touchant le service de Dieu, & touchant les choses temporelles, doit estre reçu de mesme que s'il estoit commandé de Dieu immediatement.

*Solution de  
quelques  
doutes.*

XVIII. Cependant quelcun pourroit former diverses objections contre ce que je viens de dire, & demander premierement, s'il ne s'ensuit pas de nos maximes qu'il faudroit obeir à l'Estat, s'il commandoit directement d'offencer Dieu, ou s'il defendoit de le revere. Mais je nierois ceste consequence, & dirois qu'il ne faut poin obeir: car on ne peut pas prendre le mespris, l'outrage, ny la privation



tion de tout culte, pour une maniere de servir Dieu ; outre qu'avant l'establissement de la société civile personne n'a eu droit, reconnoissant Dieu comme roy du monde, de luy refuser l'honneur qui luy appartient en ceste qualité ; ny doncques eü le pouvoir de transferer à l'Estat le droit de commander des choses si estranges. Si l'on demande en suite, s'il faut obeir à l'Estat en cas qu'il commande de dire ou de faire quelque chose, qui n'est pas à la verité directement injurieuse à Dieu, mais d'où par raisonnement on peut tirer des consequences qui luy sont outrageuses ; comme s'il estoit ordonné de le reverer sous une Image en la presence de ceux qui tiennent que ceste façon d'adorer est permise, & qu'elle est pleine de reverence ? Certainement j'ose dire \* qu'il faudroit le faire. Car le culte est institué en signe d'honneur ; or est il que ceste maniere de service est une marque de respect, & qu'elle avance la gloire de Dieu parmi ceux qui approuvent ceste espece de veneration. ou s'il estoit commandé de donner à Dieu un nom duquel la signification nous seroit incogneüe, ou duquel nous ne comprendrions pas le rapport qu'il auroit avec sa majesté ? Il faudroit faire cela aussi ; parce que les choses que nous faisons par honneur, & que nous ne concevons point tendre à autre fin, si elles passent communement pour des signes de respect, elles le sont effectivement, & en refusant de les faire, nous refusons de travailler à l'avancement de la gloire de Dieu. Il faut dire le mesme de tous les *attributs*, & de toutes les *Actions* qui regardent le service de Dieu fondé en la seule raison,

raison, desquelles on peut disputer, & qui tombent en controverse. Pource qu'encore que de tels commandemens puissent estre quelques fois contraires à la droicte raison, & qu'ainsi ils soient des pechés en ceux qui les font; si estce qu'ils ne sont pas contraires au bon sens, ny des pechés à l'esgard des subjects qui y obeissent, & desquels la droicte raison est de se soumettre à la raison de l'Estat en des matieres controversées. Enfin, si cest homme ou ceste cour souveraine à qui on a commis l'autorité supreme de la Republique, commande qu'on la revere par des tiltres & par des Actions dont il faut adorer la Divinité, il reste à sçavoir, si l'on est tenu de luy obeir. Le respons, qu'il y a plusieurs choses qui peuvent estre attribuées à Dieu & aux hommes en commun: car on peut louer ceux cy, & en eslever le merite, & il y a quantité d'actions par lesquelles on peut rendre de l'honneur à Dieu & aux hommes de la mesme maniere. Mais il faut considérer tant seulement ce que les Attributs & les Actions signifient: de sorte que nous nous abstenions, quelque commandement des puissances superieures qui intervienne, d'employer des tiltres ou des Attributs, par lesquels nous donnions à cognoistre, que nous estimons quelque personne si absolument souveraine, qu'elle ne depende point de Dieu, qu'elle soit immortelle, d'une vertu infinie, ou de telle autre façon qui ne peut convenir qu'à l'essence divine: comme aussi des Actions qui ont la mesme signification, & qui passent à ce mesme excès de louange, telles que sont celles de prier un absent, de demander à un homme ce que



ce que l'on ne peut obtenir que de Dieu seul, comme la pluye & le beau temps, de luy offrir ce que Dieu seul peut recevoir, comme des holocaustes, ou de luy rendre un culte au de là duquel il ne s'en trouve point de plus grand, tel qu'est le sacrifice. Car toutes ces actions là tendent à faire croire que Dieu ne regne point, contre ce qui a esté supposé dès le commencement. Au reste il est permis, mesme dans la pratique de la civilité ordinaire, de se mettre à genoux, de se prosterner, & de ployer le cors en diverses autres manieres; d'autant que ces choses peuvent signifier l'adveu d'une puissance tant seulement civile. Et de vray le culte religieux n'est pas distingué du *civil* par le mouvement du corps, par sa posture, par ses habits, ny par ses gestes, mais par la declaration du sentiment que l'on a de la personne que l'on revere: tellement que si nous nous prosternons devant quelcun avec dessein de declarer par là que nous le tenons pour Dieu, ce culte là est divin; mais si nous le faisons en signe de reconnaissance d'une autorité politique, le culte n'est que civil. Ces deux cultes ne sont non plus distingués par aucune de ces actions que l'on entend d'ordinaire sous les noms de *Latrie* & de *Dolie*, dont le premier represente le *devoir* & l'autre la *Condition* des esclaves; mais qui sont en effect divers noms d'une seule chose.

*Aspiras &  
Aspiras*

*Remarque.*

\* Qu'il faudroit le faire ] *J'ay dit en l'article 14 de ce chapitre que ceux qui prescrirent des bornes à Dieu offensent la loy Naturelle touchant son culte. Maintenant j'ajoute que ceux qui adorent Dieu sous une Image luy donnent des limites, & qu'ainsi ils*  
*font*

font ce qu'il ne faudroit pas faire ; d'où il semble que ce dernier passage soit contraire au precedent. Sur quoy il faut sçavoir, premierement, que ce ne sont pas ceux, qui contrainits par la force du commandement adorent Dieu de ceste sorte, que l'on doit accuser de mettre des bornes à la Nature divine, mais bien ceux qui publient ceste injuste ordonnance : car ceux qui adorent à contre cœur, ne laissent pas d'adorer véritablement, & font leurs ceremonies en un lieu ou le legitime souverain leur a commandé de les faire.

Secondement, je ne dis pas qu'il le faille faire tousjours & partout, mais supposé qu'il n'y a point d'autre règle du service divin que ce que dicte la raison humaine ; car alors la volonté de l'Estat tient lieu de Raison. Mais dans le Regne de Dieu par l'Alliance nouvelle ou ancienne, ou l'Idolatrie est expressement defendue, bien que l'Estat le commande, si est ce qu'il ne faut point le faire. Et je pense que si ceux, qui ont estimé qu'il y avoit de la contrariété entre cest article & le quatorzième, considerent bien ce que je viens de dire, ils n'auront plus de subject de demeurer dans leur opinion.

XIX. On peut recueillir des discours precedens, que sous le regne de Dieu par la seule raison naturelle, les subjects pechent, premierement s'ils enfreignent les loix morales que j'ay expliquées au chapitres 2, & 3. En deuxiesme lieu, s'ils transgressent les loix ou les ordonnances de l'Estat en ce qui regarde la Justice. En troisieme lieu, s'ils n'adorent pas Dieu selon les coustumes & les loix du pays. En quatriesme, s'ils ne confessent publiquement & devant tout le monde de parole & d'effect qu'il y a un Dieu tres bon, tres grand, tres heureux, Roy supreme de l'univers & de

*Ce que c'est  
que peché  
& crime de  
leze Maje-  
sté divine  
dans le re-  
gne de Dieu  
par la Na-  
ture.*

*על כל המצות  
האלהיות*



tous les Rois de la terre : c'est à dire , s'ils ne  
 adorent point par ceste confession. Ce qua-  
 triefme peché est dans le regne de Dieu par la  
 Nature, suivant ce que j'ay dit en l'article 2 du  
 chapitre precedent , *le crime de leze Majesté divi-*  
*ne*. Car il nie la puissance de Dieu , & tombe  
 dans l'*Atheisme*. Les pechés qui se commettent  
 en cecy sont tout de mesme que si l'on suppo-  
 soit, qu'il y a un Prince souverain, qui estant  
 Roy absolu dans un Royaume en laisse le gou-  
 vernement en son absence à un Viceroy. Ce  
 seroit un crime contre l'autorité de ce der-  
 nier, si on ne luy obeissoit pas en toutes cho-  
 ses, excepté s'il vouloit usurper le Royaume,  
 ou le donner à quelque autre : mais ceux qui  
 luy obeiroient si absolument, qu'ils n'apporte-  
 roient pas ceste legitime exception, ils deb-  
 vroient estre tenus comme criminels de leze  
 Majesté.

## CHAP. XVI.

*Du Regne de Dieu par l'Ancienne Alliance.*

## SOMMAIRE.

- I. Que Dieu institua la vraie Religion par Abraham, tous les autres peuples estans plongés dans la superstition.
- II. Que par l'alliance que Dieu fist avec Adam, il est defendu de disputer des commandemens des superieurs.
- III. Termes de l'Alliance que Dieu traita avec Abraham.
- IV. Qu'en ceste alliance il n'est pas porté de reconnoistre simplement un Dieu, mais celui qui apparust à Abraham.
- V. Que les loix auxquelles Abraham estoit obligé n'estoient point autres que celles de Nature & de la circoncision.
- VI. Qu'Abraham estoit interprete à ses gens de la parole de Dieu & de toutes les loix.
- VII. Que les subjects d'Abraham n'ont pas peu faillir en luy obeissant.
- VIII. Alliance de Dieu avec le peuple Iuif en la montagne de Sinai.
- IX. Que le gouvernement de Dieu a de là pris le nom de regne.
- X. Quelles furent les loix que Dieu imposa

*imposa aux Juifs. X I. Ce que c'est que la parole de Dieu, & comment c'est qu'il la faut cognoistre. XII. Quelle a esté la parole de Dieu écrite parmi les Juifs. XIII. Que la puissance d'Interpreter la Parole de Dieu, & l'autorité supréme dans le civil ont esté jointes en la personne de Moysse tandis qu'il a vescu. XIV. Qu'elles ont demeuré unies en la personne du souverain sacrificateur du vivant de Josué. XV. Qu'elles ont demeuré jointes en la personne du souverain sacrificateur jusques au temps du Roy Saul. XVI. Qu'elles ont demeuré unies en la personne des Roys jusques au temps de la captivité. XVII. Qu'elles ont esté en la personne des sacrificateurs apres le retour de la captivité. XVIII. Que parmi les Juifs nier la providence divine, & commettre Idolatrie estoient les seuls crimes de leze-Majesté divine; qu'en toutes autres choses ils devoient obéir à leurs Princes.*

*Que Dieu institua la vraie religion par Abraham, tous les autres peuples estans plongés dans la superstition.*

I. **P**Resque tous les hommes sont portés, par le sentiment de leur propre foiblesse, & par l'admiration en laquelle ils se trouvent ravis des effets de la Nature, à croire qu'il y a un Dieu, auteur invisible de toutes les choses que nous voyons, & lequel aussi ils craignent, recognoissant bien qu'ils n'ont pas en eux mesmes assez dequoy se defendre des dangers qui les environnent. Mais au reste l'usage imparfaict de leur raison, & la violence de leurs affections empeschent qu'ils ne le servent comme il faut : d'autant que la crainte que l'on a des choses invisibles, si elle n'est conduite par le bon sens degénere en superstition. De sorte qu'il estoit presque impossible aux hommes, denués de l'assistance de Dieu, d'éviter ces deux escueils, l'*Atheisme* & la *Superstition*; dont l'une vient d'une espece de terreur panique qui se glisse dans l'ame sans escouter la raison, & l'autre naist d'une certaine bonne opinion qu'on a de son raisonnement



nement au quel un petit mélange de crainte ne donne point de retenue. C'est ce qui a esté cause que la plupart des hommes sont aisément tombés dans l'Idolatrie, & que presque toutes les Nations de la terre ont reveré la divinité sous des *Images* & des représentations de choses finies, adorant des spectres & des Phantosmes, auxquels peut estre on a donné le tiltre de Demons à raison de la crainté qu'ils jettoient dans l'ame. Mais il a plu à la divine bonté, comme les saintes Escritures le nous enseignent, de choisir parmi le genre humain le fidelle *Abraham*, par lequel les autres hommes fussent instruits du service qu'ils devoient luy rendre. Dieu donc s'est revelé à ce pere des croyants d'une façon extraordinaire, & a traité avecque luy & avec sa posterité ceste si celebre alliance qu'on a nommée le *Vieil Testament*, ou l'*ancienne Alliance*. C'est là le fondement de la vraye religion; ce saint homme en a esté le chef, & le premier qui a enseigné apres le Deluge, qu'il y avoit un Dieu createur de l'Vnivers. C'est en luy aussi qu'a commencé le Regne de Dieu par les Alliances. Sur quoy voyés l'Historien des Juifs Iosephe au premier livre de ses Antiquités Judaïques chap. 7.

II. Il est vray qu'au commencement du monde Dieu regna sur *Adam* & sur *Eve* non seulement par le droit de la Nature, mais aussi en vertu de quelque alliance; de sorte qu'il semble, que Dieu n'a pas voulu qu'on ne luy rendit aucune autre obeïssance que celle que la lumiere de la raison naturelle prescrit, qu'en suite de quelque *pacte*, c'est à dire, à cause du

*Δίκαιον* de  
*Δίκαιον*.

*Que par  
l'Alliance  
que Dieu fit  
avec A-  
dam, il est  
defendu de  
disputer des  
commande-  
mens des  
superieurs.*

Cc

com-

commun consentement des hommes. Mais d'autant que ceste alliance fust tout incontinent rompue, & qu'elle ne fust point renouvelée depuis, il ne faut pas commencer dès ce temps là le *Regne de Dieu* dont il s'agist en ce chapitre. Cependant il y a cecy à remarquer en passant, sur le subject de la defence qui fust faite de ne point manger du fruit de l'arbre de *science du bien & du mal*, (soit que l'on doive entendre par là une prohibition de s'entremettre de juger de ce qui est bien & de ce qui est mal, ou que l'usage de quelque fruit du Jardin d'Eden fust interdit en effect) que Dieu a exigé une obeissance aveugle à ses commandemens, sans qu'il fust permis de disputer à l'encontre, & de mettre en question si ce qui estoit commandé estoit bon ou mauvais. Car le fruit de l'arbre n'a rien de mauvais en soy, hors de la defence, qui seule peut rendre un *peché*, c'est à dire, *moralement* mauvaise, la liberté que l'homme prist d'en manger.

*Termes de  
l'Alliance  
que Dieu  
traicta a-  
vec Abra-  
ham.*

III. Or l'Alliance que Dieu traicta avec Abraham fust conceüe en ces termes, couchés au 17 chap. de la Genese verset 7, 8 : *I'establi-  
ray mon alliance entre moy & toy, & entre ta posterité  
apres toy en leurs ages, pour estre une alliance perpe-  
tuelle; afin que je te soy Dieu & à ta posterité apres toy.  
Et je te donnerai, & à ta posterité apres toy le pays ou  
tu habites comme estranger, asçavoir tout le pays de  
Canaan, en possession perpetuelle; & leur seray Dieu.  
Et afin qu'Abraham & ses descendants peussent  
garder le souvenir de ceste Alliance, il estoit  
necessaire d'instituer un signe: de sorte que la  
Circoncision fust adjoustée au Traicté, mais  
comme un simple memorial. Vers. 10, C'est icy*



mon alliance que vous garderez entre moy & vous, & entre ta posterité apres toy, asçavoir que tout masle d'entre vous sera circoncis. Si circoncirés la chair de vostre prepuce, & cela sera pour signe de l'alliance entre moy & vous. l'Alliance donc consiste en ceste condition, qu'Abraham recognoisse que l'Eternel est son Dieu & de sa posterité, c'est à dire, qu'il se soumettre à sa conduite ; & en ceste promesse, que Dieu donnera à Abraham en heritage le pays auquel il habitoit alors comme estranger ; En memoire de laquelle alliance Abraham reçut le signe de la circoncision, & promit qu'en sa posterité tous les enfans males en porteroient la marque.

IV. Mais puis qu'avant ceste alliance Abraham recognoissoit desja Dieu comme le createur de l'Univers & le Roy du monde (car ce grand homme ne douta jamais de l'existence de Dieu, ny de sa providence,) comment n'estoit ce point une chose superflue, que Dieu exigeat de luy une obeissance, qui luy estoit due naturellement, en proposant une recompence, & en passant une espece de contract ; & comment est ce que Dieu promettoit à Abraham de luy faire posseder la terre de Canaan, sous ceste condition qu'il le recogneut pour son Dieu, puis qu'il l'estoit desja auparavant par le droit inalienable de sa Nature immortelle ? Il faut dire que par ces paroles, *afin que je te soy Dieu, & à ta posterité apres toy*, il n'est pas entendu qu'Abraham satisfit à l'alliance par un simple adveu de la puissance de Dieu & de l'Empire qu'il exerce naturellement sur tous les hommes, c'est à dire, en le recognoissant indefiniment, comme il est aisé de faire par les seules

*Qu'en ceste alliance il n'est pas porté de recognoistre simplement un Dieu, mais celuy qui apparust à Abraham.*

lumieres de la raison naturelle ; mais en le recognoissant precisement pour celuy qui luy avoit dit, *sors de ton pays*, &c. Gen. 12. 34. *Leve maintenant tes yeux & regarde du lieu où tu es, vers le septentrion, le midi, l'orient & l'occident ; car je te donneray & à ta posterité à jamais tout le pays que tu vois*, &c. Gen. 13. qui luy estoit apparu Gen. 18, sous la figure de ces trois personnages qui alloient à Sodome, & en vision, Gen. 15. & en songe ; Ce qui est un ouvrage de Foy. Il n'est pas exprimé sous quelle forme c'est que Dieu apparust à Abraham, ny de quel ton il parla à luy ; mais il nous conste, qu'Abraham creust que la voix qu'il entendit estoit celle de Dieu mesme ; que la revelation qu'il en eust estoit veritable ; qu'il voulut que sa famille adorât celuy qui avoit parlé à luy de ceste sorte comme le vray Dieu Createur de l'univers ; & que sa Foy ne consista pas seulement en ce qu'il creut qu'il y avoit un Dieu, & que ce Dieu estoit veritable en ses promesses, ce que tous sont obligés de croire ; mais en ce qu'il ne douta point que ce n'eust esté Dieu, dont il avoit ouy la voix & entendu les promesses. Ainsi le *Dieu d'Abraham* ne signifie pas Dieu simplement, mais *celuy qui luy estoit apparu* ; comme aussi le culte que ce Patriarche luy devoit en ceste consideration, n'estoit pas un effect de son *raisonnement* ; mais un hommage religieux de sa *foy* & de sa *piété* ; & de vray ce n'estoit pas la lumiere de la raison naturelle, mais une surnaturelle grace de Dieu, qui avoit daigné se reveler à luy, sur laquelle sa devotion estoit fondée.

*Que les loix  
ausquelles  
Abraham*

V. Au reste nous ne lisons point que Dieu eust donné, devant ny apres le traicté d'Alliance,

ce,



ce, aucunes loix ny seculieres ny sacrées, à Abraham & à sa famille, horsmis le commandement de la *circoncision* qui est compris dans l'alliance mesme. D'où il appert, qu'il n'y avoit aucunes autres loix, ny aucun autre culte, auquel Abraham fust obligé, outre les loix de Nature, le service raisonnable, & la circoncision.

*estoit obligé n'estoient autres que celles de Nature & de la Circoncision.*

VI. Cependant Abraham estoit dans sa famille *interprete* de toutes les loix tant sacrées que temporelles, non seulement par le droit de Nature, en tant qu'il ne suivoit que les regles de la raison, mais en vertu des termes de l'Alliance, par laquelle il promettoit à Dieu obeissance & pour soy & pour sa posterité. Ce qui eust esté en vain, si ses enfans n'eussent esté obligés d'obeir à ses commandemens. Et de vray comment pourroit-on entendre ce que Dieu dit Gen. 18, 18, *Qu'en luy seront benites toutes les Nations de la terre; car je le cognoi, qu'il commandera à ses enfans, & à sa maison apres soy, qu'ils gardent la voye de l'Eternel, pour faire ce qui est juste & droit*, si l'on ne supposoit que ses enfans estoient obligés, & que toute sa maison estoit tenue d'obeir à ses ordonnances?

*Qu'Abraham estoit interprete à ses gens de la parole de Dieu & de toutes les loix.*

VII. D'où il s'ensuit, que les subjects d'Abraham n'ont pas peu faillir en luy obeissant, pourveu qu'il ne commandat pas de nier l'existence de Dieu ou sa Providence, ny de faire quelque chose qui fust directement contre la gloire de Dieu. En toute autre rencontre il falloit entendre de sa seule bouche la voix du ciel, comme estant l'unique interprete des loix & de la parole divine. En effect, l'on ne pouvoit apprendre que d'Abraham, qui estoit son Dieu,

*Que les subjects d'Abraham n'ont pas peu faillir en luy obeissant.*

& en quelle maniere on le debvoit servir. Et ceux qui apres la mort de ce Patriarche furent sousmis au commandement d'*Isaac* & de *Jacob*, deurent par la mesme raison leur obeir sans crime, toutesfois & quantes qu'ils recogneurent & advouerent le Dieu d'*Abraham* pour leur Dieu & pour leur Roy. Car ils s'estoient sousmis à Dieu simplement, avant qu'à *Abraham*; & à cestuicy, avant qu'au Dieu d'*Abraham* en particulier; comme aussi à ce dernier auparavant qu'à *Isaac*. De sorte qu'aux subjects d'*Abraham* il n'y avoit que ce seul crime, de nier l'existence & la providence de Dieu, qui fust de leze Majesté divine: mais en leurs descendans ce fust aussi un crime de ceste nature, que de *nier le Dieu d'Abraham*, c'est à dire, que de servir Dieu d'une autre façon qu'elle n'avoit esté instituée par ce pere des croyans, asçavoir sous des images \* faites de main d'homme (selon de stile del'Escripture) comme le practiquerent les autres Nations, qui à cause de cela furent nommées Idolatres. Et jusques là les subjects peurent assez aisement discerner ce qu'ils avoient à faire ou à eviter dans les commandemens de leurs Princes.

Remarque.

\* Sous des images faites de main d'homme] Voyez chap. 15, art. 14, où j'ay monstré qu'un tel culte est desraisonnable. Mais s'il est practiqué par le commandement d'un Estat, qui ne cognoist ny ne reçoit point de parole de Dieu écrite, j'ay fait voir au chap. 15, art. 18, que ce service là est raisonnable. Au rest, là où Dieu regne par une Alliance contractée, où il est expressément défendu de l'adorer de ceste sorte, comme il est porté dans celle d'*Abraham*, la chose est tousjours criminelle, quelque commandement que l'Estat en face.

VIII. Main-



VIII. Maintenant, afin que je suive le fil de l'Ecriture sainte, je remarqueray que ceste mesme Alliance fust renouvellee avec Isaac Gen. 26. 3, 4, & avec Jacob, Gen. 28. 14, où Dieu ne se nomme pas simplement Dieu, tel que la nature le publie, mais specialement & distinctement le Dieu d'Abraham & d'Isaac. Et en suite ayant à renouveler ceste mesme alliance avec tout le peuple d'Israel par le Ministère de Moïse, *Je suis*, dit-il Exod. 3, 6, *le Dieu de ton pere, le Dieu d'Abraham, le Dieu d'Isaac, & le Dieu de Jacob.* Derechef lors que le peuple, non seulement tres libre, mais tres ennemi de toute subjection humaine à cause de la memoire recente qu'il avoit de sa captivité au Royaume d'Egypte, s'arresta dans le desert proche de la montagne de Sinai, ceste ancienne alliance fust proposée à toute la congregation pour estre renouvellee, en ceste forme Exod. 19. 5, *Maintenant donc, si vous obeïsses à bon escient à ma voix, & gardés mon alliance (à sçavoir celle que je traittay avec Abraham Isaac & Jacob) aussi serés vous d'entres tous peuples mon plus precieux joyau, combien que toute la terre m'appartiennne; & vous me serés un royaume de sacrificateurs, & une nation sainte.* A quoy tout le peuple respond d'un commun accord au verset 8, *Nous ferons tout ce que l'Eternel a dit.*

*Alliance de Dieu avec le peuple lui en la montagne de Sinai.*

IX. En ce Traicté il faut remarquer entre autres choses le tiltre de Royaume, qui n'avoit point esté employé auparavant. Car encore que Dieu fust le Roy des Israelites & par la Nature & par l'Alliance, toutesfois ils ne luy devoient qu'une obeissance & un culte naturel, en tant que ses subjects; mais ils luy en devoient un religieux, tel qu'Abraham avoit institué,

*Que le gouvernement de Dieu a pris de là le nom de Religieuse.*

fitué, en qualité de subjects de ce patriarche,  
 & de descendans d'Isaac & de Jacob leurs Prin-  
 ces naturels & legitimes. Dautant qu'ils n'a-  
 voient reçu aucune autre parole de Dieu que  
 celle que la droicte raison fait entendre natu-  
 rellement à tous les hommes, & il n'estoit in-  
 tervenu aucune alliance entre Dieu & eux, si ce  
 n'est en tant que leurs volontés estoient com-  
 prises dans celle d'Abraham, comme dans cel-  
 le de leur Prince. Mais quand l'Alliance fust de-  
 rechef traitée en la montagne de Sinai, ou tout  
 le peuple presta son consentement, Dieu esta-  
 blit d'une façon plus particuliere son Regne sur  
 les Israelites. C'est de ceste illustre Epoche que  
 commence le Regne de Dieu si celebre dans la  
 sainte Escriture & dans les escrits des Theo-  
 logiens; & à cela regarde ce que Dieu dit à Sa-  
 muel lors que les Juifs luy demandoient un  
 Roy, *Il ne t'ont point rejezté, mais ils m'ont rejezté, afin  
 que je ne regne point sur eux, 1 Sam. 8, vers. 7; & ce  
 que Samuel declare au peuple 1 Sam. 12, vers.  
 12; Vous m'avez dit, Non, mais un Roy regnera sur nous;  
 combien que l'Eternel vostre Dieu fust vostre Roy. Et  
 ce que le Prophete Ieremie adjouste au chap. 31  
 v. 31, l'alliance que je traitay avec leurs peres au jour  
 que je les pris par la main pour les faire sortir hors du pays  
 d'Egypte; & mesme la doctrine de ce Jude le Gali-  
 leen, dont il est fait mention dans Iosophe au 18  
 livre des Antiquités Iudaïques c. 2 en ces ter-  
 mes; Or Jude le Galileen fust le premier auteur de ceste  
 quatriesme secte de ceux qui s'adornoient à l'estude de la  
 sagesse. Ceux de ceste ordre conviennent en tout le reste  
 avecque les Pharisiens, si ce n'est en ce qu'ils sont esper-  
 duement amoureux de la liberté, croyans qu'il ne faut re-  
 cognoistre que Dieu seul pour Seigneur & Prince, & tout*  
 prests



reche, Pre-  
s n'a-  
a que  
natu-  
it in-  
si ce  
com-  
s cel-  
t de-  
tout  
esta-  
e sur  
que  
ns la  
heo-  
Sa-  
un  
, afin  
& ce  
verf.  
ous;  
. Et  
o. 31  
jour  
pays  
Gali-  
18  
cer-  
ceste  
le la  
reste  
ber-  
re-  
ont  
ests

rests de souffrir les plus rigoureux supplices, en y exposant  
aussi leurs plus chers amis ou leurs plus proches parents,  
plustot que de nommer un homme mortel leur Seigneur.

X. Apres avoir consideré le droict du Re-  
gne de Dieu par l'alliance establi de ceste for-  
te, il faut voir en suite quelles ont esté les loix  
que Dieu à proposées à son peuple. Elles sont  
cogneuës de tout le monde à sçavoir le De-  
calogte, & ces autres tant politiques que Cere-  
monielles, contenues depuis le vingtiesme cha-  
pitre du livre de l'Exode, jusques à la fin du  
Pentateuche, & à la mort de Moyse. Or de tou-  
tes les loix en general qui ont esté données par  
le ministere de Moyse, les unes obligent natu-  
rellement, comme celles qui ont esté pu-  
bliées de Dieu en tant qu'il est antheur de  
la Nature, & qui ont esté en vigueur mes-  
mes avant qu'Abraham fust au monde. Les  
autres obligent en vertu de l'alliance traî-  
ctée avec ce Patriarche, comme promul-  
guées de Dieu en tant que le Dieu d'Abraham,  
& qui ont eu leur force avant Moyse, à cause  
du traicté precedent. Mais les autres obligent  
seulement en consideration de la derniere al-  
liance qui fust faicte avec le peuple mesme,  
& comme données de Dieu en tant que Roy  
particulierement des Israelites. Du premier  
ordre sont tous les preceptes du Decalogue qui  
regardent les mœurs, comme sont celles-cy,  
*Honore ton pere & ta mere; tu ne tueras point; tu ne  
paillarderas point; tu ne defroberas point; tu ne diras  
point faux tesmoignage; tu ne convoiteras point.* Car  
elles sont loix Naturelles. Comme aussi le  
commandement, *de ne prendre point le nom de Dieu  
en vain*, qui est une partie du culte naturel, ainsi  
Cc 5 qu'il

*Quelles fu-  
rent les loix  
que Dieu  
imposa aux  
Juifs.*

qu'il a esté demonſtré au chapitre precedent art. 15. Pareillement le ſecond precepte de loy, qui defend d'adorer Dieu ſous quelque image que les hommes en ayent inventée; par ce que cela auſſi touche le ſervice religieux enſeigné de la Nature, comme il eſt déclaré dans le meſme article. Du ſecond rang eſt le premier commandement du Decalogue, *Tu n'auras point d'autres Dieux devant moy*; Car en cela conſiſte l'eſſence de l'alliance traitée avec Abraham, par laquelle Dieu n'exige de luy autre choſe, ſi ce n'eſt qu'il ſoit ſon Dieu & de ſa ſemence. Comme le precepte de ſanctifier le jour du Sabbath; dautant que la ſanctification du ſeptieſme jour fuſt inſtituée en memoire de la creation du monde parachevée dans ſix journées, ainſi qu'il appert de ces paroles de l'Exode chapitre 31, 17; *C'eſt un ſigne entre moy & les enfans d'Iſrael à perpetuité; car en ſix jours l'Eternel a fait les cieux & la terre, & au ſeptieſme il a ceſſé & s'eſt repoſé*. De la troiſieſme ſorte ſont les loix politiques, judicielles, & ceremonielles, qui ne regardent que les Juifs tant ſeulement. Les loix des deux premieres eſpeces furent eſcrites ſur des tables de pierre, & nommées le Decalogue, à cauſe des dix Commandemens qu'elles contiennent, que l'on conſerva ſoigneuſement enfermés dans l'Arche: les autres, comprises dans le volume entier de la Loy, furent gardées à coſté de ceſte meſme arche Deut. 3, 26, & pouvoient eſtre changées en retenant la foy d'Abraham; mais aux premieres il n'eſtoit point permis d'y toucher en aucune façon.

*Ce que c'eſt  
que la Pa-  
role de*

XI. Toutes les loix de Dieu ſont une parole divine, mais toute la parole de Dieu n'eſt pas



pas la loy. *Je suis le Seigneur ton Dieu qui t'ay tiré*  
*de la terre d'Egypte*, c'est bien Dieu qui parle,  
 mais ce n'est pas une loy qu'il prononce. Et  
 tout ce qui est proferé ou escrit en declarant la  
 parole de Dieu n'est pas, & ne doit pas estre  
 pris tout incontinent comme une partie de ce-  
 te mesme parole. Car ces mots, par exemple,  
*Le Seigneur dit cecy*, ne sont pas mis dans les li-  
 vres sacrés comme s'ils estoient sortis de la  
 bouche de Dieu, mais ce sont des paroles que  
 le Prophete fait precéder en qualité de He-  
 rant & d'annonciateur de la volonté divine.  
 Cela seul est la parole de Dieu dont un vray  
 Prophete declare, que Dieu par la de telle sor-  
 te. Cependant les escrits des Prophetes, qui  
 comprennent tant ce que Dieu dit, que ce que  
 le Prophete adjouste, sont nommés la *parole de*  
*Dieu*, par ce qu'elle y est contenue. Mais dau-  
 tant que celle la seule merite ce tiltre qui est  
 annoncée par un vray Prophete, l'on ne peut pas  
 cognoistre quelle c'est qui est veritablement  
 parole de Dieu, que l'on ne sçache auparavant  
 quel est celuy qui doit estre reçu pour vray  
 Prophete; & il faut que la creance que l'on  
 donne à ce dernier, precede la foy que l'on  
 adjouste à ce qui sort de sa bouche, c'est à di-  
 re, il faut que l'on reçoive le Prophete avant  
 que l'on puisse croire à la parole de Dieu. Le  
 peuple d'*Israel* creust à *Moyse* en consideration  
 de ces deux choses, de ses *miracles*, & de sa *foy*;  
 car quelques grandes & evidentes merveilles  
 dont il eust esté spectateur, toutesfois il n'eust  
 pas creu à luy, ou du moins il n'eust pas deu  
 luy croire, s'il l'eust tiré d'Egypte pour l'ac-  
 costumer à un autre religion qu'au culte du  
 Dieu

Dieu, &  
 comment  
 c'est qu'il la  
 faut cognoi-  
 stre.

Dieu de ses peres, d'Abraham, d'Isaac, & d'Jacob: dautant que cela eust esté contraire à l'Alliance que Dieu avoit traictée avecque luy. Il y a aussi deux choses, la *prediction surnaturelle de ce qui est à venir*, que je tiens pour un tres grand miracle, & la *foy au Dieu d'Abraham qui delivra les Juifs de la captivité d'Egypte*, que Dieu leur proposa comme des marques infaillibles pour discerner les vrais Prophetes. Céluy qui l'une de ces deux conditions manque ne doit point estre tenu pour vray Prophete, ny sa parole receuë pour une parole divine. Au treiziesme chapitre du Deuteron. vers. 1, 2, 3, 4, 5, voicy comment la foy est jugée necessaire, *Quand il se levera au milieu de toy quelque prophete ou songeur de songes qui vous mettra en avant quelque signe ou miracle; & ce signe ou ce miracle ne viendra, duquel il t'aura parlé, disant, Allons apres d'autres Dieux, lesquels tu n'as point cogneus & servus à iceux: tu n'esconteras point les paroles de ce Prophete là, ny de ce songeur là des songes, &c. mais on le fera mourir.* Si la prediction de l'avenir y manque, le Prophete est rejezté, selon ce qui est porté dans le mesme livre chap. 18, vers. 21, 22. *Que si tu dis en ton cœur, comment cognoistrons nous la parole que l'Eternel n'aura point dite? quand ce prophete là aura parlé au nom de l'Eternel, & que ceste chose ne sera point ny n'adviendra point, ceste parole là est celle que l'Eternel ne luy a point dite, mais le Prophete l'a dite par fierté, ainsi n'aye point peur de luy.* Il est donc manifeste que la Parole de Dieu est celle qu'un vray Prophete anonce comme telle, & c'est une chose qui n'est point contestée, qu'il y a eü parmi les Juifs de vrais Prophetes dont la foy estoit saine, & aux predictions desquels



els les evenemens ont respondu. A la verité n'est pas une matiere sans controverse que de sçavoir au net ce que c'est que suivre d'autres Dieux, & que d'examiner si les evenemens que l'on dit avoir respondu aux prediCTIONS, se ajustent bien en toutes leurs circonstances; sur tout lors qu'il s'agit des propheties qui ont representé l'avenir obscurément & en enigme, telles que sont celles de presque tous les Prophetes, qui n'ont pas veu l'Eternel face à face, (comme l'Ecriture tesmoigne de Moyse, Nomb. 12, 8,) mais en figure & sous des enigmes. On ne peut juger de ces derniers autrement que par la raison naturelle: car le jugement depend de l'interpretation de la prophetie, & de la comparaison que l'on fait de ses paroles avecque la suite des evenemens.

XII. Les Juifs recevoient comme parole de Dieu écrite le livre de toute la Loy qui se nommoit le Deuteronomie; & jusques au temps de la Captivité de Babylone, autant qu'on le peut recueillir de l'histoire sainte ils n'en receurent point d'autre: Car ce fust le livre que Moïse mesme donna à garder aux sacrificateurs, qu'il voulut qu'on mit à costé de l'Arche del' Alliance, & que les Rois descrivissent Deut. 3, 9, 26. Aussi, long temps apres sous le Regne de Josias il fust reconnu par l'autorité du Roy comme parole de Dieu 2 Rois 23, 1. Des autres livres du vieil Testament nous ne sçavons pas quand c'est qu'ils ont commencé d'estre receus dans le Canon des saintes Escritures. Quant aux Prophetes, Esaie, Daniel, Jeremie, & les autres, puis que leurs prediCTIONS regardoient ce qui

*Quelle a esté la parole de Dieu écrite parmi les Juifs.*

qui devoit arriver pendant ou apres la captivité, leurs escrits n'ont pas peu d'abord estre reçeus comme Prophetiques, à cause de la régle que j'ay alleguée du Deuter. 18, 21, 22 par laquelle il estoit commandé aux Israelites de ne recevoir pour Prophete que celuy dont l'evenement veriferoit la certitude des propheties. Et de là vient peut estre que les *Iuifs*, apres avoir mis à mort quelques Saints personnages lors qu'ils prophetisoient, n'ont pas laissé de mettre leurs escrits au rang des Prophetiques, & de les recevoir comme Parole de Dieu, mieux instruits de la verité des predictions par l'experiance des choses arrivées.

*Que la puissance d'Interpreter la parole de Dieu, & l'autorité supreme dans le civil, ont esté jointes en la personne de Moyse.*

XIII. Apres avoir monsté quelles ont esté les loix sous l'ancienne Alliance, & ce qui a esté receu dès le commencement comme Parole de Dieu; il faut considerer en suite à qui, ou à quelles personnes c'est qu'il appartenoit, de juger des Escrits des prophetes qui s'elloient, pour sçavoir s'il failloit les recevoir comme une continuation de ceste mesme parole divine, c'est à dire, si les evenemens respondoient aux predictions; Et entre les mains de qui estoit laissée la puissance d'interpreter les loix desja receuës & la parole de Dieu écrite: Ce qu'il faut rechercher en parcourant les temps & les changemens qui arriverent à la Republique d'Israel.

Il est manifeste que ceste autorité fust toute entre les mains de *Moyse* tandis qu'il vescut. Car s'il n'eust pas esté interprete des loix & de la Parole, ceste charge eust appartenu ou à chasque particulier ou à une congregation telle qu'estoit la *Synagogue* composée de plusieurs testes,



es, ou au *souverain sacrificateur*, ou aux autres  
 prophetes. Mais en premier lieu il est certain  
 qu'aucun particulier ny aucune assemblée de  
 personnes privées n'a peu jouir de ce privilege;  
 car tant s'en faut qu'on les eust reçeu à ceste in-  
 terpretation, qu'elle leur fust tres expresse-  
 ment defendue & avec de rigoureuses mena-  
 ces. Les Juifs ne pouvoient entendre la voix  
 de Dieu que par la bouche de Moÿse, comme  
 il est porté au chap. 19 de l'Exode vers. 24.  
*Que les sacrificateurs & le peuple ne rompent point les*  
*bornes pour monter vers l'Eternel, de peur que par-*  
*aventure il ne se rue sur eux. Moÿse donc descendit vers*  
*le peuple & le leur dit.* Dailleurs que ny les par-  
 ticuliers, ny aucune assemblée, ne deust pre-  
 tendre que Dieu parlat par leur entremise, &  
 par consequent qu'ils peussent avoir le droict  
 d'interpreter la parole de Dieu, il est ouverte-  
 ment & expressement déclaré sur le subject de  
 la sedition de Coré, de Dathan, d'Abiron, & des  
 deux cent cinquante des principaux de la Syna-  
 gogue: car comme ils pretendoient que Dieu ne  
 se reveloit pas moins par leur bouche que par  
 celle de Moÿse, ils se glorifioient de ceste sorte,  
*qu'il nous suffise, puis que tous ceux de l'assemblée sont*  
*saincts, & que l'Eternel est au milieu d'eux, pourquoy*  
*nous eslevés vous par dessus la congregation de l'Eter-*  
*nel?* Nomb. 16. 3. Mais Dieu fit bien voir ce  
 qu'il pensoit de ce raisonnement, & l'on  
 peut juger de la temerité de ceste entrepri-  
 se par ce qui est adjousté au 33 verset du  
 mesme chapitre, que Coré, Dathan, Abiron, &  
*tous ceux qui estoient à eux descendirent vifs dans le*  
*gouffre, que la terre les couvrit, & qu'ils perirent ainsi*  
*au milieu de la congregation. Et que le feu sortit de par*  
*l'Eter-*

*l'Eternel, & consuma les deux cent cinquante hommes qui offroient le parfum.*

Secondement il appert qu'*Aaron* le souverain sacrificateur n'eust pas ceste puissance, par une semblable dispute qui s'esleva entre luy assisté de sa sœur *Marie*, & le prophete *Moyse*. Il estoit question de sçavoir, si Dieu avoit parlé par la bouche de *Moyse* seulement, ou bien aussi par la leur, c'est à dire, si *Moyse* seul, ou si eux aussi estoient interpretes de la Parole divine : car voicy comment ils en proposent l'Estat au 12. des Nombres vers. 2. *l'Eternel à-il parlé tant seulement par Moyse ? n'a-il point aussi parlé par nous ?* Sur quoy Dieu se mettant en cholere monstre la distinction qu'il y a entre *Moyse* & ses autres Prophetes. *S'il y a,* dit-il, *quelque prophete entre vous, moy qui suis l'Eternel je me feray cognoistre à luy par vision & parleray à luy par songe. Il n'est pas ainsi de mon serviteur Moyse, qui est fidelle en toute ma maison. Je parle avecque luy bouche à bouche, & il me voit de fait, & non point en obscurité ne par representation : pourquoy donc n'avez vous point eu peur de parler contre mon serviteur, contre Moyse ?*

En fin, on recueille que l'Interpretation de la parole de Dieu n'a point esté du vivant de *Moyse* en la puissance d'aucuns autres prophetes, de ce que j'ay desja allegué de son excellence par dessus tout ce qu'il y en a eu ; & d'un raisonnement naturel, qui est, qu'il appartient au mesme Prophete qui apporte le commandement de Dieu d'en donner l'explication. Or il n'y avoit point alors d'autre parole de Dieu, horsmis celle qui estoit annoncée par *Moyse*. Et de ce aussi, qu'en ce temps là il ne

parust



parust aucun autre prophete qui prophetisat au peuple, excepté les septante anciens, qui prophetisoient par l'Esprit de Moysé; ce que mesme *Iosué* qui estoit alors son serviteur, & qui fust depuis son successeur, trouva mauvais, jusques à ce qu'il s'apperceut que cela se faisoit du consentement de son Maistre. l'Escrivaine sainte est expresse là dessus Nomb. **II. 25.** *Adonc l'Eternel descendit en la nuée, & parla à Moysé, & mit à part de l'Esprit qui estoit sur luy, & le mit sur ces septante hommes anciens. Et advint qu'aussi tost que l'esprit reposa sur eux ils prophetiserent.* La nouvelle s'en estant espandue lors que *Iosué* l'apprend il dit à Moysé, *Mon seigneur empesche les!* à quoy Moysé respond, *Es tu jaloux pour moy?* &c. Puis donc que Moysé estoit seul Heraut de la parole de Dieu, & que ce n'estoit pas aux particuliers, ny à la Synagogue, ny au souverain sacrificateur, ny aux autres prophetes de l'interpreter; il reste que ce fust Moysé seul qui en estoit interprete, ayant aussi une autorité souveraine sur les affaires politiques; & que dailleurs la contestation de *Coré* & de ses complices contre *Moysé* & *Aaron*, ou mesme la dispute d'*Aaron* & de sa sœur *Marie* contre *Moysé*, ne fust pas esmene pour l'interest du salut de l'ame, mais par un mouvement d'ambition, & par un desir de regner sur le peuple.

**XIV.** Du temps de *Iosué* l'Interpretation des loix & de la parole de Dieu estoit entre les mains d'*Eleazar*, souverain sacrificateur, & comme *viceroi* de Dieu absolu parmi les Juifs. On peut tirer ceste consequencce premiere-ment de l'Alliance mesme, en laquelle la Republique d'Israel est nommée un *Royaume sacer-*

D d

dotal,

*Qu'elles ont  
demeuré  
unies en la  
personne du  
souverain  
Sacrifici-  
cateur du  
vivant de  
Iosué.*

*total*, ou comme parle saint Pierre en sa premiere Epistre chap. 2, *Une sacrificature royale*: ce qui ne pourroit pas estre dit de la sorte, si par l'institution & la force du contract on n'entendoit que la puissance royale sur le peuple estoit entre les mains du souverain Pontife. Et cela ne repugne point à ce qui a esté dit auparavant, que ce n'a pas esté *Aaron* le sacrificeur, mais *Moyse* qui a regné exerçant sous Dieu l'autorité supreme: par ce qu'il est necessaire en l'establissement d'une Republique, que celuy qui luy donne la premiere forme, tienne de son vivant les resnes de l'Empire, (il n'importe que ce soit en une *Monarchie*, ou en une *Aristocratie*, ou en un *Estat populaire*,) & qu'il se reserve en ce temps là toute la puissance, dont à l'avenir il fera part aux autres, quand les choses seront une fois mises dans leur train ordinaire. Or que le sacrificeur *Eleazar* eust avec la dignité du *Sacerdoce* aussi l'autorité souveraine, la vocation mesme de loqué à l'administration des affaires en est une preuve tres evidente: car voicy de quelle façon elle nous est descrite au livre des Nomb. 27. 18, 19, 20, 21, *Lors l'Eternel dit à Moyse, Prentoy Josué fils de Nun, homme auquel est l'Esprit, puis tu poseras ta main sur luy, & le presenteras devant Eleazar le sacrificeur & devant toute l'assemblée; & l'instruiras eux le voyant, & luy departiras de ton autorité, à ce que toute l'assemblée des enfans d'Israel l'esquite. Et il se presentera devant Eleazar le sacrificeur & l'interroguera touchant le jugement d'Urim devant l'Eternel; & ils sortiront & entreront à son commandement, tant luy que tous les enfans d'Israel avecque luy. Auquel endroit, consulter l'oracle de*

Dieu



Dieu en ce qu'il faudra faire, c'est à dire, Interpreter la parole de Dieu, & de la part de l'Eternel commander sur toutes choses, est une prerogative reservée à Eleazar : mais entrer & sortir à son commandement, c'est à dire, obeir, c'est un devoir qui regarde le peuple, & une autorité donnée à Iosué. Il faut aussi remarquer que ces termes, & tu luy departiras de ton autorité, signifient clairement que Iosué n'eust pas une puissance esgale à celle de Moïse. Cependant il est certain, que mesme du temps de Iosué la Souveraineté dans le temporel & dans le spirituel, ou la puissance politique, & celle d'interpreter la parole de Dieu, estoient toutes deux unies en une seule personne.

XV. Apres la mort de Iosué suit le temps des Juges jusques au commencement du regne de Saul, dans toute laquelle suite il est manifeste que le droict du Royaume establi de Dieu demeura en la personne du souverain Sacrificateur : car c'estoit un regne (selon l'Alliance) sacerdotal, c'est à dire, un regne de Dieu par le ministere du Sacrificateur, dont la forme a deü demeurer en son entier jusques à ce que le peuple en ayant obtenu la permission de Dieu y introduisist du changement: ce qui n'arriva que lors que demandant un Roy Dieu le leur accorda, & dit à Samuel, livre 1, ch. 8, vers. 7, Obei à la voix du peuple, en tout ce qu'ils te diront: Car ils ne t'ont point rejetté, mais ils m'ont rejetté, afin que je ne regne point sur eux. De sorte que la souveraine puissance politique estoit deüe suivant l'institution divine au grand Sacrificateur. Mais en effect elle estoit exercée par les Prophetes, en la protection, & à la conduite desquels (suscités de

*Qu'elles ont  
demeuré  
jointes en  
la personne  
du souve-  
rain sacrifi-  
cateur jus-  
ques au  
temps du  
Roy Saul.*

Dieu extraordinairement ) le peuple d'Israel (Nation fort desiruse de predictions & attachée à ses Prophetes) se remettoit volontiers, à cause de l'estime qu'il faisoit des propheties. La raison de cela estoit, que par l'establissement du regne sacerdotal de Dieu, bien que des peines fussent ordonnées, & qu'il y eust des Magistrats establis pour rendre justice; toutesfois le droit de punir dependoit de la volonté des particuliers; Et il estoit en la puissance d'une multitude desjoincte de faire, ou de ne pas faire supplice, suivant que les personnes privées se trouvoient pousées de zele, ou animées de quelque passion. C'est pourquoy nous ne voyons point que Moysé ait jamais fait mourir personne de sa propre autorité: mais quand il y en avoit quelques uns dont il se vouloit defaire, il excitoit contre eux la multitude, employant l'autorité divine, & disant que Dieu le commandoit ainsi. Et ceste pratique estoit tres conforme à la nature de ce regne particulier de la Divinité: Car c'est là vrayment que Dieu regne, où l'on obeit aux loix, non pour la crainte des hommes, mais pour la reverence que l'on porte à sa Majesté. Certainement si nous estions tels que nous debvrions estre, ce seroit là la plus belle & la meilleure forme de gouvernement. Mais les hommes qu'il faut gouverner estant si dereglés que nous les voyons, il est necessaire qu'il y ait dans l'Estat une puissance politique qui ait le droit & les forces pour les contraindre. C'est aussi pour ce subject que dès le commencement Dieu establit des loix par le ministere de Moysé, touchant les Roys qui auroient à regner sur son



son peuple, & lesquelles nous lisons au 14 du Deuter. Et Moÿse predict en sa derniere harangue au Iuifs, qu'apres sa mort ils ne faudroient point à se corrompre, & à se deslourner de la voye qu'il leur avoit commandée de suivre. Deut. 31, 29. S'estant levé selon ceste prophetie une autre generation, laquelle n'avoit point cognu l'Eternel, ny aussi les œuvres qu'il avoit faites pour Israel, les enfans d'Israel firent ce qui estoit desplaisant à l'Eternel, & servirent aux Bahalins. Iug. 2, 10, 11. c'est à dire, ils rejeterent le gouvernement de Dieu, ceste Theocratie, en laquelle ils estoit regis de leur Createur par le ministere du souverain Pontife; & comme apres ceste selonnie ils furent vaincus par leurs ennemis & pressés du joug de la servitude, ils n'attendirent plus d'ouïr la volonté de Dieu par la bouche du sacrificeur, mais par la revelation des Prophetes. De sorte que ces derniers jugerent effectivement le peuple d'Israel, mais au fonds le droit d'obeissance estoit deu au souverain Sacrificateur. Combien donc qu'apres la mort de Moÿse & de Iosué le regne Sacerdotal demurat foible & desnue de forces, il n'estoit pourtant pas privé de droit ny descheu de son tiltre. Quant à ce qui est de l'interpretation de la parole de Dieu, il est evident qu'elle appartenoit au souverain Sacrificateur, de ce qu'apres que le tabernacle & l'arche de l'Alliance furent consacrés, Dieu ne parla plus en la montagne de Sinai, mais du tabernacle de l'Alliance & du propitiatoire qui estoit entre les Cherubins, en un lieu où il n'y avoit que le grand Sacrificateur qui eust l'accez libre. Si doncques l'on a esgard au droit du Règne, la

puissance civile, & celle d'interpreter la volonté de Dieu, estoient rassemblées en la personne du souverain Pontife. Mais si l'on considere le *fait*, elles estoient aussi communiquées aux Prophetes qui jugeoient le peuple d'Israel. Car ils avoient en tant que *Juges* la puissance temporelle, & en tant que *Prophetes* ils estoient interpretes de la parole de Dieu. Et ainsi ces deux puissances de quelque façon qu'on les prene ont demeuré jusques icy inseparables.

*Qu'elles ont demeuré unies en la personne des Roys jusques au temps de la captivité.*

XVI. Il n'y a point de doute que lors que la domination Royale fust establie en la Palestine sur le peuple d'Israel l'autorité politique fust entre les mains des Roys. Car le regne de Dieu par le ministère du souverain sacrificeur ayant pris fin, les Juifs, l'ayant demandé ainsi, & l'Eternel le leur ayant accordé; (ce que S. Hierosme aussi remarque en parlant des livres de Samuel; *Samuel*, dit-il, *monstre qu'après qu'Heli fust mort, & que Saul eust esté tué, l'ancienne loy fust abolie; & ce que tesmoigne le nouveau serment que Sadoc preste pour le nouveau Sacerdoce, & David pour le nouvel empire*) le Droit par lequel les Roys gouvernoient estoit fondé en la concession du peuple. Le Sacrificateur ne pouvoit faire legitiment que ce que Dieu luy commandoit: mais le Roy avoit autant de legitime puissance que chascun particulier en avoit sur soy mesme: Car les *Israelites* luy avoient donné le droit de juger de toutes choses, & de faire la guerre au nom de tout le peuple, qui sont les deux poincts qui comprennent tout le droit qu'un homme peut transferer à un autre. *Nostre Roy* (est il dit

I Sam.



1 Sam. 8. 20, nous jugera, & sortira devant nous, & conduira nos guerres. Les Roys donc avoient la puissance de juger. or qu'est autre chose juger que faire une application particuliere des loix à certaines occurrences, en les interpretant. Et puis que jusques au temps de la captivité on ne recogneust point d'autre parole de Dieu escrite que la Loy de Moyse, il estoit aussi en la puissance des Rois d'interpreter ceste parole. Voire mesme s'il faut prendre la parole de Dieu pour la loy, bien qu'il y en eust en quelque autre d'escrite outre la loy de Moyse, elle eust deu estre sousmise à l'interpretation des Rois, parce que celle des loix leur appartient. Lors que le *Deuteronomie* (où la loy de Moyse estoit contenue) fust retrouvé long temps apres qu'il avoit demeuré perdu, les Sacrificateurs consulterent de vray la bouche de Dieu touchant ce livre; mais ce ne fust pas de leur propre autorité, mais par le commandement de *Iosias*, ny immédiatement, mais par l'entremise de la Prophetesse *Holda*. D'où il conste que le Sacrificateur n'avoit pas la puissance d'admettre certains livres comme estans la parole de Dieu. Et il ne s'ensuit pourtant pas que la Prophetesse fust privilegiée de ceste puissance; parce que c'estoit à d'autres de juger des Prophetes mesmes, s'il falloit les tenir pour vray, ou non. Car autrement à quoy faire Dieu eust-il donné à son peuple des marques & des signes par lesquels il distinguat les vray d'avecque les faux Prophetes, (à sçavoir l'évenement des predictions, & la conformité de leur doctrine avecque la Religion instituée par Moyse) s'il n'eust pas esté permis de s'en servir?

De sorte que l'autorité de recevoir quelques livres, comme estans la parole mesme de Dieu, estoit reservée au Roy; aussi le livre de la Loy fust approuvé & reçu par l'autorité du Roy Iosias, ainsi qu'il appert du quatriemesme livre des Rois chap. 22. & 23. où il est dit, qu'il assembla les Estats du Royaume, asçavoir les *Anciens*, les *Sacrificateurs*, les *Prophetes*, & tout le peuple, qu'il leur ce livre en leur presence, & qu'il renouvella les paroles de l'Alliance, c'est à dire, qu'il les fist recognoistre pour la loy de Moysé & la parole de Dieu, que les Juifs confirmerent & receurent derechef comme authentique. Doncques en ce temps là la puissance civile, & celle de discerner la parole de Dieu d'avec celle des hommes, & celle de l'interpréter, estoient toutes reunies en la personne des Rois. Les Prophetes n'estoient pas envoyés avec une pleine autorité, mais en forme de predicateurs, de la doctrine desquels les auditeurs pouvoient juger; & bien que ceux qui ne faisoient pas les choses aisées qu'ils enseignoient clairement, fussent punis du magistrat, il ne s'ensuit pourtant pas que les Rois fussent dès là obligés de suivre tout ce que les Prophetes commandoient de la part de Dieu. Car encore que *Iosias* ce bon Roy de Juda perdit la vie pour n'avoir pas obeï au discours que Dieu luy tint par la bouche de *Nechao* Roy d'Egypte, c'est à dire, parce qu'il rejetta un bon conseil, quoy qu'il semblât venir d'un ennemi; toutesfois personne ne dira, que *Iosias* fust obligé par aucunes loix divines ou humaines d'adjouster foy à *Pharao Nechao* Roy d'Egypte en ce qu'il disoit, que Dieu avoit parlé à luy.



Quant à ce que l'on pourroit objecter, que les Rois faute de doctrine se trouvent rarement assez capables pour interpreter les livres anciens où la parole de Dieu est contenue : & qu'à cause de cela il n'est pas juste que ceste charge depende de leur autorité. Je responds que la mesme objection peut estre faite contre les Sacrificateurs, & contre tous les hommes du monde ; car ils sont tous subjects à faillir ; mais bien que les Prestres fussent naturellement & par estude plus propres & plus chargés de doctrine que les autres ; si est ce que les Rois ont assez de moyen d'establir sous eux des personnes douées de pareille suffisance, pour les ayder en leur Interpretation. Et ainsi encore que les Rois n'interpretent pas eux mesmes la Parole de Dieu, neantmoins la charge de l'interpreter peut dependre de leur autorité ; de sorte que ceux qui la leur veulent oster, à cause qu'ils ne la peuvent pas tousiours exercer eux mesmes, sont aussi bien fondés, que s'ils pretendoient qu'un souverien ne peut pas dresser des chaires en Mathematiques qui dependent de son autorité Royale, s'il n'est luy mesme grand Mathematicien. Nous lisons que des Rois ont prié pour le peuple, qu'ils l'ont beni, qu'ils ont consacré le temple, qu'ils ont commandé aux sacrificateurs, qu'ils en ont depósé quelques uns, & establi quelques autres. Il est vray qu'ils n'ont pas offert des sacrifices, par ce que cela estoit propre à Aaron, & hereditaire à ses enfans. Mais il est certain que le Sacerdoce fust un ministere, & non pas une charge de commandement, depuis le temps du Roy *Saul* jusques à la captivité de *Babylone*.

lone, comme il l'avoit esté auffi du vivant de Moysé.

*Qu'elles ont  
esté en la  
personne des  
Sacrifica-  
teurs apres  
le retour de  
la captivi-  
té.*

XVII. Le *Regne Sacerdotal* fust reftabli apres le retour de la captivité de Babylone, & apres que l'on eust renouvelé & signé l'Alliance, tel qu'il avoit esté depuis la mort de *Iofué* jusques au commencement des Rois. Si ce n'est qu'il n'est pas porté expressement que le peuple ait donné à *Efdras*, (sous la conduite duquel les Juifs redresserent leurs affaires) ny à aucun autre, mais à Dieu seul le droict de l'Empire. Il semble que ceste reformation ne fust autre chose qu'un vœu, ou qu'une simple & nuë promesse que chacun fist, de garder tout ce qui estoit escrit dans le livre de la loy. Toutesfois l'Estat auquel on se remit estoit un *Regne Sacerdotal*, (quoy que peut estre ce ne fust pas là l'intention du peuple) c'est à dire, l'autorité souveraine tant au spirituel qu'au temporel se trouvoit unie dans les sacrificateurs, en vertu de l'Alliance que l'on renouvelloit alors; car c'estoit la même qui avoit esté traictée en la montagne de Sinai. Bien que ce regne fust depuis tellement troublé par l'ambition de ceux qui preterdirent à la dignité du sacerdoce, & par l'usurpation des Princes estrangers, jusques au temps de nostre Sauveur Iesus Christ, qu'on ne peut point apprendre de l'histoire de ces siecles là, où c'est qu'une telle autorité demeura renfermée. Cependant nous sçavons qu'en cest temps là la puissance d'interpreter la parole de Dieu ne fust point separée de la souveraineté dans les affaires politiques.

*Que parmi  
les Juifs nier*

XVIII. Il est aisé de cognoistre par ce que je viens de dire, ce que les Juifs avoient à faire  
rou-



touchant les ordonnances de leurs Princes, pendant tout le temps qui s'escoula depuis Abraham jusques à nostre Seigneur Iesus Christ. Car tout ainsi que dans les Royaumes purement humains il faut obeir au magistrat subalterne en toutes choses, si ses commandements ne font point tomber dans le crime de leze Majesté; pareillement sous le regne de Dieu il falloit obeir en toutes choses aux Princes, à Abraham, à Isaac, à Jacob, à Moÿse, aux sacrificateurs, & aux Roys qui ont tenu le sceptre d'Israel, si ce n'est lors que leurs Edicts contenoient quelque crime de leze Majesté divine. Or les crimes de ceste nature estoient, premierement de nier la providence de Dieu, car c'estoit le mesme qu'oster à sa Majesté le tiltre de Roy par le droict de Nature. En apres de commettre Idolatrie, ou de servir à de faux Dieux; je ne dis pas à d'autres Dieux, (pource qu'il n'y en a qu'un dans le monde) mais à des divinités estrangeres; ce qui se practiquoit en rendant à Dieu, quoy que reconnu pour un seul, des services sous des noms, des attributs, & des ceremonies autres que celles qu'Abraham, & que Moÿse avoient instituées: car cela estoit nier que le Dieu d'Abraham fust leur Roy par l'Alliance traictée avec ce Patriarche & avec eux mesmes. Mais en toutes autres choses il falloit prester une entière obeissance. Et s'il fust arrivé que le Roy, ou le Sacrificateur exerçant la souveraineté, eust commandé quelque action contraire aux loix, le peché qui en fust rejailli eust deu luy estre imputé, & non pas aux subjects; desquels c'est le devoir de faire ce qu'on leur ordonne, sans entreprendre de

la providence divine, & commettre Idolatrie estoient les seuls crimes de leze Majesté divine, qu'en toutes autres choses ils devoient obeir à leurs Princes.

de glosar sur les commandemens de leurs superieurs.

# CHAP. XVII.

*Du Regne de Dieu par la nouvelle Alliance.*

## SOMMAIRE.

- I. Prophetes touchant la dignité de Christ. II. Prophetes touchant l'humilité & la passion de Christ. III. Que Iesus est le Christ. IV. Que le regne de Dieu par la nouvelle alliance, n'est pas le regne de Christ en tant que Christ, mais en tant que Dieu. V. Que le regne de Dieu par la nouvelle alliance est celeste, & commence au jour du jugement. VI. Que le gouvernement de Christ en ce monde n'a pas esté avec Empire, mais par forme de conseil, ou une conduite par les enseignemens & par la voye de la persuasion. VII. Quelles sont les promesses qui ont esté faites d'une part & d'autre en la nouvelle alliance. VIII. Que Christ n'a adjoûsté aucunes loix outre l'institution des Sacrements. IX. Que ces exhortations, Repentés vous, foyez baptisés, gardés les commandemens, & semblables façons de parler ne sont pas des loix. X. Que c'est à l'Autorité civile de définir ce que c'est que commettre une injustice. XI. Que c'est de l'Autorité civile de définir quelles choses servent au maintien de la paix & à la defence de l'Estat. XII. Que c'est de l'Autorité civile de juger (lors qu'il en est de besoin) quelles definitions, & quelles conséquences sont vraies. XIII. Que c'est de l'office de Christ d'enseigner les preceptes de la Morale, non comme des simples theoremes, mais comme des loix; de remettre les offences; & d'enseigner tout ce dont proprement il n'y a pas de science. XIV. Distinction des choses Temporelles & des Spirituelles. XV. En combien de façons se prend la parole de Dieu. XVI. Que tout ce qui est contenu dans la sainte Escriture n'est pas du Canon de la foy Chrestienne. XVII. Que le discours d'un legitime Interprete des saintes Escritures est parole de Dieu. XVIII. Que l'autorité d'interpreter les Escritures est la mesme que celle de décider les Controverses de la foy. XIX. Diverses significations de ce mot d'Eglise. XX. Ce que c'est qu'Eglise, à laquelle on attribue des droitz, des actions, & autres choses semblables personnelles. XXI. Que la Republique Chrestienne est mesme chose que l'Eglise Chrestienne. XXII. Que plusieurs Republiques Chrestiennes ne forment pas une seule Eglise.



Eglise. XXIII. *Qui sont les Ecclesiastiques.* XXIV. *Que l'Election des Ecclesiastiques appartient à l'Eglise, & leur consecration aux Pasteurs.* XXV. *Que la puissance de pardonner les pechés aux repentans, & de les retenir aux impenitens appartient aux Pasteurs; mais que c'est à l'Eglise de juger de la repentance.* XXVI. *Ce que c'est que l'Excommunication, & sur qui c'est qu'elle ne peut point tomber.* XXVII. *Que l'Interpretation de l'Ecriture depend de l'autorité de la Republique.* XXVIII. *Que la Republique Chrestienne doit interpreter les Escritures par ses Pasteurs & par ses Ecclesiastiques.*

**I**L se trouve dans le vieil Testament quantité de Propheties fort claires touchant nostre sauveur Iesus Christ, qui devoit reestabli le Regne de Dieu par la Nouvelle Alliance, & dans lesquelles si d'un costé sa dignité Royale est hautement publiée, de l'autre son humilité & sa passion sont ouvertement predites. Celles cy entre autres parlent de la dignité de sa charge. Dieu benissant Abraham luy promet son fils Isaac, & adjouste Gen. 17, vers. 16; *Que les Rois des peuples sortiroient de luy.* Iacob aussi benissant son fils Iuda, le Sceptre, dit il, ne se departira point de Iuda, Gen. 49, vers. 10. Dieu parlant à Moysé, Deut. 18. 18; *Je leur susciteray un prophete comme toy d'entre leurs freres, & mettrai mes paroles en sa bouche, & il leur dira tout ce que je luy aurai commandé. Et adviendra que quiconque n'escontera mes paroles qu'il aura dites en mon Nom, je luy en demanderai conte.* Esaie chap. 7. 14; *Pourtant le Seigneur luy mesme vous donnera un signe. Voicy une vierge sera enceinte & enfantera un fils, & appellera son Nom Emmanuel.* Le mesme au chap. 9. 6; *L'enfant nous est né, le fils nous a esté donné, & l'empire a esté posé sur son espaule, & on appellera son nom l'admirable, le Conseiller, le Dieu fort & puissant, le pere*

*Propheties touchant la dignité de Christ.*

pere d'Eternité, le Prince de paix. Et derechef chap. 11, vers. 1, 2, 3; Mais il sortira un tronc du jettin d'Isaï, & un surgeon croistra de ses racines. Et l'esprit de l'Eternel reposera sur luy, &c. tellement qu'il ne jugera point par la venue de ses yeux, & ne redarguera point par l'ouye de ses oreilles : mais jugera en justice les chetifs, & redarguera en droiture pour maintenir les добnaires de la terre; & frapera la terre de la verge de sa bouche, & fera mourir le meschant par l'esprit de ses levres. De plus aux chapitres 51, 52, 53, 54, 56, 60, 61 & 62 du mesme prophete Esaïe, il n'est contenu presque autre chose qu'une description de l'advenement & des œuvres du Christ à venir. Ieremie au 31 chap. de ses revelations vers. 31, Voicy les jours viennent, dit l'Eternel, que je traicteray une nouvelle alliance avec la maison d'Israel & avec la maison de Iuda, &c. Baruch chap. 3. 36, 38; C'est cestuicy qui est nostre Dieu. Apres cela il a esté veu en la terre, & a conversé avec les hommes. Ezechiel 34, vers. 23; Je susciteray sur mes brebis un pasteur, asçavoir mon serviteur David. Il les paistrà, & luy mesme sera leur pasteur. Je traicteray avec elles une alliance de paix. Daniel chap. 7. 13; Je regardoy es visions de nuit & voicy le fils de l'homme qui venoit avec les nuées des cieux, & vint jusqu'à l'ancien des jours, & on le fit approcher de luy. Et il luy donna seigneurie, honneur, & regne, & tous peuples, langues, & nations luy serviront : sa domination est une domination eternelle qui ne passera point, & son regne ne sera point dissipé. Aggee chap. 2. 7, 8; Ainsi a dit l'Eternel des armées, Encore une fois, qui sera dedans peu de temps, j'esmouvray les cieux & la terre & la mer & le sec : Et esmouvray toutes les nations afin que le desiré d'entre toutes les nations vienne, & remplirai ceste maison icy de gloire, a dit l'Eternel des



des armées. Zacharie chap. 3, vers. 8, en la vision de Iehosuah grand sacrificateur, Voicy je m'en vay faire venir Germe mon serviteur. Et de rechef chap. 6, vers. 12; Voicy un homme duquel le nom est Germe qui germera de dessous soy & rebastira le temple de l'Eternel. Et au chap. 9, vers. 9; Esgaye toy grandement, fille de Sion; jette cris d'esjouissance, fille de Ierusalem: voicy ton Roy viendra à toy estant juste, & qui se garantira de par soy mesme. Ces Prophetes & plusieurs autres que je passe sous silence portèrent les Iuifs avecque raison à attendre le Christ que Dieu devoit envoyer pour estre leur Roy, pour les rachepter, & pour exercer en suite son Empire sur tous les peuples du monde. Mesme il s'estoit espandu dans tout l'Empire Romain une prediſtion, que l'Empereur Vespasian interpretoit, bien qu'avecque peu de fondement, en faveur de l'heureux progrès de ses armes, *Que le Maistre de toute la terre sortiroit de la Judée.*

II. Les Prophetes touchant l'humilité & la passion de Christ sont entre autres celles cy. Esaie chap. 53, vers. 4; Il a porté nos langueurs & a chargé nos douleurs; & quant à nous nous avons estimé que luy estant ainsi frappé, estoit battu de Dieu & affligé. vers. 7; Il n'a point ouvert sa bouche, il a esté mené à la tuerie comme un agneau, & comme une brebis muette devant celuy qui la tond. Il a esté enlevé de la force de l'angoisse & de la condamnation, &c. & la playe luy est advenue pour le forfait de mon peuple. vers. 12; Pourtant je le partagerai parmi les grands, & il partagera le butin avec les puissans, pource qu'il aura espandu son ame à la mort, qu'il aura esté tenu du rang des transgresseurs, & que luy mesme aura porté les pechés de plusieurs, & aura intercedé

Prophetes  
touchant  
l'humilité  
& la passion  
de  
Christ.

*cedé pour les transgresseurs. Et Zacharie au chap. 9, vers. 9; Abjeſt & monté sur un aſne, & sur un aſnon poulain d'aſneſſe.*

*Que Ieſus  
eſt le Chriſt.*

III. Ieſus noſtre Sauveur, Galileen, & fils de (comme l'on penſoit) de *Ioſeph*, commença de precher ſous l'Empire de *Tibere*, annonçant au peuple Juif que le *Regne de Dieu* apres lequel ils avoit ſi long temps attendu eſtoit approché, qu'il en eſtoit le *Roy*, & le *Chriſt* promis dans les *Eſcritures*; expoſant la *Loy*; prenant douze *Apoſtres*, ſuivant le nombre des chefs des *Tribus*; & *Soixante-dix Anciens*, à l'imitation de *Moyſe*, pour les employer en ce miniſtere; enſeignant luy meſme, & par leur bouche le chemin du ſalut; purifiant le Temple; faiſant de tres grands miracles; & accompliſſant tout ce que les *Prophetes* avoient predit du *Chriſt* à venir. Les *Phariſiens* (dont il reprenoit la fauſſe doctrine, la feinte devotion & l'hypocriſie) le prirent en haine, & le rendirent bientôt odieux au peuple; en ſuite de quoy eſtant accusé d'aspirer à la Royauté, il fuſt laiſſé & crucifié: mais les *Euangelistes* monſtrent, en dreſſant ſa genealogie, deſcrivant ſa naiſſance, ſa vie, ſa doctrine, ſa mort, & ſa reſurrection, & en comparant ce qu'il fiſt avec ce qui en avoit eſté predit, comme auſſi tous les *Chreſtiens* advoient, qu'il fuſt le *vray Chriſt*, le *Roy* que *Dieu* avoit promis à ſon peuple, & celui que le *Pere* devoit envoyer au monde, afin de renouveler l'alliance entre *Dieu* & les hommes.

*Que le Re-  
gne de  
Dieu par la  
nouvelle  
alliance,*

IV. Il eſt manifeſte de ce que *Chriſt* a eſté envoyé de *Dieu* le *Pere* pour traicter alliance entre luy & ſon peuple, qu'il luy eſt inferieur en ce qui regarde le droit du *Regne*, quoy qu'il



qu'il soit esgal à luy en ce qui est de la Nature divine. Car ceste charge n'est pas à parler proprement une dignité royale, mais quelque office au dessous; tel qu'a esté le gouvernement de Moÿse. En effect le regne appartenoit à Dieu le Pere plustor qu'au fils. Ce que *Christ* luy mesme a donné à entendre, lors qu'il a esté baptisé comme l'un des subjects de ce royaume celeste, & ce qu'il a publié hautement dès le deuxiesme article de la priere qu'il nous a enseignée, *Nostre pere qui es aux cieus, Ton regne advienne.* Comme aussi lors qu'il a dit; *Je ne boiray point de ce fruit de vigne jusques à ce jour que je le boive avecque vous nouveau au Royaume de mon Pere.* Matth. 26, 29. Le texte de Saint Paul est formel là dessus en la 1 Cor. 15, vers. 22, 23, 24; Car comme en Adam tous meurent, pareillement aussi en *Christ* tous sont vivifiés: mais un chacun en son rang, les premices c'est *Christ*, puis apres ceux qui sont de *Christ* seront vivifiés en son advenement. Et puis la fin quand il aura remis le royaume à Dieu le Pere. Ce regne pourtant est nommé quelquesfois le regne de *Christ*, comme lors que la mere des fils de Zebedée prioit le Seigneur en luy disant; *Ordonne que mes deux fils qui sont icy, soient assis l'un à ta main droite & l'autre à ta gauche en ton royaume.* Matth. 20, 21. Et lors que le bon larron s'escrie pendant à la croix Luc. 23, 42; *Seigneur, souvien toy de moy lors que tu sera venu en ton royaume!* ou quel'Apotre dit Ephes. 5, 5; *Scachés cecy & tenés le pour certain qu'aucun adulateur, &c. n'heritera point le royaume de Christ, & de Dieu.* Et ailleurs, *Je le tesmoigne devant Dieu & devant Jesus Christ, qui doit juger les vivans & les morts par son advenement & en son Royaume.* 2 Tim. 4, 1.

Ee

Ee

*n'est pas le  
regne de  
Christ en  
tant que  
Christ, mais  
en tant que  
Dieu.*

Et au verset 18; *Le Seigneur m'a delivré de toute œuvre mauvaise & me sauvera en son royaume celeste.* Et il ne faut pas s'estonner de voir qu'un mesme royaume soit attribué à l'un & à l'autre, parce que le Pere & le Fils sont tous deux un seul & mesme Dieu, & que la *nouvelle alliance* touchant le Regne de Dieu n'est pas traictée au nom du Pere tant seulement, mais en celuy des trois personnes du Pere, du Fils, & du S.Esprit, comme d'un seul Dieu.

*Que le regne de Dieu par la nouvelle alliance est celeste, & commence au jour du Jugement.*

V. Or le regne de Dieu, pour le reſtabliſſement duquel Chriſt a eſté envoyé de Dieu ſon pere, ne commence qu'en ſon ſecond advenement, aſçavoir au jour du jugement lors qu'il viendra plein de gloire & de majeſté accompagné des Anges. Car il fuſt promis aux Apoſtres qu'ils jugeroient au Royaume de Dieu les douze tributs d'Iſrael. Matth. 19. 29, *Vous qui m'avez ſuivi en la regeneration, lors que le fils de l'homme ſera aſſis ſur ſon throſne, vous ſerez aſſis pareillement & jugerez les douze tributs d'Iſrael*, ce qui ne doit arriver qu'au jour du dernier jugement: de ſorte que Chriſt n'eſt pas encore aſſis au throſne de ſa gloire ſelon le langage de la ſaincte Eſcriture. Auſſi le temps pendant lequel Chriſt a converſé en terre n'eſt pas nommé celuy du Regne, mais bien celuy de la regeneration, ou du reſtabliſſement du Royaume de Dieu, & une vocation de ceux qui y doivent eſtre quelque jour introduits. Certes lors qu'il eſt dit en S. Matth. 25, 31; *Que quand le fils de l'homme ſera venu avec ſa gloire, & tous les ſaincts Anges avec luy, adonc il ſe ſerra ſur le throſne de ſa gloire, & ſeront aſſemblées devant luy toutes nations, & il les ſeparera les uns d'avec les autres, comme le*

*berger*



berger separe les brebis d'avec les boucs, on en peut recueillir evidemment, qu'il ne se fera aucune separation, quant au lieu, des subjects de Dieu d'avec ses ennemis; mais qu'ils vivront pêle mêle jusques au futur advenement de nostre Seigneur. Ce qui est confirmé aussi par la comparaison du Royaume des cieux avec le froment semé parmi l'yvroye, & avec un filet qui prend toute sorte de poissons. De vray, on ne peut pas dire proprement qu'une multitude composée de subjects & d'ennemis qui demeurent les uns parmi les autres soit un royaume. Dailleurs lors que les Apostres interroguerent nostre Sauveur, & luy demanderent sur le point de son Ascension, si ce seroit en ce temps là qu'il restabliroit le royaume d'Israel, ils tesmoignerent assez ouvertement qu'ils ne pensoient pas que le regne de Dieu fust arrivé avant que Christ montat au ciel. Au reste, ces paroles de Christ, *Mon regne n'est pas de ce monde: le ne boiray point, &c. jusques à ce que le regne de Dieu soit venu. Dieu n'a pas envoyé son fils au monde afin qu'il y exerce jugement, mais afin que le monde soit sauvé par luy: Si quelcun n'escoute mes commandemens & ne les observe, je ne le juge point, car je ne suis pas venu pour juger le monde, mais pour le sauver. Homme, qui m'a establi juge ou arbitre entre vous? Et le tiltre de royaume celeste, tesmoignent la mesme chose. Le mesme se recueille du texte du Prophete Ieremie parlant du regne de Dieu par la nouvelle alliance: Ier. 31, 34; Vn chacun n'enseignera plus son prochain, ny un chacun son frere, disant, cognoissés l'Eternel: car ils me cognoistront tous, depuis le plus petit d'entre eux jusques au plus grand, dit l'Eternel. Ce qui ne peut estre entendu du Re-*

gne temporel. De sorte que le regne de Dieu, pour l'establissement duquel Christ est venu en ce monde, duquel les Prophetes ont prophétisé, duquel nous disons dans nos prières, *Ton regne advienne* (si tant est qu'il doive avoir, ainsi qu'il est predit, ses fidelles subjects en un lieu separé de ses ennemis, ses jugemens reiglés, & sa majesté visible, comme nous n'en doutons point) ne commencera qu'en ce bienheureux moment, auquel Dieu separera ses brebis des boucs; auquel les Apostres jugeront les douze Tributs d'Israel; auquel Christ apparoitra en gloire; & auquel en fin tous cognoistront Dieu, tellement qu'il ne sera plus besoin d'estre enseigné, c'est à dire, au deuxiesme advenement de Christ, ou au jour du dernier Jugement. Mais si le Royaume de Dieu estoit desja restabli, on ne pourroit rendre aucune raison pourquoy c'est que Christ ayant desja accompli l'œuvre pour laquelle il estoit descendu du ciel en terre y reviendrait derechef, ny pourquoy c'est que nous prions en ceste maniere, *Ton regne advienne.*

*Que le gouvernement de Christ en ce monde n'a pas esté avec Empire, mais par forme de conseil, ou une conduite par les enseignemens & par la voye de la persuasion.*

VI. Cependant bien que le *Regne de Dieu* que Christ debvoit establir par la *nouvelle alliance* fust celeste, il ne faut pas estimer pourtant que ceux qui entrent dans ce traicté par la foy au Seigneur Iesus, ne doivent point estre regis désicy bas, afin qu'ils perseverent en l'obeissance à laquelle ils se sont obligés. Car ce seroit en vain que le royaume celeste nous auroit esté promis si nous n'estions conduits en ceste bienheureuse patrie: Mais comment y serions nous conduits, si le chemin ne nous en estoit monstre? Moysé ayant institué le *Royaume Sa-*

*cerdos.*



*cerdotal*, pendant tout le temps de sa peregrination jusques à ce qu'il entra dans la terre de Canaan, bien qu'il ne fust point sacrificateur, gouverna toutesfois & conduisit le peuple d'Israel. Pareillement il faut que nostre Sauveur (que Dieu a voulu en cela faire semblable à *Moyse*) en tant qu'envoyé du Pere conduise en ceste vie les subjects du royaume celeste qui est à venir, en telle sorte qu'ils y puissent parvenir & y entrer; bien qu'à prendre les choses à la rigueur ce ne soit pas à luy, mais à son pere, que le royaume appartienne. Or la Regence de laquelle *Christ* gouverne ses fidelles en ceste vie, n'est pas proprement un *Regne* ou un *Empire*; mais un *office de Pasteur*, ou une charge d'enseigner les hommes: je veux dire que Dieu le Pere ne luy a pas donné la puissance de juger du *mien* & du *tien*, comme aux Rois de la terre: ny celle de *contraindre* par des punitions corporelles: ny l'autorité de *faire des loix*: mais celle de monstrier & d'enseigner au monde la voye & la science du *Salut*, c'est à dire, de prescher & d'exposer à ceux qui doivent entrer au royaume des cieux ce qu'ils auront à faire. Que *Christ* n'ait pas du Pere la puissance de juger entre les infidelles de la question du *mien* & du *tien*, c'est à dire, de toutes celles du droit. Ces paroles que j'ay rapportées de luy mesme le font assez voir: *Homme, qui estes qui m'a establi juge & arbitre entre vous?* Et la raison le veut ainsi: Car *Christ* ayant esté envoyé pour traicter alliance entre Dieu & les hommes, personne n'est obligé d'obeir avant qu'elle soit ratifiée, & personne n'eust esté tenu de subir son jugement, s'il eut voulu prononcer sur des

questions du *Droict*. Au reste, que la cognoissance du *Droict* n'eust pas esté commise à Christ en ce monde, ny parmi les fidelles, ny parmi les infidelles, il appert de ce que ce *droict* appartient sans aucune dispute aux Princes seculiers, tandis que Dieu ne s'oppose point à leur autorité. Or il n'y a rien qui luy deroge avant le jour du jugement comme il se voit dans le passage de la I aux Corinth. chap. 15, vers. 24, où l'Apostre S. Paul parle de ceste grande journée, *Et puis la fin, quand il aura remis le royaume à Dieu le pere, quand il aura aboli tout Empire & toute puissance & force.* En apres, les propres termes de nostre Seigneur, qui se fache contre *Iaques & Iehan*, & respond à ce qu'ils avoient demandé, *Veux tu que nous disions que le feu descende du ciel, & qu'il consume ces Samaritains qui n'ont pas voulu te loger chez eux en ton voyage vers Ierusalem ? Le fils de l'homme n'est pas venu pour perdre les ames, mais pour les sauver.* Et ces autres paroles, *Voicy je vous envoie comme des brebis au milieu des loups. Secoués la poudre de vos pieds, &c.* Dieu n'a pas envoyé son fils en ce monde pour y exercer jugement, mais afin que le monde fust sauvé par luy. Si quelqu'un oit mes paroles, & ne les garde pas, je ne le juge point, car je ne suis point venu pour juger le monde; & diverses autres semblables façons de parler tesmoignent bien, qu'il ne luy avoit esté donné aucune puissance de condamner ny de punir personne. On lit devray en quelque endroit de l'Euangile, *Que le pere ne juge personne, & qu'il a donné tout jugement au fils* : mais comme cela se peut & se doit entendre du jour du jugement à venir, il ne repugne point aussi à ce qui precede. En fin, que Christ n'ait pas esté envoyé pour



pour donner de nouvelles loix, & qu'ainsi sa mission & son office n'ayent point esté d'un législateur à parler proprement, non plus que la charge de *Moyse*, mais d'un promulgateur & d'un heraut qui publioit les Edicts de son pere, (car ce n'estoit pas *Moyse*, ny *Christ*, mais Dieu le Pere qui estoit Roy en vertu de l'alliance,) je le recueille de ce que dit nostre Redempteur, *Je ne suis point venu pour aneantir la loy* (à sçavoir celle que Dieu avoit faite par le ministère de *Moyse*, & laquelle il explique incontinent apres) *mais pour l'accomplir.* Et ailleurs; *Celuy qui enfreindra l'un des moindres de ces commandemens, & aura enseigné ainsi les hommes, sera tenu le moindre au royaume des cieux.* *Christ* donc n'a pas reçu du Pere une autorité royale en ce monde, mais seulement un office de conseiller & la possession d'une sagesse exquisite pour endoctriner les hommes. Ce qu'il donne luy mesme à entendre lors qu'il ne nomme pas ses Apostres des chasseurs, mais des pescheurs d'hommes, & là où il compare le royaume de Dieu à un grain de moustarde & au levain caché dans la farine.

VII. Dieu promit au Patriarche *Abraham* en premier lieu que sa semence seroit extraordinairement multipliée, qu'il la mettroit en possession de la terre de *Chanaan*, que toutes les Nations estrangeres seroient benites en elle, mais à condition que luy & sa posterité le serviroient. Puis il promit aux Enfans d'*Abraham* selon la chair le *Regne Sacerdotal*, un gouvernement tres libre, dans lequel ils ne seroient sousmis à aucune puissance humaine; pourveu qu'ils adorassent le Dieu de leurs Peres &

*Quelles sont les promesses qui ont esté faites d'une part & d'autre en la nouvelle alliance.*

celuy d'*Abraham* en la maniere que *Moyse* l'enseigneroit. En fin, Dieu promet & aux *Israelites* & à tous les peuples de la terre le *Royaume celeste* & *eternel*, à condition qu'ils revereroient le Dieu d'*Abraham* en la forme qui leur seroit prescrite par *Iesus Christ* nostre Sauveur. Car la nouvelle alliance qui est la *Chrestienne* a esté traitée de telle sorte, que les hommes d'une part promettent de servir au Dieu d'*Abraham* selon le culte que le Seigneur *Iesus* enseigneroit, & Dieu de l'autre s'oblige de leur pardonner leurs pechés, & de les introduire dans le *royaume celeste*. Cy dessus au cinquiesme article j'ay monsté quel estoit ce *royaume celeste*. Quelques fois il est nommé le *Royaume des cieux*, en d'autres endroits il est dit, le *Royaume de gloire*, & assez souvent il est entendu par la *Vie Eternelle*. Ce qui est requis de la part des hommes, a sçavoir de servir à Dieu ainsi que *Christ* l'aura enseigné, comprend deux choses, l'*obeissance* que l'on promet de rendre à sa Majesté divine (car c'est là ce qu'emporte le terme de service) & la *Foy* au Seigneur *Iesus*, c'est à dire, que nous croyions que *Iesus* est le *Christ* qui avoit esté promis de Dieu; car c'est là la seule cause pour laquelle il nous faut suiye ses enseignemens, plustot que ceux d'aucun autre. Or il faut remarquer que dans le stile de la sainte Escriture le terme de *Repentance* est fort souvent employé en la place de celuy d'*obeissance*, pource que *Christ* enseigne en mille divers endroits que Dieu reputé la volonté pour l'effect. En effect la repentance est un signe infailible d'une ame sousmise & obeissante. Cela estant ainsi, il apparoisra clairement d'une infinité de passages de la Bible,



ble, que les conditions de l'Alliance Chrestienne sont telles que nous avons dites ; à sçavoir de la part de Dieu, d'accorder aux hommes le pardon de leurs fautes & de leur donner la vie eternelle ; & du costé des hommes de se repentir & de croire en Iesus Christ. Voicy les propres paroles de nostre Seigneur en l'Evangile selon S. Marc. chap. 1. vers. 15. *Le temps est accompli & le royaume de Dieu est approché, amandez vous. & croyez à l'Evangile, & qui contiennent en sommaire toute l'alliance : comme font pareillement celles cy tirées de S. Luc, chap. 24, vers. 46, 47 ; Il est ainsi escrit, & ainsi failloit que le Christ souffrit, & resuscitat des morts au troisieme jour. Et qu'on preschat en son nom repentance & remission des pechés par toutes Nations. en commençant depuis Jerusalem. Et ces autres Act. 3. vers. 19 ; Amendés vous donc, & vous convertissés, afin que vos pechés soient effacés ; quand les temps du rafraichissement seront venus de la presence du Seigneur. Quelquesfois l'une des conditions est exprimée & l'autre demeure sousentendue, comme au lieu suivant Ieh. 3. 36 ; Qui croit au Fils a vie eternelle ; mais qui desobeit au fils ne verra point la vie ; ains l'ire de Dieu demeure sur luy. Où la Foy est nommée sans qu'il soit fait mention de la Repentance. Ce qui arrive aussi en la predication de Christ, Amendés vous, car le Regne de Dieu est approché, Matth. 4. 17. Où au contraire la repentance est exprimée, & la Foy est sousentendue. Mais toutes les parties de la nouvelle Alliance sont tres-evidemment & tres-formellement expliquées en cest endroit de l'Evangile selon S. Luc, chap. 18, où un homme de qualité marchandant ( par maniere de*

E e 5                      dire)

dire) le Royaume des cieux demande à nostre Sauveur, *Maistre qui est bon, en quoy faisant possederai-je la vie eternelle.* Car Iesus Christ luy propose premierement une partie du prix, asçavoir l'observation des commandemens, ou l'obeissance, laquelle ayant respondu qu'il avoit acquittée, il adjouste l'autre disant, *Il te manque une seule chose. Ven tout ce que tu as, & donne le aux pauvres, & tu auras un thresor au ciel; apres cela vien & sui moy.* Ce qui dependoit de la Foy. De sorte que cestuicy ne croyant pas assez aux promesses de Christ, ny aux thresors celestes il s'en retourna tout triste. Ceste mesme alliance est contenue dans ces paroles, Marc. 16. 15, 16; *Qui aura creu & aura esté baptisé sera sauvé; mais qui n'aura point creu sera condamné.* Où la Foy est exprimée, & la repentance des baptisés demeure sous entendue. Et en celles cy de S. Ieh. 3, 5; *Si quelcun n'est né d'eau & d'esprit, il ne peut entrer au royaume de Dieu.* Où renaistre d'eau signifie la regeneration & la conversion à Christ. Quant à ce qu'aux deux passages que je viens d'alleguer & en quelques autres le Baptisme est requis, il le faut entendre de la mesme façon qu'il a esté dit de la circoncision, qui estoit à l'esgard de l'ancienne alliance ce qu'est le Baptisme à l'esgard de la nouvelle. Or comme la circoncision n'estoit pas de l'essence, mais servoit à garder la memoire de l'ancienne alliance, dont elle estoit un signe & une ceremonie, que les Juifs mesme ont interrompue dans le desert; le Baptisme non plus n'est pas essentiel à la nouvelle Alliance, mais en est un memorial & y est employé comme un signe. Et pourveu qu'on ne manque pas en la volonté, l'acte en peut



peut estre obmis en certaines rencontres où  
on est obligé de s'en passer. Mais quant à la foy  
& à la repentance, qui sont de l'essence de l'al-  
liance nouvelle, elles y sont tousjours re-  
quises.

VIII. Il n'y aura *aucunes loix* au Royaume de  
Dieu apres ceste vie mortelle, tant à cause  
qu'elles ne sont pas necessaires là où le peché  
ne trouve point d'entrée; qu'à cause que celles  
que Dieu nous a desja données ne sont pas  
pour nous servir de regle dans le Ciel, mais  
pour nous y conduire. Recherchons donc  
maintenant quelles sont les loix que Christ a,  
je ne diray-pas establies, (car il n'a pas voulu,  
ainsi que je l'ay fait voir cy dessus art. 6, s'at-  
tribuer une autorité de Legislateur) mais  
proposées de la part de son Pere. Il y a un pas-  
sage de l'Ecriture sainte où toutes les loix di-  
vines qui jusques alors avoient esté promul-  
guées sont comprises en ces deux commande-  
mens; *Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton*  
*cœur, de toute ton ame & de toute ta pensée: Cestuy*  
*est le premier & le grand commandement; & le second*  
*semblable à iceluy est, tu aimeras ton prochain comme*  
*toy mesme. De ces deux commandemens dependent*  
*toute la loy & les Prophetes.* Matth. 22. 37, 38, 39.  
40. Le premier fust donné par Moysé en mes-  
mes termes Deut. 6, 5. Le deuxiesme est mes-  
me plus ancien que Moysé; car c'est une loy  
Naturelle, qui est d'origine aussi ancienne que  
la Nature raisonnable. Et toutes deux ense-  
mble enferment un abregé de tout ce qu'il y a de  
loix. En effect toutes celles qui regardent le  
culte naturel de Dieu sont comprises en ces  
paroles, *Tu aimeras Dieu; & toutes celles qui*  
*tou-*

*Que Christ  
n'a adjousté  
aucunes  
loix outre  
l'institution  
des Sacre-  
mens.*

touchent particulièrement le service divin de par l'ancienne alliance sont désignées en qu'il est dit, *tu aimeras le Seigneur ton Dieu*, c'est à dire Dieu en tant que Roy nommement d'Abraham & de sa semence. Et toutes les loix Naturelles & politiques sont rassemblées dans ce seul precepte, *Tu aimeras ton prochain comme toy mesme*. Car celuy qui aime Dieu & son prochain a l'ame toute portée à obeir aux loix divines & humaines. Or Dieu n'exige de nous que ceste interieure disposition à l'obeissance. Nous avons un autre endroit où Iesus Christ fait une assez longue interpretation des loix, c'est asçavoir dans les chapitres cinquiesme, sixiesme, & septiesme de saint Matthieu : & toutes ces loix là sont contenues ou dans le *Decalogue*, ou dans la *loy Morale*, ou dans la *Foy d'Abraham*; par exemple, dans ceste dernière est comprise la defence de faire divorce avecque sa femme legitime; veu que ceste sentence prononcée en faveur de deux personnes unies par le lien du mariage, Ils seront deux en une chair, n'a pas esté alleguée par Christ ny par Moysé les premiers, mais revelée par Abraham, qui a le premier enseigné & presché la creation du monde. Les loix donc que Christ nous donne par abregé en l'un de ces passages, & qu'il explique en l'autre avecque plus d'estendue, ne sont point autres que celles auxquelles sont obligés d'obeir tous ceux qui recognoissent le Dieu d'Abraham. Et nous ne lisons point qu'outre ces loix là il en ait establi aucunes autres, si ce n'est les Sacremens du Baptisme & de l'Eucharistie.

*Que ces exhortations,*

IX. Mais que dira-on de ces commandemens;



mens: Repentés vous; Soyez baptisés; Gardés les commandemens; croyez en l'Evangile; Venés à moy; Veni ce que tu as, donne le aux pauvres, & sui moy; & semblables? Il faut respondre que ce ne sont point des loix, mais une vocation à la Foy, comme en ce passage du Prophete Esaie chap. 55; Venés, achetés sans argent, & sans aucun prix du vin & du lait. Et si ceux qui sont appelés ne viennent, il ne pechent pourtant pas contre aucune loy, mais seulement contre la prudence; aussi ce ne sera pas leur incredulité qui sera punie, mais les pechés qu'ils avoient commis auparavant. C'est pourquoy S. Iehan dit parlant d'un incredule, que la colere de Dieu demeure sur luy, & non pas, que la colere de Dieu tombera sur sa teste. Et ailleurs, celuy qui ne croit point est desja jugé, par ce qu'il n'a point creu. Il ne dit pas, qu'il sera jugé, mais qu'il l'est desja. Voire il est malaisé de concevoir que la remission des pechés soit un benefice qui depend de la Foy, si l'on ne recueille aussi qu'au contraire la punition des offences est un domnage que l'infidelité nous attire.

X. De ce que nostre Sauveur n'a prescrit aux subjects des Princes ny aux citoyens des Republiques aucunes loix distributives, c'est à dire, qu'il ne leur a donné aucunes reigles par lesquelles chasque particulier peut discerner ce qui luy appartient & qui luy est propre, d'avec ce qui est à autrui, ny en quels termes, en quelle forme, & avec quelles circonstances il faut qu'une chose soit livrée, saisie, donnée ou possédée, afin qu'elle soit estimée legitiement appartenir à celuy qui la reçoit, qui s'en saisit, & qui la possède, il faut necessairement

Repentés vous.  
Soyez baptisés, Gardez les commandemens, & semblables façons de parler ne sont pas des loix.

*Que c'est à l'autorité civile de definir ce que c'est que commettre une injustice.*

ment conclurre , que non seulement parmi les infidelles ; desquels *Christ* à dit qu'il n'estoit point leur juge ny leur arbitre, mais aussi parmi les Chrestiens, chascun particulier doit recevoir ceste sorte de reiglemens de l'Estat dans lequel il vit, c'est à dire, du Prince ou de la Cour qui exerce la souveraine puissance dans sa republique. D'où il s'ensuit que *Iesus Christ* n'a commandé autre chose par ces loix, *Tu ne tueras point, Tu ne paillarderas point, Tu ne déroberas point, Honore ton pere & ta mere*, si ce n'est que les subjects & generalement tous les particuliers obeissent absolument à leurs Princes & à leurs souverains, en toutes les questions qui regardent le mien & le tien, le propre & ce qui est à autrui. En effect par ce commandement, *Tu ne tueras point*, tout meurtre n'est pas defendu ; car celuy la mesme qui a dit, *tu ne tueras point*, a prononcé, *tu feras mourir celuy qui aura travaillé le jour du Sabbath*. Exod. 35, vers. 2. Ny tout meurtre sans cognoissance de cause, car il à dit, Exod. 32, vers. 27, *que chacun tue son frere, son ami, & son prochain*, suivant lequel commandement vingt trois mille hommes furent mis à mort ; Ny tout meurtre de personnes innocentes, puis que *Iephthé* voïa que le premier qui sortiroit il l'offriroit en holocauste à l'Eternel, Jug. 11, 31, & que son vœu fust accepté de Dieu. Qu'est ce donc qui est defendu ? Cecy seulement, que personne n'entreprene de tuer quelque autre à qui il n'a pas droict d'oster la vie, c'est à dire, que personne ne tue sans que la charge de ceste execution ne luy appartienne. De sorte que la loy de *Christ* ordonne touchant le meurtre, & par consequent



quent touchant toutes les offences qu'on peut faire à un homme, & touchant l'imposition des peines, de n'obeir qu'à l'Estat. Pareillement par ce precepte, *tu ne paillarderas point*, toute sorte d'accouplement n'est pas defendu, mais celui qui se fait avec une femme qui n'est pas à nous : or c'est à l'Estat de juger qu'elle elle est, & la question doit estre decidée suivant les regles que le public establira sur ceste matiere. Il est donc commandé à l'homme à & la femme dans ce precepte, de se garder la foy reciproque qu'ils se sont promise par l'ordonnance del'Estat. Ainsi par ce commandement, *tu ne déroberas point*, toute sorte d'invasion n'est pas defendue, ny ce n'est pas tousjours un larcin que d'emporter quelque chose clandestinement, mais seulement d'emporter celle qui appartient à autrui. Si bien qu'il n'est commandé au citoyen, que de ne pas prendre ou envahir, ce qui est defendu par la Republique, & en general de ne nommer *Homicide, Adultere, ou Larcin*, si ce n'est ce qui est fait contre les loix civiles. Enfin Christ ayant commandé à chacun d'honorer son pere & sa mere, sans avoir prescrit en quelle maniere, avec quels tiltres, par quelles ceremonies, & dans quelle sorte d'obeissance ; il faut entendre qu'il a voulu qu'on les honorat interieurement de l'acte de la volonté, comme Rois & Seigneurs de leurs enfans, & qu'en l'exterieur de la reverence on ne passat point les bornes que le public a mises, auquel seul il appartient d'assigner à chacun l'honneur qu'il doit recevoir, de mesme que les autres choses qu'il doit posseder. Puis donc que la nature de la justice consiste en ce qu'elle ren-

rende à chacun ce qui luy appartient, il est manifeste, que c'est aussi à la Republique Chrestienne à determiner ce que c'est que justice & qu'injustice, & ce qui peche contre le droit. Or quand on dit qu'une chose appartient à l'Estat il faut entendre que l'on veut dire à celuy ou à ceux qui en ont en main la souveraine puissance.

*Que c'est de  
l'autorité  
civile de  
definir quel-  
les choses  
servent au  
maintien de  
la paix &  
à la defence  
de l'Estat.*

XI. Au reste parce que nostre Sauveur n'a indiqué aucunes loix aux subjects touchant le gouvernement de l'Estat, outre celles de la Nature, c'est à dire, outre le commandement d'un obeissance civile, ce n'est pas à aucun particulier de determiner nommement quels sont les amis, & quels les ennemis de la Republique, quand c'est qu'il faut declarer la guerre, traicter une alliance, & faire la paix ou la trêve; ny a definir quelles sont les personnes pernicieuses à l'Estat, quels sont ceux dont l'autorité doit estre suspecte, quelles sont les doctrines, & les mœurs, quels sont les discours, & quels les mariages desquels le public peut recevoir du dommage ou de l'utilité. Mais l'on doit apprendre toutes ces choses & autres semblables de la voix publique, je veux dire de la bouche des Souverains, lors qu'il faut s'en esclaircir.

*Que c'est de  
l'autorité  
civile de ju-  
ger (lors  
qu'il en est  
de besoin)  
quelles de-  
finitions, &  
quelles con-  
sequences  
sont vraies.*

XII. De plus, toutes ces choses, dresser des fortifications, bastir des maisons, edifier des temples; remuer ou transporter quelques grandes fardeaux; traverser des Mers sans péril; fabriquer des machines à toute sorte d'usages de la vie; tailler des cartes geographiques par lesquelles on cognoisse toute la face de la terre, considerer le mouvement des  
Astres,



il est  
Chre-  
ice &  
roict.  
ient à  
à ce-  
raine  
tr n'a  
ant le  
de la  
ment  
par-  
s sont  
ubli-  
erre,  
tref-  
per-  
l'au-  
t les  
ours,  
peut  
Mais  
utres  
dire  
fait  
essier  
ifier  
ques  
spe-  
du-  
phi-  
face  
des  
tres,

Astres, & le cours des saisons, esclaircir les  
difficultés de la chronologie, & tascher de  
penetrer dans les secrets de la Nature; s'in-  
struire pleinement du Droiſt Naturel & du  
Civil; & en un mot se remplir l'ame de toutes  
les sciences qui sont comprises sous le Nom de  
Philosophie, dont les unes sont necessaires à la  
vie, & les autres nous font vivre plus commo-  
dement; de toutes ces choses, dis-je, parce  
que Christ ne nous en a pas donné des instru-  
ctions, il faut que nous en recherchions la me-  
thode, & que nous en acquerions la science  
par nostre raisonnement, c'est à dire, en faisant  
un tissu de bonnes consequences fondées sur  
des experiences certaines. Mais dautant que  
les raisonnemens des hommes sont quelques-  
fois bons, & quelquesfois mauvais, de sorte  
que les conclusions que l'on tient pour verita-  
bles ne le sont pas tousjours, & qu'une grossie-  
re erreur passe bien souvent pour une belle ve-  
rité: Et que dailleurs quelquesfois ces erreurs  
en des matieres philosophiques nuisent au pu-  
blic, & sont cause de grandes seditions, où il se  
fait bien du tort à diverses personnes. Il est tres  
important toutes les fois qu'il naist des dispu-  
tes sur ces matieres là, dont la consequence se-  
roit nuisible au repos & à la tranquillité publi-  
que, qu'il y ait une personne qui juge de la va-  
leur des consequences, si elles sont bien, ou  
mal tirées, afin que la dissension des esprits ces-  
se, qu'on estouffe les semences de la discorde,  
& que la controverse demeure decidée. Or  
Jesus Christ n'a donné aucunes reigles sur ce  
subject, car de vray il n'estoit pas venu au mon-  
de pour nous enseigner la Logique, De sorte  
F f que

que les juges de ces controverses sont encore les mêmes que Dieu avoit auparavant institués par l'ordre de la Nature, c'est à sçavoir ceux que le souverain a établis en chasque République. Au reste, s'il s'esleve quelque dispute touchant la signification propre & exacte de quelques noms ou de quelques autres termes qui sont communement en usage, c'est à dire, si l'on n'est pas bien d'accord touchant quelques définitions, donc il est nécessaire qu'on s'esclaircisse pour entretenir la paix publique ou la distribution de la justice, ce sera à l'Etat de decider ce different : car on peut trouver ces définitions en raisonnent sur la remarque que l'on fera des diverses pensées que ces termes expriment en divers temps & en diverses occasions que l'on les employe. Quant à la question, si quelcun a bien raisonné, la decision en doit estre laissée à la République. Par exemple, si une femme s'est accouchée d'un enfant de forme extraordinaire, & que la loy defende de tuer un homme, il est question de sçavoir si l'enfant qui est né merite ce nom. On demande donc ce que c'est qu'un homme. Personne ne doute que le public en jugera, sans avoir esgard à la definition d'Aristote qui dit, que l'homme est un animal raisonnable. Et ce sont ces matieres, de *Droit*, de *Police*, & de *Science naturelle*, touchant lesquelles *Christ* a refusé de donner des enseignemens, & desquelles il a advoué que ce n'estoit point de sa charge d'ordonner autre chose, si ce n'est qu'en toutes les controverses de ceste nature chasque particulier obeisse aux loix & aux ordonnances de sa République. Et toutesfois il ne faut pas oublier que



que ce mesme Iesus Christ en tant que Dieu a peu avecque raison, non seulement enseigner, mais aussi commander tout ce qu'il luy a plu.

XIII. Le Sommaire de l'office de nostre Sauveur estoit d'enseigner aux hommes le chemin & tous les moyens de parvenir au salut & à la vie eternelle. Or c'est un des moyens du salut que la justice & l'obeissance civile, avec une exacte observation de toutes les loix de Nature. Ce qui peut estre enseigné en deux manieres : l'une en laquelle ces maximes sont considérées comme des Theoremes par les lumieres du sens commun & de la raison naturelle, deduisant le droict & les loix de Nature des contractz que les hommes font entr'eux, comme de leurs principes ; & ceste doctrine proposée d'une telle sorte est soumise à l'examen des puissances seculieres : l'autre maniere est en forme de loix par autorité divine, faisant voir que telle est la volonté de Dieu ; & ceste façon d'instruire ne pouvoit appartenir qu'à celuy qui cognoissoit surnaturellement la volonté de Dieu, c'est à dire, à Christ nostre Redempteur. En deuxiesme lieu c'estoit une prerogative de l'office du Seigneur Iesus que de pardonner aux pecheurs repêntans : car ceste grace estoit necessaire aux hommes qui avoient peché afin qu'ils peussent parvenir au salut eternel, & il n'y a eu aucun autre à qui ceste puissance ait esté accordée. En effect, naturellement la remission des pechés n'est pas une suite infaillible de la repentance, comme si elle luy estoit deuë ; mais elle depend, comme une chose purement gratuite de la volonté

*Que c'est de l'office de Christ d'enseigner les preceptes de la Morale, non comme des simples theoremes, mais comme des loix ; de remettre les offenses ; & d'enseigner tout ce dont proprement il n'y a pas de science.*

de Dieu qui se revele à nous d'une façon naturelle. En troisieme lieu Christ selon le deu de sa charge avoit à nous enseigner tous les commandemens de Dieu qui concernoient le culte dont il vouloit estre servi, ou qui regardoient les dogmes de la foy, de tous lesquels nous ne pouvions rien apprendre par la seule clarté de la raison naturelle, & pour l'intelligence desquels nous avions besoin du secours de la revelation; tels que sont ceux cy, *Que Iesus est le Christ; que son regne n'est pas de ce monde, mais qu'il est celeste; qu'il y a des peines & des recompenses preparées apres ceste vie; que l'ame est immortelle; qu'il y a des Sacremens; que ces symboles sacrés sont tels &c en tel nombre; & autres semblables.*

*Distinction  
des choses  
temporelles  
& des spiri-  
tuelles.*

XIV. De ce que je viens de dire dans les articles immediatement precedens il n'est pas malaisé de distinguer entre les choses spirituelles & les temporelles: Car puis qu'on entend par les spirituelles, celles qui sont fondées sur l'autorité ou sur l'office de Christ, & qui n'eussent jamais peu estre sçeuës, si le Seigneur ne les nous eust enseignées; Et que toutes les autres sont du rang des choses temporelles; il s'ensuit que c'est du droit temporel de definir & de prononcer touchant ce qui est juste ou ce qui est injuste, de cognoistre de tous les differens qui concernent les moyens de la paix & de la defence publique, & d'examiner les doctrines & les livres qui traitent des sciences humaines; Mais que c'est du droit spirituel de juger des choses qui dependent de la seule parole & autorité de Christ, & qui sont des mysteres de la Foy. Cependant à cause que nostre Sauveur ne nous a pas donné ceste di-

stin.



finction des choses, ny défini quelles estoient les spirituelles & quelles sont les temporelles, c'est à la raison d'en faire la recherche, & c'est au droit temporel de nous en esclaircir. Car encore que l'Apostre saint Paul distingue en plusieurs endroits entre les choses spirituelles & les charnelles, & qu'il nomme spirituelles celles qui sont de l'Esprit, asçavoir la parole de Sapience, la parole de cognoissance, la foy, le don de guérison, l'opération des vertus, la prophetie, le discernement des esprits, la diversité des langues, le don d'interpreter divers langages, Rom. 8. 5: 1 Cor. 12. 8. 9. qui sont toutes choses que le saint Esprit inspire surnaturellement, & que l'homme animal ne peut comprendre, mais celuy seulement qui cognoit l'esprit de Christ, comme il est dit 2 Cor. 2. 14, 15, 16. Et encore que le mesme Apostre nomme Charnels les biens de la fortune Rom. 15. 27, & qu'il donne le mesme tiltre aux Corinthiens, desquels il reprend les partialités les blasmant d'estre charnels à la façon des autres hommes, 1 Cor. 3. 1, 2, 3; Si est-ce qu'il n'a pas défini, ny donné des reigles, par le moyen desquelles nous scachions discerner ce qui part de la raison naturelle, & ce qui procedé de l'inspiration divine.

XV. Puis donc qu'il nous conste que nostre Sauveur a donné, ou pour mieux dire n'a pas osté aux Princes, & aux puissances souveraines dans chasque sorte d'Estat, l'autorité supreme de juger & de decider toutes les controverses touchant les choses temporelles. Il reste que nous voyions doresnavant à qui c'est qu'il a commis une pareille autorité en ce qui concerne les Spirituelles. Mais dautant que cela

*En combien de façons se prend la parole de Dieu.*

ne peut estre appris que de la *parole de Dieu*, & de la *tradition de l'Eglise*, il nous faut premierement rechercher ce que c'est que la *parole de Dieu*, ce que c'est que l'*interpreter*, ce que c'est qu'*Eglise*, & enfin ce que c'est que *volonté & commandement de l'Eglise*. Laissant à part que le terme de *parole de Dieu* est employé quelquesfois dans la sainte Escriture pour signifier le *Fils de Dieu* qui est la parole eternelle du Pere, la deuxiesme personne de la bienheureuse Trinité; je trouve que ce nom se prend en trois façons. Premierement en un sens tres propre il signifie ce que Dieu a proferé de sa bouche, comme tout ce qu'il a dit à *Abraham* & aux *Patriarches*, à *Moyse* & aux *Prophetes*, ou ce que le Seigneur *Iesus* a dit à ses disciples & à diverses autres personnes. Secondement, tout ce que les hommes ont dit par l'ordre & par l'impulsion du *sainct Esprit*; auquel sens nous recognoissons que les saintes Escritures sont la parole de Dieu. En troisieme lieu, ce mot de parole de Dieu signifie fort souvent dans le nouveau Testament la *Doctrine de l'Euangile*, ou la *parole qui traite de matieres divines*, ou des *discours touchant le Regne de Dieu par Christ*. Comme là où il est dit que Christ a presché l'*Euangile du Regne*, Matth. 4. vers. 23. là où les Apostres sont dits prescher la *parole de Dieu*, Act. 13. vers. 46. là où la parole de Dieu est nommée la *parole de vie*, Act. 5. vers. 20. la *parole de l'Euangile*, Act. 15. 7. la *parole de la foy*, Rom. 10. 8. la *parole de Verité*, (y adjoustant l'interpretation) c'est à dire, l'*Euangile du Salut*, Eph. 1. 13. Et là où elle est dite la *parole des Apostres*. Car Saint Paul dit 2 Thess. 3. 14, *Si quelcun n'obeit à nostre*  
*paro-*



parole, &c. Tous lesquels passages ne peuvent estre entendus que de la *Doctrine Euangelique*. Pareillement là où il est dit, que la parole de Dieu est *semée*, qu'elle *croist*, & qu'elle *multiplie*, Act. 12, vers. 24; & chap. 13, vers. 49. il est malaisé de concevoir cela de la parole mesme de Dieu ou des Apostres, mais on l'entend aisement de la *Doctrine*. Et en ce dernier sens, la *parole de Dieu* est toute la *Doctrine de la Foy Chrestienne* qui est aujourd'huy preschée sur les chaires, & contenue dans les livres des Theologiens.

XVI. Cela estant, la sainte Escriture, que nous recognoissons inspirer divinement, est toute entiere parole de Dieu en la deuxiesme acception de ce terme; & une infinité de ses passages le sont en la premiere. Et puis que sa plus considerable partie s'occupe à predire & à prefigurer le *Royaume celeste* avant l'incarnation de Iesus Christ, ou à l'expliquer & à Euangeliser apres sa venue, la troisieme acception ne luy convient pas mal, en laquelle ce mot de parole de Dieu se prend pour un discours qui traite de matieres divines, c'est à dire, pour l'Euangile. De sorte qu'en tout sens l'Escriture sainte est la parole de Dieu, & par consequent aussi la *reigle* & le *Canon* de toute la *doctrine Euangelique*. Mais parce qu'on lit dans ceste mesme Escriture quantité de choses qui sont de matiere *Politique, Historique, Morale, Physique*, & de tels autres subjects qui ne touchent point du tout aux *Mysteres de la Foy*, bien que ces passages là contiennent une vraye doctrine, & servent de canon en ce dont ils traitent, ils ne peuvent pourtant pas estre pris pour reigle

*Que tout ce qui est contenu dans la sainte Escriture n'est pas du Canon de la foy Chrestienne.*

gle ny estre nommés Canon des Mysteres de la Religion Chrestienne.

*Que le discours d'un legitime interprete des saintes Escritures est parole de Dieu.*

XVII. Et certes ce n'est pas la lettre ny le son de la *parole de Dieu* qui sert de Canon de la Doctrine Chrestienne, mais le vray & naturel sens qu'elle contient; car en effect l'ame n'est instruite par les Escritures saintes qu'entant qu'elles sont entendus. Si bien qu'elles ont besoin d'interprete, afin de devenir Canoniques. D'où l'une de ces deux choses s'ensuit, ou que le discours de l'interprete est parole de Dieu, ou que ceste parole n'est pas le Canon de la Doctrine Chrestienne. Mais il faut necessairement que ceste derniere proposition soit fausse. Car une doctrine qui ne peut estre comprise par aucune raison humaine, & qui demande la revelation divine, ne peut recevoir de reigle qui ne soit de ceste mesme nature. Et il est impossible de tenir l'opinion d'une personne, qui ne peut sçavoir, à nostre avis, si une certaine doctrine est vraye ou fausse, pour reigle de ceste mesme doctrine qu'elle ignore. La premiere donc de ces deux propositions est vraye, que le discours du Docteur ou de l'interprete des Escritures saintes est parole de Dieu.

*Que l'autorité d'interpreter les Escritures est la mesme que celle de decider les controverses de la foy.*

XVIII. Or l'interprete, à l'opinion duquel on faict cest honneur que de la recevoir comme parole divine, n'est pas celuy qui traduit du Grec & de l'Hebreu l'Escriture à ses auditeurs, la leur faisant entendre en Latin, en François, ou en quelque autre langue vulgaire: car ce n'est pas là proprement interpreter. La nature du langage est telle en general, qu'encores qu'il merite le premier rang entre les signes dont



dont nous nous servons pour descouvrir aux autres nos pensées, neantmoins il ne peut pas tout seul s'acquitter de ceste charge, & il a besoin du secours de quantité de circonstances. En effect la vive voix est aydée lors qu'on la profere de diverses particularités qui rendent l'intelligence des conceptions qu'elle veut exprimer plus aisée. Le temps, le lieu, le visage, le geste, le dessein de celuy qui parle, la liberté qu'il a d'employer sur le champ divers termes dont il juge qu'il se fera mieux entendre, donnent un merveilleux avantage à celuy qui discourt. Mais nous manquons de toutes ces choses dans les Escrits du vieux temps; Et ce n'est pas l'ouvrage d'un esprit mediocre, que d'en reparer adroitement le defect. Il est nécessaire d'apporter à cela une profonde erudition, une exacte cognoissance de l'antiquité, & pour le desnouement de mille difficultés qui se rencontrent il faut avoir une adresse toute particuliere. De sorte qu'il ne suffit pas pour interpreter les Escritures d'entendre la langue en laquelle elles sont escrites. Tous ceux aussi qui font des commentaires ne meritent pas dès là d'estre mis au rang des Interpretes Canoniques de l'Ecriture sainte. car tous les hommes du monde sont subjects à faillir, & peuvent la tourner vers leur ambition, ou la tordre pour la faire servir à leurs préjugés quelque repugnance qu'elle y apporte; d'où il s'ensuivroit qu'il faudroit tenir comme parole de Dieu une opinion erronée. Or encore bien que cela peut ne pas arriver, toutesfois incontinent apres la mort de ces commentateurs leurs commentaires auroient besoin d'explication, & par la

suite du temps, qui obscurcit les plus claires matieres, ces explications en demanderoient de nouvelles, & celles cy obligeroient derechef à des commentaires, sans qu'il y eust jamais de fin à ces illustrations. Et ainsi le Canon ou la Reigle de la Doctrine Chrestienne, par laquelle on decide toutes les controverses sur le faict de la Religion, ne peut point estre assignée en aucune Interpretation mise par escrit. Reste donc, que l'interprete Canonique doive estre celuy, duquel la charge legitime est de terminer les differents, en exposant la parole de Dieu dans ses jugemens; & partant celuy à l'autorité duquel il ne se faut pas moins tenir, qu'à celle des premiers fidelles qui nous ont recommandé l'Escripture comme le Canon de nostre foy & l'unique reigle de ce que nous devons croire. Si bien que le mesme qui est *Interprete de l'Escripture sainte*, est le *Souverain juge* de toutes les *Doctrines* qui y sont enseignées.

*Diverses significations  
de ce mot  
d'Eglise.*

XIX. Quant à ce qui regarde le nom d'Eglise, en son origine il signifie la mesme chose que *Concio*, ou assemblée des citoyens, dans la langue Latine; Comme celuy aussi d'*Ecclesiaste*, ou de *Prescheur* represente une personne publique qui parle dans une assemblée. Auquel sens nous lisons dans les Actes des Apostres qu'une Eglise est nommée *Legitime*, ou *Confuse*, Act. 19, vers. 32, 40. Prenant celle la pour une congregation reglement convoquée, & celle cy pour un concours de peuple fait à la haste & tumultuairement. Au reste par ce terme d'*Eglise des Chrestiens* il est quelquesfois entendu dans la sainte Escripture le corps d'une assemblée visible;



sible; & quelquesfois aussi les Chrestiens mesmes, bien qu'il ne soient pas effectivement assemblés, à cause qu'il ne leur est pas defendu d'entrer dans la congregation & de communiquer avecque les fidelles. Par exemple en ce passage de saint Matthieu chap. 18, vers. 17; *Di-le à l'Eglise*; il faut entendre ce mot de l'Eglise convoquée & recueillie en une assemblée; car il seroit impossible de le dire à celle qui est esparse. Mais en cest autre des Actes chap. 8. 3; où il est dit que *Saul ravageoit l'Eglise*, il le faut entendre des fidelles dispersés par les quartiers de Judée & de Samarie. Dailleurs le nom d'Eglise se prend quelquesfois pour les personnes baptisées, ou qui font profession du Christianisme, soit qu'interieurement elles soient vrayment Chrestiennes, ou qu'elles feignent de l'estre: comme aux endroits où nous lisons que quelque chose a esté dite ou écrite à l'Eglise, ou que l'Eglise a dit, fait, & deliberé quelque chose. Et quelquesfois il se prend pour les *Esleus* tant seulement; comme en ce passage de l'Epistre aux Ephesiens chap. 5, vers. 27; où l'Eglise est nommée *Sainte & immaculée*: or est il que les Esleus, pendant qu'ils sont icy dans le champ de combat, ne peuvent pas estre nommés proprement l'Eglise; parce qu'ils ne sçauroient s'assembler: mais ils la composeront au jour du jugement, lors qu'ils seront separés des reprouvés & qu'ils seront dans le lieu du triomphe. Derechef le mot d'Eglise peut estre pris quelquesfois collectivement pour tous les Chrétiens ensemble, comme là où *Christ* est nommé le *chef de l'Eglise*, & le *chef du corps de l'Eglise*, Eph. 5, vers. 23; Col. 1, vers. 18.

Et

Et quelquesfois pour ses membres, comme l'Eglise des Ephesiens, l'Eglise qui est en sa maison, les sept Eglises, &c. Enfin le terme d'Eglise, signifiant une congregation actuellement assemblée, est pris, suivant la fin pour laquelle la convocation a esté faite, tantost pour ceux qui s'assemblent à dessein de deliberer & de juger de quelques matieres, auquel sens on nomme aussi l'Eglise un Synode ou un Concile; & tantost pour ceux qui s'assemblent en une maison pour y vacquer à la priere, & y rendre à Dieu le service dont ils l'honorent. En laquelle signification le nom d'Eglise se rencontre, 1 Cor. 14, vers. 4, 5, 23, 28, &c.

*Ce que c'est  
qu'Eglise, à  
laquelle on  
attribue des  
droits, des  
actions, &  
autres choses  
semblables  
personnelles.*

XX. Or il faut définir l'Eglise, à laquelle on attribue des qualités personnelles, des droits propres & des actions, & de laquelle il est nécessaire d'expliquer ces passages, *Di-le à l'Eglise; celui qui n'obeira à l'Eglise, & tous ces autres semblables façons de parler, en telle sorte qu'on entende par ce mot, Une certaine multitude de personnes qui ont traité avec Dieu une Nouvelle Alliance par nostre Seigneur Iesus Christ (c'est à dire la multitude de ceux qui ont reçu le sacrement du Baptême) laquelle multitude peut estre legitimement convoquée en un certain lieu par quelcun, à la convocation duquel tous les fidelles sont obligés de se trouver, ou en propre personne, ou par un autre qu'ils envoient en leur place. Car si une multitude d'hommes ne peut former une assemblée lors qu'il en est de besoin, elle ne peut pas constituer ny estre nommée une personne. En effect, l'Eglise ne peut point deliberer, ouir, ny s'exprimer, si ce n'est en tant qu'elle est reunie en un seul corps & qu'elle compose une assemblée.*



blée. Ce que chasque particulier dit, formant presque autant d'avis qu'il y a de testes, ne doit estre pris que comme l'opinion de quelque personne privée, & non pas comme une resolution generale de toute l'Eglise. Au reste s'il se forme une assemblée, mais d'une façon illicite, il la faudra tenir pour nulle. De sorte qu'aucun de ceux qui se trouvent parmi ceste foule ne sera tenu de se regler aux deliberations des autres, sur tout s'il a esté d'un sentiment contraire. Et ainsi une telle Eglise ne peut rien resoudre; car la multitude n'a le pouvoir de resoudre quelque chose, si ce n'est lors que chacun de ses membres est obligé d'en demeurer aux resolutions du plus grand nombre. Il faut donc nous tenir precisement à la definition de l'Eglise (à laquelle j'ay attribué des qualités personnelles) afin qu'elle puisse estre non seulement assemblée, mais aussi que sa convocation soit legitime. De plus, bien qu'il y ait une personne qui convoque legitiment les autres, s'il peut arriver toutesfois que ceux qui sont appellés ayent raison de ne pas comparoistre (comme cela est possible entre des personnes qui ne sont point subjectes les unes aux autres) ceste Eglise ne representera pas une personne. Car ceux qui se rendront en mesme temps à un autre lieu qui leur aura esté marqué, dresseront une autre Eglise avec le mesme droict, que ces premiers qui en forment aussi une de leur costé en s'assemblant ailleurs par un ordre qu'ils recognoissent. Comme donc il suffira de quelque nombre que ce soit de personnes de mesme sentiment pour composer une Eglise; aussi il y en aura tout autant qu'il

qu'il se trouvera d'opinions diverses, c'est à dire, la mesme multitude constituera une seule & plusieurs Eglises, veu la diversité des sentimens qui regne dans les moindres assemblées. Ce qui me fait estimer que l'Eglise n'est pas une en nombre, si ce n'est lors qu'il y a une puissance certaine & cogneuë, c'est à dire, legitime, par laquelle chasque particulier est obligé de se trouver à la congregation en personne, ou par quelquun qui y tienne sa place. C'est l'unité de la puissance legitime de convoquer les Synodes & les assemblées des Chrestiens, & non pas l'uniformité de la Doctrine, qui rend l'Eglise *une* & capable des fonctions *personnelles*. Car sans cela elle n'est qu'une multitude confuse, & plusieurs personnes, plustot qu'une seule, bien qu'elles s'accordent, & soient liées en quelque sorte par la conformité des opinions.

*Que la Republique Chrestienne est mesme chose que l'Eglise Chrestienne.*

XXI. De ce que je viens de dire il s'ensuit necessairement, qu'un *Estat* composé de personnes Chrestiennes, est mesme chose que l'Eglise Chrestienne, mais qu'elle a reçu deux divers noms pour deux causes diverses. Car la matiere de la Republique & de l'Eglise est la mesme, asçavoir les mesmes Chrestiens. La forme aussi, qui consiste en la puissance legitime de les convoquer, est la mesme; puis qu'il est certain que chasque citoyen est obligé de se rendre là où il est mandé de l'Estat. Mais ce qui est nommé *Republique* à cause que ce sont des *hommes* qui la composent, se nomme aussi *Eglise* en tant qu'elle est une assemblée de *Chrestiens*.

*Que plusieurs Re-*

XXII. Ce que je vay adjouster n'a pas moins de liaison avecque mes propositions  
pre-



precedentes; *Que s'il y a plusieurs Estats Chrestiens, ils ne constituent pas tous ensemble une seule Eglise personnellement, je veux dire qui represente une simple personne.* A la verité ils peuvent bien s'unir par un mutuel consentement, mais en cela il faut qu'ils deviennent comme une seule Re-  
publique. Car ils ne peuvent point s'assembler qu'à certain temps & en certain lieu dont ils sont demeurés d'accord. Or est il que c'est du droit civil, & qu'il appartient à la puissance seculiere, de regler le temps, le lieu, & les personnes d'une assemblée; & qu'aucun bourgeois, ny aucun estranger ne peut avec raison mettre le pied en quelque lieu, si l'Estat qui en est le seigneur ne le luy permet. Mais il faut que ce qu'on n'a pas droit d'entreprendre sans la permission publique, se face par autorité du Magistrat, s'il n'y a rien en cela qu'on n'entreprene legitimement. Certainement l'Eglise universelle est un corps mystique dont Christ est le chef: Mais de mesme que tous les hommes ensemble qui recognoissans Dieu comme le Souverain maistre du monde, ne composent qu'un seul royaume, & une seule forme d'Estat, sans toutesfois qu'ils soient une seule personne, & qu'ils ayent une simple action ou une volonté commune. Dailleurs il se voit manifestement que là où Christ est dit le chef du corps de l'Eglise, l'Apostre l'a entendu des Esleus, qui tandis qu'ils vivent dans ce monde ne sont une Eglise qu'en puissance, (comme on parle) parce qu'elle ne subsistera actuellement qu'après la separation d'avecque les reprouvés, lors que les fidelles seront rassemblés des quatre bouts de la terre au dernier jour du jugement. L'Eglise

publiques  
Chrestien-  
nes ne for-  
ment pas une  
seule Eglise.

Re-

Romaine a esté autresfois fort estendue ; mais elle ne passa point les bornes de l'Empire , & ne peut point aussi estre nommée *universelle*, si ce n'est en ce sens qu'on a dit autresfois de la *Republique Romaine* ,

*Desja du monde entier le Romain estoit Maistre,*

*Orbem jam totum victor Romanus habebat,*

bien qu'il n'en possédât qu'environ la vingtiesme partie. Et lors que l'Empire fust divisé, que la puissance temporelle fust partagée , & que ce grand corps fust dissout , les Estats qui se formerent de son debris furent tout autant d'Eglises diverses. Aussi l'Autorité que celle de Rome prist sur elles dependit de leurs gouvernements particuliers, & la complaisance qu'elles eurent pour elle fust remarquable, puis qu'après avoir secoué le joug de l'Empire Romain elles se soussinrent neantmoins la pluspart à la discipline Ecclesiastique & voulurent estre enseignées par des Docteurs de l'Eglise Romaine.

*Qui sont les  
Ecclesiastiques.*

XXIII. On peut nommer *Ecclesiastiques* ceux qui exercent quelque charge publique dans l'Eglise. Or les charges estoient au commencement, ou de *Ministère*, ou de *Docteurat* & de *Magistère* ( s'il m'est permis d'employer ce terme. ) L'office des *Diacres* estoit de servir aux tables, d'avoir soin du revenu temporel de l'Eglise, & de distribuer à chacun sa portion, du temps que la propriété des biens estoit ostée, & qu'on vivoit en commun. Les

\* *Magistri.*

\* *Docteurs* estoient nommés selon le rang qu'ils tenoient les uns *Apostres*, les autres *Evesques*, les autres *Prestres*, c'est à dire, Anciens ou vieillards ; quoy que par ce tiltre de *Prestre* on ne voulut



voulut pas marquer leur aage, mais designer leur office. En effect *Timothée* estoit prestre, bien qu'il fust encore jeune; mais dautant que l'on choissoit volontiers des vieillards pour ces graves employs, on prist le nom de l'aage pour signifier celuy de la charge. Les mesmes Docteurs, à raison des divers offices qu'ils exerceoient, estoient nommés les uns *Apostres*, les autres *Prophetes*, les autres *Euangelistes*, les autres *Pasteurs* & proprement Docteurs. La charge d'Apostre estoit generale; celle de Prophete estoit de proposer dans l'Eglise ses particulieres revelations; Celle d'Euangeliste estoit de prescher & d'anoncer l'Euangile aux Infidelles; Celle de Pasteur estoit d'enseigner, de confirmer, & de gouverner les ames de ceux qui avoient desja creu à la predication de l'Euangile.

XXIV. Il y a deux choses à considerer en l'Election des Ecclesiastiques, premierement l'Election des personnes, & puis leur consecration ou institution, qu'on paracheve en leur donnant les ordres. *Christ* choisit luy mesme & donna l'ordre à ses douze premiers *Apostres*. Apres son Ascension *Matthias* fust mis en la place du traistre *Iudas*, l'Eglise (qui estoit alors assemblée au nombre d'environ six vingt personnes) en ayant choisi deux, (car deux personnages, *Ioseph* & *Matthias*, furent proposés) mais Dieu ayant approuvé *Matthias* sur qui le sort tomba. *S. Paul* nomme ces douze, les grands & les premiers *Apostres*, & les *Apostres de la circoncision*. Deux autres leur furent adjoustés quelque temps apres, asçavoir *Paul* & *Barnabas*: auxquels l'ordre fust conferé par les Docteurs & Prophetes de l'Eglise d'Antioche (qui n'estoit qu'une E-

Que l'Election des Ecclesiastiques appartient à l'Eglise, & leur consecration aux Pasteurs.

G g glise

glise *particuliere*) qui leur imposèrent les mains; mais le choix en avoit esté fait par le commandement du saint Esprit. Il conste du quatorzième chapitre des Actes vers. 13, qu'ils ont esté tous deux Apostres. Qu'ils ayent reçu l'Apostolat en vertu de ce que par le commandement du saint Esprit les Prophetes & les Docteurs de l'Eglise d'Antioche les mirent à part pour l'œuvre du Seigneur, saint Paul luy mesme le monstre Rom. 1, vers. 1, en se nommant *Apostre mis à part pour anoncer l'Evangile de Dieu*, pour se distinguer des autres. Mais si l'on demande plus outre, par quelle autorité il est arrivé, qu'on a reçu comme par le commandement du saint Esprit, ce que les Prophetes & les Docteurs ont dit en proceder dans ceste occurrence; il faudra necessairement respondre, que c'a esté par l'autorité de l'Eglise d'Antioche. Car il faut que l'Eglise examine les Prophetes & les Docteurs avant qu'on les recoive, saint Iehan advertissant les fideles d'en user ainsi: *Ne croyés point à tout esprit, mais esprouvés les esprits, s'ils sont de Dieu; parce que plusieurs faux Prophetes sont venus au monde.* Mais quelle Eglise est ce qui a deu practiquer cela, si ce n'est celle à qui l'Epistre est adressée? Pareillement saint Paul reprend les Eglises de Galatie de ce qu'elles Judaïsoient Gal. 2. 14, bien qu'il semblât que saint Pierre fust autheur de ce qu'elles faisoient & qu'il leur deut servir de garant: car ayant dit qu'il avoit redargué saint Pierre mesme en ces termes, *si toy qui es Juif, vis neantmoins comme les gentils, & non comme les Juifs, comment est ce que tu contrains les gentils de Judaïser?* Peu apres il les interroge de ceste sorte, *Je*

voh=



*voudrois seulement entendre cecy de vous, avés vous  
 receu l'esprit par les œuvres de la Loy, ou par la predi-  
 cation de la Foy? Gal. 3. 2. D'où il appert que  
 c'estoit le Judaïsme qu'il reprenoit aux Galates,  
 bien que l'Apostre saint Pierre les obligeat à  
 Judaïser. Puis donc que ce n'estoit point à Pier-  
 re, ny a aucun homme mortel, mais aux E-  
 glises à determiner quels estoient ceux qu'elles  
 devoient suivre comme leurs Docteurs, celle  
 d'Antioche avoit la puissance de choisir les  
 siens & d'eslire ses Prophetes. Or d'autant que  
 le saint Esprit separa pour son service les Apo-  
 stres Paul & Barnabas, par l'imposition des mains  
 qu'ils receurent des Docteurs choisis en ceste  
 maniere; il est evident que la Consécration, &  
 que l'imposition des mains sur les principaux  
 ou souverains Docteurs de chasque Eglise, ap-  
 partient à ceux du mesme ordre en chacune  
 d'elles. Les Evêques, qui estoient aussi nommés  
 Prestres, (bien que tous les Prestres ou Anciens  
 ne fussent pas Evêques) receurent les sacrés  
 ordres de la main des Apo<sup>les</sup> (car il est dit  
 en l'histoire des Actes chap. 14, vers. 22, que  
 Paul & Barnabas ayans enseigné en Derbe, en Ly-  
 stre, & en Iconie, establirent des Anciens par  
 chacune Eglise) & par celle aussi des autres  
 Evêques qui desja estoient en charge publi-  
 que. En effect Tite fust laissé par S. Paul en  
 Crete pour establis des Anciens par toutes les  
 villes. Tir. 1, vers. 5. Et le mesme Apostre ex-  
 horte son fidelle disciple Timothée, 1 Tim. 4,  
 vers. 14, ne mets point à nonchaloir le don qui est en  
 toy, lequel t'a esté donné par prophetie, par l'imposition  
 des mains de la compagnie des Anciens; En suite  
 dequoy il luy donne des reigles & des prece-*

Gg 2 pres

pres qu'il doit observer au choix des Prestres. Mais cela ne peut point estre entendu que de l'ordination de ceux qui seroient choisis par l'Eglise : car personne ne peut y establir un docteur que par sa permission. Veu que la charge des bienheureux Apostres estoit d'enseigner les fidelles, & non pas de leur commander. Et encore que ceux qui estoient recommandés par eux ou par les Anciens, ne fussent jamais rejettés, à cause de l'estime & de la deference que l'on avoit pour leur approbation, neantmoins puis qu'ils ne pouvoient point estre esleus contre la volonté de l'Eglise, leur election estoit reputée comme faite par son autorité. De mesme les ministres ou *Diacres*, qui estoient installés par les Apostres, estoient auparavant choisis par l'Eglise. Car y ayant sept *Diacres* à choisir & à employer au service de l'Eglise de Ierusalem, les Apostres n'en firent pas le choix, mais ils dirent à l'assemblée, *Regardés donc, freres, de choisir sept hommes d'entre vous de qui on ait bon tesmoignage, &c.* Et ils choisirent *Estienne*, &c. lesquels ils presenterent devant les Apostres, *Act. 6. 3, 6.* De sorte qu'il est certain par la pratique & par la coustume de l'Eglise du siecle des Apostres, que tous les *Ecclesiastiques* recevoient bien les ordres, & estoient consacrés par les Apostres & par les Docteurs qui prioient sur eux, & leur imposoient les mains, mais que leur Election aux charges sacrées appartenoit à l'Eglise.

*Que la puissance de pardonner les pechés aux repentans, & de*

XXV. Il n'y a point de doute que la puissance de lier, & de deslier, c'est à dire, celle de remettre & de retenir les pechés, n'ait esté donnée de nostre Seigneur Iesus Christ à ceux qui seroient ses Pasteurs & ses Ministres, comme elle estoit



estoit dès lors conferée aux Apostres qu'il voyoit auprès de sa personne. Or ceux cy ne l'ont pas receuë en moindre mesure que Christ ne la possédoit luy mesme; puis qu'il leur dit en l'Evangile, *comme mon pere m'a envoyé, je vous envoie aussi, Ieh. 23, vers. 21*, adjoustant, *ceux à qui vous remettres les pechés, ils leur seront remis, & ceux à qui vous les retiendrés, ils leurs seront retenus, vers. 23*. Mais la difficulté est de ce qu'il faut entendre par les termes de *lier* & de *deslier*, ou de remettre & de retenir les offences. Car premièrement il semble que c'est une chose contraire au pacte du Nouveau Testament, que de retenir les pechés de celuy qui ayant esté baptisé en la remission de ses fautes est vrayment repentant. Et que par consequent Christ ne le fait point, ny que les Pasteurs ne peuvent pas l'entreprendre. Mais de les remettre à celuy qui ne se repent point, il semble que cela est à la volonté de Dieu le Pere, duquel Christ a esté envoyé pour convertir le monde & ranger les hommes sous son obeissance. Dailleurs, si une telle autorité de remettre & de retenir les pechés avoit esté donnée à chaque Pasteur, toute la crainte due au Magistrat & aux Princes seculiers seroit ostée, & par mesme moyen tout le gouvernement politique seroit renversé. En effect Iesus Christ dit, & la Nature mesme enseigne ce que nous lisons en l'Evangile selon saint Matthieu chap. 10. 28; *Ne craignés point ceux qui tuent les corps & ne peuvent tuer l'ame: mais plustot craignés celuy qui peut destruire l'ame & le corps en la gehenne*. Et il n'y a personne si stupide ou de qui la raison soit si depravée, qu'il n'aimat mieux obeir à ceux qui peuvent pardonner ou

*les retenir aux Impénitens, qui partient aux Pasteurs; mais que c'est à l'Eglise de juger de la Repentance.*

retenir les pechés, qu'aux plus puissans Rois de la terre. Cependant il ne faut pas tomber dans une autre extremité qui ne seroit pas moins vicieuse, ny penser que la remission des pechés ne soit autre chose qu'une simple exemption des peines Ecclesiastiques: car quel mal a, je vous prie, l'excommunication, si vous en ostés la consequence d'une punition eternelle; ou quel bien y a-t'il d'estre receu dans l'union de l'Eglise, si l'on pouvoit trouver hors d'elle le salut eternel? Il faut donc croire fermement que les Pasteurs & Ministres de l'Evangile ont la puissance de *vrayment & absolument remettre, ou retenir les pechés, mais à ceux qui se repentent, ou aux impenitens.* Au reste la plus part des hommes s'imaginant que se repentir n'est autre chose que condamner ses propres actions, prendre de nouveaux desseins, & quitter ceux dans la poursuite desquels il leur semble que le peché consiste; ceste opinion vulgaire s'est introduite dans les esprits, que la repentance peut preceder la confession des fautes en presence des hommes, & qu'elle n'est pas un effect, mais la cause de ceste confession; à quoy s'est adjoustée la difficulté de ceux qui disent, que les pechés de ceux qui se repentent ont esté desja remis au Baptisme, & que ceux des obstinés & impenitens ne peuvent du tout point estre remis. Ce qui est contraire au texte de l'Ecriture & aux paroles de Christ, qui portent en termes formels, *A ceux à qui vous aurés remis, &c.* Doncques pour la solution de ce doute il faut sçavoir en premier lieu, qu'une vraye recognoissance de son peché est ce qui fait la repentance. Car celuy qui sçait bien qu'il a peché,



peché, n'ignore pas qu'il a failli; or il est impossible de vouloir faillir. De sorte que celui qui sçait qu'il a péché, voudroit que la faute fust à commettre; ce qui est se repentir. Apres, il faut considerer, que lors qu'on peut n'estre pas certainement asseuré, s'il y a du péché en une action, ou s'il n'y en a point, la repentance ne precede pas, mais elle suit la confession des péchés. Et cela d'autant que la repentance n'est que d'un crime que l'on avouë. Il faut donc que celui qui se repent ne desnie pas l'action qu'il a commise, & qu'il reconnoisse qu'elle est vicieuse, c'est à dire, qu'elle est contre la loy. De sorte que si quelcun pense, que ce qu'il a fait n'est pas contre la loy, il est impossible qu'il s'en repente. Doncques il est necessaire qu'on face une application des crimes à la loy, avant qu'on en puisse estre touché de repentance. Mais comment faire ceste application à la loy, s'il n'y a quelcun qui l'interprete; car ce ne sont pas les paroles ny le texte de la loy, mais le sens & la volonté du legiflateur qui doivent servir de reigle à nos actions. Or les interpretes de la loy sont ou un certain homme, ou plusieurs; parce que nous ne pouvons pas estre juges nous mesmes en nostre cause, ny definir s'il y a du péché ou non en ce que nous avons fait. Si bien qu'il faut s'en rapporter à une tierce personne, ou à plusieurs, qui cognoissant de nostre procedé nous tirent du doute dans lequel nous sommes s'il est bon ou mauvais. Mais en user de ceste sorte, c'est practiquer, à mon advis, ce qu'on doit nommer proprement la *Confession*. Apres quoy, si l'interprete de la loy juge que l'action ne vaut rien &

qu'elle est un peché, & si le coupable acquiesce à ce jugement, delibérant en soy mesme de ne plus tomber dans la mesme faute, c'est là vraiment que gist la *repentance*. D'où je conclus, que jamais la vraye repentance ne precede, mais qu'elle suit tousjours la confession. Ces choses estant ainsi deduites, il n'est pas mal-aisé de concevoir quelle est ceste puissance de *lier* & de *deslier*. Car y ayant deux poincts à remarquer au pardon & en la retention des offences; l'un qui est le *jugement* ou la *condamnation* par laquelle on juge l'action criminelle; l'autre (quand le prevenu acquiesce à la sentence & y obeit, c'est à dire, se repent) qui est la *remission de l'offence*, ou (si le pecheur ne se repent point) la *retention* de la coulpe: Le premier de ces chefs, asçavoir de juger s'il y a du peché en l'action, appartient à celuy qui est interprete de la Loy, c'est à dire, au juge souverain. L'autre, asçavoir le pardon ou la retention de l'offence, est une prerogative du Pasteur, & en elle consiste ceste puissance de *lier* & de *deslier*, dont nous parlons. Et que telle ait esté la veritable intention de nostre Sauveur en l'establissement de ceste puissance, il appert de la consideration du passage de l'Evangile Matth. 18, vers. 15, 16, 17; où Iesus Christ s'adressant à ses Disciples, *si ton frere* (dit-il) *a peché contre toy, va, & repren-le entre toy & luy seul*; (Remarqués en passant que ces mots, *s'il a peché contre toy*, signifient le mesme que, *s'il t'a offensé*, & qu'ainsi le Seigneur parle des choses qui relevent de la justice civile) puis il adjoust, *s'il ne t'escoute* (c'est à dire, s'il nie l'action, ou si l'ad-  
youant, il nie qu'elle soit injuste) *prend avec toy*  
encore



encore un ou deux tesmoins. *Que s'il ne les escoute, di-le à l'Eglise.* Mais pourquoy à l'Eglise, si ce n'est afin qu'elle juge si l'action est bonne ou mauvaise? *Que s'il n'escoute l'Eglise,* c'est à dire, s'il n'acquiesce à la sentence de l'Eglise, & s'il s'obstine à soustenir qu'il n'a point peché, quoy qu'elle die à l'encontre, c'est à dire encore, s'il ne se repent point, (car il est certain que personne ne se repent d'une chose laquelle il n'estime point un peché) il ne dit pas, *di-le aux Apostres,* (afin que nous scachions que l'arrest definitif en la question de la bonté ou de la malice d'une action, est laissé à l'Eglise plustot qu'à eux) mais bien, *qu'il te soit comme les payens & les peagers,* c'est à dire, comme s'il estoit hors de l'Eglise, comme s'il n'estoit point baptisé, c'est à dire derechef, comme celuy duquel les fautes ne sont point pardonnées: car tous les Chrestiens estoient baptisés en remission de leurs pechés. Or dautant que l'on pouvoit demander, qui c'estoit qui avoit une si grande puissance qu'est celle d'oster aux pecheurs impenitens le benefice ou la grace du Baptisme; Christ fait voir que ceux là mesme à qui il avoit donné le pouvoir de baptiser les repentans en remission de leurs offences, & de transformer des gentils en Chrestiens, avoient aussi la puissance de retenir les pechés de ceux que l'Eglise jugeroit impenitens, de les despouiller des marques du Christianisme, d'en effacer le sacré caractere, & de les rendre comme des Payens, puis qu'ils vivoient en infidelles. Voila pourquoy il adjouste incontinent apres: *Amen, en verité je vous di que quoy que vous aures lié sur la terre, il sera lié au ciel; & quoy*

Gg 5

que

que vous aurés deslié sur la terre, il sera deslié au ciel. D'où l'on peut comprendre, que ceste puissance de lier & de deslier, ou de remettre & de retenir les pechés, qui est nommée aussi la puissance des clefs, est la mesme que celle qui a esté donnée ailleurs en ces termes, *Allés donc, & endoctrinés toutes nations; les baptisans au nom du Pere, du Fils, & du saint Esprit*, Matth. 28. 19. Et comme les Pasteurs ne peuvent point refuser le baptême à celuy que l'Eglise juge capable de le recevoir, aussi ils ne peuvent retenir les pechés de celuy qu'elle estime digne d'absolution, ny au contraire absoudre celuy qu'elle accuse de contumace. C'est à l'Eglise à juger de la qualité de l'offence; & aux Ministres de recevoir, ou de rejeter du rang des fideles, ceux qu'elle a jugés indignes d'y entrer, ou dignes d'estre en ceste sainte communion. Ainsi l'Apostre Sainct Paul escrivant à l'Eglise de Corinthe, *Ne jugés vous pas*, dit-il, *de ceux qui sont parmi vous ?* sur quoy il prononce sentence contre un adultere qu'il falloit excommunier; *Moy*, dit-il, *quoy qu'absent de corps, toutesfois present en esprit*, &c.

Ce que c'est  
que l'ex-  
communi-  
cation, &  
sur qui c'est  
qu'elle ne  
peut point  
tomber.

XXVI. L'acte de retenir les pechés est ce que l'Eglise nomme *Excommunication*, & S. Paul, *livrer à Satan*. Ce premier terme d'Excommunication ayant la mesme Etymologie & la mesme signification que ceste façon de parler *ἐκ τῆς συναγωγῆς ποιεῖν*, *jetter hors de la Synagogue*, semble avoir esté emprunté de la loy de Moïse, par laquelle ceux que le souverain Sacrificateur jugeoit entachés de lepre, recevoient commandement de sortir hors du camp, & de se tenir à l'escart, jusqu'à ce que le mesme Sacri-

fica-



ficateur les jugeant nets, ils estoient purifiés par la pratique de certaines ceremonies, dont le lavement du corps en estoit l'une, comme cela est amplement déclaré au treiziesme chapitre du Levitique. Par la suite du temps ceste coustume fust introduite parmi les Juifs, que ceux aussi qui entroient du Paganisme dans leur Religion, n'estoient point receus qu'ils ne fussent auparavant lavés comme personnes immondes & souillées; Et que ceux qui avoient des opinions dissidentes de la doctrine enseignée dans leur Synagogue, estoient rejetés de leurs assemblées. A l'imitation de ceste ancienne ceremonie, ceux qui passaient d'entre les Juifs ou d'entre les Gentils dans le Christianisme, n'estoient reçus dans l'Eglise que par le Baptême; Et ceux qui avoient des sentimens particuliers, estoient privés de la Communion de l'Eglise. Or on disoit qu'ils estoient *livrés à Satan*, par ce que tout ce qui estoit hors de l'Eglise estoit compris sous le regne du Diable. Le but & l'usage de ceste discipline estoit, que telles personnes destituées pour un temps de la grace & des privileges spirituels de l'Eglise, fussent humiliées pour leur salut. Et l'effet quant au temporel en estoit, que l'excommunié non seulement estoit exclus des assemblées & de la participation aux sacrés mysteres, mais que chacun des autres Chrestiens le fuyoit, comme si sa conversation eust esté contagieuse, & en faisoit moins d'estime que d'un infidelle. Ce qui paroist bien en la defence que l'Apostre fait de manger avec eux, là où il permet de se mesler avecque les payens, 1 Cor. 5. 10, 11. Puis donc que tel est l'effet de l'ex-

com-

communication, il est manifeste *premierement* que la *Republique Chrestienne* ne peut point estre excommuniée : car elle n'est point distinguée de l'Eglise, & elle a la mesme estendue, comme je l'ay fait voir cy-dessus en l'art. 21. Or est il que l'Eglise ne peut point estre excommuniée: en effect, ou elle s'excommunieroit soy mesme, ce qui est impossible; ou elle seroit excommuniée par une autre *Eglise*, & ceste-cy debvroit estre *universelle* ou *particuliere*. Mais la *Catholique* n'estant pas une *personne*, (ainsi que je l'ay demonsté art. 22.) & par consequent n'ayant aucune action, ne peut pas practiquer contre quelque autre l'excommunication. Et une *Eglise particuliere* n'avance rien quand elle en excommunie une autre, veu que n'ayant aucune communion avec elle, c'est en vain qu'elle luy interdit son assemblée. De vray, si quelque *Eglise particuliere*, comme par exemple celle de *Ierusalem*, en eust excommunié une autre, par exemple celle de *Rome*, elle n'eust pas tant excommunié celle-cy qu'elle se fust excommuniée elle mesme: car celle qui en prive une autre de sa communion, se prive reciproquement elle mesme de la communion de l'autre. *Secondement*, il est manifeste, que *personne* ne peut excommunier en mesme temps, ou oster l'usage des Temples & interdire le service de Dieu à tous les subjects d'un *Estat souverain*. Car ils ne peuvent pas estre excommuniés de l'Eglise qu'ils composent; dautant que s'ils le faisoient, non seulement ce ne seroit plus une Eglise, mais non pas mesme une Republique, & le corps de la societé civile se dissoudroit luy mesme; ce qui est bien autre chose qu'estre interdit & excommunié.



munié. Que si c'estoit une autre Eglise qui les excommuniât, ceste Eglise debvroit les tenir comme des payens. Mais selon la doctrine de Christ, il n'y a aucune Eglise Chrestienne qui puisse defendre aux payens de s'assembler, & de communiquer entr'eux, ainsi que leur Estat le trouvera bon, sur tout si l'assemblée se forme à dessein d'adorer le Seigneur Iesus, bien que ce soit d'une façon qui leur est particuliere. De sorte que je puis conclurre, que debvant estre traittés en payens, ils ne seroient point excommuniés. *En troisieme lieu*, ceste consequence me paroist evidente, *Qu'un Prince souverain dans l'Estat ne peut point estre excommunié*, pource que suivant la doctrine Chrestienne ny un seul subject, ny plusieurs joints ensemble ne peuvent point interdire les lieux publics ou privés à leur Prince, encore qu'il soit infidelle, ny luy refuser l'entrée d'aucune assemblée, ny l'empescher de faire tout ce que bon luy semblera dans les terres de son Domaine. Ma raison est, qu'en toute republique bien policée c'est un crime de lese Majesté à un homme privé, ou à quelque nombre qu'il y ait de subjects, de vouloir usurper aucune autorité sur le corps de l'Estat. Or est il que ceux qui entreprennent sur celuy qui a la souveraine puissance font le mesme que s'ils attentoient à l'Estat. De plus, un Prince souverain, s'il est Chrestien, a cecy par dessus les autres, que l'Estat, dont la volonté est contenue dans la sienne, est mesme chose que ce que nous nommons l'Eglise; si bien que celle cy n'excommunie personne que par son autorité. Or le Prince n'a garde de s'excommunier soy mesme;

me; Et par conséquent il ne peut pas estre excommunié par ses subjects. A la verité il peut bien arriver qu'une troupe de subjects rebelles & traistres prononcent avecque felonnie que leur Prince souverain est excommunié, mais cela sera contre tout ordre & toute raison. Encore moins peut il estre qu'un Prince en excommunie un autre qui n'est pas son vassal & qui ne revele point de luy: car ce ne seroit pas là une excommunication, mais plustot une declaration de la guerre qu'il luy denonceroit par cest outrage. En effect, puis qu'il ne se forme pas une seule Eglise des subjects de deux Estats souverains, faute (comme je l'ay dit cy dessus art. 22.) de ceste puissance de convenir deuëment en une seule assemblée; ceux qui sont d'une Eglise ne sont pas tenus d'obeir aux autres qui sont d'une communion diverse, & leur desobeissance ne peut pas meriter l'excommunication. Que si l'on me met en avant, que les Princes estant membres de l'Eglise Vniverselle, ils peuvent estre excommuniés par l'autorité de ceste mesme Eglise Catholique: Je responderay, que cela ne touche point à nostre question; parce que l'Eglise Vniverselle (comme il a esté dit art. 22.) n'est pas une personne, de laquelle on puisse dire qu'elle a fait, deliberé, ou ordonné quelque chose, qu'elle a excommunié, qu'elle a absous, & enfin à laquelle on puisse attribuer de semblables actions personnelles. Aussi elle n'a point de Modérateur, ny de chef en ce monde, au commandement duquel elle puisse s'assembler toute, & entrer en deliberation. Car estre le Directeur general de l'Eglise universelle,



selle, & avoir la puissance de la convoquer, c'est, dans mon sens, le mesme que d'estre le Recteur & le Maistre de tous les Chrestiens de la terre, ce qui n'appartient qu'à Dieu seul.

XXVII. J'ay fait voir cy dessus art. 18, que la puissance d'interpreter les saintes Escritures ne consistoit pas en ce que l'interprete peut impunément proposer aux autres son opinion, & leur exposer de vive voix ou leur expliquer par ses escrits le sens des doctrines qu'il en tire; mais en ce que personne n'a droit d'agir ou d'enseigner autrement que son avis ne porte: si bien que l'interpretation dont je parle en cest endroit, est mesme chose que la puissance de definir & de prononcer sur toutes les controverses qui doivent estre decidées par la sainte Escriture. Maintenant il faut que je montre, que ceste autorité appartient à chasque particuliere Eglise, & qu'elle depend de l'autorité de celuy ou de ceux qui gouvernent absolument, pourveu qu'ils soient Chrestiens. Car si elle ne dependoit pas du civil ou temporel, il faudroit qu'elle dependit de la fantaisie des particuliers, ou de quelque puissance estrangere. Mais il y a bien des inconveniens & des absurdités, dont la consequence seroit infaillible, qui empeschent que ce droit ne soit accordé aux personnes privées. L'une des principales est, que non seulement toute l'obeissance civile deuë au Magistrat seroit ostée, (ce qui est contre le commandement de Christ) mais que toute la société humaine & la tranquillité que nous y recherchons, seroient de fonds en comble renversées,

*Que l'interpretation de l'Ecriture depend de l'autorité de la Republique.*

sées, au grand prejudice des loix naturelles. En effect, chacun se meslant d'interpreter la S. Escriture pour son usage particulier, c'est à dire, chacun s'establissant juge de ce qui est agreable à Dieu, & de ce qui luy desplaist, personne ne peut obeir aux souverains qu'il ne considere & ne juge premierement si ses ordonnances sont conformes ou non à la parole de Dieu. Et ainsi ou l'on desobeit, ou si l'on obeit c'est à cause du jugement particulier qu'on a fait, ce qui n'est pas obeir à l'Estat, mais à soy mesme. De sorte que par là toute l'obeissance civile est aneantie. Dailleurs chacun suivant son propre sentiment, il faut de toute necessité qu'il naisse un nombre infini de disputes & de controverses qu'il ne sera pas possible de decider : d'où il arrivera premierement que les hommes, qui tiennent naturellement pour injure toute sorte de dissentiment, se rempliront de haine les uns contre les autres, en suite de quoy il se fera des contestations, puis enfin on en viendra aux armes; ce qui bouleversera tout le repos de la societé civile. Nous avons outre ces raisons l'exemple de ce que Dieu voulut qu'on observat sous l'ancienne Alliance touchant le livre de la Loy, asçavoir qu'il fust descrit, & qu'on le receut publiquement comme la Reigle & le Canon de la doctrine divine; mais que les particuliers en laissassent decider les controverses aux Sacrificateurs, souverains arbitres des differens en ces matieres. En un mot, c'est le commandement de nostre Sauveur, que si les particuliers ont receu quelque offence, ils escoutent l'Eglise; dont par consequent la charge est de vuider les differents & de



de determiner les controverses. Ce n'est donc pas aux personnes privées, mais à l'Eglise, à interpreter les saintes Escritures. Or afin que nous sçachions, que l'autorité d'expliquer la parole de Dieu, c'est à dire, de soudre toutes les questions qui regardent la Divinité & la Religion, n'appartient à aucun estranger, il faut examiner prealablement de quelle importance elle est dans l'esprit des subjects, & quel bransle elle donne aux actions politiques. Personne ne peut ignorer, que les actions volontaires des hommes dependent par une necessité naturelle de l'opinion qu'ils ont touchant le bien & le mal, les peines & les recompenses. D'où il arrive, qu'ils se disposent necessairement à toute sorte d'obeissance envers ceux desquels ils croient qu'il depend de les rendre eternellement bien-heureux, ou eternellement miserables. Or les hommes attendent leur felicité ou leur ruine eternelle de la volonté de ceux, au jugement desquels ils se rapportent pour sçavoir quelles doctrines il faut croire, & quelles actions il faut practiquer necessairement, si l'on veut estre sauvé. De sorte que cen'est pas de merveille s'ils sont disposés à leur obeir en toutes choses. Ce qui estant ainsi, il est tres evident, que les subjects qui s'estiment obligés d'acquiescer à une puissance estrangere en ce qui regarde les doctrines necessaires au salut, ne forment pas un Estat qui soit tel de foy mesme, & se rendent vassaux de cest estranger auquel ils se soumettent. Et par consequent, encore qu'un Prince Souverain eust cedé à quelque autre par escrit une telle puissance; (bien entendu neantmoins

H h

qu'il

qu'il eust voulu retenir toute son autorité politique) la transaction demeureroit invalide, & il n'auroit transigé d'aucune prerogative nécessaire à une bonne administration de son Empire. Car par l'art. 4, du c. 2, personne n'est dit *transférer un droit*, s'il ne donne des *signes recevables & des marques suffisantes de la volonté qu'il a de transiger*. Mais comment auroit donné des preuves assez fortes du transport qu'il fait des moyens nécessaires pour exercer la souveraineté, celui qui a déclaré ouvertement, qu'il n'avoit pas intention de s'en departir? Ainsi l'escrit sera de nulle valeur, & la transaction ne marquera pas tant la volonté, que l'ignorance des contractans. En deuxiesme lieu, il faut considerer combien il est absurde, qu'un Estat ou qu'un Souverain donne la direction des consciences de ses subjects à un sien ennemi. Or est il que tous ceux qui ne sont pas réunis en une seule personne, sont entr'eux en un estat d'hostilité, comme je l'ay démontré cy dessus chap. 5, art. 6. Et il n'importe qu'ils ne soient pas occupés perpetuellement à combattre, (car il se fait quelquesfois de trefve entre les ennemis) il suffit pour avoir l'ame disposée à l'inimitié, que la deffiance regne dans les esprits, qu'on garde les murailles des villes, qu'on met des garnisons dans les places frontieres, qu'on se tient sur la defensiva, qu'on va armé, qu'on s'en visage des deux costés avec arrogance, & bien qu'on ne se porte pas des coups, qu'on se regarde toutesfois comme ennemis. Enfin, quelle injustice y-a-il de demander ce que vous advouës appartenir à autrui par la propre raison de vostre demande? Le vous  
dois



dois servir d'interprete de la sainte Escriture, à vous, di-je, qui estes citoyen d'une autre Republique que moy. Quelle raison avez-vous de l'entreprendre? quelle convention y-a-il eu entre vous & moy qui vous donne ce tiltre? C'est, me repliquerez vous, par l'autorité divine. Mais d'où est-ce que je l'apprendray? De l'Escriture sainte. En voicy le livre, lisés! C'est en vain que vous me donnés ceste permission, si vous ne m'accordés aussi celle d'expliquer ce que je liray: De sorte qu'il m'appartient, par vostre propre confession, & à tous mes autres concitoyens aussi, de me servir à moy mesme d'interprete; Ce qui pourtant est une chose que ny vous ny moy ne voulons pas admettre. Que reste il donc, si ce n'est de conclurre qu'en chasque *Eglise*, c'est à dire, en chasque *Republique Chrestienne* l'interpretation des S. Escritures, c'est à dire, le droict de decider toutes les cōtroverses, depend & derive de l'autorité du Souverain, ou de la Cour par devers laquelle est la souveraine puissance de l'Estat.

XXVIII. Mais parce qu'il y a deux sortes de controverses, les unes touchant les choses *spirituelles*, c'est à dire, touchant les questions de la foy, dont la verité ne peut point estre descouverte par les lumieres de la raison naturelle; comme sont celles où il s'agit de la *Nature & des offices de Christ, des peines & des recompenses de la vie à venir, de la resurrection des corps, de la nature & du ministere des Anges, des Sacremens, du culte exterieur, &c.* Et les autres touchant des questions qui concernent les sciences humaines, dont la verité est tirée par le raisonnement naturel & par l'adresse des

*Que la Re-  
publique  
Chrestienne  
ne doit in-  
terpreter les  
Escritures  
par ses Pa-  
steurs, &  
par ses Ec-  
clesiasti-  
ques.*

Syllogismes, que l'on forme ensuite de ce que les hommes ont accordé entr'eux, & des définitions (c'est à dire, des significations des termes receuës par l'usage & par le commun consentement) qu'ils ont establies; telles que sont toutes les questions du *Droict* & de la *Philosophie*. Par exemple, quand on demande dans le *Droict*, si une chose a esté promise, & si on en est convenu, ou non? C'est le mesme que si on demandoit, si telles paroles prononcées d'une telle façon, sont nommées communement & dans l'usage des hommes un *contrat* ou une *promesse*. Que s'il est vray que ce nom leur soit donné, il n'y a point de difficulté qu'on s'est engagé de promesse; autrement, on en est quitte: De sorte que cette verité depend des pactes & du consentement des hommes. De mesme lors qu'on dispute dans la *Philosophie*, si une chose peut estre toute en plusieurs lieux en mesme temps; la decision de ceste controverse depend de la cognoissance du commun consentement des hommes touchant la signification de ce terme *Tout*; car s'ils entendent, lors qu'ils disent, qu'une chose est toute en quelque part, qu'il n'y peut avoir rien d'elle ailleurs, il sera faux qu'une mesme chose puisse estre en mesme temps en plusieurs endroits: De sorte que ceste verité depend du commun consentement des hommes; & il en est de mesme de toutes les autres questions du *Droict* & de la *Philosophie*. Et ceux qui pensent qu'on peut establiir quelque proposition par des passages obscurs de la sainte *Ecriture*, contre ce commun consentement des hommes en ce qui est des noms que l'on doit donner aux choses,

nous



nous veulent priver de l'usage du discours, & bouleversent par mesme moyen toute la société humaine. En effect, celuy qui auroit vendu un champ pourroit dire, qu'il est tout dans une seule motte de terre, & là dessus retenir tout le reste, comme n'ayant pas esté vendu. Voire on oste entierement la raison, qui n'est autre chose que la recherche de la verité que l'on fait sur la supposition de ce consentement. C'est pourquoy il n'est pas necessaire que l'Estat vuide ces questions par l'interpretation de la sainte Escriture; car elles n'appartiennent pas à la parole de Dieu, prenant ceste derniere en la signification d'une parole qui traite de matieres divines, c'est à dire, de la doctrine Euangelique; Et celuy qui gouverne dans un Estat Chrestien, n'est pas obligé d'employer à la decision de ces difficultés des Docteurs de l'Eglise ny des personnes Ecclesiastiques. Et pour ce qui est des questions de la Foy, c'est à dire, touchant Dieu & les choses divines, comme elles surpassent d'une hauteur inaccessible la portée de nostre entendement, nous avons besoin pour y atteindre d'une extraordinaire benediction de Dieu qui nous en donne l'esclaircissement, & qui nous empesche d'errer du moins dans les doctrines necessaires au salut; Ce qu'il nous faut obtenir du Seigneur Iesus, & à quoy l'on pratique l'imposition des mains; Ceremonie qui ne demeure pas sans effect: car estans obligés, afin de parvenir à la vie bien-heureuse, de recevoir une doctrine furnaturelle, laquelle par conséquent il nous est impossible de comprendre, ce seroit une chose repugnante à l'Equité, si nous estions des-

fitués de la grace du ciel, & si nous estions tellement abandonnés dans nos tenebres & à nostre foiblesse, que nous peussions faillir en ce qui est d'une necessité fort importante. Aussi nostre Sauveur à promis à ses Apostres l'*infaillibilité* (en ce qui est necessaire au salut) jusques au jour du jugement, c'est à dire, il ne l'a pas promise à eux seuls, mais par mesme moyen aux *Pasteurs* qui seroient successivement consacrés par eux, & sur lesquels l'imposition des mains seroit pratiquée. Doncques le Souverain d'un Estat est tenu, en tant que Chrestien, d'interpreter les saintes Escritures, lors qu'il est question de quelques mysteres de la foy, par le ministere des personnes Ecclesiastiques deuement ordonnées. Et ainsi dans les Estats Chrestiens le jugement tant des choses *Spirituelles* que des *temporelles* appartient au bras seculier ou à la puissance politique; de sorte que l'assemblée souveraine, ou le Prince souverain est le chef de l'Eglise, aussi bien que celuy de l'Estat: car l'Eglise & la Republique Chrestienne ne sont au fonds qu'une mesme chose.

### CHAPITRE XVIII.

*Des choses qui sont necessaires pour entrer au Royaume des Cieux.*

#### SOMMAIRE.

- I. La difficulté proposée touchant la repugnance qu'il y a d'obeir à Dieu & aux hommes, doit estre ostée par la distinction entre les choses necessaires, & les non necessaires au salut. II. Que toutes les choses necessaires au salut sont contenues dans la Foy & dans l'Obeissance. III. Quelle est ceste obeissance qui



est requise. IV. Ce que c'est que la Foy, & comment elle est distinguée de la Profession extérieure, de la science, & de l'opinion. V. Ce que c'est que croire en Christ. VI. Il est prouvé par le but des Evangelistes, que ce seul article est nécessaire au salut asc. que Iesus est le Christ. VII. Et par la predication des Apostres. VIII. Et par la facilité de la Religion Chrestienne. IX. Et de ce que cest article est le fondement de la foy. X. Et des paroles tres expressees de Christ & des Apostres. XI. Que la foy du vieil Testament est comprise dans cest article. XII. Comment c'est que la Foy & l'Obeissance concourent en l'œuvre du salut. XIII. Qu'en un Estat Chrestien il n'y a point de repugnance entre les commandemens de Dieu & ceux de l'Estat. XIV. Que les controverses de Religion qui sont aujourd'huy agitées, regardent la pluspart le droit de regner.

I. **P**ersonne n'a jamais nié, que toute l'autorité dans les choses *seculieres* ne derive de la puissance de Souverain, soit qu'elle demeure toute entiere entre les mains d'un seul homme, ou qu'elle soit commise à une certaine assemblée. Mais les discours qui precedent font voir, que ceste mesme autorité, en ce qui regarde le *spirituel*, depend de celle de l'Eglise, & de plus que tout Estat Chrestien est une Eglise pourveuë de la mesme puissance. D'où les plus stupides peuvent tirer aisement ceste consequence, que *dans une Republique Chrestienne*, (c'est à dire, en celle en laquelle un Prince, ou bien une cour Chrestienne domine souverainement) toute l'autorité tant *seculiere* que *spirituelle* est réunie sous nostre Seigneur Iesus Christ en ceux qui la gouvernent; & qu'ainsi il leur faut obeir en toutes choses. À l'encontre de ceste conclusion, & sur ce qu'il faut obeir à Dieu plustot qu'aux hommes, ceste difficulté s'est eslevée, comment c'est que l'on peut leur rendre sans danger une telle

H h 4

obeis-

La difficulté proposée touchant la repugnance qu'il y a d'obeir à Dieu & aux hommes est ostée par la distinction entre les choses nécessaires & les non nécessaires au salut.

obeissance, s'il leur eschoit de commander quelque chose que Christ ait defendue. La cause de ceste difficulté vient de ce que Dieu ne parlant plus à nous de vive voix par Christ ny par ses Prophetes, mais par les saintes Escri- tures, qui sont diversement receuës par diver- ses personnes, on entend bien ce que les Rois & les Conciles ordonnent; mais on ne sçait pas si ce qu'ils commandent est contraire à la parole de Dieu. D'où il arrive que les hom- mes, flottans dans l'incertitude, & ne sçachans à qui obeir, entre les apprehensions d'une mort eternelle & la crainte de perdre la vie presente, comme entre Scylla & Charybde, tombent souvent en ces deux escueils funestes. Mais ceux qui sçavent bien distinguer les cho- ses necessaires au salut d'avec celles qui ne le sont pas, ne peuvent point estre agités de ce doute. Car si les commandemens du Prince ou de l'Estat sont tels qu'on peut leur obeir sans prejudice du salut eternel, ce seroit une injustice que de leur refuser obeissance, & en ceste occasion il faut mettre en usage le prece- pte del'Apostre Col. 3. 20. 22, *Serviteurs obeissés en routes choses à ceux qui sont vos maistres selon la chair. Enfans obeissés à vos peres & meres en toutes choses;* & le commandement de Christ, Matth. 23, vers. 2; *Les Scribes & Pharisiens sont assis en la chaire de Moyse: toutes les choses donc qu'ils vous di- ront que vous gardiés, gardés les & les faites.* Et au contraire, s'ils commandent des actions qui sont punies en l'autre monde d'une mort eter- nelle, ce seroit la plus haute de toutes les fo- lies, si l'on n'aimoit mieux perdre en desobeis- sant une vie que la Nature doit bien tost finir, que



que de se mettre au hasard de mourir eternel-  
lement par une honteuse obeissance. A quoy  
se rapportent les paroles genereuses de nostre  
Sauveur ; *Ne craignés point ceux qui tuent le corps ;*  
*& qui ne peuvent point tuer l'ame*, Matth. 10, vers.  
28. Voyons donc quelles sont toutes ces cho-  
ses necessaires au salut.

II. Toutes les choses necessaires au salut  
sont comprises dans ces deux vertus la Foy, &  
l'Obeissance. Si ceste derniere pouvoit estre par-  
faicte elle suffiroit toute seule pour empescher  
nostre condamnation. Mais parce que nous  
sommes desja depuis long temps tous coulpables  
de rebellion contre Dieu en Adam nostre  
premier pere ; & que dailleurs nous avons pe-  
ché actuellement nous mesmes, il ne suffit pas  
de l'obeissance si la *remission des pechés* n'y est ad-  
joustée. Or ceste cy est la recompense de la  
Foy, & il n'y a point d'autre chemin pour entrer  
au Royaume des cieux. La Foy donc est la  
seule chose qui est requise au salut eternal. Car  
la porte du royaume de Dieu n'est fermée  
qu'aux pecheurs, c'est à dire, à ceux qui ne ren-  
dent pas à la loy divine l'obeissance qui luy est  
deuë : Et mesmes elle est ouverte à ceux cy,  
pourveu qu'ils croient les articles necessaires  
de la foy Chrestienne. De sorte que si nous  
pouvons discerner nettement en cest endroit  
en quoy c'est que consiste l'obeissance, & quels  
sont les articles necessaires de la foy Chre-  
stienne; nous cognoistrans manifestement quel-  
les sont les choses que nous sommes tenus de  
faire au commandement du Prince ou de l'E-  
stat, & quelles sont les autres dont nous deb-  
vons nous abstenir.

*Que toutes  
les choses  
necessaires  
au salut sont  
contenues  
dans la  
Foy, &  
dans l'O-  
beissance.*

H h 5

III. Or

*Quelle est  
ceste obeif-  
sance qui  
est requise.*

III. Or par l'*Obeissance* nous ne debvons pas entendre icy une *action*, mais la *volonté* que nous avons & le desir avec lequel nous nous proposons de tascher autant qu'il nous sera possible d'obeir doresenavant. Auquel sens le mot d'*Obeissance* vaut autant que celui de Repentance. En effect, la vertu de Penitence ne consiste pas en la douleur qui accompagne le souvenir du peché, mais en la conversion à une meilleure vie, & au dessein de ne plus pecher, sans lequel ceste douleur est plustot une marque du desespoir qu'un fruit de la Repentance. Mais d'autant que ceux qui aiment Dieu ne peuvent estre qu'ils ne vueillent obeir à ses commandemens, & que ceux qui aiment leur prochain du bon du cœur doivent estre en une disposition interieure d'accomplir la loy morale, qui consiste (comme il a esté dit au chap. 3,) en la defence de l'*orgueil*, de l'*ingratitude*, de l'*outrage*, de l'*inhumanité*, de la *cruauté*, de l'*injure*, & des autres offences qui blessent nostre prochain; le terme d'*obeissance* signifie la mesme chose que ceux d'*Amour* ou de *charité*. Celuy aussi de *Justice* (qui est definie une constante volonté de rendre à chacun ce qui luy appartient) tombe dans la mesme signification. Maintenant donc, que la *Foy* & la *Repentance* suffisent au salut il est manifeste, premiere-ment de la seule alliance du Baptisme; car ceux qui se convertissoient le jour de la Pentecoste demandans à saint Pierre, ce qu'ils avoient à faire, il leur respondit, *Amendez vous, & qu'un chacun de vous soit baptisé au nom de Jesus Christ en remission des pechés*, Act. 2. 38. Il n'y avoit donc rien à faire pour obtenir le sacrement du Baptisme,



ptefme, c'est à dire , pour avoir entrée au Royaume de Dieu, qu'à se repentir & à croire au nom du Seigneur Iesus : veu que le royaume du ciel est promis par l'alliance qui est traitée en ceste sainte ceremonie. La mesme chose est prouvée des paroles de Christ lors qu'il respond à un certain homme de condition, qui l'interrogeoit de ce qu'il luy faudroit faire pour heriter la vie eternelle, *Tu sçais les commandemens, tu ne tueras point, tu ne commettras point adultere, tu ne defroberas point, tu ne diras point faux tesmoignage, honore ton pere & ta mere ; ce qui regarde l'obeissance ; & en suite, Ven tout ce que tu as & le distribue aux pauvres, & tu auras un thresor au ciel, puis vien, & me sui ; ce qui appartient à la foy & ne s'execute point sans elle, Luc. 18.20. Marc. 10. 18 ; Et de ce qui est dit, le iuste (remarqués que ce n'est pas qui qui soit, mais seulement le iuste) vivra de sa foy ; parce que la justice est une disposition de la volonté pareille à l'Obeissance & à la Repentance. Et des paroles de saint Marc, d'autant que le temps est accompli, & que le regne de Dieu est approché, repentés vous, & croyés à l'Evangile ; qui monstrent clairement que pour entrer au royaume celeste on n'a point besoin d'autres vertus que de celles de la Foy & de la Repentance. De sorte que l'obeissance qui est nécessairement requise au salut n'est autre chose que la volonté que l'on a, ou l'effort que l'on fait d'obeir, & de vivre conformément à la loy divine, qui est la mesme que la loy Morale connue de tout le monde, & aux loix civiles, c'est à dire, aux Edicts des souverains en ce qui regarde le temporel, & aux constitutions de l'Eglise en ce qui touche le Spirituel : lesquelles*

deux

deux sortes de loix sont diverses en divers Estats & en diverses Eglises, mais que chacun cognoist assez par la promulgation qui en est faite, & par les sentences qui en sont publiquement données.

*Ce que c'est  
que la Foy,  
& comment  
elle est di-  
stinguée de  
la Profes-  
sion exte-  
rieure, de la  
science, &  
de l'opi-  
nion.*

IV. Afin de sçavoir ce que c'est que la foy Chrestienne il faut définir la foy en general, & la distinguer des autres actes de l'entendement avec lesquels on a accoustumé communement de la confondre. *L'objet de la Foy*, prise en une signification generale, asçavoir pour *ce que l'on croit*, est tousjours une proposition (c'est à dire, un discours qui nie ou qui affirme quelque chose) que nous accordons estre vraye. Mais d'autant que l'on concède des propositions pour diverses raisons, il arrive que ces concessions sont diversement nommées. En effect nous conce-dons quelquesfois des propositions que nous ne recevons pourtant pas dans nostre croyance. Et cela, ou pour un temps, asçavoir jusqu'à ce qu'en ayant considéré toutes les consequences, nous en puissions examiner la verité; ce qui se nomme *supposer*; ou simplement & absolument, comme il arrive par la crainte des loix, ce qui est *professer & confesser* par des signes extérieurs; ou par une volontaire obeissance que l'on rend à quelcun, ce que les personnes civiles pratiquent envers ceux qu'elles respectent & mesmes envers ceux à qui elles ne deferent pas beaucoup, afin d'éviter le bruiet & de ne pas causer de la contestation, ce qui est proprement *conceder* quelque chose. Mais quant aux propositions que nous recevons pour vrayes, nous les accordons tousjours pour quelques raisons que nous en avons. Et nous puissions ces raisons, ou de la pro-  
posi-



position mesme, ou de la personne qui l'avance. Nous les derivons *de la proposition mesme* en nous remettant en memoire quelles choses signifient dans l'usage commun, & comment se prennent par le commun consentement, les noms dont la proposition est formée: Apres quoy si nous l'accordons, c'est proprement *sçavoir* que de consentir en ceste judicieuse maniere. Que si nous ne pouvons pas nous ressouvenir de ce qu'on entend au vray par ces termes là, & qu'il nous semble tantost que c'est une chose, & tantost que c'en est une autre, alors nostre certitude est une *opinion* & ne passe pas les bornes de la vraysemblance. Par exemple, si l'on a proposé que *deux & trois font cinq*; & si repassant en nostre memoire l'ordre des noms qui servent à exprimer les nombres, nous trouvons que par le commun consentement de ceux qui sont de mesme langue (comme par une certaine convention necessaire à la société humaine) il est ainsi ordonné, que le mot de *cinq* sera le nom de ces unités qui sont contenues dans les deux nombres de *deux* & de *trois* prins ensemble; si à cause de cela, dis-je, nous advoüons que la proposition, *deux & trois font cinq*, est vraye, le consentement que nous luy donnerons meritera le tiltre de *Science*. Et au fonds sçavoir ceste verité, n'est autre chose que recognoistre que nous en sommes les auteurs. Car de mesme qu'il a dependu de nostre fantaisie de nommer le nombre de 2 deux, celui de 3 trois, & celui de 5 cinq, le langage estant de l'invention des hommes; aussi nous sommes demeurés d'accord de nostre propre mouvement, que ceste proposition seroit vraye,

vraye, deux & trois joints ensemble font cinq. Pareillement si nous nous souvenons ce que c'est qu'on nomme *larcin*, & ce que c'est qu'*injure*, nous sçaurons bien par la signification de ces noms s'il est vray, ou non, *que le larcin soit une injure*. La *Verité* est la mesme chose qu'une *proposition vraie*, or une proposition est vraie en laquelle le nom qui suit, & que les Logiciens nomment l'*Attribut*, embrasse dans l'estendue de sa signification le nom qui precede, & que les maîtres de l'art nomment le *Subject*. Et sçavoir une verité n'est autre chose, que nous res-souvenir de la maniere en laquelle nous avons voulu que les termes se prins-sent, ce qui est prendre garde que nous en sommes les architectes. Ainsi ce ne fust pas sans beaucoup de raison qu'autrefois Platon asseura *que le Sçavoir estoit une Reminiscence*. Au reste il arrive assez souvent que les paroles, bien qu'elles ayent par nostre ordre une signification certaine & definie, toutesfois par l'usage ordinaire sont tellement destournées de leur sens propre, (soit qu'en cela on se soit estudié à orner la langue, ou qu'on ait eu dessein de tromper) qu'il est tres difficile de rappeler en nostre souvenir les conceptions pour lesquelles elles ont esté inventées, & l'Idée des choses qu'elles doivent représenter à nostre memoire; mais il faut pour en venir à bout un jugement exquis & une tres grande diligence. Il arrive aussi qu'il y a quantité de mots sans signification propre ou déterminée, & generalement reçeuë, & que l'on n'entend point à cause de leur force, mais en vertu de quelques autres signes que l'on employe en mesme temps. Enfin, il y a des  
noms



noms qui sont donnés à des choses inconcevables; si bien que nous n'avons aucune Idée de ce dont ils portent le titre: c'est pourquoy nous recherchons en vain par le moyen des noms la verité des propositions qu'ils composent. En tous ces cas, lors que considerans les definitions des termes nous recherchons la verité d'une proposition, tantost nous la croyons veritable, tantost nous la tenons pour fausse, suivant l'esperance que nous avons de la trouver. C'est *penſer* ou avoir *opinion* de quelque chose, ou mesme *croire*, que de se jeter dans l'un, puis dans l'autre de ces partis separement; Mais c'est *douter*, que de les prendre tous deux en mesme temps, & d'embrasser esgallement l'affirmation & la negative. Quand les raisons pour lesquelles nous donnons nostre consentement à quelque proposition ne sont pas tirées d'elle mesme, mais *de la personne* qui l'a mise en avant, comme si nous estimons qu'elle est si bien advisée qu'elle ne peut se mesprendre, & si nous ne voyons point de subject qu'elle voulut nous tromper; alors nostre consentement se nomme *Foy*, à cause qu'il ne naist pas de nostre science particuliere, mais de la confiance que nous avons en celle d'autrui; Et il est dit que nous croyons à ceux ausquels nous nous en rapportons. De tout ce discours l'on void la difference qu'il y a, premierement entre la *Foy*, & la *Profession* exterieure: car celle la est tousjours accompagnée d'une approbation interieure; & ceste cy en est quelquesfois separée; Celle la est une interieure persuasion de l'ame; Mais ceste cy n'est qu'une obeissance exterieure. Puis, entre la *Foy*, & l'*Opinion*; car celle-

cellecy est appuyée sur nostre raisonnement, & l'autre sur l'estime que nous faisons d'autrui. Enfin, entre la *Foy*, & la *Science*; car en cellecy une proposition qu'on examine est dissoute & maschée long temps avant qu'on la reçoive; mais en l'autre on l'avalle tout d'un coup & route entiere. L'explication des noms sous lesquels ce qu'on recherche est proposé sert à acquerir la Science, voire il n'y a que la seule voye des definitions par laquelle on puisse sçavoir quelque chose: mais en la Foy ceste pratique est nuisible. Car les choses qui nous sont proposées à croire estant au dessus de la portée de nostre esprit, l'exposition ne les rendra jamais plus evidentes, & au contraire plus on tasche de les esclaircir, plus obscures & plus incroyables elles deviennent. Et il en prend à un homme qui tasche de demonstrier les *Mysteres de la foy* par raisons naturelles, de mesme qu'à un malade qui veut mascher des pilules, bonnes à la santé, mais ameres, avant que les faire descendre dans son estomac; car l'amertume les luy fera tout incontinent rejeter, & elles n'opereront point, là où s'il les eust promptement avallées il n'en eust pas senti le mauvais goust, & il en eust recouvré sa guerison.

Ce que c'est  
que Croire  
en Christ.

V. Nous avons donc veu ce que c'est que Croire en general. Voyons maintenant ce que c'est que *Croire en Christ* en particulier, ou quelle proposition est l'object de la foy en *Christ*. Car lors que nous disons, je croy en *Iesus Christ*, nous signifions bien à qui, mais nous n'exprimons pas ce que nous croyons. Or *Croire en Christ* n'est autre chose que *Croire que Iesus est le Christ*,  
afça-



asçavoir celuy qui devoit venir au monde pour reſtablir le Regne de Dieu, ſuivant que Moyſe & les Prophetes Juifs l'avoient predit. Cela eſt aſſez manifeſte des paroles de Ieſus Chriſt meſme à Marthe, *Je ſuis*, dit-il, *la reſurrección & la vie*, qui croit en moy encore qu'il ſoit mort vivra. Et quiconque vit & croit en moy, ne mourra jamais. Crois-tu cela ? Elle luy dit, ouy, Seigneur, je croy que tu es le Chriſt le fils de Dieu qui devoit venir au monde, Ich. II, verſ. 25, 26, 27. Deſquelles paroles nous apprenons que Croire en moy eſt expliqué par, *Je croy que tu es le Chriſt*. Doncques Croire en Chriſt n'eſt autre choſe qu'adjouſter foy à Ieſus lors qu'il aſſeure qu'il eſt le Chriſt.

VI. La foy & l'obeiſſance concourant toutes deux neceſſairement au ſalut j'ay fait voir cy deſſus en l'art. 3, quelle eſt ceſte obeiſſance & à qui elle eſt deuë. Il faut maintenant rechercher quels ſont les *articles de foy* qui y ſont requis. Sur quoy je diſ qu'il n'y a \* aucun autre article que celluy-cy, *Que Ieſus eſt le Chriſt*, qui ſoit requis en un homme Chreſtien comme neceſſaire au ſalut. Or il faut diſtinguer de meſme que cy devant en l'article 4., entre la *Foy*, & la *Profeſſion*. Si donc la profeſſion de pluſieurs dogmes eſt commandée, elle peut eſtre neceſſaire; car elle eſt une partie de l'obeiſſance deuë aux loix. Mais icy il n'eſt pas queſtion de l'obeiſſance neceſſaire au ſalut, & il ne s'agit que de la *Foy*. Je prouve mon aſſertion premierement par le but des Euangelistes, qui eſtoit en deſcrivant la vie de noſtre Sauveur d'eſtablir ce ſeul article. Et nous verrons que tel a eſté le but & le deſſein des Euangelistes, ſi nous en remarquons l'hiſtoire. S. Matthieu commençant par la Genealogie de Chriſt,

*Il eſt prouvé par le but des Euangelistes, que ce ſeul article eſt neceſſaire au ſalut, aſc. que Ieſus eſt le Chriſt.*

montre que Iesus estoit de la race de David; qu'il naquit d'une Vierge, chap. 1; qu'il fust adoré des *Mages* comme Roy des Juifs; qu'à cause de cela *Herode* le fist chercher pour le faire mourir, chap. 2. Que Iehan Baptiste, & luy mesme aussi prescha son regne, chap. 3. 4; qu'il exposa la loy, non à la façon des Scribes, mais comme ayant autorité, chap. 5. 6, 7; qu'il guerit miraculeusement les maladies, chap. 8. 9; qu'il envoya des Apostres en toutes les contrées de la Judée pour anoncer son regne, chap. 10; que les Disciples envoyés de Iehan luy demandant, s'il estoit le Christ, ou non, il leur respondit, qu'ils luy rapportassent ce qu'ils avoient veu, asçavoir les Miracles qui n'appartenoient qu'au Christ, chap. 11; qu'il declara & prouva sa Royauté aux Pharisiens & aux autres par divers argumens, par de signes, & des paraboles, chap. 12, & suivans jusques au 21; qu'il fust salué comme Roy entrant dans Jerusalem, chap. 21; qui soustint aux Pharisiens qu'il estoit le Christ; qu'il advertit les autres des faux-Christs; qu'il monstra quelle estoit sa Royauté par des paraboles, chap. 22. 23, 24, 25; qu'il fust pris & accusé sur ce qu'il se disoit Roy; & que ce dicton fust escrit sur la croix, *ceste icy est Iesus le Roy des Juifs*, chap. 26. 27; qu'enfin apres sa resurrection il dit aux Apostres, *que toute puissance luy estoit donnée au ciel & en terre*, chap. 28. Toutes lesquelles choses tendent à nous persuader ceste proposition que Iesus est le Christ. Tel donc estoit le but de saint Matthieu en nous descrivant l'Evangile. Or tel qu'estoit le sien, tel aussi estoit celuy des autres Euangelistes; ce que saint Iehan tesmoigne particulierement à la fin



fin de son Euangile, disant en paroles expresses, chap. 20, 31 ; ces choses sont escrites, afin que vous croyiés que Iesus est le Christ, le fils de Dieu, & qu'en croyant vous ayés vie par son nom.

\* Aucun autre Article, &c. ] *Remarque.* J'ay estimé nécessaire d'expliquer un peu plus au long ceste assertion de laquelle je voy bien que la nouveauté pourra déplaire à la plupart des Theologiens, quoy que je l'aye assez confirmée par les raisons que j'ay mises en suite. Premièrement donc, lors que je dis que cest article, que Iesus est le Christ, est seul nécessaire au salut, je ne dis pas, que la foy seule soit nécessaire pour estre sauvé, mais je demande en outre la justice ou l'obeissance deüë aux loix divines, c'est à dire, la volonté de bien vivre. Secondement, je ne nie point que la profession de plusieurs autres articles ne soit nécessaire au salut, si elle est commandée de l'Eglise. Mais la foy estant interne, & la profession extérieure, je nomme celle la proprement foy, & tiens l'autre pour une partie de l'obeissance ; de sorte que ce point là suffit bien seul à la foy intérieure, mais non pas à la profession du Chrestien. Enfin, de mesme que si j'eusse dit, que du costé de la Justice la vraie & intérieure repentance des pechés est seule nécessaire au salut, on n'eust pas tenu cela pour un paradoxe ; parce que j'eusse entendu, que la justice, l'obeissance & une ame disposée à pratiquer toutes les vertus en une sérieuse reformation de vie, fussent contenues dans la penitence. Ainsi quand je dis que la foy en un seul article suffit au salut, il ne faut pas s'en estonner, puis que sous ce point j'en comprends un si grand nombre d'autres. Car ces paroles, Iesus est le Christ, signifient, que Iesus est celuy dont Dieu avoit promis par les Prophetes la venue au monde afin de restablir son regne, c'est à dire, que Iesus est le fils de Dieu createur du ciel & de la terre ; né de la vierge, mort pour les pechés de ceux qui croiront en luy ; qu'il est le Christ, c'est à dire le

Roy, qu'il est resuscité ( car autrement il ne debvroit pas regner ) qu'il jugera le monde, & rendra à chacun selon ses œuvres ; ( car autrement il ne pourroit pas estre Roy, ) que les hommes aussi resusciteront, ( car autrement ils ne pourroient pas estre jugés ) Si bien que dans ce seul article tout le symbole des Apostres y est compris. Et j'ay pensé d'en faire cest abrégé ; parce que je remarque qu'en vertu de ce seul poinct, sans tous les autres que l'on en tire par consequence, plusieurs personnes ont esté admis par Iesus Christ & par ses Apostres au Royaume de Dieu ; comme entr'autres le bon larron en la croix, l'Eunuque que Philippe baptisa, & deux mille ames que Saint Pierre receut en une seule fois en la communion de l'Eglise. Au reste, si quelques uns trouvent à redire à cecy, que je n'estime pas que tous ceux là doivent estre damnés eternellement, qui ne prestent pas un consentement interieur à quelque article que l'Eglise a défini, & qui cependant n'y contredisent pas, mais qui l'accordent, si on le leur commande ; Je ne scaurois que faire à cela pour leur complaire. Car de changer d'avis, les tesmoignages evidens de l'Ecriture sainte que je vay adjoûter m'en empeschent.

Et par la  
predication  
des Apo-  
stres.

VII. Secondement je prouve la mesme assertion par la predication des Apostres : car ils estoient herauts du Royaume, & Christ ne les envoyat pour prescher autre chose que le Royaume de Dieu Luc. chap. 9, vers. 2. Act. 15. 6. Et l'on peut conjecturer ce qu'ils ont fait apres l'ascension de Christ par l'accusation qui est formée contre eux, Act. 17, vers. 7; Ils tirent, dit saint Luc, Iason & quelques freres vers les gouverneurs de la ville, criant, ceux cy qui ont remué tout le monde sont aussi venus icy. Lesquels Iason aretirés chez soy, & eux tous font contre le decret de Cesar, disans, qu'il y a un autre Roy, qu'ils nomment



ment Iesus. Il appert aussi de ces paroles quel a esté le subject des predications des Apostres, Act. 17. 3; Leur declarant & proposant qu'il avoit fallu que le Christ souffrit, & resuscitât des morts; & que ce Iesus estoit le Christ, suivant les Escritures du vieil Testament.

VIII. En troisieme lieu par les passages où est declarée la facilité des choses que Christ dit estre requises au salut. Car s'il estoit necessairement requis au salut de l'ame une interieure approbation de tous les points & de toutes les propositions particulieres touchant les dogmes de la foy Chrestienne qui sont aujourd'hui en controverse, ou qui sont diversement desinies par diverses Eglises, il n'y auroit rien de plus difficile que la Religion Chrestienne. Comment donc seroit vray ce que dit le Seigneur, Matt. 11. 30; Mon joug est aisé, & mon fardeau est leger. Matt. 18. 6; les petits qui croient en moy. 1 Cor. 1. 21; Le bon plaisir de Dieu a esté de sauver les croyans par la folie de la predication, ou comment est ce que le bon larron pendant à la croix a peu estre suffisamment instruit pour le salut, veu que sa confession estoit toute contenue en ces paroles, Seigneur aye souvenance de moy quand tu viendras en ton regne? Ou mesme saint Paul, comment est ce qu'il a peu si tost devenir Docteur des Chrestiens, d'ennemi & de persecuteur qu'il en estoit?

IX. En quatrieme lieu, de ce que c'est article de foy est fondamental, & ne s'appuye point sur aucun autre qui luy serve de base. Si quelcun vous dit, voicy le Christ est icy ou il est là, ne le croyés point: car faux-Christes & faux Prophetes s'esleveront, & feront de grands signes, &c. Matth.

*Et par la facilité de la Religion Chrestienne.*

*Et de ce que cest article est le fondement de la foy.*

24.23. D'où s'ensuit qu'à cause de la foy en cest article il n'en faut point donner aux signes & aux miracles. *Quand bien nous mesmes, ou un Ange du ciel vous Euangeliseroit; outre ce que nous avons Euangelisé qu'il soit execration, & Anatheme, dit Sainct Paul escrivant aux Galates chap. I. 8.* Doncques à cause de ce mesme article il ne faudroit point adjouster foy aux Apostres mesmes, ny aux Anges (ny aussi à mon advis, à l'Eglise) s'ils nous enseignoient le contraire. *Bien-aimés (dit saint Iehan le bien-aimé Disciple) ne croyés point à tout esprit; mais esprouvés les esprits s'ils sont de Dieu: car plusieurs faux Prophetes sont venus au monde. Cognoissés par cecy l'esprit de Dieu; Tout esprit qui confesse que Iesus Christ est venu en chair est de Dieu, &c. I. Ieh. 4.* Cest article donc est la mesure des esprits, suivant laquelle l'autorité des Docteurs est reçeuë ou regettée. Certes on ne peut nier que tous les Chrestiens qu'il y a aujourd'hui au monde n'ayent appris de leurs Docteurs, que c'est Iesus qui a fait toutes les choses par lesquelles il a esté recogneu pour le Messie; mais pourtant il ne s'ensuit pas qu'ils doivent aux Docteurs ou à l'Eglise la croyance de ce point qu'ils ne doivent qu'à Iesus Christ mesme. Car cest article est plus ancien que l'Eglise Chrestienne, bien que tous les autres luy soient posterieurs. Et l'Eglise est fondée sur luy, plustot que luy sur elle, Matth. 16. 18. Dailleurs, cest article est tellement fondamental que saint Paul assure que tous les autres ont esté bastis sur luy. *Personne (dit-il, I Cor. 3. 11, 12, &c.) ne peut poser autre fondement que celuy qui est posé, lequel est Iesus Christ. Que si quelqu'un edifie sur ce fondement, or, argent, pierres precieuses, bois, foin, chaume,*



me, l'œuvre d'un chacun sera manifestée par feu? Et le feu esprouvera quelle sera l'œuvre d'un chacun. Si l'œuvre de quelcun qui aura edifié dessus demeure, il en recevra salaire. Si l'œuvre de quelcun brulle, il en fera perte : mais il sera sauvé quant à luy, toutesfois ainsi comme par feu. D'où il appert que par le fondement il entend cest article, que Iesus est le Christ. Car ce n'est pas sur la personne de Christ qu'on edifie or, argent, bois, chaume, &c. qui sont tout choses par lesquelles les doctrines sont signifiées. Et que des fausses doctrines peuvent estre basties sur ce fondement, sans ce que ceux qui les auront enseignées encourent la damnation eternelle.

X. Enfin, on peut prouver par une infinité de passages de l'Ecriture sainte dont le sens est fort aisé à tout le monde, que ce seul article doit estre necessairement reçu par la foy interieure : *Enquerés vous diligemment des Escritures, car vous estimés avoir par icelles vie eternelle, & ce sont elles qui portent tesmoignage de moy, Ieh. 5. 39.* Auquel endroit Christ n'entend parler que des Escritures du vieil Testament; car le nouveau n'estoit point encore escrit. Or il ne se trouve point d'autre tesmoignage de Christ dans le vieil Testament, si ce n'est que le Roy eternel viendroit, qu'il naistroit en un tel lieu, & de tels parens, qu'il enseigneroit & feroit telles choses, & qu'on le recognoistroit à tout cela comme à des marques infailibles. Ce qui ne tesmoigne autre chose, sinon que Iesus qui est né, qui a enseigné, & qui a vescu de la façon predite est veritablement le Christ. De forte que la croyance d'aucun autre article n'est point necessaire pour parvenir à la vie eternelle. *Quiconque vit, & croit en moy ne mourra*

*Et des paroles tres expresses de Christ & des Apostres.*

*jamais, Ieh. 11. 25. or croire en Iesus (comme il est expliqué en ce mesme lieu) n'est autre chose que croire, que Iesus est le Christ. Celuy donc qui croit cela ne mourra point eternellement, & par consequent ce seul article est necessaire au salut. Ces choses sont escrites, afin que vous croyiés que Iesus est le Christ, le fils de Dieu, & qu'en croyant vous ayiés vie eternelle en son nom, Ieh. 20. 31. Celuy donc qui croit ainsi aura la vie eternelle; & par consequent il n'a pas besoin d'aucune autre foy. Tout esprit qui confesse que Iesus Christ est venu en chair, est de Dieu, 1 Ieh. 4. 2. Et tout Esprit qui croit que Iesus est le Christ, est né de Dieu, 1 Ieh. 5. 1. & là mesme: Qui est-ce qui a vaincu le monde, si ce n'est celuy qui a creu que Iesus est Fils de Dieu? Si donc il n'y a autre chose à croire pour estre de Dieu, pour estre né de Dieu, & pour vaincre le monde, sinon que Iesus est le Christ, ce seul article suffit au salut eternel. Voycy de l'eau (dit l'Eunuque) qu'est-ce qui empesche que je sois baptisé? Philippe luy respondit, si tu crois de tout ton cœur, il est permis. l'Eunuque repartit disant, je croy que Iesus Christ est le Fils de Dieu, Act. 8. 36, 37. Si donc ce seul article creu du fonds du cœur, c'est à dire, recen par la foy interieure suffit pour estre baptisé, il suffit aussi au salut. Il y a une infinité d'autres passages outre ceux cy, où le mesme est clairement & tres expressement enseigné. Voire par tout où nous lisons que nostre Sauveur a loué la foy de quelcun, ou qu'il a prononcé, *Va, ta foy t'a sauvé*, ou qu'il a gueri quelcun à cause de sa foy; la proposition, qui estoit l'object de la croyance, n'estoit directement ou en consequence point autre que celle-cy, *Iesus est le Christ*.*

XI. Mais parce que personne ne peut croi-

*Que la foy  
du vieil*

re



re que *Iesus est le Christ*, qu'il ne croye aussi à *Moyse & aux Prophetes*, sçachant bien que par ce nom de Christ on entend le Roy qui avoit esté promis de Dieu par Moyse & par les Prophetes comme le souverain Maistre & le Sauveur du monde; & qu'on ne peut pas croire en ceux cy, qu'on ne croye que Dieu existe, & qu'il gouverne l'univers par sa providence; il faut nécessairement que ceste foy en Dieu & au vieil Testament soit contenuë en celle du nouveau recueillie toute en ce seul article. Puis donc que sous le règne de Dieu par la Nature, l'Atheïsme & la negation de la Providence estoient le seul crime de leze Majesté divine; & que sous le règne de l'ancienne Alliance l'Idolatrie estoit une autre espece de semblable felonnie; maintenant sous la nouvelle Alliance l'*Apostasie* y est aussi adjoustée, comme estant une renonciation à la croyance de ce point, *que Iesus est le Christ*, que l'on avoit auparavant embrassée. A la verité il ne faut pas s'amuser à contredire aux autres doctrines qui ont esté definies par une Eglise legitime, car ce seroit commettre un peché de desobeissance: Mais au reste j'ay fait voir amplement dans les articles qui precedent, qu'il n'est pas nécessaire qu'on les croye d'une foy interieure, ny qu'on les recoive avec une persuasion entiere & in-  
esbranlable.

*Testament  
est comprin-  
se dans cest  
article.*

XII. La Foy & l'Obeissance agissent d'une façon differente au salut du Chrestien. Car celle cy contribue la *puissance* & la capacité; & l'autre donne l'*aële* & l'effect: mais & l'une & l'autre est dite justifier l'homme, chacune en sa maniere. Aussi Christ ne remet pas les pechés à tous indifferemment, mais à ceux qui se re-

*Comment  
c'est que la  
foy & l'o-  
beissance  
concourent  
en l'œuvre  
du salut.*

pentent de leurs fautes ou qui luy obeissent, c'est à dire, aux gens de bien & aux justes (je ne dis pas aux personnes innocentes, mais aux justes, parce que la justice est la volonté d'obeir aux loix, & qu'elle se peut rencontrer dans un pecheur; comme certes nostre Seigneur est si bon, qu'il tient la volonté d'obeir pour une obeissance effective) veu que ce n'est pas qui que ce soit, mais seulement le juste qui vivra de sa foy. L'obeissance donc justifie, en ce qu'elle rend une personne juste, de mesme que la Temperance fait un homme temperant & maistre de ses affections, que la Prudence le rend prudent, que la Chasteré le rend chaste, asçavoir essentiellement; & en ce qu'elle nous met en un estat auquel nous sommes capables de recevoir le pardon de nos offences. Dailleurs Christ n'a pas promis de pardonner à tous les justes leur pechés, mais tant seulement à ceux qui croient qu'il est le Christ. La foy donc justifie de la mesme façon que l'on dit, que le Juge justifie le criminel en luy donnant son absolution; c'est asçavoir en luy prononçant la sentence, dont il est actuellement delivré de la peine meritée. Et en ce sens du mot de justification (car ce terme est equivoque) la foy seule justifie; mais en l'autre c'est la seule obeissance. Neantmoins ce n'est ny la justice, ny l'obeissance seule, mais toutes deux ensemble qui nous sauvent.

*Qu'en un  
Estat Chre-  
stien il n'y a  
point de re-  
pugnance  
entre les  
commande-  
mens de*

XIII. De tout ce que nous avons allegué jusques icy il sera aisé de remarquer, quel est le devoir des citoyens fidelles ou des subjects Chrestiens envers les Rois & les puissances souveraines. Certes tandis qu'elles font profession du Christianisme, elles ne peuvent com-



commander à leurs vassaux de renier Iesus Christ, ou de luy faire quelque outrage; car si elles faisoient cest injuste commandement, elles renonceroient à la religion qu'elles professent. En effect, puis que j'ay fait voir, & par mes raisonnemens naturels, & par la sainte Escriture, qu'il faut que les subjects obeissent à leurs Princes & à ceux qui les gouvernent en toutes choses, horsmis en celles qui chocquent les commandemens de Dieu; & que ces commandemens, en ce qui concerne le *Temporel* (c'est à dire, les choses qui doivent estre examinées par la raison humaine) sont dans une Republique Chrestienne les loix & les ordonnances de l'Estat, prononcées par ceux auxquels elle a donné l'autorité de faire des loix & de decider les controverses; comme en ce qui regarde le *Spirituel* (c'est à dire, ce qu'il faut determiner par l'Escriture sainte,) ces mesmes commandemens sont aussi des loix & des constitutions de la Republique, c'est à dire de l'Eglise, (car j'ay demonstré au chapitre precedent art. 20, que l'Eglise & la Republique sont une mesme chose là où est le Christianisme) establies par des Pasteurs deuëment ordonnés & qui ont receu ceste puissance de l'Estat: Il s'ensuit, dis-je, manifestement qu'en une Cité Chrestienne on doit obeir au Magistrat en toutes choses, tant aux Spirituelles qu'aux Temporelles. Mais parmi des souverains infidelles & qui ne sont pas Chrestiens, on doit bien la mesme obeissance en tout ce qui est du temporel, & il est hors de doute que la religion Chrestienne n'en exempt pas les subjects; quoy qu'en ce qui touche le Spirituel, c'est à dire, les choses qui appartiennent à la

*Dieu &  
ceux de  
l'Estat.*

à la maniere de servir Dieu, on est obligé de suivre la coustume de quelque Eglise Chrestienne. La raison de cela est, que c'est une hypothese de la Foy, & que l'on suppose dans le Christianisme, qu'aux choses surnaturelles Dieu ne parle aux hommes que par la bouche des fidèles interpretes de la sainte Escriture. Quoy donc? est il permis de resister aux Princes lors qu'il ne faut pas leur obeir? Nullement: car cela est contraire à la fidelité promise, & ne s'accorde pas avecque le pacte de la société civile. Que faut-il donc faire? Il faut aller à Christ par le martyre. Que si ce chemin semble bien rude à quelcun, il est tres assuré qu'il ne croit point de tout son cœur que *Iesus est le Christ le Fils du Dieu vivant*; (car il souhaiteroit d'estre dissouts afin de tant plus tost estre avecque luy) mais qu'il veut eluder le traicté qu'il a fait d'obeir à l'Estat, sous pretexte de Religion & se couvrant d'un faux zele à la foy Chrestienne.

*Que les Controverses de Religion, qui sont aujourd'huy agitées, regardent la pluspart le droit de regner.*

XIV. Peut estre que quelcun s'estonnera, s'il est vray qu'outre ce seul article, que *Iesus est le Christ*, qui est necessaire au salut & qui appartient à la foy interieure, tous les autres ne regardent que l'obeissance, laquelle on peut rendre de vray, bien qu'on ne croye pas du cœur tout ce qui est proposé par l'Eglise, pourveu qu'on desire de croire & qu'on en face profession exterieure toutesfois & quantes qu'il en est de besoin; d'où c'est qu'il est arrivé, qu'aujourd'huy il y a un si grand nombre de dogmes, que l'on dit tous si essentiels à la foy, que si une personne ne les croit interieurement elle ne peut entrer au Royaume des cieux. Mais si le mesme considere, qu'en la pluspart des contro-



trouverses qui s'agitent avec tant de chaleur, les unes rentent à l'autorité du gouvernement & à l'establissement de la puissance humaine, les autres ont pour but le gain & l'acquisition des richesses, & quelques unes ne se proposent que la gloire de l'esprit & la reputation d'une suffisance extraordinaire, il en verra diminuer le subject de son estonnement. En effect, la question des *propriétés de l'Eglise*, est une question qui regarde le *Droict de Commander*; car dès qu'on a descouvert ce que c'est que l'Eglise, on cognoist par mesme moyen à qui c'est qu'il appartient de regir les Chrestiens. Veu que si chasque Republique Chrestienne est ceste Eglise à laquelle Iesus Christ commande que tous les fidelles qui en sont subjects obeissent, chasque subject est tenu d'obeir, non seulement en ce qui est du temporel, mais aussi en ce qui touche le Spirituel, à l'Estat dans lequel il vit, c'est à dire, à ceux qui y exercent la souveraineté puissance. Et si ce n'est pas chasque Republique Chrestienne en particulier qui soit ceste Eglise, il faut qu'il y en ait quelque autre plus Vniverselle à laquelle on doit rendre ceste absolue obeissance. De sorte que tous les Chrestiens luy doivent estre soumis de mesme qu'ils le seroient à Iesus Christ s'il revenoit au monde. Or ses commandemens se feront ou par un Monarque, ou par quelque assemblée. Si bien que cela tombe dans la question du *Droict de l'Empire*. C'est là mesme que tend celle de l'*Infailibilité*; car celuy que tout le genre humain croiroit vraiment & interieurement incapable d'errer, seroit tres assure d'en avoir le gouvernement & dans le temporel & dans le spirituel, si ce n'est qu'il refusât une si vaste

vaste puissance : parce que s'il disoit qu'il luy  
 faut obeir mesmes en ce qui est du Civil, on  
 ne pourroit pas luy contester ceste souverai-  
 neté, puis qu'on estime ses jugemens infailli-  
 bles. C'est à la mesme fin que se rapporte le  
 privilege d'*interpreter* les Escritures; car celuy  
 à qui il appartient de decider les controverses  
 qui peuvent naistre des diverses expositions  
 des Escritures, a le pouvoir de terminer ab-  
 solument toutes les disputes. Or celuy qui a  
 une telle autorité, a sans contredit un grand  
 empire sur tous ceux qui recognoissent les  
 Escritures saintes pour la vraye parole de  
 Dieu. A cela mesme tend la question tou-  
 chant la *puissance de remettre & de retenir les pechés*  
 ou touchant le pouvoir d'*excommunier*. Car il  
 n'y a personne, s'il ne manque de sens commun,  
 qui n'obeisse absolument à celuy duquel il  
 croit que depend son salut ou sa damnation  
 eternelle. C'est à cela mesme que regarde la  
 puissance d'instituer des ordres & des *Societés* :  
 car ceux qui y entrent dependent du fonda-  
 teur, puis que c'est par luy qu'ils subsistent, &  
 il a autant de subjects, qu'il y a de Moines qui  
 embrassent sa religion, quoy qu'ils demeu-  
 rent dans une Republique ennemie. C'est à  
 cela que vise la question du juge de *Mariages*  
*legitimes*, parce que celuy à qui il appartient de  
 juger de ces matieres, doit cognoistre aussi des  
 causes qui concernent les heritages & les suc-  
 cessions en tous les biens & droicts, non seule-  
 ment des particuliers, mais aussi des plus grands  
 Princes. A cela mesme tend en quelque façon  
 le *Celibat* des Ecclesiastiques : car ceux qui ne  
 sont pas liés par le mariage, sont moins attra-  
 chés que les autres aux corps de la Republique.

Ou



Outre que c'est un inconvenient qui n'est pas à mespriser, que les Princes sont par là obligés de renoncer au Sacerdoce, (qui est un puissant lien de l'obeissance Civile) ou de se résoudre à ne posséder point un Royaume hereditaire. C'est là aussi que vient aboutir la *Canonisation* des Saints, que les Payens ont nommé l'*Apotheose*. Car celui qui peut attirer les subjects d'un Prince estrange par une si grande recompense, peut aisement induire ceux qui desireront une telle gloire à oser tout entreprendre. En effect, qu'est ce que les *Decies* & les autres Romains qui se sont devoués pour leur pays, & qu'une infinité d'autres qui se sont precipités en des dangers incroyables, ont recherché par leurs genereuses resolutions, si ce n'est un honneur & une gloire immortelle en la bouche de la posterité ? Les Controverses touchant le *Purgatoire* & les *Indulgences* sont pour le gain. Celles du *Franc-Arbitre*, de la *Iustification*, & de la maniere de recevoir Christ dans le Sacrement de l'*Eucharistie*, sont des questions Philosophiques. Outre lesquelles il y en a je ne sçay combien d'autres sur des coutumes & des *Ceremonies*, qui n'ont pas tant esté introduites, comme elles ont esté laissées dans l'Eglise moins purgée des façons de faire du Paganisme. Mais il n'est pas necessaire que je m'arreste à en faire icy une longue enumeration. Tout le monde sçait que les hommes sont portés naturellement à se dire des injures, & à fulminer par des anathemes les uns contre les autres, lors qu'ils ne sont pas bien d'accord en des questions où il s'agit de la puissance, du gain, ou de l'excellence de l'esprit. De sorte que ce n'est pas de merveille, si les  
uns

uns ou les autres apres qu'ils se sont eschauffés dans la dispute disent de presque tous les dogmes, qu'ils sont necessaires pour entrer au Royaume de Dieu; & si non seulement ils accusent d'opiniastreté (dont certes on est coupable lors que la decision de l'Eglise y est intervenue) ceux qui ne les veulent point advoüer, mais encore s'ils les condamnent & les detestent comme atteints & convaincus du crime d'infidelité. Ce qui pourtant est faux, & en quoy j'ay fait voir que leur procedé estoit injuste, par le tesmoignage evident de plusieurs passages de l'Ecriture sainte; auxquels j'adjouste celuy de l'Apostre Sainct Paul au quatorziesme chapitre de son Epistre aux Romains, apres lequel il est temps que je finisse, & que je me repose un peu de la peine que j'ay prise à traicter assez curieusement des matieres fort difficiles: *Que celuy qui mange sans scrupule, ne fasse pas si peu de compte du salut de celuy qui s'abstient de certaines choses, que de le scandaliser par sa liberté. Que celuy aussi qui fait distinction des viandes, ne condamne point celuy qui mange indifféremment de toutes. Sçaches que Dieu a communiqué ses graces & la liberté de son esprit à celuy que tu juges profane à cause qu'il se dispense de ce que tu observes si religieusement, &c. Or comme ce n'est pas en ces choses que consiste le Christianisme, je permets à chacun de suivre son opinion & le sentiment de sa conscience. L'intention des uns & des autres est bonne, c'est pourquoy je ne veux pas condamner leur action.*

F I N.



# ADVERTISSEMENT DV TRADVCTEUR,

Adjouſté apres la publication  
de ceſt ouvrage.

**C**Eux qui blaſment la Politique de  
Monsieur Hobbes me feroient  
plaiſir de la refuter, & je leur  
promets que s'ils prenoient la pei-  
ne d'eſcrire en Latin je m'occuperois vo-  
lontiers à traduire leur ouvrage. En ef-  
fect, je n'ay mis en noſtre langue les rai-  
ſonnemens de ce Philoſophe à autre deſſein  
que d'exciter les doctes à en entreprendre  
la refutation. Car comme je voyois qu'il  
eſtoit fort recherché des curieux, & que  
trois editions Latines alloient eſtre diſtri-  
buées, ſans que perſonne euſt encore de-  
ſtruit, ny meſmes attaqué ce ſyſteme des fon-  
demens de la vie civile, je penſay que peut  
eſtre s'il eſtoit leu de quantité de beaux  
eſprits qu'il y a en France (dautant plus ca-  
pables d'un raiſonnement ſolide & desinte-  
reſſé, qu'ils ſont deſſouillés des preoccupa-  
tions qu'on reveſt dans le cours des eſtudes)

K k

il

## A D V E R T I S S E M E N T.

*il se trouveroit enfin quelqu'un qui escriroit solidement à l'encontre.*

*Je suis donc bien esloigné de soutenir les opinions que j'ay traduites, ainsi que je l'ay protesté dans mon Epistre, puis qu'il ne me scauroit rien arriver de plus agreable que de les voir refutées. Et on ne doit pas trouver estrange que je les aye toutes rendues le plus fidelement qu'il m'a esté possible. Le choix que j'en eusse peu faire m'eust esté bien difficile, veu la diversité des gouts dont les hommes sont partagés, & j'eusse contrevenu directement au devoir d'un fidele interprete. De sorte que je souhaitteroïs bien que le lecteur eust esté adverti de ma bonne intention, lors que je publiay ce travail, & que ce que j'adjouste maintenant eust prevenu les soupçons de ceux qui ne connoissent pas assez ma franchise, ou qui ne sont pas poussés comme moy d'une louable curiosité d'entendre les pensées de tous ceux qui sont en quelque reputation de raisonner mieux que le vulgaire.*

*Il me suffit qu'un auteur soit en estime aupres des personnes judicieuses, pour exciter mon desir de le connoistre. Je n'entre-*  
*prens*



## ADVERTISSEMENT.

*prenez jamais de juger absolument de la vérité des raisons qu'il a deduites, & ne presume pas tant de moy mesme que de penser que mon sentiment doive estre la reigle de celuy des autres. Je croy bien plustot qu'il a esté fort bien dit, Que chacun abonde en son sens; & que de mesme qu'en un festin on laisse à chacun la liberté de manger de la viande qui est le plus à son gout, aussi en la lecture des livres on ne doit contraindre personne, mais permettre à chacun de goustier comme bon luy semble les endroits qu'il trouve les meilleurs, sans declamer pourtant contre les autres.*

*Et certes il est à craindre que ceux qui procedent autrement, & qui ne gardent pas ceste moderation, ne se dementent enfin eux mesmes, & ne tombent en quelque honteuse contradiction. Car n'estans pas toujours disposés d'une mesme sorte, combien de fois nous peut-il arriver de changer de sentiment, & de comprendre en une lecture reïterée, ce par dessus quoy nous avons passé & que nous n'avions pas entendu à la premiere. Il n'y a aucun de nous à qui peut estre cela ne soit arrivé fort souvent, & ce-*

## ADVERTISEMENT.

*pendant nous avons peu profité de ces expériences de la foiblesse de nostre esprit, nous laissons emporter en suite à la temerité de condamner tout ce qui est eschappé à l'attention d'une premiere lecture.*

*M'abstenant donc de prononcer contre ce qui n'est pas de mon approbation, ou de mon intelligence, je trouve dequoy me contenter en toutes sortes d'estudes, & dequoy remercier tous ceux qui s'esvertuent; au lieu que j'en voy plusieurs qui font un supplice du plus innocent & du plus agreable amusement de la vie, & qui conçoivent des animosités estranges contre des autheurs, à la bonne volonté desquels ils devroient plustot tesmoigner quelque gratitude. De moy je sçay bon gré, & me sens obligé à tous ceux qui ont daigné nous communiquer leurs belles pensées, quelque succez qu'ait eu leur entreprise.*

*De vray il me semble que c'est en eux une grande bonté, que de nous faire participans de leurs plus secrets entretiens, & que c'est en user bien genereusement que de mespriser pour nostre satisfaction les censures auxquelles ils s'exposent. Je ne doute pas*  
que



## A D V E R T I S S E M E N T.

que la rigueur & l'injustice qu'elles exercent ne nous aient envié plusieurs excellents ouvrages, qui n'ont servi qu'au divertissement de peu de personnes, & desquels pourtant la publication estoit plus importante que celle de cent mille autres, qui ont osé paroistre au jour, pendant que ceux là ont demeuré ensevelis dans la poussiere.

Sur quoy je diray, que la hardiesse de ces mediocres escrivains n'a pas moins de fondement que la retenue des autres. Car ceux cy taschans de ne tomber pas dans des redites inutiles, n'escrivent que pour ceux qui ont desja beaucoup d'acquis, & commencent d'ordinaire leurs raisonnemens là où les autres les finissent; si bien que leurs pensées supposent que le lecteur est venu de soy mesme au lieu où elles le vont prendre pour le conduire plus avant. Mais ceux là au contraire, delivrés du scrupule que les autres font de traicter des matieres triviales, entassent indifferemment tout ce qu'ils peuvent ramasser, ne rejettant rien de ce qui peut grossir leurs volumes, & mesme les choses les plus communes leur sont les meilleures, parce qu'elles se rencontrent en plus

# ADVERTISEMENT.

grand nombre, & qu'elles sont les plus accommodées à la portée du vulgaire. Or comme les lecteurs de ceste classe sont fort espais, & composent la plus grande partie de ceux qui se meslent de juger des livres, ce n'est pas de merveille que les plumes les plus grossieres ayent plus de hardiesse à publier leurs ouvrages, que celles qui sont mieux taillées. Car encore que nous devions avoir pour indifferant le jugement de la multitude, pourveu que les plus honnestes gens estiment ce que nous faisons, il faut pourtant bien du courage & de la generosité pour se resoudre à souffrir patiemment le mespris ou les injures des ignorans, dont le bruit empesche quelquesfois d'ouir les modestes approbations des mieux sensés.

Il est vray que ce n'est pas à ceste approbation qu'il faut regarder, & que les hommes de la haute region, tels que Monsieur Hobbes, voyent au dessus d'eux les tempestes & les agitations des mediocres. Et en cela paroist une remarquable difference qu'il y a entr'eux: car la gloire de l'esprit n'estant pas ce qu'ils recherchent, & se contentant de contribuer ce qu'ils peuvent à  
l'ad-



## ADVERTISSEMENT.

*l'avancement des commodités publiques de la vie, ou de leur particuliere satisfaction, ils sont fort peu touchés de l'ingratitude dont on recompense leur travail. Ils taschent de se donner à eux mesmes & à autrui, le plus brièvement qu'il leur est possible, des preceptes de sagesse; & comme des ingenieux Architectes ils s'estudient à dresser des plans de divers edifices, qui ayent en un petit espace de grandes commodités pour le logement; se persuadans que s'ils ont réussi en leurs inventions, ce sera aux autres de suivre leurs maximes, & de bastir, s'ils veulent, sur leurs modelles. Mais les gros volumes de nos Docteurs, qui ne nous apprenent rien de nouveau, & dont la substance ne se trouve aussi bien ailleurs, tiennent bien plus de la vanité, & me font souvenir de ces pyramides, qui estoient des amas de pierres entassées irregulierement les unes sur les autres, & qui ne marquent encore à la posterité que la ridicule ambition de ceux qui ont voulu laisser une memoire eternelle d'un labeur & d'une despesce inutile.*

*Il n'en est pas de mesme de ceux qui nous*

# ADVERTISSEMENT.

*inventent de nouveaux Systemes philosophiques, qui nous proposent de nouvelles æconomies du corps humain, qui taschent de refondre la Medecine, qui cherchent de nouveaux remedes à nos indispositions, qui tournent de tous costés la Mathematique afin de faciliter les arts mechaniques, qui nous instruisent des secrets de la Politique, & nous descouvrent ce qu'ils en croient les veritables fondemens, sur lesquels, estans bien cogneus, ils pensent que les hommes auront dequoy establir leur tranquillité, du moins en ce qui vient de l'exterieur de la société civile à laquelle nous sommes incorporés.*

*C'est ce que j'avois à dire en general sur le subjeët de ceste Politique & de ma traduction, dont je ne veux que justifier le dessein, & non pas en excuser les defauts. Mais pour satisfaire plus particulierement à tout ce qu'on me pourroit objecter, je respondray en peu de mots à deux choses qui ont esté mises en avant, & desquelles je serois bien marri que je peusse encourir le reproche. La premiere est, qu'estant citoyen d'une Republique j'ay publié un livre qui favorise la Monar-*



## ADVERTISSEMENT.

*narchie. Et l'autre, que faisant profession de la Religion Reformée ( dans la communion de laquelle j'espere que Dieu me fera la grace de persister toute ma vie ) j'ay choisi pour exercer mon stile un auteur selon les maximes duquel il semble qu'il les faille avoir toutes pour indifferentes.*

*Ceux qui tiennent ce langage tesmoignent en l'une & en l'autre de ces accusations qu'ils sont peu versés dans cet escrit. Car pour ce qui est de la premiere, il est vray que l'auteur soustient ce qui n'entre point en controverse, que des trois sortes de gouvernement, Populaire, Aristocratique, & Monarchique, ce dernier est le plus commode & le plus excellent, tandis qu'il demeure en sa pureté, ne degenerant point en tyrannie. Mais pourtant il avouë dans sa Preface, que c'est là la seule chose qu'il a moins pressée, & qui n'est pas tant demonstrée en son livre qu'avancée avec probabilité & comme problematique. Ce qui donne occasion à mon advis à quelques uns de penser que Monsieur Hobbes ne butte qu'à l'establissement de la Royauté, c'est qu'il a tesmoigné pendant toutes ces guerres un*

# ADVERTISSEMENT.

*grand zele au service du feu Roy, & que le parricide qui nous a ravi ce bon Prince l'a touché aussi sensiblement qu'aucun de tout ce qu'il y a de gens de bien qui le detestent. Mais au fonds, si l'on considere sans passion ses raisonnemens, l'on trouvera qu'il ne favorise pas davantage la Monarchie que le gouvernement de plusieurs. Il ne pretend prouver si ce n'est qu'il est necessaire dans le monde que les societés civiles soient gouvernees par une puissance absolue, afin d'empescher les desordres de l'Estat de Nature, qui est celuy d'une haine irreconciliable & d'une guerre perpetuelle des hommes les uns contre les autres. Et il luy importe fort peu que ceste puissance souveraine soit recueillie dans la volonte d'une seule teste, ou dans celle d'une Assemblée, pourveu qu'elle se face obeir, & qu'elle garde la mesme force de contraindre les rebelles.*

*Ainsi il est manifeste que ce judicieux auteur vogue en haute mer, & qu'il ne s'approche point des costes, où il sçait bien que la navigation est plus dangereuse. Il ne fait aucune application de ses pensées aux Estats particuliers qui gouvernent le monde,*



## ADVERTISSEMENT.

monde, & sans avoir aucun esgard à tout ce qu'on y pratique, il donne une Idée generale du fondement de toutes les Politiques accommodées aux preceptes du Christianisme. Or c'est en ceste derniere intention que plusieurs estiment qu'il a donné prise à ses ennemis, & c'est la troisieme partie de son ouvrage que ceux la approuvent moins qui se picquent d'avoir la conscience delicate.

Il semble à plusieurs que dès qu'on n'est point tout plongé dans les controverses, on est hors des bons sentimens, & que les disputes font la principale partie de nostre Religion. Aussi nous voyons qu'on s'y exerce bien davantage qu'à ce qu'il y a de positif & d'essentiel à la pieté, & que d'ordinaire ceux qui veulent rendre raison de leur foy, croient de s'en bien mieux acquitter s'ils font une longue liste des erreurs auxquelles ils renoncent, plustot qu'un denombrement solide des verités qu'ils embrassent. Certainement il y auroit dequoy s'estonner qu'on prefere la speculation à la pratique, & qu'on employe à contester tout le temps qu'il faudroit mettre à bien faire, si la gloi-

# ADVERTISEMENT.

*re de l'esprit n'estoit une prerogative que les hommes recherchent d'autant plus passionnement qu'elle leur est toute particuliere. Mais comme Monsieur Hobbes s'est beaucoup detaché de ceste ambitieuse recherche, il a voulu donner aux autres les moyens de renoncer à ceste vanité: & il l'a attaquée en un endroit où le pretexte du salut la rend fort plausible, & sur une matiere qui cause bien du trouble & de l'agitation parmi les hommes. Il fait paroistre une grande moderation, & tesmoigne assez que la Paix & la Concorde du genre humain dans un bon gouvernement est ce à quoy il butte uniquement en son ouvrage. Et pource que les controverses de Religion sont les principaux motifs de nos dissensions, il tasche de les esteindre, en representant que ce seul article, Iesus est le Christ, est fondamental au salut, & que tous les autres regardent, ou l'ambition de dominer, ou l'avarice du gain, ou la gloire de l'esprit, dont les Ecclesiastiques, & generalement tous ceux qui se meslent d'enseigner le peuple, se picquent en toutes les sectes.*

*En*



## ADVERTISSEMENT.

*En effect, d'où nous vindrent il y a quarante ans en ces Provinces, les surnoms de Gomaristes & d'Arminiens; & d'où naissent aujourd'hui en France ceux de Ianssenistes & d'Arnaudistes parmi les Catholiques Romains, ou parmi les nostres ceux de Salmuriens & Amyralistes, si ce n'est de quelques petites distinctions inventées sur des matieres difficiles, à la gloire des auteurs, plustot qu'à celle de Dieu, ny qu'à l'edification des fides, ou au bien de l'Eglise. Car de quel exemple sont, je vous prie, toutes ces subtilités, & quel scandale ne donnent elles pas aux Juifs & aux Mahometans, qui se moquent de nos divisions, au lieu qu'ils devroient admirer nostre bonne intelligence?*

*Iterumque & iterum, scindimurque discordes,*

*Ridente Turca, nec dolente Iudæo.*

*Je m'assure que les personnes judicieuses qui considereront serieusement ce que je viens de toucher, n'improuveront pas le dessein qu'a eu Monsieur Hobbes de nous porter à une mutuelle tolerance, & de couper chemin à toutes les disputes. Et ainsi je*  
*pense*

# ADVERTISEMENT.

*penſe qu'on me tirera du blaſme d'avoir mal employé la peine que j'ay priſe en ceſte verſion ; comme ſ'il n'eſtoit pas expedient que le peuple fuſt inſtruit d'une choſe qui le concerne de plus pres que les doctes , puis que c'eſt de luy particulierement que les gens de lettres ſe joient , & dont ils aigriſſent les eſprits pour ſatisfaire à leur ambition.*

*Mais je ne puis ſouffrir la malignité de ceux , à la mauvaſe langue deſquels il ne tient pas, que les plus grands hommes de ce ſiecle ne nous ſuppriment, par une juſte indignation, les lumieres dont ils taſchent de nous eſclairer. Ce ne leur ſeroit pas aſſez de confeſſer qu'ils n'ont pas les yeux aſſez clair-voyans pour les appercevoir ( ce qui ſeroit à la verité un procedé bien ingenu & trop eſloigné de leur mauvais naturel ) ou de dire qu'en ce qu'ils comprennent d'eux ils ne trouvent pas beaucoup de ſolidité qui les perſuade ; ( ce qu'il faudroit rapporter à la diverſité des gouts , & accorder à la liberté des opinions : ) mais ils veulent que tout ce qui n'eſt pas conforme à leurs ſentimens ſoit abſurde, & contraire à la pieté. Car comme ils ne peuvent pas demonſtrer*  
ceſte



## ADVERTISEMENT.

*ceste pretendue absurdité, ils ont recours à ceste derniere machine, dont ils font peur au peuple, qu'ils excitent par là à leur secours.*

*N'avons nous pas veu l'un des plus merveillex genies de la Nature mal traité de ce costé là, & pour avoir entrepris de prouver l'existence de Dieu par des raisons naturelles? On ne s'est pas contenté de proposer des doutes sur sa methode, & de former des instances contre ses demonstrations, ce qu'il n'a pas deu prendre en mauvaise part; mais quelques uns, ont attaqué son dessein dans les Academies, & s'en sont pris à sa personne. Là où tout au contraire on ne scauroit donner trop d'Eloges à une si louable entreprise, & si noblement executée.*

*Vn de nos plus chers amis courut dernièrement la même fortune, & fut malmené d'un Regent de l'Université, parce qu'il avoit rapporté trop evidemment quelques experiences qui semblent establir le mouvement de la terre.*

*Il faut que Monsieur Hobbes se prepare à souffrir la même injustice, & qu'il ne trouve pas estrange que les mêmes esprits*  
l'accu-

# ADVERTISEMENT.

*l'accusent de favoriser l'indifference des Religions. C'est ainsi que les hommes se plaisent à amplifier toutes choses. Ceux qui ont remarqué leurs coustumes, & qui savent qu'on ne se sert des hyperboles que pour mener du mensonge à la verité, jugeront bien qu'elle a en ceste accusation plus de hardiesse que d'esperance, & que pour faire croire ce qui est croyable, elle affermie ce qui est au dela de toute credulité. Et de ceste sorte je voudrois bien, afin de sauver l'honneur des critiques, rejeter sur une figure de parler qui leur est familiere, ce qui autrement seroit une pure calomnie. On ne concevra donc en ce rare Auteur que beaucoup de moderation, & une grande envie de persuader aux autres l'usage d'une vertu si necessaire au bon-heur des particuliers, & au maintien de la societé civile.*



12000 27263



BIBLIOTECA HISTORICA MUNICIPAL



1200027263

Ayuntamiento de Madrid









Ayuntamiento de Madrid